



HAL
open science

**“ Shoulder to shoulder ”. L’émergence de mouvements
LGBT dans la République d’Irlande et en Irlande du
Nord, face aux enjeux de la partition irlandaise
(1971-1986)**

Chloé Luneau

► **To cite this version:**

Chloé Luneau. “ Shoulder to shoulder ”. L’émergence de mouvements LGBT dans la République d’Irlande et en Irlande du Nord, face aux enjeux de la partition irlandaise (1971-1986). Histoire. 2020. dumas-02952160

HAL Id: dumas-02952160

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02952160>

Submitted on 29 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



École d'histoire de la Sorbonne
Centre d'histoire sociale des Mondes contemporains

« *Shoulder to shoulder* »

L'émergence de mouvements LGBT dans la République d'Irlande et en Irlande du Nord, face aux enjeux de la partition irlandaise (1971 - 1986)



Luneau Chloé

Mémoire de recherche, master 2 Histoire contemporaine des sociétés occidentales,
sous la direction d'Isabelle Lespinet-Moret

Année universitaire 2019 – 2020 – Soutenu le 29 juin 2020

Image de couverture : photographie de la marche de Fairview, le 19 mai 1983, en réaction au meurtre de Declan Flynn. La marche, contre les violences faites aux gais et aux femmes réunis de nombreuses organisations LGBT, féministes, syndicales et politiques de toute l'Irlande, et apparaît ainsi parfois comme la première *gay pride* de Dublin.
Source : *Dublin LGBTQ Pride*

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



École d'histoire de la Sorbonne
Centre d'histoire sociale des Mondes contemporains

« *Shoulder to shoulder* »

**L'émergence de mouvements LGBT dans la République d'Irlande et en Irlande du Nord, face
aux enjeux de la partition irlandaise (1971 - 1986)**

Luneau Chloé

Mémoire de recherche, master 2 Histoire contemporaine des sociétés occidentales,
sous la direction d'Isabelle Lespinet-Moret

Année universitaire 2019 – 2020 – Soutenu le 29 juin 2020

Je tiens d'abord à remercier chaleureusement Paul Boulland, Frank Georgi et Isabelle Lespinet-Moret pour leur bienveillance, leur aide et leurs précieux conseils durant ces deux années.

J'adresse également mes remerciements à Maurice Casey, Patrick McDonagh et John Nagle pour leurs éclairages avisés au début de ces recherches, ainsi qu'à l'ensemble des archivistes de Belfast, Dublin et Cork pour leur accompagnement et leur enthousiasme sans faille.

Enfin, merci aux militantes et militants en Irlande du Nord et dans la République pour leur accueil chaleureux, leurs histoires, leurs archives et la gentillesse avec laquelle toutes et tous ont accueilli et soutenu ces recherches.

SOMMAIRE

Introduction

Première partie :

L'île irlandaise dans les années 1970, un espace hostile aux revendications
LGBT de part et d'autre de la frontière

Deuxième partie :

Premières mobilisations sur l'île irlandaise : un ou des mouvement(s) LGBT en
Irlande ? (1971-1976)

Troisième partie :

Entre institutionnalisation et politisation : l'uniformité des mouvements LGBT
en question (1975/6 - 1986)

Conclusion

Bibliographie

Sources

Annexes

Table des matières

TABLES DES ABRÉVIATIONS

APNI	<i>Alliance Party of Northern Ireland</i>
BGLS	<i>Belfast Gay Liberation Society</i>
CGC	<i>Cork Gay Collective</i>
CHE	<i>Campaign for Homosexual Equality</i>
CHLR	<i>Campaign for Homosexual Law Reform</i>
DGC	<i>Dublin Gay Collective</i>
DLGC	<i>Dublin Lesbian & Gay Collectives</i>
DUP	<i>Democratic Unionist Party</i>
GDC	<i>Gay Defence Committee</i>
GHA	<i>Gay Health Association</i>
GLF	<i>Gay Liberation Front</i>
ICCL	<i>Irish Council for Civil Liberties</i>
ICTU	<i>Irish Congress of Trade Unions</i>
IGRM	<i>Irish Gay Rights Movement</i>
IFPA	<i>Irish Family Planning Association</i>
ILGA	<i>International Lesbian and Gay Association</i>
IRA	<i>Irish Republican Army</i>
IWLM	<i>Irish Women's Liberation Movement</i>
IWU	<i>Irish Women United</i>
LGBT	<i>Lesbiennes, Gais, Bisexuel·le·s et Transgenres</i>
LIL	<i>Liberation of Irish Lesbian</i>
LOT	<i>Lesbian Organising Together</i>
NGC	<i>National Gay Conference</i>
NGF	<i>National Gay Federation</i>
NICRA	<i>Northern Ireland Civil Rights Association</i>
NIGRA	<i>Northern Ireland Gay Rights Association</i>
NUS	<i>National Union of Students</i>
NUU	<i>New University of Ulster</i>
PLAC	<i>Pro-Life Amendment Campaign</i>
QUB	<i>Queen's University Belfast</i>
SDLP	<i>Socialist Democratic and Labour Part</i>
SHRG	<i>Scottish Homosexual Reform Group</i>
SLM	<i>Sexual Liberation Movement</i>
SMG	<i>Scottish Minorities Group</i>
SRM	<i>Sexual Reform Movement</i>

TCD	<i>Trinity College Dublin</i>
TV/TS	<i>Travestites / Transexuals</i>
UCC	<i>University College Cork</i>
UCD	<i>University College Dublin</i>
UDA	<i>Ulster Defence Association</i>
USI	<i>Union of Students Ireland</i>
USFI	<i>Union for Sexual Freedom in Ireland</i>
UUP	<i>Ulster Unionist Party</i>
UVF	<i>Ulster Volunteer Force</i>
WLM	<i>Women's Liberation Movement</i>
WRTCC	<i>Womens Right to Choose Campaign</i>

Quelques précisions de vocabulaire

L'étude envisage l'Irlande au sens de l'île irlandaise comprenant aussi bien la République d'Irlande, formée en 1922 et officiellement reconnue indépendante du Royaume-Uni en 1931, que l'Irlande du Nord, composée des six comtés du nord de l'Ulster restés dans le giron britannique. Le terme d'Irlande seul renvoie à la réalité géographique de l'île irlandaise et comprend donc les deux entités politiques et institutionnelles distinctes. De la même manière, on parlera parfois de nord et de sud pour désigner chacun des ensembles, mais le terme d'« Irlande du Sud » sera évité pour parler de la République d'Irlande, en ce qu'il désigne l'ensemble institutionnel instauré par le gouvernement britannique entre 1921 et 1922 au moment de la partition officielle de l'Irlande avant l'indépendance du sud. Il est également d'usage d'employer le terme irlandais « *Eire* » pour désigner la République d'Irlande et d'évoquer l'Irlande du Nord comme « les six comtés » ou « l'Ulster », quoique cette dénomination désigne également la province nord ouest de la République irlandaise.

Par ailleurs, la division de l'île et le conflit contemporain en Irlande du Nord dont les enjeux, pas totalement apaisés, sont en partie réveillés par les débats autour du Brexit, suppose quelques difficultés quant à la dénomination de certains espaces nord-irlandais. La ville de Derry ou Londonderry, dans le comté du même nom, a été au cœur des trente années de conflit en Irlande du Nord et reste encore aujourd'hui marquée par ces divisions internes, visibles dans son nom même. Si Londonderry est le nom officiel de la ville et du comté reconnu par le Royaume-Uni, j'emploierai le terme de Derry qui est celui utilisé par les associations locales dont je parlerais dans ce mémoire telles que *Derry Sappho* ou *Cara-Friend Derry*, ainsi que par l'ensemble des militant·e·s que j'ai pu rencontrer, malgré la diversité de leurs origines et opinions politiques. En aucun cas l'utilisation du terme Derry au lieu de Londonderry ne relève d'une prise de position politique quant à ce conflit.

Enfin, j'utilise dans ce mémoire une écriture inclusive qui me permet de souligner la part des militantes au sein de ces mobilisations et a contrario l'absence de militantes lesbiennes ou bisexuelles dans certaines organisations strictement masculine. Les citations tirées de documents en anglais seront systématiquement retranscrites avec une écriture inclusive qui me semble mieux correspondre à l'absence de genre des noms anglais.

INTRODUCTION

Le 24 février 2007, à l'occasion du tournoi des Six Nations, le XV irlandais, dont le stade habituel de Lansdowne Road est en rénovation, reçoit exceptionnellement leurs adversaires anglais à Croke Park, lieu emblématique des sports gaéliques en Irlande et tragique emblème de l'histoire violente de l'île puisque c'est dans ce stade qu'a lieu le premier dimanche sanglant de l'histoire irlandaise contemporaine. Le 21 novembre 1920, en pleine guerre d'indépendance, l'armée britannique, dont quatorze agents viennent d'être assassinés par l'armée républicaine irlandaise (IRA), ouvre le feu sur la foule, en plein match de football gaélique, faisant ainsi trente morts et soixante dix blessés. La rencontre entre les deux pays dans ce lieu chargé d'histoire se dote d'une importance politique et symbolique de premier plan, et constitue une étape majeure de la réconciliation de l'Irlande avec son passé¹, près de dix ans après la fin du conflit en Irlande du Nord. Plus encore, l'événement marque l'avènement définitif de l'*Ireland's Call*, jeune hymne du rugby irlandais, qui regroupe en une seule équipe nationale la République irlandaise et l'Irlande du Nord. L'hymne est ainsi composé en 1995 par Phil Coulter à la demande de l'IRFU (*Irish Rugby and Football Union*) qui entend parer à l'absence de chant capable de représenter les joueurs, joueuses et supporters venus de l'ensemble de l'île, laissant ainsi place à une minute de silence avant chaque match joué à l'étranger ou en dehors de Dublin. Son compositeur a donc la lourde tâche de forger un hymne fédérateur, capable de représenter l'île irlandaise dans toute sa diversité, sans prendre parti sur le conflit politique qui oppose les Irlandais·e·s depuis le début du XXe siècle². L'île est en effet divisée en deux entités politiques distinctes depuis 1921 et l'établissement par le gouvernement britannique d'une frontière séparant les six comtés du nord-ouest de l'Ulster

1 « Il était temps de nous réconcilier avec le passé et d'être assez confiants en nous-mêmes pour avoir une attitude d'accueil des autres et non d'exclusion », déclaration de Sean Kelly au sujet de la reconquête. Président de la *Gaelic Athletic Association* (GAA) qui possède Croke Park, entre 2003 et 2006, il est à l'initiative de la réforme de la règle 42 de l'organisation qui interdisait la pratique de tout sport étranger sur ses terrains.

Voir Bertrand d'Armagnac, « Croke Park et l'Irlande accueillent les rugbymen d'Angleterre avec une intense émotion », *Le Monde*, 24 février 2007.

2 Voir à ce sujet le reportage d'Aurélien Delfosse et Yvan Ratiarivello, *L'appel de l'Irlande*, « L'équipe explore », 2015

(Antrim, Armagh, Derry, Down, Fermanagh et Tyrone) des 26 autres comtés qui composent la République d'Irlande. L'ancienne divergence politique entre le nord et le Sud de l'île se traduit ainsi en une division politique et institutionnelle de l'Irlande. Tout au long du XXe siècle, l'histoire de l'île est marquée par des conflits violents entre les défenseur·euses de la partition et les partisan·ne·s de la réunification de l'Irlande, notamment en Irlande avec l'explosion des *Troubles*³ à la fin des années 1960, qui font près de 3000 morts en une trentaine d'années. *L'Ireland's Call*, qui invite les Irlandais·e·s de l'ensemble de l'île à se tenir « côte à côte pour répondre à l'appel de l'Irlande », s'inscrit ainsi pleinement dans le processus de paix engagé dans les années 1990 afin de pacifier les relations en Irlande du Nord jusqu'à la signature en 1998 de l'accord du Vendredi Saint à Belfast. Il incarne en ce sens une des problématiques majeures de l'histoire contemporaine de l'Irlande, depuis la partition de 1921, à savoir la question des liens et proximités concrètes qui persistent entre ces deux Irlande malgré leur division politique, institutionnelle, historique, et même, en partie, culturelle. Côte à côte, la République d'Irlande et l'Irlande du Nord le sont incontestablement. Reste à savoir si elles se tiennent épaule contre épaule en dehors de ces événements sportifs, et notamment lorsqu'il s'agit de mobilisations collectives dépassant le cadre de l'identité nationale, comme c'est le cas dans les mouvements LGBT qui se caractérisent par d'importantes circulations d'idées, de pratiques et même de militant·e·s à l'échelle internationale.

En Irlande, la question des revendications LGBT est notamment incarnée par deux affaires législatives, *Dudgeon v. United Kingdom* pour l'Irlande du Nord et *Norris v. Ireland* pour la République, portées devant la cour européenne des droits de l'homme afin d'obtenir la décriminalisation et la dépénalisation de l'homosexualité masculine de part et d'autre de la frontière. Ces affaires, qui aboutissent respectivement en 1981 et en 1993, représentent la partie émergée de vastes mouvements sociaux qui remettent en cause l'ordre moral de ces sociétés irlandaise et nord-irlandaise tout au long des années 1970 et 1980. Dans la dernière décennie, de plus en plus de travaux, de chercheurs et chercheuses irlandais·e·s, tendent à interroger la variété de ces militantismes LGBT en Irlande.

3 L'expression de « *Troubles* », pour désigner le conflit nord-irlandais, davantage usitée en anglais qu'en français où le terme paraît réducteur, est une référence au terme employé au début du siècle pour évoquer les conflits en Irlande entre 1919 et 1923, à savoir la guerre d'indépendance et la guerre civile. Ce choix reflète un processus d'inscription mémoriel selon Philippe Brillet., et permet d'éviter de parler de guerre civile. Voir Philippe Brillet, « L'Irlande du Nord entre les braises de ses *Troubles* et les prémisses du Brexit », *Observatoire de la société britannique*, n°22, « L'Irlande du Nord dans un royaume en turbulences », 2018, p. 9-48

Les études sur le genre et les sexualités connaissent en effet depuis plus d'une dizaine d'années maintenant une véritable effervescence, vraisemblablement en lien avec l'actualité de ces questions dans la sphère publique⁴. En France le développement de revues consacrées à ces champs de recherches ainsi que les récentes formations de l'enseignement supérieur en étude du genre et des sexualités témoignent de l'institutionnalisation de ces recherches, malgré un certain retard par rapport à l'état de la recherche dans les pays anglophones et plus particulièrement un retard des historiens par rapport aux autres sciences sociales (philosophie, sociologie, sciences politiques). L'histoire des mouvements LGBT s'ancre dans ces champs de recherches sur l'histoire des sexualités et du genre, et entretient ainsi des liens étroit avec l'histoire des femmes et du féminisme avec qui elle partage une frontière ambiguë entre monde universitaire et militantisme. En témoigne l'adoption par les chercheurs du terme LGBT, apparu en 1996 lors de la *London Pride* qui inaugure aussi bien la volonté des militants d'allier revendications homosexuelles, bisexuelles et transgenres, que l'ouverture des recherches en sciences sociales aux autres lettres de l'acronyme, passant d'une étude des homosexualités à une étude des minorités sexuelles en général, ou *queer studies*.

L'histoire des homosexualités et ses multiples inflexions se caractérisent d'emblée par une ambiguïté fondamentale entre militantisme et recherche en sciences sociales. L'histoire des mouvements LGBT contemporains, à l'origine des premiers travaux sur l'histoire des homosexualités, reste ainsi profondément marquée par la référence aux émeutes de Stonewall en juin 1969 et à la fondation quelques jours plus tard du *Gay Liberation Front* (GLF), groupe d'action plus radical que les associations dites « homophiles » déjà existantes et qui essaime bientôt dans le reste du monde occidental avec la fondation du UK GLF à Londres le 13 octobre 1970, le *Front of Liberation homosexual* (FLH) en novembre 1970 au Canada, ou encore le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) en 1971 à Paris. Ces événements majeurs des mobilisations homosexuelles dans les années 1970 s'accompagnent d'une forte volonté de la part des militants de forger une mémoire collective homosexuelle, qui les pousse à présenter Stonewall comme l'acte fondateur des consciences gays et lesbiennes et des mouvements sociaux qui en découlent. Les travaux de chercheurs engagés et contemporains des mobilisations tendent alors à dessiner une vision linéaire de l'histoire des personnes homosexuelles allant de la répression et de

4 Voir Régis Revenin, « Les études et les recherches lesbiennes et gays en France. 1970-2006 », *Genre et Histoire*, Association Mnémosyne, 2007 ; Sylvie Chaperon, « L'histoire contemporaine des sexualités en France », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 75, juillet-septembre 2002, pp. 45-59 ; Florence Tamagne, « Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux », *Revue d'histoire moderne et contemporaine (1954-)*, T. 53, No 4, Écrire l'histoire des homosexualités en Europe : XIXE-XXE siècles (octobre-décembre 2006), pp. 7-13 ; Massimo Prearo, « Réflexions critiques sur l'histoire contemporaine de l'homosexualité », *Bulletin d'histoire politique*, 18, No 2, 2010.

l'invisibilisation totale des minorités sexuelles à la libération et aux revendications identitaires qui seraient inaugurées par ces mouvements sociaux récents⁵.

Cette première tendance historiographique est vite critiquée par des chercheurs américains, inspirés de Michel Foucault et de son *Histoire des sexualités*⁶ pour qui l'homosexualité telle que pensée par les sciences sociales ne doit pas être considérée comme un invariant de l'histoire. Ils entreprennent au contraire de déconstruire leur objet d'étude et ses représentations contemporaines pour redécouvrir une histoire des homosexualités au pluriel, et réfuter l'idée d'une époque pré-Stonewall caractérisée par le silence, l'invisibilité et l'isolement⁷. Ce courant dit constructiviste procède alors à un élargissement majeur des bornes chronologiques de l'histoire des homosexualités⁸ ainsi qu'à une révision de la chronologie des mouvements LGBT eux même en rappelant l'existence d'importantes sociabilités gays et lesbiennes dès le tournant des XIXe et XXe siècle, et même de premiers mouvements homosexuels dans les années 1920-1930 où déjà, selon Florence Tamagne, « le processus identitaire est en marche »⁹. Ce courant historiographique des années 1980 propose de multiples approches, nourries des apports de l'histoire culturelle et de l'histoire sociale qui oriente les travaux vers plus d'intersectionnalité en intégrant notamment des réflexions sur les classes sociales¹⁰ et plus tard les origines raciales. Les études lesbiennes, quant à elles, ont la particularité de se situer au croisement de deux des trois veines de l'histoire des sexualités identifiées par Sylvie Chaperon, à savoir l'histoire des femmes et l'histoire des homosexualités. Ainsi, tandis que les premiers travaux des années 1970 placent l'étude des lesbianismes sous l'égide de l'étude des sexualités féminines en général, dépeignant une forme de sororité favorable à l'émancipation des femmes de la domination masculine¹¹, les ouvrages des années 1980 et surtout 1990 témoignent d'une indépendance croissante des études lesbiennes aussi

5 Voir Dennis Altman, *Homosexual Oppression and Liberation*, New York, Outerbridge & Dienstfrey, 1971 ; Jacques Girard, *Le mouvement homosexuel en France, 1945-1980*, Paris, Syros, 1981 ; Toby Marotta, *The Politics of Homosexuality*, Boston, Houghton Mifflin, 1981 ; Brice Galloway, *Prejudice and Pride*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1983.

6 Michel Foucault, *Histoire des sexualités I, La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.

7 John D'Emilio, *Sexual politics, sexual communities*, Chicago, University of Chicago Press, 1983.

8 Voir John Boswell, *Christianity, Social Tolerance and Homosexuality : Gay People in Western Europe from the Beginning of the Christian Era to the Fourteenth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 1980 ; Philippe Ariès, « Réflexions sur l'histoire de l'homosexualité », *Communications*, 35, 1982, Sexualités occidentales. Contribution à l'histoire et à la sociologie de la sexualité, pp. 55-67.

9 Voir Barry D. Adams, *The Rise of a Gay and Lesbian Movement*, Boston, Twayne Publishers, 1987, sur la fondation, dès 1897 à Berlin du Comité Scientifique-Humanitaire par le physicien allemand Magnus Hirschfeld et qui demande l'égalité des droits pour les homosexuels.

10 Voir notamment George Chauncey, *Gay New York. Gender, urban culture and the making of the gay Male World, 1880-1940*, New York, Basic Books, 1994.

11 Voir Carroll Smith-Rosenber, « The Female World of Love and Ritual : Relations Between Women in Nineteenth-Century American », *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, I, 1, 1975 ; Lillian Federman, *Surpassing the Love of Men. Romantic Friendship and Love between Women from the Renaissance to the Present*, New York, Triangle Classics, 1981.

bien par rapport aux études sur les femmes que celles sur les homosexuels¹². Cette particularité souligne une des difficultés majeures rencontrées par l'histoire des mouvements LGBT, à savoir la stricte séparation des mobilisations féminines et masculines dans les ouvrages de référence qui tendent ainsi à présenter une histoire des mouvements LGBT majoritairement masculine, reléguant les mouvements lesbiens à la marge, sans rendre compte des liens et des tensions entre militantes et militant au profit d'un récit plus unitaire des mobilisations¹³.

La question de la séparation entre aspirations militantes et rigueur universitaire continue donc de se poser aux chercheurs et chercheuses que Massimo Prearo invite à déconstruire une nouvelle fois leur objet d'étude en interrogeant notamment les termes omniprésents d'« identité » et de « communauté » dont la pertinence historique reste à vérifier. Une prudence méthodologique d'autant plus nécessaire que depuis le milieu des années 1990 les études LGBT ont de nouveau élargit leur horizon sous l'impulsion des nouvelles dynamiques militantes. Les recherches, notamment en sociologie, se sont ouvertes aux grandes questions d'actualité telles que le sida, le PACS, le mariage ou encore l'homoparentalité, ainsi qu'aux autres minorités sexuelles qui prennent de plus en plus place dans les débats militants. L'histoire contemporaine des mouvements LGBT semble néanmoins encore lacunaire, comme en témoigne selon Sylvie Chaperon la préférence des historiens pour les grandes bornes chronologiques dans leurs récentes études. Ainsi, si *Act Up* a fait l'objet d'importantes enquêtes historiques¹⁴, l'histoire des mobilisations des années 1970 reste marquée par le souvenir de Stonewall et l'idée d'une influence américaine sur les mobilisations européennes que Florence Tamagne appelle à questionner dans le cadre d'une histoire LGBT globale ou du moins d'une approche comparée de ces mouvements à l'échelle européenne.

En Irlande, l'histoire des sexualités sur l'île est marquée par la publication en 2009 par Diarmaid Ferriter d'une immense histoire de la sexualité dans la société irlandaise contemporaine de 1845 à nos jours¹⁵. L'auteur y reprend l'idée développée par Tom Inglis que le rapport de l'Irlande à la sexualité à l'époque contemporaine reste ancrée dans la thématique du péché, telle que décrite par Foucault. Il nuance cependant très largement l'image d'une absence de discours alternatifs à ceux de l'Église, ou de résistances et transgressions des normes sexuelles établies, tout

12 Voir le second livre, dix ans plus tard de Lillian Federman, *Odd Girls and Twilight Lovers. A History of Lesbian Life in Twentieth-Century America*, New York, Columbia University Press, 1993.

13 Jacques Girard justifie ainsi de ne pas traiter des mouvements lesbiens, pourtant proches des origines du FHAR, pour « éviter les détails ennuyeux des divergences » (introduction, p7).

14 Christophe Broqua, *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses Sciences Po, 2006

15 Diarmaid Ferriter, *Occasions of Sin. Sex and Society in Modern Ireland*, Londres, Profile Books, 2009.

comme l'idée d'une sensibilité spécifiquement irlandaise au sujet de la sexualité et de ses implications morales dans la société. Au contraire, il s'attache à mettre en lumière l'existence de discours dissidents qui remettent en cause l'influence de l'Église et de l'État sur la sexualité des Irlandais·e·s et Nord-irlandais·e·s. L'étude des mouvements LGBT sur l'île doit donc être pensée dans le cadre de ce questionnement sur le temps long de la part accordée à ces instances gouvernementales et religieuse sur la vie privée et sexuelle des populations irlandaise et nord-irlandaise.

L'histoire de ces mobilisations LGBT est, comme ailleurs, d'abord amorcée par les militants et les militantes engagé·e·s dans ces mouvements, dans une optique de construction mémorielle d'une histoire LGBT en Irlande. Dès les années 1980, le *Dublin Lesbian and Gay men Collectives* publie ainsi un recueil de témoignage sur la vie des personnes homosexuelles dans la République et en Irlande du Nord¹⁶. Après la décriminalisation de l'homosexualité masculine en 1993 dans la République, plusieurs activistes publient un récit de leur expérience personnelle du mouvement LGBT, intégrée à une histoire globale des revendication homosexuelles à l'échelle nationale et internationale¹⁷. Parmi les premiers écrits scientifiques sur le sujet, ceux de Paul Ryan¹⁸, lui même proche des militants irlandais, retracent les événements majeurs qui ont conduit à la décriminalisation en 1993, mais tendent à présenter une histoire avant tout masculine, urbaine, dublinoise et assimilationniste des mobilisations. Son récit met en effet en avant le combat, relativement bien connu, des militants de l'*Irish Gay Rights Movement* (IGRM), puis de la *National Gay Federation*, encore aujourd'hui association LGBT majoritaire en République d'Irlande, et notamment de l'activiste et sénateur David Norris. En 1999 l'historienne française Chrystel Hug propose une réflexion d'ensemble sur les mouvements sociaux irlandais dans le contexte d'une remise en cause de l'ordre moral imposé par la constitution irlandaise, dont le préambule et l'article 6 souligne le poids de l'église catholique et de la morale religieuse¹⁹. Elle étudie ainsi ensemble mobilisations en faveur de l'avortement, du divorce, de la contraception et de la légalisation de l'homosexualité, afin de souligner le mouvement général de remise en cause de l'ordre moral religieux en Irlande dès années 1960 aux années 1990 où le scandale des prêtres pédophile marque

16 Dublin Lesbian and Gay Collective, *Out for Ourselves. The Lives of Irish Lesbians & Gay Men*, Dublin, Women's Community Press, 1986

17 Voir Orla Egan, *Queer Republic of Cork. Cork's Lesbian, gay, Bisexual & Transgender Communities, 1970s-1990s*, Cork, Onstream, 2016 et Kieran Rose, *Diverse Communities - The Evolution of Lesbian and Gay Politics in Ireland*, Cork, Cork University Press, 1994

18 Paul Ryan, « Coming out of the dark: a decade of gay mobilizations in Ireland, 1970-80 », dans Linda Connolly & Niamh Hourigan, *Socials Movements and Ireland*, Manchester, Manchester University Press, 2006, pp.86-105 ; « Pursuit of Gay and Lesbian Sexual Citizenship Rights, 1980-2011 », *Sexualities and Irish society : A reader*, pp. 101-126, 2013

19 Chrystel Hug, *The Politics of sexual morality in Ireland*, Londres, Palgrave Macmillan, 1999

un arrêt certain dans le lien des irlandais à la religion. Néanmoins, si elle met en avant les liens entre ces différentes mobilisations, elle dépeint elle aussi un parcours assez linéaire des mouvements LGBT en Irlande, mettant en avant la bataille législative de la NGF et David Norris.

Les approches se multiplient dans les années 2000, avec la parution de différents travaux universitaires qui élargissent le champ d'étude à l'histoire culturelle ou à l'étude des campagnes irlandaises. Ce sont surtout les recherches récentes de Patrick McDonagh et Maurice Casey qui renouvellent considérablement les études des mouvements LGBT en Irlande en portant leur intérêt sur les diverses associations mobilisées et leur divergences²⁰. McDonagh s'attache ainsi à souligner la part des collectifs lesbiens et réévaluer la place des autres grandes villes irlandaises, en particulier Cork. Casey reprend quant à lui la distinction établie par Linda Connolly entre mouvements pour les droits, législatifs et assimilationnistes, et mouvements pour la libération, agissant sur la place publique et souvent jugés plus radicaux. Il porte ainsi son étude sur ces mobilisations « radicales » et met en avant leurs influences, à commencer par les mouvements féministes et les mobilisations républicaines dans le Nord. L'Irlande du Nord elle-même reste un espace à défricher du point de vue des mouvements sociaux, et notamment des mobilisations LGBT. Si les sociologues John Nagle et Bernadette Hayes ont abordé la question de l'émergence de mouvements sociaux dans un contexte de conflit civil²¹, parmi les historien·ne·s, seul Diarmaid Ferriter²² dans son immense étude du rapport à la sexualité en Irlande, semble avoir accordé une véritable place à l'histoire des associations LGBT nord-irlandaises, pourtant les premières en Irlande avec la fondation dès 1971 par les étudiants de l'université de Queen à Belfast de la *Gay Liberation Society*.

Ce renouveau historiographique de l'histoire des mobilisations LGBT en Irlande qui, souligne les disparités et l'hétérogénéité propres au mouvement, ignore donc encore en grande partie l'Irlande du Nord et la question des relations Nord – Sud au sein de ces mobilisations. Dans un bref article rédigé en février 2019, Patrick McDonagh appelle ainsi aux recherches dans ce sens en estimant que le mouvement LGBT en Irlande constitue un espace non-sectaire permettant de dépasser le conflit²³. Une image déjà mise en avant par Jeffrey Dudgeon, cité par Ferriter, pour qui « dans une région où les différences religieuses divisent la plupart de la communauté, la scène gaie

20 Patrick James McDonagh, « 'Homosexuals Are Revolting'- Gay & Lesbian Activism in the Republic of Ireland, 1970-1990 », Maurice Casey, « Radical politics and gay activism in the Republic of Ireland, 1974-1994 », *Irish Studies Review*, 26, 2, 2018, pp. 217-236.

21 Bernadette Hayes, John Nagle, « Ethnonationalism and attitudes towards gay and lesbian rights in Northern Ireland », *Nations and Nationalism*, 22, 1, pp.20-41 2016 ; John Nagle, *Social movement in violently divided societies. Constructing conflict and peacebuilding*, Abingdon, Routledge, 2016

22 Diarmaid Ferriter, *Occasions of Sin. Sex and Society in Modern Ireland*, Londres, Profile Books, 2009.

23 Patrick McDonagh, « Queering Northern Ireland during the 'Troubles' », février 2019 sur le blog d'historiens *Writing the Troubles*.

n'a jamais été sectaire » car « le lien d'une sexualité commune est bien plus fort que l'adhésion aux différences sectaires »²⁴. L'étude de Maurice Casey sur les groupes radicaux et très politisés du mouvement LGBT irlandais invite à questionner cette affirmation. Le chercheur y souligne l'engagement d'une partie des activistes du sud dans la question nationale et la revendication de réunification irlandaise à travers des collectifs revendiquant à la fois une identité LGBT et républicaine²⁵. Il amorce ainsi une réflexion sur un mouvement gai et républicain dans le Sud de l'île, qui interroge les conséquences d'un tel engagement politique sur le reste des mobilisations, et notamment sur l'engagement des militant·e·s nord-irlandais·e·s.

La tendance récente dans cette historiographie, et plus généralement dans l'historiographie de l'Irlande des années 1960-1970 semble ainsi être celle de l'imbrication des problématiques nationales irlandaises et des enjeux de mouvements sociaux contemporains, davantage pensés à l'échelle internationale. C'est en particulier le cas de l'intégration aux études sur l'Irlande des années 1970 des recherches sur les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) qui se développent à la même époque à l'échelle globale. L'expression désigne en effet un nouveau modèle d'engagement collectif fondé principalement sur des revendications sociales plutôt que sur le monde du travail, qui se distingue ainsi des modèles traditionnels que constituent les mouvements ouvriers et syndicaux du début du siècle et se caractérise par un renouveau des discours et des pratiques de l'action militante. Selon Isabelle Sommier²⁶, ces NMS se définissent par un répertoire d'action étendu, un souci du contexte transnational, de nouveaux modèles d'organisation et un passage des revendications de la sphère du travail à celle de la vie quotidienne. Ces mouvements dépasseraient ainsi l'analyse marxiste et seraient incarnés par les mouvements étudiants, féministes, les mouvements pour les droits civiques, les minorités sexuelles et plus récemment l'écologie. Les recherches récentes sur le sujet tendent par ailleurs à insister sur les circulations et échanges à l'échelle internationale entre ces mouvements. Les mouvements sociaux des années 1960-1970 en particulier connaissent récemment un important renouveau historiographique avec l'émergence de notions telles que *global sixties* voire *global sixty-eights* dont la portée ne semble atteindre que peu l'histoire des mouvements LGBT.

24 PRONI, D/3762/1/8/10, NIGRA, Jeffrey Dudgeon, « Gay Rights in Northern Ireland », n.d.

25 La question de la politisation des mouvements LGBT a notamment été mise en avant par Guillaume Marche, qui développe dans son étude des mobilisations aux États-Unis une grille de lecture du militantisme au regard du degré de politisation, de sexualisation et d'institutionnalisation du mouvement.

Voir *La militance LGBT aux États-Unis. Sexualité et subjectivité*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2017

26 Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires*, Paris, Flammarion, 2001.

Linda Connolly et Niamh Hourigan s'étonnent ainsi que ce regain d'intérêt pour les mobilisations des années 1970 ne suscite pas plus d'attention de la part des chercheurs pour les mouvements sociaux irlandais, au regard de la situation particulière du pays à cette époque²⁷. Elles soulignent en effet la faible place de l'Irlande dans l'étude des mouvements sociaux et notamment la théorisation des NMS pourtant mise à l'épreuve par sa situation d'ancienne colonie britannique, sa trajectoire économique particulière en Europe et la place prédominante de l'église catholique auprès du pouvoir sur les affaires politiques et sociales du pays. Le cas de l'Irlande du Nord, qui met en jeu selon les chercheuses des théories nationalistes et post-nationalistes uniques en Europe, est lui même étonnement peu rattaché aux études globales et notamment absent des recherches encore récentes sur les mouvements sociaux en Grande Bretagne²⁸. L'Irlande présente cependant un contexte d'étude particulier avec un développement économique et une modernisation rapide dans les années 1960 dans la République, tandis que l'enclave britannique en Irlande du Nord est en proie à un conflit civil renaissant. Ainsi, l'histoire contemporaine de l'Irlande reste marquée par son histoire politique et militaire. L'étude des mouvements sociaux par les chercheurs irlandais se concentre largement sur le conflit nord-irlandais dont les approches successives sont intimement liées aux évolutions du conflit lui même, sans forcément le relier aux mobilisations contemporaines sur l'île. Les travaux des années 1970 et 1980, comme ceux de Richard Deutsch ou de Paul Brennan, s'intéressent ainsi particulièrement aux raisons de ce conflit politico-religieux et à la constitution de communautés opposées en Irlande du Nord, tandis que les recherches des années 1990 s'inscrivent dans une réflexion autour des modalités d'un éventuel processus de paix. Les travaux récents quant à eux s'interrogent sur l'efficacité et les impacts des accords de Belfast (1998). Une historiographie très importante donc, dont il est commun de souligner l'immensité au regard d'un si petit espace géographique, mais à laquelle un certain nombre de chercheurs continuent d'apporter de nouveaux éclairages à l'instar de Donnacha O'Beachain²⁹ qui s'interrogent sur le rapport entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord au regard de la partition irlandaise. Si l'histoire culturelle amène des les années 1990 les chercheurs à réfléchir à la question de la fabrication d'une identité irlandaise à travers des recherches sur la langue ou les fêtes traditionnelles, ainsi que des premières recherches sur la conception de la famille et de la sexualité, l'intérêt des chercheurs irlandais pour d'autres mouvements sociaux semble assez tardif. C'est dans les années 2000 que Linda Connolly se penche sur la question des mouvements féministes en

27 Linda Connolly, Niamh Hourigan (dir.), *Social movements and Ireland*, Manchester, Manchester University Press, 2006.

28 Voir Peter Byrne, *Social Movements in Britain*, Londres, Routledge 1997.

29 Donnacha Ó Beacháin, *From Partition to Brexit : The Irish Government and Northern Ireland*, Manchester, Manchester University Press, 2018.

Irlande et questionne l'expression de NMS dans le contexte irlandais³⁰, ouvrant la recherche à un autre aspect des mobilisations irlandaises des années 1970. Dans cette même optique, l'historiographie la plus récente de l'histoire nord-irlandaise³¹ détache les premières années de ces *Troubles*, entre 1968 et 1972, où les mobilisations revendiquent avant tout des droits civique, avant le tournant violent du conflit dès 1972, pour les rapprocher d'une histoire globale des années 1968 et d'un réseau international de revendications sociales notamment étudiantes et pacifistes. Ce renouveau historiographique ouvre ainsi la voie, comme le souligne d'ailleurs Simon Prince dans la conclusion de son ouvrage sur le « 68 nord-irlandais », à l'étude de liens entre les *Troubles* et les mouvements sociaux qui émergent en parallèle.

La question posée ici de l'émergence de mouvement LGBT en Irlande dans ces années 1970-1980 s'inscrit dans ce cadre théorique. Les premières mobilisations se développent en effet dès 1971 en Irlande du Nord durant ces premières années du conflit nord-irlandais, mais aussi dans un contexte plus général de remise en cause des formes traditionnelles de dominations à l'échelle globale dans le cadre de ces « années 1968 » au pluriel. La formation de ces mouvements LGBT dans la République irlandaise et en Irlande du Nord soulève donc des problématiques générales sur les différentes formes d'engagement et de militantisme dans ces mobilisations, auxquelles s'ajoutent le cadre particulier de cette Irlande divisée. Il convient donc d'intégrer les questionnements spécifiques liés à la partition et au conflit nord-irlandais à l'étude de l'émergence de ce mouvement social en Irlande. Cette question du ou des mouvement(s) LGBT en Irlande reprend la définition du mouvement social dans son sens large par Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky comme « l'ensemble des interventions collectives destinées à transformer les conditions d'existence de leurs acteurs, à contester les hiérarchies ou les relations sociales et à générer pour cela des identités collectives et des sentiments d'appartenance »³². Par conséquent, le terme inclut, aux côtés des actions collectives mises en place par les différentes organisations et les différents collectifs de militant·e·s engagé·e·s publiquement, la dimension sociale de ces mobilisations à travers la question de la construction de scènes et communautés LGBT en Irlande. Ce type de militantisme contribue notamment à forger une identité collective et le sentiment

30 Linda Connolly, *The Irish Women's Movement : From Revolution to devolution*, Basingstoke, Palgrave, 2002 et avec Tina O'Toole, *Documenting Irish Feminism : The second wave*, Dublin, Liliput, 2005.

31 Voir Simon Prince, *Northern Ireland's '68 : Civil Rights, Global Revolt and the Origin of the Troubles*, Kildare, Irish Academic Press, 2007 et Chris Reynolds, *Sous les pavés ... the Troubles. Northern Ireland, France and the European collective memory of 1968*, Oxford, Peter Lang, 2014.

32 Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.

d'appartenance à une communauté qui peut revendiquer ses droits, au cœur de l'action militante. On s'efforcera donc de croiser ces interrogations tout au long de cette étude des mouvements LGBT irlandais jusqu'au milieu des années 1980 où le contexte national comme international de ces mobilisations change profondément. L'émergence du sida d'une part et l'engagement de l'Irlande dans un processus de paix en Irlande du Nord d'autre part, entraînent une recomposition majeure des formes de mobilisations des militant·e·s, au nord comme au sud de la frontière.

Ce mémoire mobilise en premier lieu des sources issues des fonds d'archives déposées par les organisations LGBT principales de ces mobilisations à Dublin, Belfast et Cork, ainsi que les archives féministes de Cork pour le militantisme lesbien. Elles comprennent aussi bien des documents internes, statuts, rapports, comptes rendus de réunion ou communication de presse, que des tracts et affiches diffusées à l'occasion des manifestations et conférences. On trouve surtout de nombreuses correspondances entre organisations et militant·e·s ainsi qu'auprès des politicien·ne·s et partis politiques ou des médias, mais également des documents plus informels et parfois manuscrits, comme des brouillons et des notes personnelles. Ces documents renseignent avant tout sur les mobilisations les importantes, formées dans les plus grandes villes irlandaises. Les ressources concernant les mobilisations dans des villes comme Galway, Derry ou Limerick sont bien moins nombreuses, quoique le musée de Free Derry ait récemment accueilli les archives de Tarlach Mac Niallais. Les espaces plus ruraux ne seront donc pas traités ici. Ces sources ont l'avantage de mettre en lumière les différentes tendances qui émergent au sein des mobilisations LGBT en Irlande ainsi que la mise en place de réseaux, et les circulations entre ces différents groupes, interrogeant par conséquent la formation d'un mouvement social structuré à l'échelle de l'Irlande. Elles présentent en revanche un biais en ce qui concerne la réalité de cette scène LGBT en Irlande puisqu'elle mettent en lumière les organisations et militant·e·s les plus visibles et les plus médiatiques. Ce premier apport sur les organisations formées en Irlande est complété par une série d'entretiens réalisés entre septembre 2019 et mars 2020 avec des militants et militantes qui appartiennent précisément à cette catégorie d'activistes engagé·e·s publiquement dans les années 1970-1980. On peut en effet distinguer différentes modalités d'engagement des militant·e·s au sein de ces groupes. Parmi les militant·e·s visibles dans les mouvements LGBT on peut déjà différencier d'une part celles et ceux qui sont moteurs·rices dans les mobilisations, souvent à l'origine de la formation des différents groupes et interrogé·e·s dans les médias, et, d'autre part, les personnes qui sont au cœur du fonctionnement de ces organisations et prennent une part active dans ce mouvement LGBT, dans l'engagement politique ou dans l'engagement social auprès de la

communauté, sans pour autant être forcément médiatisé·e·s. Ces militant·e·s se distinguent de la majorité des personnes qui composent cette communauté LGBT en Irlande, plus ou moins engagées dans le fonctionnement des organisations et dans l'aspect politique du mouvement sans pour autant s'engager personnellement ni même forcément dévoiler leur sexualité. Parmi ces personnes, on retrouve des militant·e·s moins visibles ou occasionnels qui participent surtout aux grands événements, marches et conférences organisées par les organisations et se retrouvent ainsi principalement dans les mouvances majoritaires du mouvement, à la différence de personnes qui fréquentent la scène LGBT sans y militer et bien sûr du nombre important de personnes LGBT en Irlande qui restent isolé·e·s et vers qui se tournent une partie de l'activité sociale des associations LGBT.

L'appellation LGBT que j'emploie ici peut également soulever un certain nombre de questions. En effet, si l'acronyme regroupe lesbiennes, gais, bisexuel·le·s, trans' et même, dans ses versions les plus longues, les personnes s'identifiant comme *queer*³³, ainsi que les personnes intersexuées ou asexuelles, il s'agit d'une association qui ne va pas de soi. Massimo Prearo est ainsi longuement revenu sur les débats qui ont entouré l'apparition de cette appellation³⁴. Ces débats, ce sont d'abord ceux, anciens, entre hommes homosexuels et femmes lesbiennes quant aux modalités de l'activisme gai et lesbien dès les années 1970 que les militantes lesbiennes accusent rapidement d'être sexistes et de méconnaître ou de minimiser les problématiques propres au lesbianisme et à la libération des femmes lesbiennes. Par ailleurs, si les termes « homosexuel » ou « homosexualité » sont souvent utilisés comme des notions générales désignant aussi bien les hommes que les femmes, certaines chercheuses ont souligné la spécificité du lesbianisme qui ne peut être pensé comme un équivalent féminin de l'homosexualité masculine³⁵. Une distinction que je m'efforcerai d'appliquer dans ce mémoire. Cependant, malgré les dissensions internes entre gais et lesbiennes, ces appellations, comme celle de « bisexuel-le », soulignent une distinction liée à l'orientation sexuelle des personnes, ce que le terme de « trans' »³⁶ ne recoupe pas forcément. Le terme « LGBT » convoque ainsi non seulement l'idée d'orientation sexuelle non conforme à une norme prédéfinie,

33 Voir Eve Kosofsky Sedgwick, *Épistémologie du placard*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008.

34 Massimo Prearo, « La naissance de la formule « LGBT » en France et en Italie : une analyse comparative des discours de mobilisation », *Cultures & Conflits*, n°97, « Représentations, mobilisations », printemps 2015, pp. 77 – 95 et « Mouvement et communauté LGBT. Entretien avec Jean-Philippe Cazier », *Chimères*, N°87, 2015, pp 95 – 102.

35 Adrienne Rich, *La contrainte à l'hétérosexualité et autres essais*, Genève-Lausanne, Mamamélis – Nouvelles Questions Féministes, 2010.

36 On parle aujourd'hui de manière générale de personnes trans' ou transgenres pour inclure également les trans' n'ayant pas envie de recourir à des opérations chirurgicales, mais dans les textes des années 1970 – 1980 on retrouve plus souvent le terme de transsexuel·le·s, souvent associé aux travesti·e·s par l'anagramme « TV/TS ».

mais également celle de la remise en cause des normes de genre et de la manière dont elles s'imposent dans la société. Malgré les nombreux débats quant à la pertinence d'associer chacune des lettres comprises dans ce groupe « LGBT », aux limites finalement assez floues, le terme permet d'associer aux mobilisations majoritairement gaies et lesbiennes les mouvements bisexuels et transgenres qui se développent pleinement dans les années 1990, après une première émergence encore éphémère de groupes bisexuels vers la fin des années 1970 aux États-Unis. L'unité de ce qu'on appelle encore communément « communauté LGBT », provient alors de l'idée de transgression à la norme et de revendication identitaire³⁷.

Le choix de parler de mouvements ou de mobilisations LGBT dans ce mémoire permet par conséquent d'englober les différentes réalités des membres des associations ou des personnes impliquées, de près ou de loin, dans ces mobilisations. Ainsi, si Maurice Casey et Patrick McDonagh, dans leurs récentes études du mouvement en République d'Irlande, parlent d'« activisme gai » et parfois d' « activisme gai et lesbien » pour souligner la prédominance des hommes gais et des lesbiennes dans les mobilisations des années 1970 à 1980 en Irlande, l'expression ne me semble pas regrouper l'ensemble des personnes concernées par ces mouvements. Les rapports des lignes de soutien téléphonique mises en places dans les années 1970 – 1980, telles que *Cara-friend*, les *Lesbian Line* ou *Tel-A-Friend*, témoignent d'un nombre important de personnes bisexuelles et trans' cherchant le support des associations encore désignées comme gaies et lesbiennes. Ainsi, malgré leur invisibilisation dans les premières années de ces mouvements LGBT en Irlande, ces groupes accueillent des personnes bisexuelles comme des personnes trans' engagées, qui sont au minimum engagées dans l'aspect communautaire des mobilisations, mais forment aussi les prémisses d'un activisme spécifique au sein de ces organisations. C'est particulièrement le cas pour la question d'un militantisme trans' avec la formation, dès le tournant des années 1970-1980, aux sein des organisations étudiées, de groupes de discussions pour les personnes trans' comme l'USFI et son *TV/TS group* ou le *Transvestite Group* de la NGF. Orla Egan évoque même, dans son livre, la formation d'un groupe trans, dans les années 1970 dans la région de Cork, *Friends of Eon*³⁸ Par ailleurs, la question de la bisexualité est parfois prise en compte par les militant·e·s, notamment au sein des groupes qui débattent de la place de la sexualité dans la société.

37 Sur ce dernier point, Prearo préconise de parler plutôt de mouvement de l'identité, qui désigne un principe individuel et une revendication d'identité transcrits dans une action collective, au lieu de mouvement identitaire peu compatible avec les questions plus modernes, quoique déjà en débat dans les années 1970, d'intersectionnalité.

38 Orla Egan, *Queer Republic of Cork. Cork's Lesbian, gay, Bisexual & Transgender Communities, 1970s-1990s*, Cork, Onstream, 2016

Le terme « *queer* » quant à lui, mis en avant par les chercheurs des *queer studies*, est de plus en plus utilisé dans les mobilisations actuelles en ce qu'il permet de recouper de manière générale l'ensemble des personnes qui ne se reconnaissent pas dans une vision binaire des genres, masculin ou féminin, et des sexualités, hétérosexuelle ou homosexuelle. Selon la définition qu'en donne Eve Kosofsky Sedgwick il s'agit de la remise en cause générale de l'hétéronormativité de la société, qui peut donc également concerner des personnes hétérosexuelles. Le terme suppose donc une remise en causes des frontières entre les catégories mises en avant par l'expression LGBT. Le mot *queer* en lui même vient de l'anglais et signifie quelque chose ou quelqu'un de bizarre. Dès la fin du XIXe siècle, il se dote d'une connotation sexuelle au Royaume-Uni et aux États-Unis désignant la non conformité aux normes sexuelles de la société. Le mot devient une insulte que les homosexuels, majoritairement masculins, se réapproprient avant la Seconde Guerre mondiale. Dans l'après guerre les activistes le rejette néanmoins au profit du terme « gay » et ce n'est qu'à la fin des années 1980 qu'il est de nouveau véritablement mobilisé par les militant·e·s à l'image du groupe *Queer Nation*, formé en 1990 à New York, proches du militantisme d' *Act Up* et dont le slogan affirme « *We're here, we're here, get used to it* ». Par conséquent, si le terme, employé par la recherche et le militantisme actuel, permet de souligner la remise en cause des normes de la société par les mouvements LGBT, on ne peut pas parler de mouvement *queer* pour les années 1970 – 1980.

L'objectif de ce mémoire sera donc d'étudier l'émergence et la formation de ces mouvements LGBT de part et d'autre de la frontière dans ce cadre spécifique de l'Irlande des années 1970-1980 en focalisant notamment l'attention sur les différents militantismes qui s'y développent, incarnés à la fois par les divers·e·s organisations et collectifs, ainsi que les différentes expériences militantes. La question de la partition permet par ailleurs d'aborder, au-delà des problématiques propres au conflit nord-irlandais, toutes les implications concrètes de l'existence de cette frontière, à commencer par la coexistence de deux mouvements institutionnellement divisés sur l'île. Il s'agira ainsi de se demander comment le conflit et la partition se reflètent ou non dans les mobilisations LGBT, notamment en ce qui concerne les relations transfrontalières entre les deux espaces ou encore les différents répertoires d'actions mobilisés par ces mouvements sociaux de part et d'autre de la frontière.

Trois axes majeurs de questionnements traversent ainsi ces recherches. En premier lieu la question des relations entre le Nord et le Sud de l'île dans ces mobilisations qui passe par une approche comparative de ces deux espaces et interroge les similarités et divergences dans les formes

de militantisme qui s'y développent, mais aussi l'existence de relations transfrontalières concrètes, qu'elles soient de l'ordre de la coopération complète ou d'une solidarité plus lointaine. Un second axe essentiel est la question de la politisation de ces mobilisations qui fait intervenir, en plus de la comparaison entre chaque espace, un questionnement sur les différentes mouvances à l'intérieur même de chaque mouvement et sur les formes de solidarités et d'oppositions entre les différents groupes et organisations étudiés, notamment en ce qui concerne la prise en compte plus ou moins directe du contexte politique en Irlande. Enfin, se pose également la question plus générale de l'articulation de ces mouvements avec un contexte national et international de mobilisation et donc des circulations, réseaux et influences qui traversent ces mobilisations LGBT en Irlande dans les années 1970-1980.

On procédera également en trois temps dans l'analyse de ces mouvements avec une première partie contextuelle qui interroge les similarités des législations et sociétés irlandaise et nord-irlandaise ainsi que les conditions de développement de revendications LGBT dans ces espaces. La période 1971-1986 est ensuite divisée en deux moments. Le premier, de 1971 à 1975-1976, qui porte sur les premières mobilisations et les premiers groupes LGBT en Irlande, pose la question de la partition du mouvement LGBT lui-même en deux mouvements distincts de part et d'autre de la frontière. Enfin, la période qui va du milieu des années 1970 au milieu des années 1980 se caractérise par l'épanouissement de ces mobilisations dans des mouvements de plus en plus institutionnalisés, et par là plus critiqués également par des groupes davantage politisés qui diversifient le mouvement jusqu'au renversement des priorités amené par la crise du sida.

Première partie

**L'île irlandaise dans les années 1970, un espace hostile aux revendications
LGBT de part et d'autre de la frontière.**

Chapitre 1. Deux Irlande, deux législations, un même ordre moral sexuel.

1.1. Une division politique et institutionnelle, mais pas législative.

Depuis 1921, l'île irlandaise est divisée en deux entités politiques distinctes avec l'établissement d'une frontière entre la République d'Irlande, officiellement fondée en 1931, et les six comtés d'Irlande du Nord (Antrim, Armagh, Fermanagh, Down, Tyrone et Derry). Cette division matricielle de l'histoire irlandaise du XXe siècle, qui intervient avant l'indépendance officielle de la nouvelle République, constitue tout au long du siècle, et dans une certaine mesure encore aujourd'hui, un véritable traumatisme national pour toute une partie de la population de l'île. La distinction politique entre Irlande du Nord et République d'Irlande traduit en réalité une plus lointaine distinction sociale, religieuse et même culturelle entre le nord-est de l'île et le sud qui remonte aux mouvements de population dans le nord de l'île et à l'implantation de colonies anglaises et scots sur l'île et particulièrement au nord depuis les XVIe et XVIIe siècles. Les six comtés du nord-est de l'Ulster, plus proches des côtes écossaises, sont ainsi historiquement plus protestants, et plus attachés à la fidélité au Royaume-Uni¹, de sorte que le nord de l'île est de longue date le lieu d'une opposition communautaire plus ou moins latente entre protestant·e·s, partisan·e·s des britanniques d'une part, et d'autre part les personnes défendant l'idée d'une identité irlandaise traditionnelle, et avec elle la religion catholique. Au début du XIXe siècle, face aux débats autour de la question de l'indépendance de l'île, officiellement rattachée au Royaume-Uni en 1801, la minorité protestante de l'Ulster affirme son soutien à la Grande-Bretagne². Elle s'oppose ainsi aux demandes de *Home Rule*³, et plus encore d'indépendance, des républicain·e·s du sud de l'île. Cette dissension culturelle et politique entre les comtés du nord de l'Ulster et le reste de l'île débouche en 1920, en pleine guerre d'indépendance irlandaise, sur la proposition au parlement britannique d'un *Act to provide for the better government of Ireland*, ou *Gouvernement of Ireland Act*, qui donne un statut juridique à ces six comtés en fondant l'Irlande du Nord.

1 On parle alors d'unionisme, voire de loyalisme quand au-delà du rattachement politique et institutionnel à la Grande-Bretagne, c'est l'identité britannique qui est revendiquée.

2 Minorité numérique, mais majorité politique depuis le XVIIe siècle. C'est notamment le soutien de cette communauté protestante et loyaliste qui a permis la signature de l'*Act of Union* en 1800 ratifiant la naissance en 1801 d'un Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

3 Le *Home Rule* désigne le régime d'une colonie ou d'un dominion britannique qui dispose d'une relative autonomie dans son organisation interne tout en restant attaché au Royaume Uni et à l'Angleterre. Littéralement le « gouvernement maison », c'est une autonomie sans indépendance.

« Aux fins de la présente loi, l'Irlande du Nord se compose des comtés parlementaires de l'Antrim, de l'Armagh, de Down, Fermanagh, Londonderry et de Tyrone et des arrondissements parlementaires de Belfast et de Londonderry, et l'Irlande du Sud se compose de la plupart de l'Irlande en ce qu'elle n'est pas comprises dans les susdits comtés et arrondissements parlementaires »⁴

L'acte reconnaît ainsi officiellement deux Irlande, dotées de deux entités institutionnelles distinctes, rattachées chacune au Royaume-Uni selon les règles du *Home Rule*. Les six comtés unionistes, c'est à dire pro-britanniques, du nord forment désormais officiellement l'Irlande du Nord et constituent un soutien de taille au pouvoir britannique sur le territoire irlandais. Le texte, soutenu par Walter Long, ancien leader de l'*Ulster Unionist Party* (UUP), prévoit alors à terme une réunification de l'Irlande au sein de l'Union britannique. Une notion qui est évacuée lors de la signature du traité de Londres un an plus tard, le 6 décembre 1921. Tandis qu'il autorise la création d'un État libre d'Irlande, avec le statut de dominion pendant encore dix ans, et le repli des troupes britanniques de l'île, le traité, qui met alors fin au conflit entre le Royaume-Uni et la jeune République d'Irlande, entérine la frontière irlandaise au sein de l'île par son article XI qui reconnaît que :

« les pouvoirs du Parlement et le Gouvernement de l'État libre d'Irlande ne s'exerceront pas sur le Nord de l'Irlande, et les dispositions de la loi de 1920 sur le Gouvernement de l'Irlande, en tant qu'elles se réfèrent au Nord de l'Irlande continueront à avoir leur plein effet, et aucune élection de députés pour le Parlement de l'État Libre d'Irlande n'aura lieu dans les circonscriptions du Nord de l'Irlande »⁵

L'accord, préalablement signé à Londres par une délégation irlandaise menée par Michael Collins et Arthur Griffith, provoque une forte division au sein du *Dáil Éireann* donnant lieu à deux ans de guerre civile très violente entre les pro-traités et leurs opposants refusant d'abandonner l'Irlande du Nord à l'Angleterre. À l'issue de ce conflit qui a fait plus de 4000 morts en deux ans, les tensions sont loin de disparaître et demeurent latentes pendant près d'une cinquantaine d'années. L'*Irish Republican Army* (IRA), milice paramilitaire républicaine, fondée en 1905 par Arthur Griffith et anti-traité pendant la guerre civile, continue ses attaques contre la présence britannique en Irlande et notamment en Irlande du Nord, mais de manière plus discrète et ponctuelle, tandis que le *Sinn Féin* représente le maintien des volontés de réunification et d'indépendance totale sur la scène politique.

4 *Act to provide for the better government of Ireland, (Government of Ireland Act)*, 23 décembre 1920, 10 & 11 Geo. A.D. 1920, , consulté le 10 mai 2019, <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/Geo5/10-11/67/contents/enacted>.

5 *Articles of Agreement for a Treaty Between Great Britain and Ireland, (Anglo-Irish Treaty* ou en irlandais *An Conradh Angla-Éireannach*), 6 décembre 1921, section 11, consulté le 10 mai 2019, <https://cain.ulster.ac.uk/issues/politics/docs/ait1921.htm>.

La frontière entre les deux Irlande reste ainsi une source de conflits majeure durant toute la période. Dans les années 1970, l'île irlandaise est donc divisée par une frontière politique et culturelle qui reste source de débats et de tensions qui resurgissent de manière de plus en plus virulentes avec les mouvements pour les droits civiques qui se développent dès la fin des années 1960 dans les communautés catholiques d'Irlande du Nord.

Cette partition irlandaise influence considérablement l'histoire contemporaine de l'île depuis le début du XXe siècle, mais elle établit surtout deux États distincts, soumis à deux législations différentes, ce qui transforme la manière dont les mouvements sociaux se développent sur l'île. D'emblée un mouvement divisé dans les instances auprès desquelles les militant·e·s portent leurs revendications : le gouvernement britannique pour l'Irlande du Nord, et donc le parlement nord-irlandais de Stormont puis celui de Westminster, contre l'*Oireachtas* et notamment le *Dail Eireann* pour la République irlandaise⁶. Pourtant, malgré cette division, les droits des homosexuel·le·s en Irlande du Nord comme dans la République sont définis par la même loi de 1861, alors mise en place par le gouvernement britannique sous le règne de la reine Victoria, bien avant l'indépendance du sud de l'île. La conservation de cette loi britannique constitue par ailleurs un argument majeur pour une part des activistes sud-irlandais·e·s qui y voient les restes d'une domination britannique en contradiction avec des valeurs irlandaises jugées plus tolérantes⁷. L'*Offence against the Person Act*, qui légifère également sur les meurtres et les autres formes de menaces ou d'atteinte à la personne, postule alors une interdiction totale de l'homosexualité masculine et considère officiellement la sodomie comme un crime contre nature, aux côtés de la bigamie et de l'avortement⁸. La partie « sodomie ou bestialité » de l'acte précise alors que la sodomie est passible d'une peine de dix ans d'emprisonnement jusqu'à l'emprisonnement à vie, selon l'âge et le consentement des personnes impliquées, dans le cas où deux hommes seraient surpris publiquement en train d'avoir un rapport sexuel. La tentative de commettre un tel « crime infamant » est quant à elle passible de deux à dix ans d'emprisonnement. L'ambiguïté de la situation irlandaise repose sur le maintien de cette loi, pourtant britannique, sur l'ensemble du territoire, au nord comme au sud, quand le Royaume-Uni lui-même a passé en 1967 un *Sexual Offence Act* légalisant pour l'Angleterre et le Pays de Galles les rapports sexuels en privé entre deux hommes consentants de

6 L'*Oireachtas* est le nom du parlement irlandais composé de la présidence de l'Irlande et des deux chambres législatives qui ont l'initiative des lois. La chambre basse, le *Dáil Éirann*, est élue par les citoyens et compte environ un député pour 20 000 citoyens, 144 en 1969, tandis que la chambre haute, le *Seanad Éirann*, se compose de 60 membres nommés par le premier ministre ou élus par les universités et un collège électoral.

7 Voir Kieran Rose cité dans Richard Dunphy, « Sexual identities, national identities : the politics of gay law reform in the Republic of Ireland », *Contemporary Politics*, vol. 3, n°3 (1997), pp. 247-265

8 *Offences Against the Person Act*, 6 août 1861, section 61, consulté le 10 mai 2019, <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/Vict/24-25/100/contents>

plus de vingt-et-un ans⁹. Un maintien surprenant au regard de la République irlandaise qui a achevé son indépendance en 1949, et tend dès lors à affirmer son détachement du Royaume-Uni, mais qui suscite également des interrogations du point de vue nord-irlandais où la non application de la réforme est vécue comme une anomalie et une véritable injustice ainsi que le souligne un militant dans une lettre écrite au *Belfast Telegraph* rappelant que « sept ans après [l'amendement de 1967], quelques 35 000 hommes sont toujours passibles d'une peine de prison à vie en Irlande du Nord, pour un acte jugé légitime en Angleterre »¹⁰.

1.2. Un ordre moral partagé au-delà de la frontière.

Cette particularité juridique se retrouve dans d'autres domaines des politiques sexuelles, et en particulier dans le cas de l'avortement qui est également condamné sur l'ensemble de l'île au nom de la loi victorienne de 1861¹¹. Sur ce point encore la législation a été largement allégée en Grande-Bretagne par l'*Abortion Act* de 1967 qui accorde un droit à l'IVG lorsque deux médecins ont confirmé que la vie de la mère, ou que son état physique ou psychique, était menacé ainsi qu'en cas de lourd handicap du fœtus. Cependant l'Irlande du Nord est à nouveau écartée de l'amendement, du fait notamment de l'opposition massive des élu·e·s nord-irlandais·e·s et des différents représentants des églises d'Irlande du Nord. Cet encadrement très strict de la sexualité des irlandais·e·s par la loi traduit pour Chrystel Hug l'existence d'un ordre moral irlandais particulièrement répressif sur la question des politiques sexuelles¹². Dans son étude de la seule République d'Irlande, l'historienne s'intéresse également à la question de la contraception et du divorce qui y sont interdits mais dont elle rappelle qu'il s'agit de domaines moins vivement condamnés par l'opinion publique, capables de mobiliser une partie plus large de la population et débattus de manière moins virulente dans les années 1970. Une distinction également soulevée par les militant·e·s lors de débats sur l'homosexualité et la loi lorsqu'ils évoquent :

9 *An Act to amend the law of England and Wales relating to homosexuals act*, (Sexual Offences Act 1967), 27 juillet 1967, 1967 c. 60, récupéré de <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1967/60>, consulté le 11 mai 2019.

10 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet, n°14, 28 février 1974 : « Homosexuals », *Belfast Telegraph*, 13 février 1974.

11 *Offences Against the Person Act*, 6 août 1861, section 58-59, consulté le 10 mai 2019, <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/Vict/24-25/100/contents>. Complété au Royaume-Uni par le *Infant Life Preservation Act* de 1929 sensé limiter le nombre d'infanticides.

12 Chrystel Hug, *The Politics of Sexual Morality in Ireland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1999

« Les précédentes discussions [...] comme la contraception et le divorce. Des sujets comme ceux là sur lesquels nous sommes tous enclins à avoir de fermes opinions. Pourtant [...] nous nous accorderons sans doute sur le fait que ces désaccords moraux sur de tels sujets sont désirables, si ce n'est essentiels, dans une société civilisée saine.[...] En revanche, il y a d'autres sujets dans le règne de la loi et de la moralité sur lesquels il sera beaucoup plus difficile de maintenir une discussion enjouée et profitable. Un sujet tel que celui là est celui de l'homosexualité. C'est un sujet où l'expérience personnelle, les enseignements moraux et social que nous avons reçu et la désapprobation universelle de la société dans laquelle nous vivons se combinent pour rendre le débat tendu de peurs inexprimées, de répulsion, de dégoût et son revers ridicule »¹³.

Ainsi, alors que la contraception et le divorce semblent pouvoir être débattus dans la société comme des points d'ordre public que l'État peut reconsidérer, l'avortement et l'homosexualité en revanche sont non seulement criminalisés, mais également largement évincés de l'espace public¹⁴. Ces questions semblent constituer des débats de société plus subversifs, qui posent bien plus la question de la limite entre moralité privée et publique. Dans la République, les militants anti-avortement tentent même de le rendre inconstitutionnel au début des années 1980 avec la *Pro-Life Amendment Campaign* qui demande d'intégrer à la constitution un amendement définissant l'avortement comme un crime. Une campagne qui apparaît comme une tentative de faire d'un interdit religieux un interdit politique ainsi que le souligne Mary Robinson, pour qui « le problème avec cet amendement constitutionnel, c'est que c'est une manière catholique de faire les choses »¹⁵. Ces particularités législatives, qui unifient sur toute l'île irlandaise la condamnation de l'homosexualité masculine et de l'avortement, posent la question de l'imbrication du politique et du religieux dans les institutions irlandaises et dans la mise en place d'un ordre moral répressif à travers ces politiques sexuelles¹⁶.

La loi de 1861 s'appuie en effet largement sur des fondements moraux, qu'illustrent notamment le flou juridique autour de la notion de « *gross indecency* ». Ce crime, condamné au côté de la sodomie, et qui ne concerne que l'homosexualité masculine, n'est en réalité pas clairement défini et peut désigner un large panel d'actions, allant de la masturbation d'un autre

13 IQA – MS 46,051/1, Archives de Cathal Kerrigan, texte de discours « Homosexualité and law ».

14 Chrystel Hug, *The Politics of Sexual Morality in Ireland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1999, p. 200

15 Mary Robinson, alors avocate, avant de devenir en 1993 présidente de la République d'Irlande, lors des débats au sénat du 4 mai 1983. Citée par Chrystel Hug, *ibid*, p. 153.

Référence à l'expression « une solution irlandaise à un problème irlandais », régulièrement utilisée par les politiques irlandais sur des sujets controversés tels que la contraception, l'assurance maladie, l'avortement ou encore le conflit nord-irlandais.

16 Voir Chrystel Hug, *ibid*, et « Sans norme ni sanctions : l'homosexualité dans un état post-moraliste », *Études Irlandaises*, vol 20, n°1 « L'État en Irlande », 1995, pp. 205-216.

homme, en public ou non, au simple contact physique entre deux hommes, tant que le législateur ou le juge estime ces actes immoraux ou contre nature. Les militants de la *Belfast Gay Liberation Society* mettent en avant cette subjectivité de la loi dès leurs premiers prospectus, rappelant que « deux hommes qui s’embrassent » peut constituer un crime de « *gross indecency* » selon la loi, si cela se passe « dans des circonstances qui montrent que l’acte était immoral et contre nature »¹⁷. La criminalisation de l’homosexualité, comme de l’avortement, par la loi de 1861 paraît alors s’appuyer sur des arguments religieux liés à la place des Églises dans l’établissement des lois. Pour la République, cette imbrication est affirmée dès le fondement de la jeune République irlandaise, dont le préambule et l’article 6 de sa constitution rappelle la place de l’Église dans l’établissement des lois de l’État, en rappelant l’origine divine des pouvoirs de du gouvernement¹⁸. Mais ce sont également des justifications religieuses qui sont invoquées en Irlande du Nord par les députés réfractaires aux réformes législatives. Les militants nord-irlandais font en effet face à une large opposition du parlement nord-irlandais lorsqu’ils interpellent les députés sur la non application de l’amendement de 1967 à l’ensemble du Royaume-Uni. Ils rappellent d’emblée que « à part M. Powell, les douze membres du parlements de l’Ulster à Westminster peuvent être considérés comme hostiles »¹⁹, six d’entre eux ayant déjà voté contre l’amendement de 1967 pour l’Angleterre et le Pays de Galles. Ces politiciens réfractaires sont critiqués comme des « auto-désignés gardiens de la moralité publique » en ce qu’ils mobilisent largement l’argument religieux pour justifier leur opposition à la réforme, à l’instar du député Douglas pour le comté de Derry qui justifie son rejet de la réforme par sa loyauté aux préceptes de l’Église.

« Il y a très peu de sujets sur lesquels je suis d’accord avec le système de l’Eire, mais la loi sur l’homosexualité en est un. Je suis un protestant et un chrétien, et je crois, ainsi que la Bible le dit, que les pratiques auxquelles vous vous référez, constituent des péchés destructeurs. Je prie le dieu tout puissant pour que tous ceux qui pratiquent ces activités ou ferment les yeux dessus en soient libérés et pardonnés »²⁰

Pour Diarmaid Ferriter, qui intègre quant à lui l’Irlande du Nord à son étude, cette approche morale de la sexualité, fortement influencée par les enseignements religieux, est une caractéristique que l’on retrouve dans l’ensemble de la culture irlandaise. La religion semble en effet avoir une même

17 Linen Hall Library, Political Collection, *GLS information sheet*, n°2, 15 novembre 1973, « The criminal Law of Northern Ireland concerning Homosexual Offences ».

18 Le préambule rend hommage au Christ en tant que défenseur des pères de l’Irlande et des martyrs de la république, et l’article 6 annonce que « tous les pouvoirs du gouvernement, législatifs, exécutifs et judiciaires, émanent, après Dieu, du peuple ». Voir <https://www.gov.ie/en/publication/d5bd8c-constitution-of-ireland/>.

19 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », Lettre du 1974 CHLR.

20 PRONI, D/3762/1/5/1, « Correspondance with members of the Northern Ireland Parlement », réponse du député Douglas à Peter Hughes, BGLS.

importance, au nord comme au sud de la frontière, sur la manière dont les irlandais et les irlandaises définissent ce qui est moral et ce qui ne l'est pas. Doug Sobey, militant de Belfast originaire du Canada, rappelle que l'île « est un endroit assez conservateur en ce qui concerne la religion. Mais ça a changé. L'Irlande, il y a 45 ans était un pays bien plus religieux qu'il ne l'est maintenant, au nord comme au sud, et l'influence de l'église, de l'église catholique en particulier, sur la plupart des gens, était très forte dans les années 1960-1970 », au point que la morale religieuse dépasse le clivage politique en Irlande du Nord. « Les unionistes, le DUP, comme l'Église catholique, pas le *Sinn Fein* cependant, étaient assez opposés à la loi, ils étaient contre le changement de la loi sur l'avortement et l'homosexualité était vue de manière biblique ». L'ensemble de l'île semble en effet se distinguer par une imbrication particulièrement forte du politique et du religieux, dont témoigne notamment l'établissement des lois en matière de politiques sexuelles. Les sociétés irlandaises et nord-irlandaises sont particulièrement encadrées par les églises catholiques et protestantes, qui considèrent toutes les deux l'homosexualité comme un péché. En dehors des paroisses, les écoles, qui sont quasiment toutes confessionnelles, les associations culturelles ou sportives, notamment l'association de sport gaélique²¹, mais également les universités, dotées de chapelles et de collèges de prêtres associés, sont autant d'institutions qui permettent de diffuser les enseignements religieux dans la société. La religion fait donc pleinement partie de la vie sociale des irlandais·e·s et des nord-irlandais·e·s, mais elle constitue également un véritable facteur identitaire, associé dans le Sud aux pères de la République, et renforcé dans le Nord par les tensions puis le conflit communautaire. Le poids des morales religieuses sur l'établissement de ces lois en terme de sexualité et l'absence de séparation nette entre l'Église et l'État en Irlande est pour Ferriter une caractéristique fondamentale d'une histoire des sexualités en Irlande qui « doit naviguer sur le thème des relations entre Église et État ». La religion a notamment une place très importante chez les premiers représentants politique de l'histoire irlandaise contemporaine :

« Il y a peu de doutes qu'il y eut de nombreux politiciens irlandais durant le XXe siècle qui se voyaient eux même comme catholiques d'abord, et législateurs ensuite, et que cela a influencé leur positions sur les questions de moralité sexuelle. Les recherches sur l'histoire irlandaise du XXe siècle aux archives nationales révèlent de nombreux exemples où l'église est consultée sur ces législations, relative à ces domaines. En effet, au vu de ce que l'on sait des abus sexuels de la part de clercs, c'est ironique d'avoir toujours regardé vers l'église pour trouver des lignes de

21 La grande majorité des écoles en Irlande sont confessionnelles. Pour les sports gaéliques : très pratiqués dans les familles attachées à des valeurs irlandaises traditionnelles et souvent catholiques pratiquantes. L'association de sports gaéliques, la *Gaelic Athletic Association* (GAA) gère tous ces sports encore très populaire aujourd'hui sur l'ensemble de l'île et est connue pour son conservatisme et la place accordée à la religion catholique.

conduites sur les législations supposées protéger les citoyens irlandais de l'immoralité sexuelle. »²²

Une imbrication de l'Église et de l'État qui selon l'historien a pu « poser question pour certains fonctionnaires et politiciens pour savoir jusqu'où l'État pourrait ou devrait s'impliquer dans le contrôle de la moralité sexuelle » comme en témoigne le conseil de Patrick Cogan à Jack Lynch en 1971 à l'occasion de débats intenses dans l'opinion publique sur la question de la contraception et de l'avortement. L'ancien député rappelle alors au premier ministre que « deux choses ne doivent pas être oubliées : 1) L'Église catholique ne doit pas sembler passer outre l'avis de l'État. 2) L'Église catholique ne doit pas sembler mise en échec », mettant ainsi en avant l'importance de conserver le soutien de l'Église catholique pour le gouvernement irlandais, sans laisser pour autant les prêtres dominer le gouvernement élu. Il en résulte donc une forme de dépendance des politiciens et des institutions par rapport à cette influence de la religion. Cette imbrication s'illustre notamment dans l'exemple en Irlande du Nord du DUP (*Democratic Unionist Party*), parti loyaliste et conservateur d'extrême droite fondé par le révérend Ian Paisley, également à l'origine de la *Free Presbyterian Church*. Les deux organisations sont en réalité intimement liées et également impliquées dans le conflit nord-irlandais en ce qu'elles s'opposent à un front républicain et catholique en Irlande du Nord. Le parti, comme l'église évangélique, revendiquent leur opposition à l'avortement, aux revendications homosexuelles et même au financement de planning familial et à la distribution de pilules contraceptives, pourtant autorisée en Irlande du Nord comme dans le reste du Royaume-Uni dès 1961. En 1977, face aux mobilisations croissantes des organisations LGBT, Paisley et le DUP mènent une campagne contre les militant·e·s de la NIGRA nommée « *Save Ulster from Sodomy* » et lancent une pétition contre la réforme qui atteint les 70 000 signatures²³. De la même manière, beaucoup de religieux ont l'influence de véritables acteurs politiques, à l'instar de John Charles McQuaid, archevêque de Dublin entre 1940 et 1972, dont l'influence sur le gouvernement est longuement souligné par Diarmaid Ferriter²⁴. Réputé pour avoir été proche d'Eamon de Valera, il s'est notamment rendu célèbre par sa farouche opposition à toutes tentatives de corrompre les mœurs de la société irlandaise au nom des principes et enseignements moraux de l'Église catholique. En 1951, il a notamment pris publiquement position contre le projet *Mother and Child scheme* du Dr Noël Browne, alors ministre de la Santé, qui présentait un nouveau

22 Diarmaid Ferriter, *Occasion of Sin*, Londres, Profile Books, 2009 p. 6-7

23 Linen Hall Library, Political Collection, « Gays and DUP in protest clash », *News Letter*, 22 octobre 1983. Sur la « Save Ulster from Sodomy Campaign » et la réaction des étudiants et jeunes homosexuels.

24 Diarmaid Ferriter, *Occasion of Sin*, Londres, Profile Books, 2009 et « Sex and the Archbishop : John Charles McQuasi and Social Change in 1960s Ireland », conférence à l'université de Boston. <https://www.youtube.com/watch?v=6cPZEKAcXF8>

programme de soins gynécologiques prénatal inspiré du modèle danois pour réduire le taux de mortalité infantile en Irlande, et que l'archevêque accuse d'être une première étape vers l'avortement. McQuaid s'affirme alors dès les années 1960 comme le garant d'une religion catholique en Irlande opposée à toute remise en cause de la morale de l'Église en matière de sexualité, et notamment en ce qui concerne les quatre interdits majeurs que sont le divorce, la contraception, l'avortement et l'homosexualité. Ce rôle politique des représentants religieux explique l'attention portée par la suite par une partie des militant·e·s à la correspondance auprès des instances religieuses, afin d'obtenir leur soutien officiel. En plus de permettre d'agir sur l'opinion de l'ensemble de la population croyante en Irlande, ces représentants ont un véritable impact sur la loi. C'est pourquoi en 1981, le refus de prendre part au débat d'une partie des représentants catholiques contactés par l'IGRM, au nom de ce que le sujet de la réforme ne les concerne pas directement, est perçu par les militants comme une véritable hypocrisie au regard de la place de l'Église dans la gestion de l'État²⁵ et dans la mise en place de ces politiques sexuelles.

1.3. Des lesbiennes non concernées par la discrimination législative ?

Le cœur des revendications des premiers groupes LGBT en terme de législation est donc la remise en cause de cette loi de 1861. Seulement, celle-ci condamne spécifiquement les relations homosexuelles masculines, et semble donc exempter en apparence les femmes lesbiennes et bisexuelles de toute condamnation liée à leur sexualité. Une fausse protection du lesbianisme que la militante Orla Egan remet en cause. Elle évoque ainsi un « stéréotype au sujet de la législation, que parce que les lesbiennes n'étaient pas incluses dans la loi, et que leur histoire était différente, ça ne pouvait pas être rendu illégal »²⁶. En effet, si les lois et les peines définies contre l'homosexualité s'appliquent en premier lieu à des actes spécifiquement masculins, « dans les faits, le lesbianisme était censuré par le silence plus que par une condamnation explicite »²⁷. Bien que leur condamnation ne soit pas officialisée par la loi, les relations lesbiennes sont tout autant discriminées au quotidien en ce qu'elles subvertissent l'ordre moral établi pour la sexualité des femmes en général. L'ensemble des militantes interrogées soulignent cette spécificité de la question du lesbianisme en

25 IQA MS 45,954/2-4, Archives de l'IGRM. Lettre de Bernard Keogh à Fionnula O'Connor sur la position du cardinal O'Fiaich, archevêque du comté d'Armagh en Irlande du Nord, sur l'homosexualité. Irish Times Office, 27 janvier 1981

26 Entretien avec Orla Egan, vendredi 13 septembre 2019, Cork.

27 Chrystel Hug, *The politics of sexual morality in Ireland*, Londres, Palgrave Macmillan, 1999, p. 204

Irlande qui est d'autant plus invisibilisée que la situation des femmes sur l'ensemble de l'île est elle-même déjà particulièrement compliquée. Au-delà de l'homosexualité, l'impossibilité pour les femmes de recourir à un avortement, et même, pour celles qui vivent dans la République, d'obtenir des moyens de contraception ou le droit de divorcer, constituent de véritables obstacles quotidiens pour toute émancipation féminine. Pour les femmes, c'est l'ensemble de leur sexualité et même leur corps qui se voient soumis au contrôle de l'Église et de l'État à travers les quatre domaines des politiques de moralité sexuelle définies par Chrystel Hug. Pour les militantes, le lesbianisme doit donc déjà faire face au sexisme de la législation et à l'impact du patriarcat dans la société pour libérer la sexualité des femmes avant de pouvoir aborder la sexualité entre femmes. Elles soulignent une double discrimination de la sexualité lesbienne qui doit déjà faire face au double standard dans la perception de la sexualité des hommes et celle des femmes « dont on attend qu'elle soit passive » suivant « la croyance populaire que les femmes n'ont pas de sexualité indépendante, de sexualité qui ne soit pas reliée à un mari ou un petit ami »²⁸. Pour la militante Terri Blanche, au-delà de l'invisibilisation des lesbiennes, c'est la sexualité des femmes qui est ignorée. Le problème c'est que « les femmes n'avaient pas de sexualité »²⁹, « nous n'existions pas, vous savez, à l'époque, on était invisibles »³⁰. Cette double discrimination des femmes lesbiennes, en tant que femmes et en tant que lesbiennes, suppose que le militantisme lesbien soit lui aussi d'emblée marqué par un double objectif dans leurs revendications. Les militantes interrogées, telles que Marina Forrestal, Mary Dorcey ou Ger Moane insistent ainsi toutes sur le fait que leur revendications sont souvent d'abord féministes avant d'être spécifiquement lesbiennes, de sorte qu'elles s'engagent prioritairement dans des combats législatifs davantage liés à leurs intérêts en tant que femmes, tels le droit à la contraception, au divorce et surtout le droit à l'avortement.

« Nous étions impliquées dans toutes les activités féministes. Rappelez vous qu'à l'époque en Irlande, nous n'avions aucune contraception, nous n'avions pas le divorce. Nous n'avions pas de salaire égal, les femmes, encore dans les années 1970, devaient abandonner leur travail, si elles avaient un travail de fonctionnaire et parfois dans d'autres domaines aussi, une fois qu'elles se mariaient. Les pubs avaient le droit de refuser de vous servir si vous étiez une femme. On me l'a refusé quelquefois en me disant « nous ne servons pas des pintes aux dames ». Parfois ils ne nous servaient pas au bar. [...] quand j'ai eu mon premier travail, en tant que fonctionnaire, j'ai reçu ma pension, et je suis allée louer une télévision, c'est comme ça que l'on faisait, je ne sais pas vraiment pourquoi, mais c'est ce qu'on faisait. Je suis allée à la

28 IQS – MS 45,969/1, commentaire de Brenda suite à la publication de *Out for ourselves* en 1986 par le *Dublin Lesbian and Gays Collectives*.

29 Terri Blanche, *A different country*, documentaire Rte One, diffusé en juin 2013 pour le vingtième anniversaire de la décriminalisation de l'homosexualité en République d'Irlande

30 Entretien téléphonique avec Terri Blanche, lundi 2 décembre 2019.

boutique de location et j'ai demandé une télévision, et le vendeur m'a dit que j'avais seulement besoin de la signature de mon père ou de mon mari pour avoir une télévision. J'ai dit que j'avais mon propre compte en banque, que je n'avais pas besoin de mon père ou de n'importe quel homme. Si j'étais allé dans la rue pour demander à n'importe quel homme de signer le papier, ça aurait suffi. C'est mon expérience personnelle. Mais je connaissais une femme qui travaillait dans une banque, et elle disait que le banque proposait des hypothèques spéciales pour les employés, mais pas pour les femmes. Les femmes ne pouvaient pas faire de prêt immobilier, pendant très longtemps en Irlande, pas en leur propre nom [et quand ça a été permis] c'était à un taux doublement plus élevé que pour les hommes. C'étaient des conditions très étranges. Donc c'était une époque très répressive pour les femmes à ce moment là, et c'est quelque chose qu'il faut avoir à l'esprit quand on parle à des hommes et quand on parle à des femmes »³¹

La question du lesbianisme en Irlande ne peut donc pas être envisagée sans prendre en compte la législation rigide qui encadre la sexualité des femmes et même la limitation de leurs droits en général. La dépendance des femmes au contrôle des hommes induite par ces lois rend en effet le lesbianisme d'autant plus subversif qu'il constitue une émancipation non seulement sociale mais aussi sexuelle vis à vis de cette dépendance masculine. Ainsi, si la loi reste officiellement muette sur ce sujet, il y a bien une discrimination et une interdiction sous-jacente du lesbianisme par cet ensemble de mesures limitant toute libération sociale et sexuelle des femmes.

Le cadre du militantisme lesbien est donc très différent du militantisme gai masculin. Par la nature même des discriminations faites aux femmes, et aux lesbiennes en particulier, il ne peut pas se limiter à la seule question des relations homosexuelles entre femmes puisque le premier obstacle est le sexisme généralisé de l'ensemble de la législation irlandaise. Cette perception de la sexualité féminine est liée selon Mary Dorcey à la fonction reproductive des femmes dans la société. La militante, également co-fondatrice de l'organisation féministe *Irish Women United* (IWU), rappelle ainsi qu'en Irlande « personne n'aurait utilisé le mot [sexualité], les femmes devaient presque vivre comme des nonnes, sauf que c'était des nonnes qui avaient des enfants », et cette spécificité différencie fondamentalement les militantismes gais et lesbiens.

« Les hommes gais ont toujours eu un peu plus de liberté. Ce qui est relatif bien sûr, parce qu'il n'avaient presque aucune liberté, et j'ai rapidement compris que c'était parce que les femmes sont opprimées en tant que groupe, et elles sont contrôlées en tant que groupe. Et tout cela est lié à nos capacités reproductives et notre devoir reproductif. Les hommes peuvent faire tout ce qu'ils veulent avec leur vie sexuelle, tant qu'ils finissent par se marier, qu'ils ont des enfants,

31 Entretien avec Marina Forrestal, mercredi 11 mars 2020, Dublin.

etc. Alors que les femmes ne doivent pas sortir du cadre [...] c'était notre devoir en tant que femmes, c'était le premier commandement en Irlande : se marier et fonder une famille. Et le fait que nous n'avions aucune contraception, aucun avortement et aucune information sur la contraception, même pour utiliser des préservatifs il fallait se rendre au Nord. Je me souviens être allée à Belfast pour avoir des préservatifs [...] vous ne pouvez pas imaginer la répression, c'était comme le XIXe siècle dans d'autres endroits d'Europe. Nous n'avions pas atteint le XXe siècle »³².

Bien que la législation soit moins sévère en Irlande du Nord où la contraception par exemple reste accessible, cette injonction à l'hétérosexualité et à la maternité qui pèse sur les femmes se retrouve sur l'ensemble de l'île et participe au sentiment chez les militantes lesbiennes que le combat législatif mené par les mouvements gais, majoritairement masculins, ne les concerne pas totalement. L'invisibilisation du lesbianisme dans la loi semble ainsi se retrouver par la suite dans les mobilisations LGBT qui ne rendent pas autant visibles les revendications de droits pour les femmes lesbiennes et bisexuelles. Ainsi, de part et d'autre de la frontière, les militantes reconnaissent pour la plupart le rôle des campagnes pour la décriminalisation de l'homosexualité masculine dans la perception générale du lesbianisme dans la société, mais, à l'instar de Ger Moane, elles rappellent toutes que le cœur du problème pour les lesbiennes reste d'obtenir plus de visibilité.

« c'est essentiel d'augmenter la visibilité des lesbiennes. Les campagnes pour les droits gais ne sont pas la même chose. Elles sont clairement importantes pour obtenir la réforme de la législation, mais elles ne font pas nécessairement la partie sociale du travail, qui est de transmettre le message qu'il existe des femmes lesbiennes, et que c'est normal d'être lesbienne, que nous avons des relations, que nous sommes heureuses et que la sexualité lesbienne est différente ; et tout ce panel de discussion autour du lesbianisme et de l'existence des lesbiennes »³³.

Cette différence majeure entre la réalité de la loi et de l'étendue des revendications pour les gais et les lesbiennes est constitutif de la place ambiguë des militantes lesbiennes et même bisexuelles dans les mouvements LGBT naissants dans les années 1970-80. La particularité de la situation législative des lesbiennes ne semble pas être prise en compte par les premiers mouvements pour les droits gais, de sorte que, du point de vue des mobilisations lesbiennes, on a d'emblée un mouvement LGBT centré sur une revendication de réforme qui met en avant la condition des hommes, homosexuels ou bisexuels, par rapport aux aspirations plus générales à la libération des mœurs autour des différentes

32 Entretien avec Mary Dorcey, mardi 10 mars 2020, Dublin.

33 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

sexualités. Cela se traduit donc par le choix d'un grand nombre d'activistes de se diriger prioritairement vers les militantes et les mobilisations féministes, quitte à parfois ignorer en grande partie les groupes spécifiquement gais au profit des groupes féministes qui apparaissent comme des espaces plus à même de leur permettre de s'exprimer et d'exprimer leurs revendications³⁴.

Pourtant, bien que la loi ignore officiellement l'existence du lesbianisme, dans la société ce sont l'ensemble des homosexualités qui sont perçues comme un crime et un péché, et les arguments religieux, aux fondements de la loi, sont mobilisés dans l'opinion publique pour rejeter les relations lesbiennes autant que les relations homosexuelles masculines. Une hostilité, plus ou moins virulente, qui semble notamment liée à des normes de genre renforcées par les débats communautaires sur l'île dans les années 1960-1980, et qui est de plus en plus discutée dans l'espace public à travers les médias qui font figure de plateforme de débats pour les militant·e·s et leurs opposant·e·s.

34 Tina O'Toole, « Lesbian Activism », chapitre 6 de l'ouvrage codirigé avec Linda Connolly, *Documenting Irish Feminism* Woofield, Dublin, 2005.

Chapitre 2 : Attitudes des sociétés irlandaises face aux homosexualités.

2.1. Dans l'opinion publique : « un péché, un crime et une maladie ».

La condamnation de l'homosexualité masculine, voire de l'ensemble des homosexualités, par l'Église et par l'État, au nom de cet ordre moral en terme de politiques sexuelles, se retrouve dans une large partie de l'opinion publique sur l'ensemble de l'île. L'idée prédominante au nord comme au sud de la frontière est alors que l'homosexualité constitue à la fois « un péché, un crime et une maladie »³⁵. En juillet 1982, dans un rapport, le conseil anti-discrimination rappelle encore que la définition de l'homosexualité en Irlande reste très négative, « dans un cadre chrétien fondamentaliste par exemple, l'homosexualité est un péché, dans le 'modèle médical', l'homosexualité est considérée comme une anormalité biologique et une maladie mentale ou un trouble de la personnalité ». En effet, au-delà de la dimension morale, la condamnation législative et religieuse des homosexualités s'accompagne et s'appuie d'arguments qui se veulent scientifiques et qui considèrent l'homosexualité comme une véritable maladie psychiatrique. Elle est d'ailleurs longtemps comprise au classement des maladies mentales établi par l'*American Psychiatric Association*³⁶, et le terme même d'homosexualité provient des premières descriptions par des médecins des attirances sexuelles pour le même sexe. Dans les années 1970, cette classification officielle de l'homosexualité comme maladie mentale fait débat dans la communauté scientifique. Après un vote en décembre 1973, le conseil de l'APA propose de retirer l'homosexualité de la liste des maladies psychiatriques. La décision provoque alors de fortes dissensions parmi les psychiatres dont une partie lance une pétition en avril 1974 pour contrer le vote. Ces débats se retrouvent également en Irlande, et notamment dans les médias irlandais dans lesquels différents médecins prennent position, amenant ainsi les débats de la communauté scientifique dans l'espace public. Dès novembre 1973, le Dr. Darragh, présenté comme un spécialiste des études sur le sujet, s'exprime dans les pages de l'*Irish Independent*, soit le journal le plus lu d'Irlande depuis son rachat dans les années 1970. Il plaide alors pour le soutien aux personnes homosexuelles, mais affirme que « le gouvernement ne doit pas entreprendre le moindre mouvement pour légaliser l'homosexualité entre adultes consentants tant que la médecine n'aura pas établi si l'homosexualité est une maladie qui peut être traitée et soignée efficacement » car « l'homosexualité est définitivement une anormalité »

35 Entretien avec Doug Sobey, mardi 22 octobre 2019, Belfast.

36 Linen Hall Library, Political Collection, *GLS information sheet* No 20, 11 avril 1974, 'An instant cure', *Time*, 1^{er} avril 1974

liée selon lui à des problèmes endocriniens et hormonaux qui se caractérisent notamment par une libido anormalement élevée³⁷. En réalité, en dehors des quelques débats tels que ceux de l'APA, ce que la plupart des médecins cherchent alors à déterminer n'est pas de savoir si l'homosexualité est une maladie ou non, mais bien s'il est possible ou non de la soigner et donc d'en guérir. Les deux parties du débat s'appuient sur deux théories scientifiques opposées, celle d'une homosexualité innée, et par ailleurs liée à des troubles psychologiques héréditaires, telle que développée par Krafft-Ebing dès 1886, contre celle d'une homosexualité acquise, liée à des troubles sociaux pendant l'enfance, telle que défendue par Freud³⁸. Au final, ce que ce débat interroge, n'est pas la criminalisation ou non de l'homosexualité, mais la manière de la pénaliser le plus justement. Pourtant, dès les années 1970, les scientifiques et les médecins sont loin de s'accorder sur ces définitions de l'homosexualité, et certains affirment déjà qu'il ne s'agit en aucun cas d'une maladie ou d'une anomalie. C'est notamment le point de vue défendu par le Dr. Frank Kameny, scientifique américain qui intervient à distance dans une émission de la RTÉ sur l'homosexualité dans laquelle est invité David Norris pour parler de l'IGRM³⁹. Les militants sont d'ailleurs les premiers au courant des derniers positionnements de la communauté scientifique sur le sujet. Et après des déclarations homophobes du Vatican en 1979, et alors que l'APA a maintenu sa décision de retirer l'homosexualité de la liste des maladies mentales, David Norris s'appuie sur la communauté scientifique pour critiquer la position de l'Église qu'il qualifie d'obscurantisme religieux en affirmant que « la terminologie employée dans cette déclaration est provocante, inexacte et ouvertement malhonnête. Par exemple, le fait que le document implique que l'homosexualité est une forme de maladie, curable ou incurable, méprise délibérément les preuves irréfutables de la science »⁴⁰. Ce débat médical reflète en réalité l'inquiétude plus profonde d'un risque de propagation de l'homosexualité dans la société. C'est notamment ce dont témoigne les

37 Linen Hall Library, Political Collection, *GLS information sheet* No 9, 24 janvier 1974. « Don't jail them, pleads doctor », *Irish Independent*, 5 novembre 1973.

38 L'homosexualité comme maladie est une définition très ancienne. Le terme même d'homosexualité est popularisé par le médecin Richard von Krafft-Ebing et son ouvrage *Psychopathia Sexualis*, paru en 1886, dans lequel il développe une théorie de la dégénérescence à laquelle il intègre l'homosexualité. Théorie selon laquelle les « maladies mentales », terme soumis à caution aujourd'hui, sont héréditaires : facteurs aggravants pour devenir homosexuel, l'alcoolisme des parents par exemple. Opposition entre ceux qui pensent que l'homosexualité est présente de naissance, ou si elle est acquise. Point de vue de Freud par exemple, mais qui continue de définir l'homosexualité comme un comportement sexuel anormal et pervers en ce sens d'inhabituel qui viendrait de la non résolution de complexes dans l'enfance.

Voir Malick Briki, *Psychiatrie et homosexualité. Lectures médicales et juridiques de l'homosexualité dans les sociétés occidentales de 1850 à nos jours*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-comté, 2009.

39 IQA – MS 45,951/1, Archives de l'IGRM. Rapport d'Edmund Lynch, militant de l'IGRM travaillant à la RTÉ, sur l'interview de David Norris par Aine O'Connor dans l'émission *Last House*, le jeudi 24 juillet 1975.

40 Archives personnelles de Martin Barnes, déclaration de David Norris en réaction aux propos du Vatican en 1979. Jean-Paul II avait alors fait un voyage en Irlande puis aux États-Unis durant lequel il a affirmé que les activités homosexuelles étaient moralement mauvaises et que la véritable dignité humaine est dans ceux qui suivent les guides de l'église catholique.

débats et les questions soulevées en 1980 dans le cadre du jugement du procès intenté par David Norris au gouvernement irlandais sur l'inconstitutionnalité de la pénalisation de l'homosexualité masculine. Le juge McWilliam, en charge de la procédure, questionne alors longuement le professeur Ivor Browne, interrogé comme spécialiste en psychiatrie, sur l'efficacité des sanctions établies par la législation irlandaise, lui demandant si leur suppression pourrait « aider les homosexuels et bénéficier à la société en générale ». Il s'inquiète alors du risque pour la société irlandaise de suivre le modèle britannique, craignant que « le laxisme de la loi en Grande-Bretagne [ait] mené à des comportements homosexuels plus ouverts et publique », de sorte que « ce comportement puisse devenir un modèle pour les jeunes dans leurs années de formation ».⁴¹ Malgré l'opposition du psychiatre à toute définition des homosexualités comme anormalité, ces questions du juge, comme les réactions des autres intervenants du procès témoignent des *a priori* qui prédominent alors dans l'opinion publique. Cette homophobie structurelle est présente dans les sociétés irlandaises de part et d'autre de la frontière et semble avant tout liée à la crainte d'une corruption des mœurs de la société. C'est notamment ce que souligne Doug Sobey, militant canadien arrivé à Belfast en 1973 après quelques années en Écosse à Aberdeen, pour qui cette impression est très liée à une influence chrétienne sur la société et la justice. La plupart des gens « voyaient l'homosexualité comme un choix, que les individus feraient si vous l'autorisiez à exister, et que si vous retiriez toute criminalisation législative à son encontre, tout le monde serait gai [...] Ils le voyaient juste comme des comportements que les gens adopteraient si ils n'en étaient pas interdits»⁴².

Avec les premières mobilisations LGBT en Irlande entre 1972 et 1974, l'homosexualité, comme les autres politiques sexuelles, devient l'objet d'un véritable débat de société qui se déroule notamment dans les médias, qu'il s'agisse des télévisions nationales, des émissions de radio ou bien de la presse écrite, et notamment des pages consacrées aux lettres aux éditeurs que proposent la plupart des médias et qui permettent d'avoir de premiers échanges publics entre citoyen·ne·s irlandais·e·s et nord-irlandais·e·s et personnes homosexuelles, activistes ou non. L'émission hebdomadaire de la RTÉ, le *Late Late Show*, un *talk show* de seconde partie de soirée animé par Gay Byrne depuis 1962, joue un rôle essentiel dans l'arrivée de ces nouvelles thématiques dans l'espace public irlandais, au point que le politicien Oliver J. Flanagan a déclaré au début des années 1960 qu'il n'y avait « pas de sexe en Irlande jusqu'à ce *Teilifis Éireann* ne passe à l'antenne »⁴³. En 1979, l'émission accueille pour la première fois une lesbienne sur son plateau, venue parler de sa

41 « Catholic approach to homosewuality, now more liberal », *Irish Times*, 28 juin 1980.

42 Entretien avec Doug Sobey, mardi 22 octobre 2019, Belfast.

43 Diarmaid Ferriter, *Occasion of Sin*, Londres, Profile Books, 2009, p.1

sexualité et des manières de la vivre en Irlande. L'émission récidive en 1980 avec la militante féministe et lesbienne Joni Crone, et plus encore en 1985 avec deux nonnes américaines venues promouvoir leur livre sur leur lesbianisme. Parmi les réactions téléphoniques enregistrées pendant la diffusion de ces émissions par la RTÉ, on peut compter un certain nombre de réactions négatives⁴⁴. Au delà du nombre de plaintes contenues dans ces appels, on peut surtout voir que ces critiques se fondent sur les mêmes arguments moraux et scientifiques que la loi qui criminalise l'homosexualité masculine. Ainsi, parmi ces réactions, une personne affirme « ne pas vouloir payer de redevance pour voir cette personne dégoûtante », tandis qu'un médecin « s'oppose au sujet et pense qu'il pourrait même être préjudiciable pour la fibre morale des jeunes qui pourraient être en train de regarder [l'émission] » ajoutant que si « lui, en tant que docteur, reconnaît ce problème, il estime que ce n'est pas un sujet convenable pour les ondes nationales ». Enfin, un autre appel s'indigne que ces personnes « osent s'asseoir et dire que l'homosexualité n'est pas un péché, quand Dieu a dit qu'un homme ne devait pas s'allonger avec un autre homme »⁴⁵, mettant en lumière une condamnation unanime de toute déviance à l'hétérosexualité, malgré l'absence de mention du lesbianisme dans la loi et la religion. Plus encore, certaines réactions assimilent ces émissions sur le lesbianisme, à d'autres émissions antérieures sur des sujets jugés tout autant immoraux tels que la prostitution ou l'avortement. Certain·e·s téléphonent ainsi pour exprimer leur lassitude face à ces « discussions interminables sur le sexe, la grossesse, les lesbiennes, les homosexuels, et les livres vulgaires » et demander de « [les] laisser souffler ». En effet, ces réactions semblent avant tout motivées par la peur que ces émissions ne finissent par « corrompre notre jeunesse » et *in fine* mettre en danger l'équilibre de la société. Des inquiétudes partagées en Irlande du Nord, et que l'on retrouve notamment au sujet du plateau de Gordon Burns, lui aussi lieu symbolique et potentiel médiatique que les militant·e·s nord-irlandais·e·s cherchent à utiliser. Ces émissions suscitent tout autant de réactions dans la presse écrite, qui fait office de plateforme de débat comme en décembre 1973, dans le *Sunday News*, où un homme « gai et fier de l'être » écrit au journal sa colère après l'apparition d'une femme dans une émission sur les mobilisations LGBT alors naissantes, « qui suggéra que l'affreux et obscène mouvement de libération gaie devrait être renvoyé à coup de pied sous la pierre dont il est sorti en rampant ». Le lecteur rappelle alors l'humanité des gais et des lesbiennes face à la métaphore entomique et « rappelle à cette dame que la *Gay Liberation Society* a été fondée pour aider les 5 % d'homosexuels de ce pays, face aux opinions préjudiciables et mal informées de personnes comme elle »⁴⁶, ce à quoi la femme en question répond une semaine plus

44 IQA – MS 45,940/4, Résumé de réactions téléphoniques et télégraphiques aux émissions de la RTÉ

45 *Ibid.*

46 Linen Hall Library, Political Collection, *GLS information sheet* No 9, 24 janvier 1974. « Gay's pride », *Sunday News*, 9 décembre 1973.

tard que si elle « admet [son] ignorance des statistiques, c'est assurément une idée fautive de suggérer que ce nombre est affecté depuis la naissance » avant de demander « combien sont devenus homosexuels par corruption »⁴⁷. Plusieurs échanges de la sorte se retrouvent dans ces pages de lettres des lecteurs et une partie des militant·e·s s'y engage pleinement pour réagir à des faits divers ou des émissions télévisées, ou bien répondre aux lecteurs et lectrices hostiles aux revendications LGBT.

Les médias constituent en effet une plateforme essentielle pour les activistes et les jeunes organisations LGBT qui cherchent à sensibiliser de plus en plus l'opinion publique à leur cause. Cependant, les activistes cherchent à mobiliser les médias autant pour essayer d'influencer l'opinion publique que pour promouvoir leurs propres événements et lutter ainsi contre l'invisibilisation des personnes LGBT et leur isolement. Une première difficulté pour les activistes est alors d'obtenir des journaux eux même l'autorisation de publier des articles ou de courtes publicités pour leur lignes téléphoniques ou leurs soirées. Sur ce point, les militant·e·s sont confrontés le plus souvent à des médias bien moins libéraux que le plateau du *Late Late Show* qui se caractérise par ces débats de société provocants. La majeure partie de la presse écrite en revanche, en Irlande du Nord comme dans la République d'Irlande, reste attachée à des valeurs irlandaises plus traditionnelles de peur de perdre une grande partie de son lectorat. La plupart doivent ainsi recourir à des stratagèmes pour ne pas avoir à employer le mot « gai », et encore moins « lesbienne » dans les pages des journaux. La plupart des lignes de soutien téléphonique aux personnes homosexuelles ne mentionnent pas les mots « gai », « homosexuel », ou « lesbienne » au profit des mots *friend*, ou même *cara*, pour « amis » comme c'est le cas avec *Cara-Friend* en Irlande du Nord ou encore *Tel-A-Friend* dans la République. l'IGRM a même régulièrement recours au pseudonyme de *Phoenix Club* dans ses réservations de bar, de salles de réunion ou d'hôtel. Marina Forrestal rappelle ainsi les difficultés rencontrées par les lignes de soutien téléphonique pour obtenir la publication de leur numéro de téléphone dans les journaux. « Tous les journaux du pays refusaient de prendre le numéro [de *Lesbian Line*]. Sauf un magazine, appelé *Hot Press*⁴⁸, ils l'ont pris »⁴⁹. Les militantes devaient donc développer d'autres stratégies et développer d'autres réseaux d'informations dans une aire avant internet où il faut développer sa visibilité tout en restant discret. Cela passait donc par coller des affiches dans les rues ou sur des panneaux, le plus souvent devant des lieux considérés comme alternatifs, des bars ou des restaurants végétariens (souvent très

47 Linen Hall Library, Political Collection, *GLS information sheet* No 9, 24 janvier 1974. « Homosexuels », *Sunday News*, 13 décembre 1973.

48 Revue musicale bimensuelle irlandaise, fondée en juin 1977 à Dublin. Le journal édité par Niall Stokes est notamment connu pour être un des premiers à avoir couvert la carrière de U2.

49 Entretien avec Marina Forrestal, mercredi 11 mars 2020, Dublin.

fréquentés par les personnes LGBT) et surtout écrire le numéro au dos des portes des toilettes des femmes. Doug Sobey relate les mêmes difficultés pour *Cara-Friend*, dont il rappelle qu'« en faire la publicité était un problème [...] la plupart des journaux de Belfast ne voulait pas prendre une annonce gaie »⁵⁰. Dans le premier rapport des activistes du groupe, qu'il a en grande partie rédigé, les militants rappellent qu'ils ont « essayé de placer des annonces dans les colonnes personnelles de tous les journaux de Belfast et des provinces, ainsi qu'à la UTV » (*Ulster Television*). Cependant ils font face, dans leurs premières années, au refus du Belfast Telegraph, malgré deux premières publicités acceptées, car la troisième annonce diffusait une adresse à contacter, de sorte que les activistes ont du utiliser celle des *Samaritans*, groupe de soutien aux personnes suicidaires. De la même manière, le *Sunday News*, *The News Letter*, l'*Irish News* comme les chaînes de télévision ont refusé toute publicité, et la douzaine des trente journaux provinciaux qui l'ont acceptée ont fait enlever le terme « homosexuel » au profit du mot plus discret et moins connu à l'époque de « gai »⁵¹.

2.2. Des revendications LGBT en contradiction avec des identités irlandaises traditionnelles

Cette attitude de rejet des sociétés irlandaises face aux homosexualités paraît liée à une peur de voir ces sociétés et leurs mœurs corrompues par des revendications LGBT perçues comme identitaires et en contradiction avec des valeurs traditionnelles jugées spécifiquement irlandaises. Massimo Prearo rappelle en effet que la particularité des mobilisations homosexuelles des années 1970 à 1980 est d'avoir « introduit un répertoire d'engagement qui s'est peu à peu détaché des cadres idéologiques du militantisme politique et syndicaliste traditionnel pour porter un discours fondé sur l'expérience subjective »⁵². Il parle ainsi non pas de militantisme identitaire, mais bien d'un militantisme de l'identité dont les revendications collectives partent de spécificités personnelles et individuelles pour « avanc[er] une idée d'autonomie et d'autodétermination du sujet ». Les notions de communauté et d'identité sont ainsi centrales dans les revendications LGBT, mais elles ont une place ambiguë puisqu'elles sont à la fois constitutives de ces mouvements et produites par les mobilisations LGBT elles mêmes. Cependant, ce militantisme de l'identité, caractéristique des mobilisations homosexuelles, pose des questions lorsqu'il se confronte à d'autres

50 Entretien avec Doug Sobey, mardi 22 octobre 2019, Belfast.

51 *Queen's University Belfast, Cara-Friend*, rapport annuel 1974-1975.

52 Massimo Prearo, « Mouvement et communauté LGBT. Entretien avec Jean-Philippe Cazier », *Chimères*, N°87, 2015, p.95-102.

revendications fondées elles aussi autour des notions d'identité et de communauté⁵³. Dans le cas de l'Irlande, ces notions sont particulièrement problématiques, du fait de l'histoire de l'île et des tensions politiques contemporaines, de part et d'autre de la frontière. Les revendications LGBT s'y expriment donc dans un cadre particulier de débats très vifs autour de la question de l'identité, au point qu'une partie de la population reste persuadée que l'homosexualité est une nouveauté, voire une importation étrangère qui met en danger l'équilibre des sociétés irlandaises. La question d'une véritable identité irlandaise à laquelle correspondre est essentielle pour une partie des irlandais·e·s et notamment certains activistes à l'instar de Kieran Rose qui rappelle combien cette définition est rigide.

« À l'époque, il y avait une définition très rigide de ce que c'était qu'être Irlandais·e, et c'était définitivement être catholique, mais il y avait aussi un idéal de personne irlandaise mythique qui impliquerait la GAA, pas le football ou le cricket [...], c'est presque une définition rurale, venue de l'ouest de l'Irlande, de cette Irlande rurale [...]. Les protestants par exemple seraient mis légèrement à l'écart de cette définition, et exclus d'une définition de la véritable irlandité, de l'irlandité essentialisée. Et bien évidemment, être gai était quelque chose d'étranger, encore une fois c'était considéré comme quelque chose, vous savez, qui vient des villes, comme Londres ou n'importe laquelle. Mais c'était une influence étrangère, ce n'était pas irlandais. C'était un des combats qu'on avait d'ouvrir cette définition de ce que c'est qu'être irlandais·e pour y inclure le fait d'être gai ou lesbienne [...]. Ce projet a été couronné de succès au moment du référendum sur le mariage, avec typiquement les Irlandais·e·s qui nous disent OUI, vous êtes de véritables citoyen·ne·s irlandais·e·s. Vous êtes des citoyen·ne·s d'Irlande. »⁵⁴

Ainsi, cette définition d'une véritable identité irlandaise se retrouve dans de nombreux aspects de la vie sociale des Irlandais·e·s, et notamment dans les pratiques sportives dont le militant rappelle qu'elles « s'avèr[ent] souvent politiquement ou culturellement exclusi[ves] ». Du fait de son indépendance récente, la République irlandaise a en effet développé dans ses premières années tout un panel de politiques visant spécifiquement à renforcer le sentiment d'une communauté nationale unie autour d'une identité irlandaise clairement définie et de valeurs traditionnelles retrouvées comme la langue, la religion ou le sport. Ainsi, l'école ou les associations sportives sont de véritables vecteurs pour ces valeurs irlandaises traditionnelles réaffirmées par l'État⁵⁵ et participent

53 Voir sur ce sujet Guillaume Marche qui prend pour exemple la situation des activistes LGBT aux Etats-Unis dans les différentes guerres américaines de la seconde moitié du XXe siècle.

« Militantisme et identités gaies et lesbiennes : quelles identités pour quels objectifs ? » *Transatlantica, Revue d'études américaines*, American Studies Journal, no 1 (2008).

54 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

55 Paul Ryan, « Pursuit of Gay and Lesbian Sexual Citizenship Rights, 1980-2011 », In *Sexualities and Irish society : A reader*, 2014. Il met notamment en avant la place des *Christian Brothers Schools*, écoles catholiques non mixtes,

au rattachement symbolique à un héritage républicain et nationaliste auquel est attribué un modèle de masculinité défini comme spécifiquement irlandais. C'est d'autant plus le cas en Irlande du Nord que la renaissance du conflit au début des années 1970 réveille les tensions communautaires et le besoin de correspondre aux valeurs de ces identités définies en opposition l'une de l'autre et dans laquelle s'entremêlent appartenances politiques et religieuses. Ces caractéristiques propres à chaque communauté semblent être largement connues de la part des habitant·e·s, et constituent autant de présupposés indiscutables pour les individus. Brendi McClenaghan, homosexuel et prisonnier en tant que membre de l'IRA, explique ainsi que « l'idée reçue était que être un républicain, c'était être catholique, nationaliste et véritablement le défenseur de « valeurs familiales traditionnelles » telles que dictées par l'Église catholique » de sorte que « l'homophobie a toujours fait partie des enseignements catholiques, et ce n'est pas une surprise que la plupart, si ce n'est la majorité, des républicains jusque dans les années 1980 tenaient ces enseignements pour vrais »⁵⁶. La culture religieuse et politique de la ville, voire du quartier où l'on vit, participent à ces différentes constructions identitaires et communautaires avec lesquelles les revendications LGBT semblent incompatibles. Brian Lacey, militant originaire de Dublin, ayant vécu quasiment toute sa vie à Derry, où le sentiment communautaire est particulièrement vif, rappelle que les personnes gaies ou lesbiennes pouvaient alors être perçues comme un véritable danger pour la ville.

« En terme de culture, Derry était une ville très catholique, et vous savez, tout ce qui brisait la solidarité était vu comme un problème, et bien sur ces derniers temps *Sinn Fein* et le mouvement républicain ont montré du soutien pour les personnes gaies, mais ce n'était pas vrai au début des Troubles. Le mouvement républicain voyait les personnes gaies comme s'ils étaient potentiellement dangereux, probablement parce que la police pouvait les faire chanter. La culture de la ville était catholique, et évidemment c'était très anti-gai et anti-homosexuel, mais ensuite la culture politique de la ville était largement républicaine, et les républicains dans les années 1970 étaient également opposés aux personnes gaies. Ils ont changé d'avis dans les années 1980, mais dans les années 1970 la culture religieuse et politique de la ville était très hostile aux personnes gaies»⁵⁷.

Mais au delà de l'injonction à l'hétérosexualité induite par l'importance donnée aux religions chrétiennes et à la fondation d'une famille, cette identité irlandaise traditionnelle semble

ainsi que l'importance de la *Gaelic Athletic Association* (GAA) et de la pratique des sports gaéliques en général dans la transmission de ces valeurs jugées patriotiques aux enfants. Les aires de jeu et les clubs de sport gaélique constituent ainsi un encadrement non négligeable des jeunes garçons irlandais.

56 « Letter from a Gay Republican : H-Block 5 », Brendi McClenaghan. Dans Íde O'Carroll et Eoin Collins, *Lesbian and Gay Visions of Ireland. Towards the twenty-first century*, Londres, Cassel, 1995, p. 124

57 Entretien téléphonique avec Brian Lacey, samedi 7 décembre 2019.

également se construire autour d'un panel de normes de genre, notamment incarnées par les modèles historiques érigés comme héros nationaux et porteurs des valeurs patriotiques à suivre pour correspondre pleinement à cette irlandité parfaite. Brendi McClenaghan évoque ainsi l'influence des récits et les chants à la mémoire des héros et martyrs nationaux de la guerre d'indépendance (1916-1921) puis de la guerre civile (1921-1923) qui ont accompagnés son enfance dont il reconnaît qu'ils sont « typiques de la nature sexiste de [son] environnement d'alors ».

« Ma famille était une famille républicaine traditionnelle. On racontait des histoires sur le soulèvement de 1916, on chantait des chansons sur l'histoire irlandaise. Mes héros étaient [...] ces hommes qui avaient eu des morts glorieuses pour la République. J'ai été élevé dans l'idée que pour devenir comme ces hommes je devais être un républicain irlandais « traditionnel », et pour être cela, tout ce que je devais faire c'était être un « bon catholique », et je l'étais à 90 % »⁵⁸

Ces modèles historiques irlandais apparaissent alors comme des modèles de masculinité et de virilité spécifiquement irlandais et même perçus comme patriotiques. Se dessine alors un modèle de masculinité hégémonique ou dominante, selon le concept de Raewyn Connell, défini dans un contexte historique et politique particulier à l'Irlande, et lié à la mémoire très vive dans les foyers irlandais, du sud comme des communautés nationalistes du nord, des conflits indépendantistes du début du siècle. En Irlande du Nord, ces modèles de masculinités hégémoniques de la communauté irlandaise nationaliste, comme de la communauté unioniste, et avec eux l'hétéronormativité de ces communautés, semblent renforcés par le contexte de conflit national qui exacerbe les valeurs attribuées aux identités revendiquées. C'est notamment ce que soulignent Bernadette Hayes et John Nagle dans leur étude des attitudes de la société nord-irlandaise face aux personnes LGBT, qui parlent ainsi d'ethnonationalisme pour désigner la volonté de faire coïncider des frontières nationales avec une nation ethnique préexistante aux traditions et valeurs propres⁵⁹. Cette volonté est accrue dans le cas de sociétés profondément et violemment divisées, telles que l'Irlande du Nord, et s'accompagne alors d'une exaltation de l'identité ethnique que reflète le groupe dominant dans la communauté, qu'il soit républicain, nationaliste et catholique ou protestant et loyaliste. L'attitude de rejet unanime de chaque groupe face aux homosexuels et aux lesbiennes souligne par ailleurs la place des normes de genre dans la définition de ces communautés. Pour les deux sociologues, cela tient notamment au contexte de conflit national et communautaire armé qui

58 « Letter from a Gay Republican : H-Block 5 », Brendi McClenaghan. Dans Íde O'Carrol et Eoin Collins, *Lesbian and Gay Visions of Ireland. Towards the twenty-first century*, Londres, Cassel, 1995, p. 124-125

59 Bernadette Hayes, John Nagle, « Ethnonationalism and attitudes towards gay and lesbian rights in Northern Ireland », *Nations and Nationalism*, vol. 22, 2016, pp.20-41

entraîne une « hyper-militarisation des valeurs masculines, dérivant des fraternités et des organisations militaires qui ont émergées durant le conflit » et en parallèle une définition également plus rigide de valeurs féminines idéalisées. Ces organisations paramilitaires, divisées de manière genrée, constituent en effet des groupes de pairs très influents qui jouent notamment sur la perception de soi de leurs membres capables de conforter ou non les militant·e·s, et même l'ensemble des membres désigné·e·s de la communauté dans leur sentiment d'appartenance au groupe. La définition de l'homosexualité comme transgression de ces normes de genre entraîne ainsi une certaine peur du rejet hors de la communauté, dont témoigne encore une fois Brendi McClenaghan qui revient longuement dans ses lettres sur cette peur de ne plus être « *one of the lads* », et d'être découvert par ses codétenus républicains qui diffusent un ensemble de préjugés liés au genre et à la sexualité. Il rappelle alors que dans les groupes républicains, et encore plus en prison, « la mentalité prédominante était « fais ton travail », « les grands garçons ne pleurent pas » et « les tapettes et les pédés sont malades » »⁶⁰. Cette spécificité de la lutte armée dans un contexte de conflit indépendantiste, et même anti-colonial (et les membres de l'IRA perçoivent leur lutte comme anti-coloniale), est également mise en avant par Raewyn Connell, à travers l'exemple sud-africain, qui souligne que « sans surprise la résistance [prend] la forme d'une assertion de virilité » et que « par de puissants mécanismes de contrôle social, les hégémonies de masculinité hétérosexuelle et hiérarchique se sont maintenues dans ces luttes »⁶¹.

Le conflit nord-irlandais semble ainsi renforcer les modèles hégémoniques de masculinité hétérosexuelle et dominantes par rapport aux autres masculinités comme par rapport aux femmes. En effet, la masculinité hégémonique se définit dans un rapport hiérarchique de genre et à ce modèle patriotique de masculinité irlandaise répond un modèle de féminité valorisé comme modèle de patriotisme irlandais autour d'une image des femmes comme mères à l'image des figures féminines bibliques, mais aussi de figures mythiques ou historiques telles que Molly Malone donnant le sein à tous les enfants de son quartier durant la grande famine. Jennifer Earles a mis en lumière, dans son étude de l'engagement des femmes dans l'IRA, ce modèle de féminité irlandaise qui met en avant le dévouement des femmes à leur rôle de mère et les identifie à l'Irlande comme mère patrie. Elle met alors en parallèle le concept de *gender trouble* de Butler avec l'expression de *Troubles* employée pour désigner le conflit nord-irlandais afin de souligner l'importance du genre dans la compréhension du conflit et le partage des tâches dans les mobilisations nationalistes. Tandis que le sacrifice des hommes s'exprime dans la sphère publique par la prise des armes, le

60 « Letter from a Gay Republican : H-Block 5 », Brendi McClenaghan. Dans Íde O'Carroll et Eoin Collins, *Lesbian and Gay Visions of Ireland. Towards the twenty-first century*, Londres, Cassel, 1995, p. 126

61 Raewyn Connell, « Hégémonie, masculinité, colonialité », *Genre, sexualité & société*, vol. 13, 2015

sacrifice patriotique des femmes s'incarne dans la sphère familiale par la gestion du foyer et des enfants. C'est donc un modèle qui s'oppose fortement à la valorisation de sexualité pour les femmes en dehors de la question de la reproduction, et semble ainsi participer au rejet des femmes lesbiennes, comme des femmes hétérosexuelles refusant la maternité. De la même manière, Hayes et Nagle soulignent l'accroissement du contrôle des corps et des pratiques sexuelles des individus dans un contexte de conflit ethnonational, d'autant plus valable pour les minorités sexuelles qui incarnent des sexualités non reproductives. La maternité, comme le statut marital, est ainsi un élément couramment mobilisé dans le cas des critiques faites aux militants et militantes LGBT. Une lectrice du *Sunday News*, qui s'indigne d'avoir vu dans le journal « quatre lettres d'homosexuels et un article à leur propos » et veut « s'oppos[er] à ce que [ce] charmant journal soit utilisé par ces personnes et en appelle aux autorités pour voir ces personnes enfermées », signe ainsi en tant que « mère de quatre enfants »⁶². Cette perception de l'homosexualité comme un rejet de valeurs familiales traditionnelles, et du lesbianisme en particulier comme une contradiction avec la capacité reproductive propre aux femmes, paraît unanime dans l'ensemble de la société irlandaise et nord-irlandaise. Cependant, la conscience communautaire, notamment en Irlande du Nord, peut parfois sembler agir en faveur de certaines personnes LGBT. Marie Mulholland, militante féministe et lesbienne de Belfast, met ainsi en avant le soutien qu'elle a parfois expérimenté face aux violences et insultes lesbophobes qu'elle subissait lorsqu'elle vivait à *Falls Road*⁶³. Pour elle, il était même probablement plus facile d'être gai ou lesbienne dans une ville comme Derry où la solidarité est définie comme une valeur essentielle de la communauté culturelle et politique.

2.3. Une « manière irlandaise de gérer les choses » : le silence, le tabou et l'invisibilisation.

En effet, l'attitude de l'opinion publique en Irlande face aux homosexualités semble bien plus ambiguë qu'un simple rejet au nom de principes moraux chrétiens. En réalité, les réactions négatives que l'on peut retrouver sur les plateaux ou dans la presse au sujet de ce nouveau débat de société que constitue l'homosexualité en Irlande dans les années 1970 sont loin d'être les seules, et une certaine partie de la population s'avère relativement ouverte à ces nouvelles problématiques. Ainsi, dans les réactions téléphoniques du public du *Late Late Show* à la RTÉ, certain·e·s appellent

62 Linen Hall Library, Policial Collection, *GLS information sheet* No 7, 20 décembre 1973. « No Gays », *Sunday News*, 16 décembre 1973.

63 Principal quartier républicain de Belfast, situé à l'ouest de la ville, et particulièrement confronté aux conflits communautaire car il est directement accolé à son équivalent unioniste, *Shankill Road*.

pour féliciter le courage des lesbiennes d'être venue parler publiquement sur ce plateau. C'est notamment le cas d'un certain nombre d'appels suite à l'apparition de Joni Crone en 1980, dont beaucoup ont apprécié « le courage », « l'honnêteté » et la « sincérité », au point qu'une personne estime que « si tous les hétérosexuel·le·s étaient aussi sincères et honnêtes que cette femme, le monde serait un bien meilleur endroit ». La plupart précisent par ailleurs qu'ils sont « des pères, absolument hétérosexuels », ou encore des « femme[s] mariée[s], heureuse[s] et hétérosexuelle[s] » avant de féliciter tout de même la militante pour son intervention. Ainsi, ce qui semble prédominer, c'est l'ignorance des auditeurs et auditrices sur ce sujet, de sorte que si certain·e·s semblent renforcer leurs aprioris, d'autres semblent plus ouverts au changement. Les pages du courrier des lecteurs de certains journaux deviennent ainsi parfois une véritable plateforme de pédagogie. Ainsi, aux côtés des réactions hostiles et des déclarations de psychiatres qui pratiquent des thérapies d'aversion, une partie de l'opinion publique et des médias semble rejoindre les revendications des organisations LGBT. C'est notamment le cas dans les années 1970 de « Dear Abby » dans le *Sunday News*, qui répond à plusieurs questions sur la nature de l'homosexualité et semble au fait de l'avancée du débat dans la société comme la communauté scientifique. Elle affirme notamment que « la majeure partie des déséquilibres vus chez les homosexuels provient du rejet, de la persécution et de la culpabilité qui leur sont imposé·e·s »⁶⁴. Lorsqu'un lecteur de Bangor évoque un autre journal qui affirme que « les homosexuels sont malades » comme en témoignent les « centaines d'homosexuels qui [leur] ont écrit pour [leur] demander où se rendre pour devenir hétérosexuels » de sorte qu'« ils doivent eux même se considérer comme tordus ou alors ils ne viendraient pas demander de l'aide », elle répond que cette perception négative de l'homosexualité, partagée par les personnes concernées elles mêmes, est bien le produit de l'attitude hostile de la société à leur égard.

« Je dis que si une personne hétérosexuelle avait été élevée pour croire que ses préférences pour le sexe opposé étaient malades, tordues, abominables, pécheresses et constituaient une disgrâce pour sa famille, elle viendrait elle aussi demander de l'aide pour savoir comment « se remettre en ordre ». L'homosexualité EST un problème parce qu'une société ignorante en a fait un problème ; mais j'ai reçu des lettres par centaines (et pas seulement occasionnellement) de la part de personnes gaies qui me disent qu'elles ne voudraient pas être hétérosexuelles s'ils en avaient le choix. Tout ce qu'elles demandent c'est qu'on les autorise à aimer à leur manière sans se voir accusées d'être 'malades et tordues'. Je dis aimez et laissez aimer. »⁶⁵

64 Linen Hall Library, Political Collection, *GLS information sheet* No 10, 31 janvier 1974. « Dear Abby : 'Go Gladly Gay' », *Sunday News*, 23 décembre 1973.

65 Linen Hall Library, Political Collection, *GLS information sheet* No 10, 31 janvier 1974. « Dear Abby : 'Blighted Bigots' », *Sunday News*, 6 janvier 1974

Une large partie de l'opinion publique ne semble donc pas ouvertement et violemment opposée aux débats sur l'homosexualité, mais paraît bien plus en retrait. Cette hésitation semble avant tout provenir de l'ignorance qui prédomine en Irlande en ce qui concerne les homosexualités et même la sexualité en général. Cette ignorance est elle-même liée à un tabou généralisé autour de ces questions qui se traduit notamment par l'absence quasiment totale d'éducation sexuelle. Ce sujet est d'ailleurs d'emblée une revendication des mouvements LGBT au côté de la réforme, qui est évoqué dès les premiers rapports des organisations LGBT irlandaises en 1973-74 et un des éléments sur lesquels ces groupes sont rejoints par les associations britanniques qui ont obtenu l'amendement de 1967⁶⁶. Les militant·e·s font le constat de ce tabou autour de la sexualité en Irlande de part et d'autre de la frontière. Jeff Dudgeon estime par exemple qu'en ce qui concerne l'Irlande du Nord, les attitudes similaires, quoique variées, des Églises catholiques et protestantes soulignent cette difficulté dans chacun des cas de débattre publiquement de ces sujets. Pour lui, la morale catholique s'oppose clairement à l'homosexualité parce qu'elle le perçoit comme une corruption des normes de genre qui doivent définir la masculinité, mais en revanche la condamnation de l'homosexualité par la communauté protestante et le refus même d'en débattre tient plutôt à un rejet dans la morale protestante de toute sexualité qui n'est pas liée à la reproduction. Pour Kieran Rose, cette répression assez généralisée de la sexualité, particulièrement visible par l'ensemble des lois restrictives dans le domaine dans la République, permet aux mouvements LGBT d'obtenir le soutien d'une partie des irlandais·e·s hétérosexuel·le·s qui seraient favorables à la libération sexuelle dans le pays.

« Dans un sens, l'hétérosexualité était sous pression en Irlande, comparée à d'autres pays. Il y avait un certain sentiment je pense que les hétérosexuels en Irlande voyaient que leur sexualité était restreinte par l'Église et l'État et l'idée de péché [...] C'était quasiment vu comme le même combat, c'était une bataille contre la domination de l'Église sur votre vie, sur votre vie intime »⁶⁷

Ce tabou semble surtout se traduire par une forte invisibilisation des problématiques liées à la sexualité en Irlande, et le maintien d'un silence sur le sujet qui pèse parfois lourdement sur les personnes homosexuelles. Terri Blanche évoque ainsi une véritable « manière irlandaise de gérer les choses » lorsqu'elle raconte sa propre expérience avec sa famille au moment de son *coming out* après avoir participé à une émission radiophonique.

66 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », premier rapport annuel de l'USFI en 1975 à propos des discussions avec la CHE lors de la première conférence en mai 1974 à Belfast.

67 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

« J'ai dit que je ferais l'interview à la radio, parce que je pensais que c'était assez anonyme et sécurisé, mais la vie a tendance à être étrange parfois. Ma mère était à la maison ce dimanche soir quand l'interview a été diffusée et pour je ne sais quelle raison, elle est allée se coucher plus tôt et elle a allumé la radio. [...] À l'époque j'avais quitté la maison, je vivais dans un appartement à Dublin et je rentrais pour voir mes parents une fois par semaine. Ma mère disait des choses comme « c'est une journée très gaie aujourd'hui », que le temps était gai, elle utilisait le mot « gai », donc j'ai pensé « oh mon dieu elle sait quelque chose ». Puis quand nous étions assis, en train de déjeuner, elle m'a juste regardé de l'autre bout de la table et elle a simplement dit « je t'ai entendue à la radio ». Ensuite elle m'a demandé si c'était vrai. Je l'ai regardée, et pendant dix secondes j'ai pensé à nier, à dire « je ne vois pas de quoi tu parles, ce n'était pas moi, tu dois me confondre avec quelqu'un d'autre », ce qui aurait été plus simple. Mais j'ai dit « oui, c'est vrai ». Elle a répondu « Et bien, en fait je l'ai toujours su. J'en ai parlé avec ton père. Maintenant nous n'en parlerons pas plus ». C'est encore une fois une manière très irlandaise de gérer les choses : nous n'en parlerons pas. Puis elle m'a dit « tu ne le dira pas à ton frère ni à ta sœur », ce qu'elle a fait de son côté évidemment »⁶⁸.

Edmund Lynch, qui milite à ses côtés dans les organisations dublinoises, fait le même constat d'une façon irlandaise d'aborder la sexualité en affirmant « nous ne sommes pas une nation de personnes qui se prennent par la main. Ce n'est pas la manière irlandaise de faire les choses »⁶⁹. Cette préférence d'une partie des Irlandais·e·s pour le silence autour de ces questions est un constat que l'ensemble des activistes interrogé·e·s confirment. La conséquence de ce tabou, c'est l'absence de connaissances dans l'opinion publique en Irlande autour de la question de la sexualité, et plus encore de l'homosexualité et du lesbianisme, qui est même partagée par une partie des personnes LGBT. Plusieurs activistes interrogé·e·s rappellent ainsi la difficulté de se construire en l'absence de modèle, et même plus largement en l'absence de nom par lequel se définir.

« Je ne disais pas que c'était une relation lesbienne, ou gaie, ou aucun autre nom [...] c'était une relation spéciale, juste entre elle et moi [...] ce n'était pas lié à quelque chose d'autre. Mais le truc c'est que nous n'étions pas capable de la relier à quelque chose d'autre, parce que je n'avais jamais vu le mot lesbienne dans aucun programme télévisuel, il n'y avait aucun magazine. Je n'avais pas lu de livre, je n'avais aucune idée de ce qu'une lesbienne pouvait être. Et le fait est qu'on ne peut pas être ce qu'on ne peut pas voir. C'est quelque chose qui a à voir avec l'importance d'avoir des modèles. Parce que je n'avais pas de modèle, que je n'avais jamais eu de nom, je ne pouvais pas lui dire « tu es ma petite amie ». »⁷⁰

68 Entretien téléphonique avec Terri Blanche, lundi 2 décembre 2019.

69 Entretien avec Edmund Lynch, mercredi 30 octobre 2019, Dublin.

70 Entretien avec Marina Forrestal, mercredi 11 mars 2020, Dublin.

Une partie des militant·e·s rencontré·e·s expliquent même avoir partagé les aprioris de la société à ce sujet, à l'instar de Brian Gilmore qui revient longuement sur la difficulté qu'il a eu à reconnaître sa propre homosexualité. Son *coming out* à l'université a notamment été initié par un de ses camarades de chambre qui a demandé à un de ses amis d'interroger Brian sur sa sexualité avant de pouvoir l'aborder lui-même. Même s'il reconnaît qu'il s'agissait d'emblée d'une relation amicale sans ambiguïté sexuelle, le militant explique avoir eu véritablement peur de son camarade de chambre du fait de l'homosexualité de celui-ci.

« En réalité je me suis senti effrayé par lui, vous savez, c'est des peurs traditionnelles vous savez : l'idée que l'on est toujours apeuré des homosexuels, que les homosexuels vous font du mal, si vous voyez ce que je veux dire, c'est juste psychologique, juste la manière dont vous êtes éduqué ; peut être pas par vos parents mais par la société en général. On se sent effrayé et menacé »⁷¹

Le cas de Brian est d'autant plus significatif qu'il a lui-même découvert son homosexualité une première fois quand il était jeune en lisant des textes de Freud. C'est à dire que les premières et seules connaissances auxquelles il a eu accès étaient celle d'une approche située dans un registre scientifique et qui définit l'homosexualité comme une anomalie et un comportement pervers développé dans l'enfance. Dans son cas, l'absence d'autres discours sur l'homosexualité et même de débat sur les questions de sexualité dans la sphère publique se traduit de manière particulièrement douloureuse puisqu'il s'est par conséquent tourné vers son médecin qui l'a orienté ensuite vers plusieurs années de thérapie d'aversion. Il s'agit d'un traitement développé par les médecins psychiatres qui est sensé rendre les personnes homosexuelles hétérosexuelles en utilisant des électrodes et un système de stimulation par l'image et de récompense pour « générer des intérêts hétérosexuels » dans le cerveau des personnes homosexuelles. Ces thérapies d'aversion n'ont évidemment aucun fondement médical avéré, et Brian Gilmore rappelle qu'elles s'effectuaient dans une branche de l'hôpital de Belfast liée à la *Queen's University*, de sorte qu'elles étaient encore au stade expérimental. Mais surtout elles constituent également un véritable tabou, malgré l'intensité de ces traitements dont Brian explique qu'il les avait oubliés pendant longtemps et qu'il ignorait totalement à quoi cela correspondait avant de voir il y a quelques années un reportage sur ces pratiques à la BBC. L'invisibilisation des homosexualités en Irlande, et d'une manière plus générale, des débats sur les questions liées à la sexualité, a donc d'importantes conséquences sur les personnes homosexuelles et la manière dont elles se perçoivent elles-même dans leur enfance. Le pendant de cette première approche médicale de la sexualité est bien sûr l'approche religieuse, et du

71 Entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

fait de l'influence de l'Église dans la société et notamment dans les écoles, les représentant·e·s religieux constituent souvent les seul·e·s adultes en dehors de la famille auxquels les jeunes homosexuels et lesbiennes se confient. C'est notamment le cas de Terri Blanche et Marina Forrestal. La première raconte avoir simplement été ignorée par son prêtre pour qui ce n'était simplement pas possible qu'elle soit lesbienne. Elle explique ainsi que « c'était assez difficile pour une personne gaie de grandir dans les années 1960 en Irlande, qui était un pays assez catholique, surtout pour une jeune fille, parce qu'il n'y a aucun modèle. C'était invisible [...] sur certaines autres filles de l'école, il y avait des rumeurs qu'elles étaient gaies, mais on ne savait jamais. C'était un secret bien gardé, enfin c'était comme un secret de polichinelle parfois, mais on n'en discutait pas et ce n'était certainement pas encouragé ». Marina Forrestal, quant à elle, raconte être passée par « des années et des années à se détester elle-même » et a participé volontairement à des séances avec son prêtre sensées la guérir qu'elle définit comme des sessions de thérapies humiliantes. Dans chacun de ces cas, ce tabou autour de la sexualité et plus encore de l'homosexualité conduit à une méconnaissance voire à un rejet de leur propre sexualité par les personnes LGBT elles-mêmes. Cependant, pour d'autres, cette attitude irlandaise qui consiste à simplement ne pas débattre de sexualité publiquement constitue une marge de manœuvre pour les activistes. De la même manière que Marie Mulholland pour Belfast et Derry, Mary Dorcey explique avoir vécu sans problèmes pendant des années dans le Kerry. Pour elle la réflexion des gens est simple « s'ils vous apprécient, ils vous apprécient », peu importe la sexualité. Une partie du militantisme LGBT en Irlande consiste alors à jouer sur cette manière de penser. Kieran Rose souligne notamment l'importance pour les militant·e·s gais et lesbiennes d'apparaître dans des émissions à grande audience qui permettent de jouer sur l'opinion publique et d'influencer positivement la perception générale des gais et des lesbiennes dans la société. Il s'agit de s'adresser à des personnes qui ne connaissent rien à l'homosexualité et les amener vers « quelque chose qui leur semblait radical, à laquelle elles n'étaient pas habituées et qu'elles ne connaissaient pas vraiment ». Sur ce point, les émissions de Gay Byrne sont pour lui particulièrement symboliques et il se souvient d'une en particulier au tournant des années 1970-80 durant laquelle un débat opposait un groupe de jeunes homosexuels et lesbiennes, ainsi que quelques parents, à des représentants législatifs et surtout religieux.

« C'était un très gros événement ! C'était presque comme un parlement ou quelque chose comme cela, car Gay Byrne, le présentateur, était très très intelligent. Il était à la fois divertissant et sérieux [...] un tas de choses sérieuses étaient débattues dans ce programme, donc c'était une opportunité fantastique pour nous. [...] les gens l'appelaient « le père de la nation », ou quelque chose comme cela, tellement il était important. Et il était neutre, il n'était convaincu par personne, ni le camp gai, ni le camp anti-gai [...] et la chose fascinante c'est que

le camp anti-gai était si horrible dans leur présentation, ils étaient tellement grossiers [face à la lesbienne sur le plateau] que Gay Byrne s'est mis de son côté dans le débat. [...] Ce programme a un peu cristallisé cela. Ce que Gay Byrne a vu, ce que le public dans le studio a vu, ce que l'audience dans le pays a vu, ce que le pays a vu, c'est qu'ils avaient deux alternatives : une proposée par ces personnes gaies très charmantes et leur parents qui étaient très doux et gentils, et celle de ce groupe de personnes horribles [...] et ils se sont dit qu'il ne voulaient pas de ça, cette scène gaie semblait plus agréable, et semblait être un futur bien plus souriant. Dans un sens, c'est ce qu'on doit faire quand on veut du changement. C'est une chose étrange qu'une minorité doive parfois donner le leadership à la majorité pour que cette majorité bouge là où la minorité veut qu'elle évolue »⁷².

Ainsi, pour lui, l'impact de ces interventions sur le public semble quasiment immédiat et est un moyen particulièrement efficace sur le long terme pour obtenir des soutiens dans la population.

Cette forme d'ambiguïté autour du rapport des irlandais·e·s et nord-irlandais·e·s aux personnes LGBT se retrouve dans les différentes discriminations auxquelles elles sont confrontées en Irlande avec à la fois des réactions très violentes, et, dans la majorité des cas, des discriminations moins directes et plus latentes, mais tout aussi violentes sur le plan social.

72 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

Chapitre 3 : Différentes échelles de discriminations et de violences, physiques et sociales

3.1. Des violences physiques courantes mais invisibilisées

Les conséquences de ces a priori vis à vis des personnes homosexuelles sont variées, et se traduisent dans les cas les plus violents par des passages à tabac de gais ou de lesbiennes, du fait de leur sexualité. Ces actes de *queerbashing* deviennent une banalité pour la plupart des homosexuels, comme en témoigne par exemple la réaction de Brian Lacey lorsqu'il est interrogé sur ce risque et répond de manière nonchalante qu'il a en effet entendu parler de *queerbashing*, et qu'il en lui même fait l'expérience plusieurs fois.

« Je n'ai pas besoin de l'expliquer je pense. J'ai été passé à tabac trois fois [...] j'ai des cicatrices sur mon visage et des choses comme cela. Je pense que ces personnes devaient être gaies elles même, mais n'étaient pas capable de faire avec [...] c'était quelque chose qu'ils se faisaient à eux même, vous savez »⁷³

Dans les cas les plus extrêmes, ces violences homophobes peuvent aboutir à des meurtres. C'est notamment le cas, en 1981 du dublinois de 31 ans, Declan Flynn, battu à mort en pleine nuit par un groupe de cinq jeunes en raison de son homosexualité supposée. Le meurtre a en effet eu lieu à Fairview Park au nord de Dublin, alors connu pour être une des plus grandes aires de rencontre pour les homosexuels de la ville. Le caractère homophobe de ce meurtre n'est pas dissimulé par les accusés, âgés pour la plupart de 17 et 18 ans, qui, selon l'*Irish Times*, se présentent eux même comme un « groupe venus débarrasser Fairview Park des tapettes »⁷⁴. Ils plaident d'ailleurs tous coupables lors du procès et certains activistes rapportent qu'ils auraient paradé dans le parc après leur attaque. L'affaire est très largement médiatisée, non seulement du fait de la violence de la mort de Declan Flynn et de la jeunesse de ses assaillants, mais également en raison de l'issue du procès contre les cinq hommes qui sont seulement condamnés à une peine avec sursis⁷⁵. Dans les rapports de son jugement final par la presse, le juge en charge de l'affaire affirme en effet que s'il reconnaît

73 Entretien téléphonique avec Brian Lacey, samedi 7 décembre 2019.

74 IQA – MS 46,005/4, Archives de Mick Quinlan, coupures de presses. « Youths who killed man go free », *Irish Times*, 9 mars 1983.

75 IQA – MS 46,005/4, Archives de Mick Quinlan, coupures de presses. « Manslaughter sentence suspended on five youths », *Irish Times*, 9 mars 1983. Finalement seul le mineur du groupe est condamné à 30 mois de détention en prison pour mineurs, parce qu'il avait déjà une affaire de vol de voiture sur son casier. IQA – MS 46,005/4, Archives de Mick Quinlan, coupures de presses. « Fairview Park killer gets 30 months detention », *evening Press* 21 mars 1983.

l'horreur de la violence du crime, il reste convaincu qu'il ne pouvait pas y avoir là d'intention de tuer, ajoutant qu'il fallait prendre en compte le fait que les accusés « ont reconnu le sérieux des conséquences de leurs actes », les preuves de leur « bon caractère auparavant » ainsi que la jeunesse du dernier accusé⁷⁶. Autant d'éléments qui le poussent à refuser une peine trop sévère avant d'ajouter que « si tous les cinq se retrouvent à nouveau dans des ennuis, ils devront en subir la sentence ». Plus que le meurtre, c'est donc l'issue du procès qui choque l'opinion publique et donne lieu en 1983 à une grande marche, parfois désignée comme la « version irlandaise de Stonewall »⁷⁷ depuis le palais de justice de Dublin jusqu'au parc de Fairview, et qui allie un ensemble d'organisations LGBT, féministes ou d'autres associations de gauches ainsi que des syndicats dans une marche qui dépasse l'affaire elle-même et veut protester de manière plus générale contre les violences faites aux gais et aux femmes. Au-delà des risques et violences physiques encourus par les personnes LGBT, ces affaires mettent en lumière les failles de la justice irlandaise qui laisse le plus souvent ces crimes homophobes impunis, de sorte que « les personnes ont peur de rapporter des crimes auprès de la *gardai*⁷⁸ à cause de la crainte de répercussions de la part des criminels qui s'en sortent souvent libre »⁷⁹. En réalité, les activistes recensent toute une série de morts violentes sur l'ensemble de l'île, mais non seulement les coupables ne sont pas toujours arrêtés ou condamnés, mais les morts elles-mêmes ne sont pas toujours associées à des motifs homophobes. C'est notamment le cas dans la mort d'Anthony McClean que les militants de la NIGRA, et en particulier Jeff Dudgeon cherchent à faire reconnaître par la police comme un homicide et un homicide à caractère homophobe⁸⁰. Le jeune homme est en effet retrouvé dans les rues de Belfast, visiblement battu à mort et étouffé dans son propre sang alors qu'il avait quitté à 23h un bar gai de la ville dont il avait encore le tampon sur la main. Dudgeon, contacté par le frère de la victime, cherche à faire reconnaître le caractère potentiellement homophobe du crime, en rappelant notamment que plusieurs autres cas de *queerbashing* avaient été signalés à la NIGRA dans la rue où Anthony McClean a été retrouvé, au point que l'organisation avait prévu de publier dans la semaine un avertissement dans le journal gai pour mettre en garde contre la dangerosité du

76 IQA – MS 46,005/4, Archives de Mick Quinlan, coupures de presses. « Judge on curious court decision », *Irish Press*, 10 mars 1983.

77 Simon Murphy, « From 1983 to the Fairview March Memorial 2018 », GEN, 31 mars 2018

78 La « *garda* » ou « *gardai* » est le nom couramment donné à la police nationale de la République d'Irlande. Le terme est en réalité le diminutif de *Garda Síochána*, « *garda* » désignant spécifiquement l'agent de police. L'irlandais étant une langue qui se décline, *garda* désigne normalement un officier au singulier et *gardai* le pluriel, et par extension la police nationale elle-même. Cependant, en anglais, langue la plus parlée sur l'île, cette distinction n'est pas nécessairement reprise. Dans le langage courant on retrouve ainsi le terme de *garda* utilisé même au pluriel, notamment parce que c'est le nom inscrit sur les voitures de police.

79 IQA – MS 46,005/4, Archives de Mick Quinlan, coupures de presses. « call for sentencing law change », *Irish Press*, 10 mars 1983.

80 PRONI, D/3762/1/9/3-4, Documents sur les activités policières.

quartier⁸¹. Les militant·e·s font alors face à l'opposition de la RUC qui refuse d'envisager une hypothèse qui risquerait de causer inutilement « de la peine et de l'embarras à la famille [de la victime] ». L'homosexualité de la victime est ainsi souvent un facteur aggravant pour la victime qui au mieux semble limiter les investigations de la police, et au pire paraît retourner l'accusation contre la victime, comme en témoigne le jugement rendu dans une autre affaire de meurtre à Ballymena en Irlande du Nord où l'homosexualité de la victime est présentée comme une circonstance atténuante pour l'accusé qui se serait alors défendu de la menace potentielle que représentait la victime. Il rappelle que l'accusé était ivre et que son acte était de nature défensive car « il semble qu'il était en train de se défendre, non pas de la menace d'une grave violence ou de mort, mais des avances sexuelles perverses du défunt ». Le juge évoque ainsi au lieu d'un meurtre « ce qu'on peut appeler une réaction excessive pour se défendre » et rappelle que « le défunt, à en juger par la description donnée par [l'accusé] était une personne assez grande, d'à peu près 1m80, bien bâtie et qui tendait ainsi à dominer physiquement l'accusé d'une manière assez effrayante [...]. C'est pourquoi il n'est pas trop difficile de comprendre exactement ce qu'il se passait dans l'esprit de l'accusé lorsque la seconde avance sexuelle a eu lieu »⁸². La décision du juge de condamner l'accusé à seulement deux ans de prison avec sursis semble dès lors refléter l'influence de l'image de l'homosexualité dans l'opinion publique comme un crime et un péché capable de représenter un danger pour les individus. Cette idée que les personnes homosexuelles représenteraient un véritable danger pour le reste de la société semble perpétuer par les instances officielles elles même, et en premier lieu la justice et même la police. Dans la République d'Irlande, l'IGRM s'oppose notamment aux déclarations du chef de la *garda*, police nationale irlandaise, Jack Marrinan qui affirme que « les gais et les pro-avortement sont responsables de la vague de crime qui déferle sur le pays » et « fait le lien entre le taux de criminalité et les personnes comme les homosexuels qui réclament désormais des droits, ce qui, selon lui, aurait été inimaginable jusque là ». Les militant·e·s s'indignent qu' « une figure publique [les] assimile à des violeurs, des meurtriers et des braqueurs de banque » notamment du fait des menaces de violences constantes qui planent au dessus de la communauté LGBT sur l'ensemble de l'île. C'est ainsi un point sur lesquels les activistes du nord comme du sud de l'Irlande semblent s'allier largement. L'IGRM, encore une fois, s'adresse directement à l'ambassade de la République en Irlande du Nord pour critiquer l'attitude de la police nord-irlandaise dans les cas de violences faites aux homosexuel·le·s. Une attitude de la police niée par l'ambassade qui affirme qu' « en ce qui concerne les violences contre les

81 PRONI, D/3762/1/9/4, « Papiers relatifs aux meurtres d'Anthony McClean et Thomas Donegan », Prospectus de la NIGRA liée au meurtre d'Anthony McClean.

82 Free Derry Museum, Archives de Tarlach MacNiallais, jugement dans une affaire de meurtre à la cour de justice de Ballymena, 21 mars 1983.

homosexuels, ou d'ailleurs, contre n'importe quel groupe de personnes en Irlande du Nord, malgré les circonstances difficiles et dangereuses dans lesquelles la RUC opère, tout incident de violence et toute mort donnent lieu à des investigations complètes. Dans le cas de morts où l'équilibre des preuves indique qu'elles sont causées par un acte criminel, tous les efforts sont faits pour appréhender quiconque est responsable. Il n'y a aucune exception à la règle et la RUC a démontré clairement qu'elle servait la communauté toute entière et elle a le soutien plein et entier du gouvernement dans sa tâche dangereuse »⁸³. L'enjeu pour les militants est bien de lutter contre ces risques de violence et de mort renforcés par l'invisibilisation et l'impunité des crimes déjà commis. D'autant plus que l'on peut difficilement recenser ces meurtres et ces violences, qui semblent symptomatiques d'une homophobie structurelle, présente dans l'opinion publique comme dans les diverses institutions irlandaises et nord-irlandaises. Jeff Dudgeon affirme ainsi que « à moins que le meurtre de personnes gaies ne soient pleinement révélés comme tel, le public ne comprendra pas ou ne montrera pas d'intérêt à la manière féroce et systématique par laquelle les morts violentes sont infligées à cette minorité »⁸⁴.

Cependant, si l'ensemble des violences à l'encontre des personnes homosexuelles sont largement ignorées en Irlande dans les années 1970-80, au sein de cette communauté LGBT, les femmes lesbiennes et bisexuelles ainsi que les personnes trans semblent d'autant plus vulnérables qu'elles cumulent plusieurs éléments de discriminations. Pour Ger Moane le fait que les cas de *queerbashing* ou d'homicides homophobes connus concernent tous des hommes gais n'est pas le signe que les violences sont moins nombreuses à l'encontre des femmes lesbiennes, mais il indique plutôt le fait que ces violences sont encore plus invisibilisées que celles faites aux hommes. Pour elle « quand on pense au *gay-bashing*, on pense à des hommes, mais dans les documentaires [qu'elles ont réalisé bien plus tard], beaucoup de femmes ont vécu des violences, des violences contre les femmes et contre les lesbiennes » et particulièrement les femmes qui sont visibles dans les médias ou dans la rue par leur style masculin⁸⁵. Marina Forrestal se rappelle ainsi d'un ensemble de violences et de menaces qu'elle a connu et qui semblaient relativement banales à l'époque pour les femmes, ou en tout cas n'étaient pas débattues dans les groupes de sociabilité gais. Elle raconte ainsi avoir été directement menacée, à l'époque du meurtre de Declan Flynn, par un de ses élèves, alors qu'elle enseignait dans une école à proximité de Fairview Park. Le jeune garçon l'aurait alors appelé à son bureau par un signe de la main pour lui dire : « Vous et vos amis pouvez vous faire voir

83 IQA MS 45,943/5 Lettre de l'ambassade irlandaise en Irlande du Nord à John McClean (IGRM).

84 PRONI, D/3762/1/9/4, « Papiers relatifs aux meurtres d'Anthony McClean et Thomas Donegan », lettre de Jeff Dudgeon sur l'affaire McClean et l'attitude de la RUC.

85 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

dans le parc, nous l'avons fait. Nous savons où vous vivez et je vis dans le coin aussi donc... »⁸⁶. Plus spécifique encore, les militantes rappellent que femmes lesbiennes et bisexuelles sont confrontées assez couramment à des violences sexuelles et des menaces de viol de la part d'hommes qui leur proposent également de les aider à travers ces relations sexuelles. Une expérience que l'activiste a connu à plusieurs reprises dans des contextes tout à fait banals et quotidiens tels que dans son groupe de soutien religieux ou avec ses voisins, pourtant mariés et pères de famille.

« Ce genre de choses arrive aux femmes, vous savez. Je connais un tas de femmes à qui il est arrivé ce genre de choses. Vous n'avez pas à être envoyé en prison ou menacé d'être envoyé en prison si vous n'avez aucune protection légale. Vous n'avez aucune protection légale, vous êtes une femme et une femme quoi qu'il arrive. »⁸⁷

Malgré ces menaces réelles sur les femmes lesbiennes, le cas des violences faites aux femmes lesbiennes et bisexuelles semble encore sous estimé et plus difficile à cerner que dans les cas plus connus de *queerbashing*. Les violences lesbophobes tombent en effet en partie dans l'oubli du fait qu'elles sont noyées dans le flot plus général de violences contre les femmes, elles même peu recensées à l'époque. D'autant plus qu'un grand nombre de femmes lesbiennes se marient tout de même à l'époque de sorte que lorsque « les femmes qui sont mariées et veulent quitter leur mari, et veulent faire leur *coming out*, sont victimes de violences domestiques, [ces violences] sont anti-lesbiennes vu le contexte, mais ça tombe dans les violences domestiques, donc quand on parle de violence anti-gais il faut ouvrir un peu plus le spectre »⁸⁸. Il faut donc selon Ger Moane prendre en compte « toute la question de la violence domestique, tous ces sujets, [...] les violences contre les lesbiennes tombent là dedans en quelque sorte, et ce n'est pas vraiment vu comme quelque chose d'anti-gaie, alors que les *gay-bashing*, les hommes qui sont battus pour cela on peut les identifier »⁸⁹. Encore plus que dans le cas des violences lesbophobes, la transphobie paraît encore plus invisibilisée, comme le sont d'ailleurs les personnes trans dans les années 1970-80, y compris dans les communautés homosexuelles qui parlent encore de travestissement à leur sujet, malgré l'existence de quelques premières associations pour les personnes trans dès le milieu des années 1970. La plupart des militants nord-irlandais évoquent au sujet de ces violences le souvenir de Wilma, activiste trans qui conduisait des bus pour la plus grande compagnie nord-irlandaise et

86 Entretien avec Marina Forrestal, mercredi 11 mars 2020, Dublin.

87 *Ibid.*

88 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

89 *Ibid.*

« devait supporter tout un tas d'insultes de la part des enfants et probablement des adultes aussi »⁹⁰. Ces violences et l'impunité de leurs auteurs semblent directement liés à l'attitude générale des sociétés irlandaise et nord-irlandaise vis à vis de la sexualité. Maurice Casey cite ainsi pour exemple le meurtre de Dolores Lynch, militante et prostituée de Dublin, en janvier 1983, tué lors d'un incendie criminel avec sa mère. Un·e membre du collectif dublinois qui organise la marche de Fairview contre les violences faites aux gais et aux femmes aurait alors entendu un juge dire que « la victime n'était qu'une prostituée »⁹¹. Pour les personnes homosexuelles, le risque de subir des violences du fait de leur sexualité, voire même d'être tué par des inconnus, est une menace permanente qui se traduit notamment par la peur de dévoiler cette homosexualité au risque d'en subir les conséquences non seulement physiques, mais aussi et surtout sociales.

3.2. Un risque social avant tout

En effet, le risque le plus immédiat et le plus courant pour les personnes homosexuelles qui dévoilent leur sexualité ou sont découvertes est bien un risque social qui se traduit par un rejet de la part des proches, de la famille, et même des voisins ou des collègues. Le *coming out* apparaît ainsi comme une opération véritablement compliquée, que peu de personnes entreprennent, d'où le faible nombre de militants et militantes qui s'engagent dans des organisations de manière publique au point de s'exprimer ouvertement dans les conférences ou dans les médias sur leur sexualité. Cette peur d'une véritable ostracisation, si l'homosexualité ou le lesbianisme d'une personne sont révélés, constitue également un argument de chantage pour certaines personnes, y compris les institutions publiques, et d'autant plus dans le contexte de conflit dans les années 1970 en Irlande du Nord qui accroît ces techniques de pression pour obtenir des informations. Brian Lacey soulève cette particularité dans le cas de Derry en expliquant que s'il n'y avait pas de violences spécifiques de la part de la police envers les personnes LGBT, la RUC essayait néanmoins de menacer les homosexuels et lesbiennes de dévoiler leur sexualité pour leur soutirer des informations sur les républicains, les milices, l'IRA.

« L'arrière plan de tout cela c'était les *Troubles*, la guerre qui continuait, même après la légalisation, la police usait certainement des menaces et du chantage sur les personnes comme

90 Entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

91 Maurice Casey, « Radical politics and gay activism in the Republic of Ireland, 1974-1990 », *Irish Studies Review*, vol. 26, n°2 (2018), pp. 117-136.

un moyen d'avoir des informations, donc la menace a continué de la part de la police même après que ce soit techniquement devenu légal, même si les circonstances dans lesquels l'homosexualité masculine était légale étaient toujours très restrictives. Et bien sur, socialement, c'était toujours très difficile même si c'était légal, c'était difficile d'être publiquement gai. Et la police capitalisait sur cela. Dans mon propre cas, dans ma propre expérience personnelle, à deux occasions, à cinq ans d'écart, la police, la RUC, a essayé de me faire chanter pour faire de moi un espion informel contre l'IRA si vous voulez, en menaçant de dévoiler mon homosexualité, et bien sur c'était très stupide parce que j'étais complètement ouvertement gai, toutes les personnes qui me connaissaient savaient que j'étais gai. C'était stupide, mais c'était simplement la situation à l'époque »⁹².

Marie Mulholland met quant à elle en lumière le pendant de cette stratégie dans le cas de l'arrestation de son frère par la police durant laquelle on lui a annoncé le lesbianisme de sa sœur dans l'espoir de le faire parler au sujet des agissements des activistes républicains⁹³. Le risque social encouru par les personnes homosexuelles après que leur sexualité ait été dévoilée est donc complètement utilisée par la police, et particulièrement en Irlande du Nord où le contexte du conflit nord-irlandais semble rendre les relations avec la police plus tendues. Brian Gilmore évoque à ce sujet une véritable « *killing machine* » en Irlande du Nord à laquelle participaient non seulement les milices paramilitaires républicaines et unionistes, mais également la RUC qui employaient tous les moyens de pression possibles sur les personnes. En 1976, la police nord-irlandaise est ainsi contactée par les parents d'un jeune garçon gai et mineur qui vient de leur annoncer sa relation avec un homme plus âgé, militant auprès de la NIGRA et de *Cara-Friend*⁹⁴. La police procède alors à la perquisition de l'ensemble des locaux et documents des associations et la plupart des militants sont placés en garde à vue au motif d'une consommation de stupéfiants, parmi lesquels Doug Sobey, Jeff Dudgeon, Richard Kennedy ou encore Brian Gilmore. Ce dernier explique alors qu'en plus des menaces de dévoiler son homosexualité auprès de sa famille ou de son université, les officiers de la RUC ont utilisé sa religion pour renforcer la pression à son encontre, au point de confirmer qu'ils savaient que son petit ami était le fils d'un paramilitaire protestant et même de le menacer de mort directement.

« ils utilisaient vraiment beaucoup de moyens de pression contre vous, vous savez c'était des choses plutôt violentes, ils utilisaient également la religion, parce que je viens d'un arrière plan très catholique et l'Église catholique [...] n'approuv[e] pas

92 Entretien téléphonique avec Brian Lacey, samedi 7 décembre 2019.

93 Entretien avec Marie Mulholland, jeudi 12 mars 2020, Cork.

94 PRONI, D/3762/1/9/1 Lettres et documents relatifs aux allégations de la police contre la NIGRA

l'homosexualité, donc ils utilisaient beaucoup de coups bas pour vous faire tomber [...] C'était une autre forme de pression, mais ce n'était pas une forme légale, [...] ils étaient très dur avec l'IRA, ce qui est bien sûr normal parce que c'étaient des tueurs, mais la police en Irlande du Nord était aussi impliquée dans cet engrenage de violences. Ce que cet homme, ce que ce policier m'a dit, c'est qu'il m'a décrit en réalité de quelle manière ma vie allait m'être retirée »⁹⁵

Dans son cas particulier, discriminations politiques et religieuses se croisent donc avec la discrimination sexuelle. Mais le sentiment de risque encouru face à la police reste partagé sur l'ensemble de l'île, et en 1981, dans le cadre des investigations de la *garda* autour du meurtre de Charles Self, employé homosexuel de la RTÉ, et des nombreux interrogatoires de personnes gais plus ou moins proche de la victime, la NGF précise à ses adhérents : « rappelez-vous que votre vie sexuelle est gaie, et que c'est illégal »⁹⁶.

Au delà d'être un moyen de pression, voire de chantage, le *coming out* représente également un risque dans les aspects les plus quotidiens de la vie des personnes homosexuelles qui se voient confronter à des discriminations dans leur recherche de logement, comme c'est le cas pour Marina Forrestal, ou encore des discriminations au travail. Plusieurs militant·e·s ont d'ailleurs recours à des faux noms pour contrer ce risque constant autour des mobilisations LGBT naissantes qui sont toujours plus ou moins illégales. Dans son article sur la fondation de l'USFI lors du symposium de Dublin, le journaliste Sean Egan rappelle ainsi que :

« même la tenue d'une telle rencontre peut être un problème en soi. D'après la loi – qui date du milieu du siècle dernier – le statut de telles réunions est incertain. Si elles sont tenues dans le but d'ouvrir la réflexion et les discussions sur des questions homosexuelles, elles sont parfaitement légales. Si, au contraire, il était possible d'alléguer que le but était de faciliter les délits d'homosexualité proscrits par la loi, alors les personnes engagées dans ces réunions sont passibles de poursuites »⁹⁷

Ainsi, nombre de militant·e·s, à l'instar de l'activiste lesbienne Pat qu'il interroge, n'emploient publiquement que leur prénom voire ont recours à des pseudonymes à l'image de Peter Hughes, signataires de la plupart des lettres envoyées par la BGLS aux politiciens nord-irlandais qui est en réalité le pseudonyme de Brian Gilmore. Mais plus encore que l'engagement auprès des

95 Entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

96 IQA MS 45,936/6-7, prospectus « Charles Sefk Murder Invesitigation »

97 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°13, 21 février 1974, « Homosexuals plan to set up their own group in Ireland », Sean Egan , *Irish Times*.

organisations LGBT, la participation à des émissions de radio ou de télévision de la part des militant·e·s peut se traduire par des conséquences concrètes sur leur vie. Après la diffusion sur la chaîne principale de l'Ulster du programme *Spotlight*, qui présentait les membres de la NIGRA, Richard Kennedy et Brian Gilmore ont ainsi connu des discriminations dans leur vie quotidienne et notamment au travail.

« Du fait de mon apparition à la télévision, j'ai du le dire à ma famille. Je n'y avais pas pensé, mais quand le programme TV arrivait pour la semaine, je l'ai dit à ma mère [...] Puis le programme est arrivé, il y a eu deux choses. Mon père, qui est un buveur régulier [...] a ensuite été incapable d'aller au pub local, parce que les gens avaient vu le programme et savaient que j'étais gai [...] Et à mon travail, [...] j'ai été amené au bureau de mon manager. [...] Dans le programme on dansait Jeff et moi, et vous savez deux hommes qui dansent ensemble c'était assez extrême et il m'a dit : « j'aimerais te demander, est ce que tu a l'intention d'organiser des soirées gaies dans les locaux [...] ? » [...] il était effrayé »⁹⁸.

Au delà du cercle familial, le fait d'être visible dans l'espace publique et notamment les médias entraîne en effet des difficultés dans le domaine professionnel, qu'il s'agisse de licenciement ou même d'une peur d'être discriminé au travail qui peut influencer les choix de vie de certains militants, tels que Kieran Rose qui explique avoir préféré abandonner l'idée de devenir enseignant pour ne pas avoir à sacrifier son activisme gai.

« le lendemain de la diffusion du programme, je faisais un tour et j'ai été pris à partie par quatre de mes collègues qui me menaçaient avec violence [...], mais en même temps le reste de mes collègues ont pris ma défense [...] Donc rien ne m'est arrivé physiquement, mais plus tard dans cette matinée j'ai perdu mon travail, ce n'était pas un travail important de toute façon, ce n'était pas une carrière, mais ce genre de choses arrivent. Et ça m'a forcé à faire mon *coming out* auprès de mes parents aussi »⁹⁹.

Ger Moane rappelle bien à ce sujet que « bien sur il y avait la peur des discriminations, de perdre ses amis, sa famille quand on fait son *coming out* » mais plus encore « quand vous allez dans les médias, surtout dans les années 1980, vous vous rendez vulnérables »¹⁰⁰. Et ces moyens de pression s'étendent en réalité à l'ensemble de l'entourage des personnes gaies. C'est bien ce dont témoigne Marie Mulholland, qui était par ailleurs particulièrement engagée dans la communauté républicaine et auprès du groupe féministe *Women Against Imperialism*, et explique que des menaces à son

98 Entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

99 Entretien avec Richard Kennedy, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

100 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

encontre étaient proférées par téléphone auprès de sa mère, alors même qu'elle ne vivait absolument plus chez elle. Des pressions poussées à leur paroxysme lorsque sa mère a reçu une carte postale depuis l'Espagne annonçant qu'elle était atteinte du VIH. Au-delà du mensonge et du recours à une carte postale que tout le monde peut lire, elle se rappelle avoir été très inquiète de voir que sa mère était visée.

« il y avait mon nom dessus, mais ce qui m'a vraiment effrayé c'est que c'était posté à l'adresse de ma mère, parce que beaucoup de gens me connaissent mais très peu savent l'adresse de ma mère. [...] Quelqu'un essayait de l'effrayer et quelqu'un essayait de faire de ma vie un problème pour moi »¹⁰¹.

Mary Dorsey explique avoir eu la même expérience et les mêmes frayeurs pour sa famille après sa première intervention publique, mentionnée dans l'*Irish Times*. Mais la militante, particulièrement engagée dans les combats féministes et LGBT, qui a notamment pris la parole sur le lesbianisme dès 1973 et la formation du *Sexual Liberation Movement* à Dublin, se rappelle surtout que le contre-coup de ses prises de paroles publiques s'est exprimé dans cette communauté LGBT en construction elle-même où de nombreuses femmes refusaient d'être vues à ses côtés de peur de dévoiler leur propre lesbianisme.

3.3. Forcé·e·s de rester dans le placard ? L'émigration et la conformation à l'hétéronormativité

Ces différents degrés des discriminations craintes par les personnes homosexuelles dans le cas où leur sexualité serait dévoilées se traduisent par un certain nombre de stratégies à commencer par une forte émigration de la campagne vers la ville, voire de l'Irlande vers des grandes métropoles étrangères jugées plus ouvertes aux homosexualités. L'ensemble des militants et militantes interrogé·e·s évoquent cette réalité que plusieurs d'entre eux ont également vécu, de manière plus ou moins prononcées. Le schéma le plus courant reste celui du déménagement vers la capitale qui apparaît comme une ville bien plus grande, éloignée du cercle de connaissances familial, et la ville la plus ouverte au développement d'une scène gaie, ne serait-ce qu'en terme numérique par rapport à Cork ou Belfast. Pour Ger Moane c'était donc un moyen pour les homosexuel·le·s de vivre leur sexualité et de trouver des ressources pour s'exprimer pleinement en tant que gai ou lesbienne. Elle

101 Entretien avec Marie Mulholland, jeudi 12 mars 2020, Cork.

rappelle qu'« il n'y avait aucune visibilité à l'époque [...] Quand on vit quelque part au milieu du pays on a seulement accès à la radio, à la télévision et aux bibliothèques. Il faut partir »¹⁰². Le déménagement vers les grandes villes irlandaises, et plus encore vers Dublin, est ainsi perçu comme une nécessité pour entrer dans des cercles de sociabilité gais et contrer l'impression que tous partagent d'avoir été le ou la seul·e personne homosexuelle d'Irlande. Cependant, les activistes rappellent que Dublin reste « un petit village » à l'époque, et le contexte économique de l'Irlande dans les années 1970-1980 encourage d'autant plus l'émigration de jeunes gais et lesbiennes vers Londres ou New York où ils peuvent à la fois vivre une vie homosexuelle moins limitée et trouver un emploi. La réforme de 1967 en Angleterre en fait par ailleurs un espace d'accueil d'autant plus propice pour les lesbiennes et homosexuels irlandais·e·s au nord comme au sud de la frontière. Ainsi pour la République, bien que lien soit a priori moins évident que pour l'Irlande du Nord, de nombreux et nombreuses homosexuel·le·s irlandais·e·s prennent le départ pour l'Angleterre à la recherche d'un espace plus accueillant où exprimer plus librement sa sexualité. Le militant Don Gill souligne dans son intervention lors d'une conférence pan-irlandaise en 1973 l'anormalité de ces irlandais·e·s et nord-irlandais·e·s qui doivent quitter leur propre pays faute de droits civiques en déplorant « le nombre accablant d'homosexuel·le·s irlandais·e·s qui ont quitté leur maison pour vivre en Angleterre où ils ont pu profiter de la facilité des restrictions légales »¹⁰³.

« Il y avait une immense émigration, pour le travail (l'économie n'allait alors pas très bien), mais tout autant pour être dans un lieu où il y avait beaucoup plus d'établissements gais, des librairies, des discothèques, toutes ces choses. [...] dans une petite ville, les gens vous voient aller au pub gai : vous vous révéler devant vos amis, votre famille, etc. alors qu'à Londres, vous pouvez avoir [cette vie gaie], [le *coming out*] n'arrive pas, vous n'êtes pas connu comme vous l'êtes dans votre propre village »¹⁰⁴

Encore une fois, en Irlande du Nord, le contexte du conflit semble favoriser ces déplacements. Et pour Richard Kennedy, qui a vécu près de vingt ans à Londres, comme pour Kieran Rose, ce choix de l'émigration permet de préserver son secret sans éveiller de soupçons, car il se fonde dans des mouvements plus généraux en Irlande.

« C'était traditionnel, je veux dire, l'économie ici était fichue, [...] donc pour les jeunes hommes et les jeunes femmes qui grandissent ici, les opportunités de trouver un bon travail étaient limitées en Irlande du Nord. Et il y a une immense et ancestrale tradition d'immigration

102 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

103 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°1, 8 novembre 1973 : « Students seek reform of homosexuality law », *Irish Times*, 5 novembre 1973, p.15.

104 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

depuis l'Irlande vers l'Amérique, le Canada ou l'Angleterre, depuis le début du XIXe siècle, vous savez. Tout le monde émigrerait. Puis dans les années 1970, ça a continué et ça s'est même accru avec les *Troubles* ici, car certaines personnes étaient effrayées, elles avaient peur des troubles et voulaient émigrer pour fuir le conflit »¹⁰⁵

En dehors de l'émigration vers une plus grande ville, voire à l'étranger, une partie des personnes homosexuelles en Irlande choisissent de simplement abandonner leur vie gaie pour fonder une famille et mener une vie hétérosexuelle qui leur permet d'éviter aussi bien les violences physiques que les discriminations sociales qu'une vie homosexuelle ouverte implique alors. C'est là une conséquence encore moins quantifiable de ces discriminations et qui est pourtant évoquée comme la plus terrible pour les revendications LGBT par les militant·e·s. Cela semble par ailleurs d'autant plus courant pour les femmes que les sociétés irlandaises s'avèrent également très discriminantes envers les femmes seules, de sorte que chacune des militantes rencontrées évoque l'histoire de leurs amies, ou parfois même petites amies qui ont décidé après plusieurs années dans la scène lesbienne de se marier et d'avoir des enfants. Terri Blanche, qui se décrit longuement comme une militante lesbienne modérée, par opposition aux militantes féministes et plus radicales, le décrit comme le défi le plus difficile à affronter pour les personnes LGBT en Irlande puisqu'il suppose de refuser de nier sa sexualité malgré les risques. Il s'agit ainsi pour elle de « ne pas vivre en isolement ou dans le déni, ou ne pas se marier, ce que beaucoup de femmes, et sûrement beaucoup d'hommes, ont fait, parce que c'était plus simple dans la société », et notamment au travail pour obtenir des promotions, ou plus généralement un meilleur statut social.

« Je pense à un homme en particulier que je connaissais, il était principal dans une école protestante, assez conservatrice, une école de garçon, et j'allais le voir dans son appartement pour dîner, on était amis, et un soir j'y suis allé [avec un ami] et il a dit [...] je vais me marier. On l'a tous les deux regardé, et on lui a demandé ce qu'il entendait par là, [...] il a dit le nom de cette femme, et on a arrêté de manger [...] puis il a dit qu'il ne contacteraient plus aucun de nous deux, que sa vie devait changer [...] nous ne nous sommes plus jamais revus [...] il ne pouvait pas prendre de risques, je veux dire, il allait se marier, il n'allait pas dire à sa femme qu'il était gai et il essayait de faire quelque chose qui était assez commun dans les colonnes médicales à l'époque, une forme de thérapie d'aversion. Ils ont eu des enfants. [...] il avait une carrière, et il devait probablement être marié pour avoir une promotion, avoir un meilleur salaire et un meilleur statut. »¹⁰⁶

105 Entretien avec Richard Kennedy, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

106 Entretien téléphonique avec Terri Blanche, lundi 2 décembre 2019.

Ainsi, le contexte répressif envers les homosexualités en Irlande, exprimé par la législation comme par l'opinion publique, se traduit non seulement par des violences homophobes et des discriminations sociales mais également par des stratégies de fuite de la part des personnes LGBT qui semblent devoir choisir entre quitter l'Irlande, leur proches et leur ville d'origine pour mener une vie homosexuelle plus libérée à l'étranger, ou bien rester quitte à mener une fausse vie hétérosexuelle qui leur évite les discriminations liées à l'homosexualité ou au lesbianisme.

Les premières mobilisations LGBT en Irlande au début des années 1970 se développent donc dans un contexte largement similaire sur l'ensemble de l'île qui partage la même législation au sujet de l'homosexualité masculine comme de l'avortement, et surtout les mêmes attitudes de la société et de l'opinion publique face aux personnes homosexuelles. La distinction principale réside dans le contexte politique spécifique de l'Irlande du Nord, non seulement rattachée au Royaume-Uni, mais surtout théâtre dans ces mêmes années des résurgences des tensions autour de la partition de l'Irlande et d'un conflit de plus en plus violent sur la période qui accroît tous les antagonismes.

Deuxième partie

Premières mobilisations sur l'île irlandaise : un ou des mouvement(s) LGBT en Irlande ? (1971-1976)

« Pour les homosexuel·le·s irlandais·e·s, la question de la frontière a peu ou pas de sens, du moins aussi loin que leur homosexualité est concernée »¹

Les premières mobilisations LGBT en Irlande s’ancrent dans un contexte international de revendications qui ont émergé à la suite des événements de Stonewall dans la nuit du 27 juin 1969 à New York. Elles se développent en Irlande à un moment où l’île semble justement s’ouvrir à ces mouvements amorcés dans les années 1960 à l’étranger, aussi bien en ce qui concerne les revendications homosexuelles, que les mobilisations féministes ou plus généralement les questions de libération sexuelle. La proximité entre les organisations fondées en Irlande et les associations étrangères, que ce soit dans leurs échanges et leur soutien mutuel, comme dans les codes et références qu’elles partagent, souligne l’importance de cette dimension internationale dans les mobilisations LGBT. À l’échelle nationale, le contexte politique de l’Irlande des années 1970 est marqué par le renouveau du conflit en Irlande du Nord et le développement de mobilisations de plus en plus virulentes autour de la question des droits civiques puis de la partition de l’île. Le croisement de ces problématiques interroge dès lors sur les conséquences potentielles de ce contexte spécifique en Irlande sur le mouvement LGBT en développement, et dont l’homogénéité est déjà soumise à caution par la partition de l’île. En 1973 et 1974, les premières organisations fondées sur l’île se réunissent lors de deux conférences organisées respectivement par le *Sexual Reform Movement* à l’université de Coleraine et par le *Sexual Liberation Movement* à Trinity College autour du projet d’une organisation de toute l’Irlande, coordonnant les actions des groupes sur l’ensemble de l’île. Les organisations soulignent alors un besoin évident d’un groupe coordonnant les efforts des différents groupes travaillant pour la libération sexuelle en Irlande »², et les conférences débouchent sur la fondation en 1974 de l’*Union for Sexual Freedom in Ireland* (USFI), une organisation rapidement jugée inefficace et abandonnée mais qui souligne les hésitations réelles chez les militant·e·s au moment de former un mouvement LGBT irlandais en tant que tel.

1 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°12, 14 février 1974 : « Irish Gay Beginnings. Full Report On First Ever Irish Gay Conference », *Gay News*, n°38, p.3.

2 PRONI D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de l’USFI en août 1974.

Chapitre 4 : Entre obstacles et héritages : des mobilisations LGBT face au contexte politique et militant de l'Irlande des années 1968.

4.1 Un mouvement naissant, dans la lignée et avec le soutien des mobilisations internationales, et surtout britanniques.

Les premières mobilisations LGBT sur l'île émergent au tout début des années 1970 à travers des organisations, plus ou moins spécifiquement homosexuelles, fondées dans un contexte universitaire par des militant·e·s jeunes et qui revendiquent un changement profond de cet ordre moral conservateur en Irlande qui opprime l'expression des sexualités de part et d'autre de la frontière. Ces mobilisations s'inscrivent ainsi dans le contexte global de remise en cause des différents rapports de pouvoir et de dominations dans la société, que ce soit sur le plan social, politique ou sexuel au tournant des années 1960-1970. La formation de ces groupes entre donc dans le cadre plus large des revendications sociales portées par les différents mouvements des « années 1968 » à l'échelle internationale. C'est d'autant plus le cas en Irlande du Nord où la résurgence du conflit national, d'abord sous la forme de mouvements pour les droits civiques inspirés des États-Unis, accentue la prise de conscience de ces formes de domination et fournit des modèles d'action collective. Cette première militance LGBT en Irlande se déploie dans un contexte de circulations importantes des idées et des pratiques militantes entre les différents mouvements sociaux qui constituent autant d'influences, plus ou moins conscientes, de l'engagement des premier·e·s militant·e·s LGBT de part et d'autre de la frontière. La première organisation portant les revendications LGBT en Irlande est ainsi fondée en Irlande du Nord vers 1971 lorsque un groupe d'étudiants de la *Queen's University* (QUB) de Belfast forme la *Belfast Gay Liberation Society* (BGLS)³. Le groupe, rattaché à l'université, se développe de plus en plus à partir de 1972 et se structure autour d'événements récurrents dans les locaux de l'université. Ils organisent ainsi des réunions hebdomadaires les mercredis en fin d'après midi, ainsi que des soirées dansantes plusieurs fois par mois, puis rendues hebdomadaires à leur tour. Le groupe se développe ainsi d'emblée sur les deux axes des mobilisations LGBT à savoir les revendications politiques et la fonction socialisatrice des organisations dans l'optique d'une communauté gaie en formation. Une partie des militants s'engage en parallèle dans la formation d'une ligne de soutien téléphonique, *Cara-Friend*, qui devient rapidement indépendante du fait de son ampleur. Le groupe s'engage également dans le

3 Linen Hall Library, Political Collection, Journal de la BGLS.
Voir aussi l'entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

développement des revendications politiques, pas tant par l'organisation de manifestations LGBT, encore très rares dans les années 1970⁴, que par une volonté d'accroître la visibilité des homosexualités et de leurs enjeux en Irlande. Cela se traduit notamment par la vente de badges « fiers d'être gais », et surtout l'accent mis sur la diffusion d'information avec des prospectus sur la question de la réforme mais également des *Information sheets* bimensuels qui regroupent des coupures de presse sur l'actualité des mouvements gais à l'étranger et en Irlande. C'est dans ce premier groupe que se rencontrent la plupart des militants de l'organisation devenue majeure par la suite en Irlande du Nord, la NIGRA (*Northern Ireland Gay Rights Association*) à commencer par Brian Gilmore, alors étudiant, qui rencontre les fondateurs de la BGLS dès 1971. D'abord intimidé voire effrayé par les militants, il s'engage pleinement dans l'organisation à la fin de l'année 1971 au point d'en devenir l'année suivante le secrétaire général (sous le pseudonyme de Peter Hughes) et de s'afficher publiquement dans l'université.

« Je me suis engagé quand j'étais *Queen's* parce qu'il y avait Martin et Andy. Je pense qu'ils avaient fini [leurs études], ils étaient toujours dans le coin mais ils avaient quitté [l'université], donc en réalité j'étais la seule personne à rester pour continuer, alors je suis devenu le secrétaire de la GLS [...] Je suis devenu une sorte d'activiste. Je faisais ma thèse à *Queen's* et au bout d'un certain temps j'ai commencé à porter des badges « fier d'être gai », des choses comme cela »⁵

Il est rapidement rejoint par Doug Sobey, Jeff Dudgeon et Richard Kennedy, tous trois entrés dans la vie active. Ainsi, bien que fondée dans un cadre universitaire, l'organisation ne se limite pas aux seul·e·s étudiant·e·s et se présente au contraire comme un espace de sociabilité et de lutte ouvert à toutes et à tous. Pour Brian Gilmore, qui précise qu'« il n'y avait pas tant d'étudiant·e·s que cela » dans le groupe et qu'il était l'un des seul à faire (ou même avoir fait) ses études à *Queen's*, il s'agissait vraiment d'un groupe d'activistes⁶.

En ce qui concerne la République d'Irlande, la situation est un peu différente. En effet, la première organisation spécifiquement gaie au sud, l'*Irish Gay Rights Movement* (IGRM), est fondée en 1974 à Dublin par une dizaine de militants gais désireux de forger un groupe entièrement

4 On peut citer deux manifestations marquantes pour les militants dans ces premières années, bien moins que dans les années 1980, avec un rassemblement devant une librairie du centre de Belfast contre la censure du magazine *Gay News* évoqué par Brian Gilmore, et une manifestation à Dublin avec les militant·e·s de la République dans le cadre de l'USFI, le 20 juin 1974 pour la décriminalisation de l'homosexualité sur l'ensemble de l'île. Le petit groupe suit un parcours particulièrement significatif allant de l'ambassade britannique à Dublin au palais de justice irlandais.

5 Entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

6 *Ibid.*

consacré à la question des revendications des homosexuels, à commencer par la décriminalisation de l'homosexualité masculine. « Un retard de cinq ans »⁷ par rapport aux mobilisations internationales, qui ne doit cependant pas faire oublier que la moitié des fondateurs de ce groupe sont également à l'origine du *Sexual Liberation Movement* (SLM), formé plus d'un an auparavant dans la capitale. Ainsi, quoique concerné par la question de la libération sexuelle en général, c'est ce dernier qui constitue la première association à porter des revendications LGBT dans la République irlandaise. S'y retrouvent ainsi non seulement des militant·e·s gais et lesbiennes, mais également des militantes féministes ainsi que des activistes hétérosexuel·le·s engagé·e·s contre le contrôle global de la sexualité en Irlande par l'État et l'Église. Le SLM témoigne ainsi du léger flou qui existe durant ces premières années autour de la question de la libération sexuelle et de la libération homosexuelle. Si les revendications sont déjà proches à l'échelle internationale, elles s'entremêlent d'autant plus en Irlande qu'elles se développent face à un contexte particulièrement conservateur et répressif autour de toutes les sexualités, y compris hétérosexuelles. L'organisation témoigne ainsi de ce moment d'effervescence selon Mary Dorcey où revendications LGBT comme féministes se réunissent une première fois autour de la remise en cause générale de ce conservatisme de la société irlandaise. La militante, de retour de ses études à Paris où elle a commencé à fréquenter les milieux gais comme féministes, rappelle sa surprise à son arrivée à Dublin face ce nouveau climat de mobilisation ainsi que son choc face aux affiches du SLM et notamment le nom de celui-ci.

« J'étais décidée à découvrir des personnes intéressantes en Irlande, et j'ai entendu parlé d'un mouvement féministe qui existait depuis presque un an. Alors je suis allée à un de leurs meetings, et je m'y suis engagée. Et je pense que ça devait être trois semaines après cela, je me baladais avec une amie sur Grafton Street pour aller au cinéma. Et nous avons vu un poster du SLM qui se rencontrait à Trinity [...] Je n'avais jamais vu le mot «sexuel» écrit comme cela nulle part en Irlande, jamais. Il n'y avait aucune raison pour qu'il le soit. Personne ne parlait de contraception, personne ne parlait de divorce, certainement pas d'avortement. Ces choses commençaient à peine à être évoquées en Irlande dans le mouvement féministe qui n'avait alors qu'un an d'existence. [...] Nous y sommes allées, et il y avait des personnes comme David Norris, des personnes magnifiques, et nous nous sommes juste immédiatement entendu·e·s, nous nous stimulions les un·e·s les autres. Puis nous avons organisé un colloque, une grande conférence à Trinity, qui était le seul endroit que nous pouvions avoir. Nous attendions une trentaine de personnes et je pense qu'on devait être trois cents. Il y avait des gens qui attendaient dans les escaliers ! »⁸

7 Entretien avec Clem Clancy, mardi 29 octobre 2019, Dublin.

8 Entretien avec Mary Dorcey, mardi 10 mars 2020, Dublin.

Richard Kennedy fait un constat similaire en Irlande du Nord où la BGLS sert finalement des enjeux de libération sexuelle qui dépassent la question des homosexualités. Les soirées organisées à l'université de *Queen's* font alors figure de rares espaces de liberté dans Belfast, d'autant plus dans le cadre du conflit nord-irlandais et du couvre feu qui en découle. Elles sont ainsi le lieu d'une sociabilisation plus libérée qui mêle personnes homosexuelles comme hétérosexuelles et témoignent d'une libéralisation plus globale des mœurs.

« Belfast était une ville morte, les gens ne sortaient pas la nuit, pas du tout. Les seules personnes qui sortaient le soir c'étaient les personnes gaies [...] Les soirées à *Queen's* ont commencé comme des soirées gaies les week-ends, avec entre cent et cent-cinquante personnes les samedis soirs. Mais très rapidement, ces nombres ont grandis de manière exponentielle, et il ne s'agissait pas de personnes gaies, c'était des gens qui voulaient seulement venir aux soirées qui leur étaient disponibles. [...] Donc rapidement il y avait des centaines et des centaines d'hétérosexuel·le·s qui y venaient, [...] ils savaient que c'étaient une boîte gaie et que les gens étaient gai·e·s, mais ça ne posait pas du tout problème. »⁹

Les premières organisations irlandaises témoignent ainsi d'un contexte général de remise en cause de l'ordre moral conservateur en Irlande, qui fait que de part et d'autre de la frontière, revendications de libération sexuelle, féminine ou gaie se croisent et se forment dans le même temps et dans les mêmes organisations et les mêmes lieux.

Ces premières organisations LGBT en Irlande s'inscrivent consciemment dans la lignée de mobilisations LGBT internationales qui se développent à la suite des émeutes de Stonewall le 27 juin 1969 dont elles revendiquent l'héritage. Lors d'une énième descente de la police au *Stonewall Inn*, important bar de Christopher Street, quartier gay de New York, les client·e·s, notamment mené·e·s par la femme transgenre Marsha P. Johnson, avaient alors décidé de se soulever contre les traitements injustes et discriminatoires dont ils et elles étaient victimes. Cette nuit lance alors une

Il est difficile d'établir la date de fondation exacte du *Sexual Liberation Movement* à Dublin. On donne généralement comme date d'inauguration la conférence de Trinity d'octobre 1973 qu'évoque ici Mary Dorcey. Selon la rétrospective de l'*Irish Times* sur les étapes de la décriminalisation de l'homosexualité en Irlande, cette première réunion regroupe une dizaine d'hommes et de femmes parmi lesquels Ruth Riddick, Mary Dorcey, Margaret McWilliam, Irene Brady, Michael Kerrigan, Gerry McNamara, Hugo McManus, Peter Bradley, Edmund Lynch et David Norris. Toutes et tous des militant·e·s qu'on retrouve ensuite dans les mobilisations LGBT en Irlande et notamment dans l'IGRM, l'USFI et la NGF, mais l'organisation regroupe aussi de nombreux et nombreuses étudiant·e·s hétérosexuel·le·s.

Voir Una Mullally, « How same-sex sexual activity ceased to be a criminal act », *The Irish Times*, samedi 23 juin 2018.

9 Entretien avec Richard Kennedy, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

série d'émeutes durant lesquelles personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres protestent pour la reconnaissance de leurs droits et qui aboutit à la fondation d'associations pour poursuivre ces revendications¹⁰. Les militant·e·s de part et d'autre de la frontière ont conscience dès le début des mobilisations de cet héritage de Stonewall. Jeff Dudgeon explique ainsi pour l'Irlande du Nord que « ça a commencé en 1972, au moment où l'épisode de Stonewall en Amérique est arrivé à Belfast et où la *Gay Liberation Society* a été fondée »¹¹. Un constat que Clem Clancy confirme en rappelant la dimension internationale de ces mobilisations qui suivirent le modèle américain. Pour lui « c'est vraiment sur la base de cette expérience que tous les mouvements gais ont débuté, peu de temps après »¹². L'héritage que constituent les mobilisations de Stonewall pour le mouvement LGBT international est d'emblée prise en compte par les militant·e·s qui reprennent dans leurs organisations les slogans qui ont émergé de ce premier mouvement LGBT et commémorent, dès 1974 en Irlande, l'anniversaire des événements. Ils s'intègrent ainsi pleinement dans la constitution d'une identité et d'une histoire LGBT partagée à travers des modèles et des symboles. Au delà de l'expérience américaine, c'est l'ensemble des organisations des mouvements de libération homosexuelle étrangers qui constitue donc un modèle et un appui dans l'émergence d'un mouvement irlandais, à commencer par les associations britanniques qui se sont développées dès les milieux des années 1960 pour soutenir la réforme sur la criminalisation de l'homosexualité. Le mouvement gai et lesbien britannique, qui paraît en avance et déjà « très fort »¹³ selon Ger Moane, fait donc figure de modèle privilégié des mobilisations irlandaises avant d'en être un soutien puis un partenaire. Au début des années 1970, il se constitue autour de trois organisations majeures, qui sont couramment données en exemple ou en comparaison par les activistes LGBT irlandais·e·s : le *Gay Liberation Front* (GLF), la *Campaign for Homosexual Equality* (CHE) et le groupe lesbien londonien Sappho. Le premier marque très clairement le lien avec les mouvements de libération LGBT de la fin des années 1960. En effet, c'est quelques mois après Stonewall que Craig Rodwell et Brenda Howard fondent à New York le premier GLF dans une approche très politisée qui considère l'hétérosexualité comme une norme conservatrice de la société avec des rôles sexuels définis qu'il convient de déconstruire. Si ce GLF new-yorkais cesse ses activités en 1972, une myriade de GLF se sont développés dans la même optique, parmi lesquels le GLF de Londres, fondé par Bob Mellors et Aubrey Walters dans les sous sols de la *London School of Economics* le 13 octobre 1970¹⁴. Le groupe est reconnu comme mouvement politique dans la presse nationale en 1971 avec des réunions hebdomadaires réunissant 200 et 300 personnes. Cependant, en 1974, le

10 Voir David Carter, *Stonewall, The riots that sparked the Gay Revolution*, New York, St Martin's Griffin, 2004.

11 Entretien avec Jeff Dudgeon lundi 21 octobre 2019, Belfast.

12 Entretien avec Clem Clancy, mardi 29 octobre 2019, Dublin.

13 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

14 Manifeste du GLF, 1971, revu en 1978, Londres, <https://sourcebooks.fordham.edu/pwh/glf-london.asp>

mouvement éclate suite à des désaccords internes. Ainsi, le modèle majoritaire auxquels les mobilisations LGBT irlandaises se réfèrent et avec lequel elles tentent de coopérer devient très rapidement la CHE. L'organisation est fondée le 7 octobre 1964 par des militants de la branche nord-ouest de la *Homosexual Law Reform Society* (HLRS) à Manchester alors que le groupe original se désengage largement des mobilisations LGBT après l'entrée en vigueur du *Sexual Offences Act* de 1967. La CHE lui succède ainsi comme mouvement national pour l'Angleterre et le Pays de Galles où elle revendique dès 1971 plus de 6000 membres et plus de 100 groupes locaux. Elle s'engage pour l'égalité de l'âge de consentement entre homosexuel·le·s et hétérosexuel·le·s, ainsi que pour l'égalité de législation dans l'ensemble du Royaume-Uni, ce qui se concrétise par une coopération intense avec le SMG¹⁵, et, dès sa formation, l'USFI et l'ensemble des groupes nord-irlandais. Richard Kennedy, qui a par ailleurs vécu à Londres dès la fin des années 1970, rappelle cette proximité et cette coopération avec les autres groupes du Royaume-Uni.

« Nous étions en relation avec tous les groupes gais en Angleterre et en Écosse, le CHE anglais, le CHE écossais, le GLF [...] nous les connaissions tous et ils nous connaissaient et nous échangeions, nous allions à leur conférence et ainsi de suite [...] il y avait des liens très fort à travers les journaux, ils ont beaucoup promu notre cause »¹⁶.

Des représentants de ces groupes britanniques sont d'ailleurs présents aux conférences de 1973 et 1974 sur la formation d'un mouvement LGBT de toute l'Irlande. Dès la conférence de 1973 à la *New University of Ulster* de Coleraine, les militants soulignent « le besoin criant pour une organisation de toute l'Irlande comme le GLF ou la CHE »¹⁷, définissant ainsi les deux organisations en modèle de prédilection des mobilisations en Irlande. Au delà de ces deux modèles masculins particulièrement connus, la conférence de février 1974 à TCD accueille une autre « star internationale des politiques sexuelles »¹⁸ en la personne de Babs Todd, venue représenter le groupe lesbien londonien Sappho. L'association lesbienne, fondée à Londres en 1972 en même temps qu'un journal du même nom, constitue alors la référence majeure des mobilisations lesbiennes outre-manche. L'actrice et activiste des droits lesbiens Jackie Forster qui est à l'origine de l'organisation et qui s'était engagée dès 1969 en rejoignant la CHE, décrit Sappho comme une association au

15 *Scottish Minority Group*, association LGBT écossaise, officiellement fondée le 9 mai 1969 après un premier meeting en janvier chez Ian Campbell Dunn. Le groupe s'appuie également sur les associations universitaires, et est d'abord logé dans les locaux de l'université de Glasgow puis d'Édimbourg. Il devient le *Scottish Homosexual Rights Group* (SHRG) en 1978 et continue ses actions après l'entrée en vigueur en 1980 du *Criminal Justice (Scotland) Bill* qui reprend les normes de décriminalisation partielle du *Sexual Offences Act* de 1969.

16 Entretien avec Richard Kennedy, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

17 PRONI D/3762/1/1/2 « Papers of USFI », premier rapport annuel de l'USFI, 1975.

18 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », Rapport de l'USFI en août 1974, compte rendu de Joseph Leckey, « USFI in the context of British and Irish sexual politics ».

croisement du mouvement de libération des femmes et du *Gay Liberation Front*. Le groupe se place donc dans une optique de libération et fait figure d'exception au début des années 1970, à une époque où en Irlande, mais également en Europe de manière générale, une majorité des activistes lesbiennes ne se mobilise pas en dehors des mouvements féministes. Dès 1972, le magazine *Sappho* propose un journal écrit par des lesbiennes pour des lesbiennes, permettant d'aborder pleinement les problématiques spécifiques aux sexualités féminines et la constitution d'une scène spécifiquement lesbienne¹⁹. Le groupe anglais essaime en Irlande avec quelques filiales à Dublin, Belfast et même Derry mentionnées dans les archives des organisations irlandaises, quoique les militantes interrogées n'en aient pas le souvenir. Il est possible que le terme soit donc employé par les militantes de ces premières années de mobilisation pour se distinguer des activistes gais dans les organisations alors en très grande majorité masculines. Le modèle de *Sappho* apparaît donc comme la seule référence spécifiquement lesbienne avant la conférence de 1978 sur le lesbianisme et la fondation la même année de *Liberation for Irish Lesbian*, première organisation spécifiquement lesbienne à Dublin. Ainsi, ce modèle anglais semble d'autant plus important lorsqu'il s'agit de forger un mouvement social à l'échelle nationale et de dépasser les mobilisations et organisations éparpillées sur l'ensemble de l'île. Outre la proximité géographique, la similarité législative fait de ce mouvement LGBT anglais, et surtout de la CHE, une référence et un allié de premier plan pour les militant·e·s sur l'ensemble de l'île, y compris dans la République où une branche de l'association semble même avoir été formée momentanément à Dublin²⁰. Le groupe représente une première expérience ou un premier contact avec le militantisme gai pour une partie des activistes irlandais à l'instar de Sean Connolly, également co-fondateur de l'IGRM, qui explique avoir eu « conscience de ce qui se passait à Londres » et du CHE en Angleterre qu'il rejoint à l'époque où il n'y avait aucun groupe en Irlande²¹. Il mentionne également la diffusion de presse gaie et de contact par le groupe anglais comme « le journal *Gay News* [qui] était publié à Londres dès le début des années 1970 » et qui permet notamment à Cathal Kerrigan, davantage engagé dans la toute fin des années 1970 et les années 1980, d'obtenir l'adresse de la CHE et de contacter pour la première fois d'autres personnes gaies²². Néanmoins, si l'ensemble de l'Irlande semble s'ouvrir aux revendications de libération sexuelle venues des États-Unis et de Grande Bretagne, le contexte dans lequel ces premières mobilisations émergent sur l'île est en effet différent de part et d'autre de la frontière et force est de constater une précocité des mobilisations à Belfast, non seulement d'un point de vue chronologique, mais également au regard des revendications de ces organisations qui

19 British Library, C456/087, « Jackie Forster remembers the founding of Sappho », 30 mai 1990, Hall-Carpenter Oral History Project. <https://www.bl.uk/collection-items/jackie-forster-remembers-the-founding-of-sappho>

20 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de la réunion du comité exécutif du 9 novembre 1974.

21 Entretien avec Sean Connolly, jeudi 12 septembre 2019, Dublin.

22 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

sont d'emblée tournées vers une remise en cause générale des normes de la société nord-irlandaise et inspirées du vocabulaire développé par exemple par le GLF.

4.2. Une précocité nord-irlandaise liée au contexte de mobilisation en Irlande du Nord ?

Cependant, outre cette influence et cet héritage conscient des mouvements LGBT internationaux, et notamment des modèles anglais et américains, les premières mobilisations homosexuelles en Irlande, telles qu'elles se forment au début des années 1970 en Irlande du Nord, témoignent de l'impact du contexte national sur l'engagement et la politisation des militant·e·s. En dehors du contexte d'effervescence militante en Irlande du Nord, il y a une véritable circulation des formes de mobilisations et d'actions collectives développées dans les mouvements sociaux contemporains, et notamment le mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord vers ces premières organisations gaies. Cette précocité des mobilisations LGBT en Irlande du Nord peut par conséquent se comprendre par l'articulation des contextes militants à l'échelle internationale comme nationale. Au delà de la diffusion de modèle d'organisation LGBT étrangère liée à la dimension internationale des revendications LGBT, l'Irlande du Nord est en effet le théâtre d'un conflit autour des droits civiques qui réveille rapidement les tensions latentes autour de la partition irlandaise. Les premiers activistes qui s'engagent dans les mobilisations LGBT en Irlande du Nord le font dans un contexte de conflit omniprésent et de plus en plus violent depuis l'engagement des diverses milices paramilitaires au début des années 1970. Les tensions nationales latentes qui ont resurgi au tournant des années 1960 – 1970 à la suite de mobilisations pour l'égalité des droits civiques reposent sur un clivage sectaire entre deux communautés construites autour d'arguments politiques, religieux et culturels désignés comme strictement opposés et cristallisés par la question de la frontière irlandaise. Après la Seconde Guerre mondiale, cette dernière reste l'enjeu principal des attaques ponctuelles que l'IRA continue de mener, sans grand succès, durant près de cinquante ans, le plus souvent sous la forme de guérilla contre l'armée britannique et la police nord-irlandaise, la *Royal Ulster Constabulary* (RUC). Le groupe paramilitaire fait alors face à un désintérêt majeur de la part de la population et peine notamment à obtenir le soutien des citoyens catholiques d'Irlande du Nord lors de l'appel à la révolte et au soulèvement populaire lancé le 12 décembre 1956 comme coup d'envoi de la campagne des frontières qui s'achève le 26 février 1962 avec un bilan de 16

morts, dont 11 de l'IRA contre 6 de la RUC. Pour les Nord-Irlandais, le conflit et la division s'expriment en effet plus dans les institutions et les discriminations politiques que dans un conflit armé. En effet, en parallèle de ces tentatives républicaines, l'Irlande du Nord s'est forgée autour d'un pouvoir monopolisé, depuis le XIXe siècle, par les unionistes, généralement protestants, qui obtiennent par la partition de l'île la reconnaissance officielle de ce pouvoir et le statut d'intermédiaire de la puissance britannique sur l'Irlande du Nord. Le clivage politique se double d'une opposition religieuse, culturelle et même géographique²³, construite dans chaque camp en soutien des tensions politiques afin de mobiliser les Nord-Irlandais, dès lors constitués en membres de communautés opposées²⁴. Le conflit latent et les rancœurs réciproques longuement nourries pendant une cinquantaine d'années sont renforcées par une situation politique et sociale à deux vitesses qui discrimine clairement la communauté républicaine catholique que la législation constitue en minorité par de nombreuses clauses. C'est notamment le cas du découpage électoral, qui favorise le maintien des institutions pour les unionistes via le *gerrymandering*, un découpage aménagé par les pouvoirs publics, en grande partie protestants, de manière à sacrifier un comté aux catholiques pour assurer leur réélection dans les comtés voisins. Mais la même logique s'applique à l'attribution des logements sociaux ou encore à la recherche d'emploi. C'est dans ce contexte qu'est fondée, le 1^{er} février 1967, l'Association Nord-Irlandaise pour les droits civiques (NICRA) qui revendique des membres des différentes confessions et aspirations politiques en Irlande du Nord et s'engage contre le monopole inéquitable du pouvoir. Leurs revendications²⁵ comprennent l'égalité face au suffrage électoral et dans le système d'attribution des logements sociaux, une législation condamnant toute discrimination, notamment dans le domaine de l'emploi et enfin l'abolition du *Special Powers Act*²⁶, qui autorisait le ministère de l'Intérieur à prendre toute les mesures qu'il jugerait nécessaire en matière de défense, en dépit des droits fondamentaux. L'acte permit notamment la création en 1921 des *B-Specials*, corps militaire armé protestant, extrêmement violent, que les militants et les groupes pour les droits civiques accusent d'être contraire aux principes des droits humains tels que définis par l'Union européenne. Ces revendications sont également portées par d'importantes mobilisations étudiantes, notamment incarnées par le groupe

23 Voir notamment Estelle Epinoux, « Les murs de la paix en Irlande du Nord », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°201, 2001, pp. 23-33 et Pascal Pragnère, « Entre guerre et paix : les *murals* de Belfast », *Études irlandaises*, vol 39, n°1, 2014, pp. 119-134 sur les liens entre découpage géographique, social et communautaires et sur l'expression culturelle de ces divisions. Les murs de la paix, ou *peace lines*, sont des murs de 7m de haut construits par le gouvernement pour séparer les quartiers les plus communautaire et éviter les affrontements. Comme les *murals*, ces murs sont couverts de graffitis, plus ou moins politiques, témoignant de la réappropriation culturelle des quartiers ainsi rattachés visuellement à un groupe propre.

24 Voir Jean-René Bertrand, « Irlande du Nord. Clivages religieux, ethniques ou sociaux », *Noroi*, n°174, Avril-Juin 1997, pp. 355-360 et la réponse de Paul Doherty dans « Irlande du Nord. Clivages religieux, ethniques ou sociaux, quelques remarques de l'intérieur », *Noroi*, n°182, 1999, pp. 225-232.

25 *The Irish Times*, 26 mars 1968.

26 *Civil Authorities Act Northern Ireland, (Special Power Act)*, 7 avril 1922, 12² 13 Geo. 5 c. 5

C.R.A.I.G. (*Civil Rights Action Infiltrated Group*) et leurs slogans « *C.R.A.I.G. Says One-Man-One-Vote* », « *C.R.A.I.G. Says End Gerrymandering* », « *C.R.A.I.G. Says Craig Must Go* », dont le nom souligne l'imbrication des revendications des étudiant·e·s et des mouvements pour les droits civiques dans les années 1968 – 1969 en Irlande du Nord²⁷. Le groupe, qui se renomme vite *People's Democracy*, met en avant la nature sociale du conflit et ses leaders, dont Bernadette Devlin qui se présente ensuite aux élections législatives de 1969, défendent l'idée que les mobilisations pour les droits civiques ne constituent pas une opposition des catholiques contre les protestants, mais bien un soulèvement des classes populaires de toutes confessions contre les classes dirigeantes et le non partage du pouvoir²⁸. Simon Prince et Chris Reynolds parlent d'ailleurs d'un 68 nord-irlandais²⁹ qui se présente comme un moment de politisation majeure en Irlande du Nord et notamment pour une partie des militant·e·s engagé·e·s par la suite dans les mobilisations LGBT. C'est notamment le cas de Jeff Dudgeon, qui sort de ses études à Dublin, qui milite au NILP (*Northern Ireland Labour Party*) et s'engage d'abord dans ce mouvement pour les droits civiques. C'est d'ailleurs à l'université de *Queen's* qu'il rencontre Kevin Boyle, professeur de droit à l'université, qui apparaît proche de *People's Democracy*, et s'engage dans les mouvements pour les droits civiques avant de soutenir par la suite activement la campagne pour le droit à l'avortement puis le mouvement LGBT. Il aide notamment l'USFI en tant que consultant législatif avant de rejoindre en 1974 le *Committee for Homosexual Law Reform* (1974 CHLR) formé par Dudgeon et Kennedy, puis la NIGRA où il aide à porter l'affaire *Dudgeon v. United Kingdom* auprès de la commission européenne des droits de l'homme.

L'historiographie récente du conflit nord-irlandais insiste ainsi largement sur le détachement de ces premières années de mobilisation du reste du conflit, en rappelant notamment l'ancrage des manifestations et du répertoire d'actions des associations dans des mouvements sociaux globaux. Les manifestant·e·s ont ainsi recours à nombre de méthodes inspirées du mouvement pour les droits

27 Leur nom repose également sur une référence à Bill Craig, doyen de la *Queen's University* de Belfast qui avait interdit au printemps 1967 une association de jeunes républicains dans l'université qui constituait selon lui une vitrine de l'IRA. L'interdiction donna lieu à plusieurs manifestations de la part de nombreux étudiants politisés de l'université contre ce qu'ils jugeaient être un acte de censure.

28 Interview de John McGuffin et d'autres membres de *People's Democracy* par Sean Duignan et Mike Burns, le 5 janvier 1969. Archives de la Rté. <http://www.rte.ie/archives/exhibitions/1031-civil-rights-movement-1968-9/1039-peoples-democracy-march-belfast-toderr/319698-peoples-democracy-march/>
Discours de Bernadette Devlin devant la foule de Draperstown, Co. Derry, en 1969, archives de la Rté. <http://www.rte.ie/archives/exhibitions/1042-northern-ireland-1969/1044-bernadette-devlin/320205-bernadette-devlin-on-the-eve-of-by-election/>

29 Voir Simon Prince, *Northern Ireland's '68. Civil Rights, Global Revolt and the Origins of the Troubles*, Dublin, Irish Academic Press, 2007 et Chris Reynolds, *Sous les pavés ... The Troubles. Northern Ireland, France and the European Collective Memory of 1968*, Oxford, Peter Lang Editions, 2014.

civiques noirs américains, à commencer par la reprise du slogan de Martin Luther King JR, « *We shall overcome* »³⁰. Frank Gogarty, porte parole de la NICRA, promeut quant à lui le recours à la désobéissance civile, par le biais d'actions typiquement irlandaises telles que les grèves de la faim ou le boycott, tandis que *People's Democracy* organise le 1^{er} janvier 1969 une grande marche de Belfast à Derry sur le modèle de la marche de Selma à Montgomery, surnommée « Marathon des 17 Miles ». Le conflit en Irlande du Nord est donc dans ces premières années d'abord un conflit pour les droits civiques, et les mobilisations et organisations LGBT qui se construisent en Irlande du Nord dès 1971 le font sur la base de ces mobilisations plus anciennes. Doug Sobey comme Jeff Dudgeon insistent ainsi sur le fait que l'influence américaine sur les mouvements sociaux des années 1970 en Irlande ne se résume pas à Stonewall et provient au contraire d'une « attitude libérale et de changement dans les années 1960 » notamment lié à l'émergence des mouvements pour les droits des noirs aux États-Unis³¹. Pour eux, « derrière Stonewall il y avait le mouvement pour les droits civiques noirs aux États-Unis »³², qui influence directement le développement des mouvements LGBT internationaux comme le mouvement pour les droits civiques nord-irlandais, de sorte qu'il s'agit pour ces militants nord-irlandais d'une période d'ouverture et de modernisation de la société nord-irlandaise. Cette effervescence de revendications et de mobilisations sociales, dès le milieu des années 1960 et la fin de la campagne de l'IRA en Irlande du Nord, apparaît comme une source de dynamisme et un véritable « épanouissement » selon Jeff Dudgeon, mais les organisations LGBT se forment également dans un climat de tensions grandissantes qui caractérise tout autant l'engagement des militant·e·s en Irlande du Nord.

« Nous étions des enfants des années 1960 vous savez, tout ce qui est arrivé à Paris en 68, à New York avec Stonewall, les mouvements pour les droits civiques et les mouvements des noirs-américains pour les droits civiques ainsi que la naissance du féminisme radical, tout cela arrivait en même temps à la fin des années 1960. Ici, nous étions au milieu de ce qu'on appelle les « *Troubles* » à Belfast, avec l'anarchie partout, donc nous étions profondément influencé·e·s par toutes ces grandes opportunités politiques qui arrivaient à la fin des années 1960 et au début des années 1970. En fait on les a juste toutes adoptées »³³.

C'est au début des années 1970, que les mobilisations prennent un tournant qui, selon Chris Reynolds, a longtemps participé à évincer de la mémoire collective des années 1960 les premiers

30 « Nous vaincrons ». Voir Maurice Fitzpatrick, *John Hume in America : From Derry to DC*, Irish Academic Press, Dublin, 2017.

31 Entretien avec Doug Sobey, mardi 22 octobre 2019, Belfast.

32 Entretien avec Jeff Dudgeon lundi 21 octobre 2019, Belfast.

33 Entretien avec Richard Kennedy, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

objectifs du mouvement pour les droits civiques et ses liens avec les mobilisations contemporaines.³⁴ Ces années marquent en effet un retour de la violence, notamment illustré par les différentes marches de Derry et les mobilisations de Belfast en 1969 lors desquelles les tensions communautaires latentes se réveillent avec l'engagement des milices paramilitaires, mais aussi face à l'inefficacité de la RUC qui doit faire appel à l'armée britannique. Au début des années 1970, les différentes organisations engagées dès 1968 traversent ainsi une période de transition de quelques années entre ces mobilisations des années 1968 et les conflits internes qui caractérisent les *Troubles*. Stephen Beach montre par exemple que *People's Democracy*, qui a su dans ses premières années attirer énormément d'étudiant·e·s protestant·e·s de QUB, regroupe peu à peu davantage la jeunesse pauvre des quartiers ouvriers et catholiques, tel que *Falls Road* à Belfast. *People's Democracy* comme la NICRA se rapprochent alors, de manière plus ou moins marquée et volontaire, des groupes républicains, instaurant une ambiguïté dans leur statut, la nature de leur revendication et leur positionnement politique.

La particularité des mobilisations LGBT nord-irlandaises est donc qu'elles se développent précisément au moment de ce tournant des enjeux entre les manifestations pour les droits civiques et le véritable affrontement interne qui tend à opposer les Nord-Irlandais sur la base des communautés qui se sont constituées en Irlande du Nord depuis la partition. La fondation de l'USFI et de son ambition de rallier l'ensemble des activistes d'Irlande et d'Irlande du Nord dans une organisation « nationale irlandaise » prend place à un moment où une telle revendication peut être lourde de sous entendus. La partition continue de cristalliser les tensions entre nord et sud, avec encore, en 1974, au moment où l'association est fondée, des attentats à la bombe et des attaques régulières d'un côté comme de l'autre de la frontière. Les militant·e·s, qui y voient surtout un intérêt logique et stratégique pour la défense des droits des homosexuel·le·s se retrouvent dès lors dans une situation particulièrement ambiguë entre la recherche de soutien auprès de groupes défendant les droits fondamentaux des citoyens, et le refus de tout engagement ou prise de position politique qui pourrait être contraire au non-sectarisme alors promu par la majorité des militant·e·s. Ces mobilisations LGBT en Irlande du Nord se construisent donc sur l'affirmation par les organisations de leur neutralité face au sectarisme croissant dans la société, au conflit qui se profile et à l'ensemble du contexte politique en Irlande, en même temps qu'elles apparaissent dans leurs débuts en grande partie imprégnées du précédent que constituent les organisations pour les droits

34 Chris Reynolds, *Sous les pavés ... The Troubles. Northern Ireland, France and the European Collective Memory of 1968*, Oxford, Peter Lang Editions, 2014

civiques fondées en Irlande du Nord à la fin des années 1960 et liées par la suite au conflit. Brian Gilmore explique d'ailleurs que lors des premières années de la BGLS à l'université, et bien qu'il les ai personnellement ignoré, au contraire de Jeff Dudgeon ou Richard Kennedy, ces mouvement « [les] entouraient, littéralement, parce qu'il y avait des mouvements pour les droits civiques dans le hall McCarthy »³⁵, où se retrouvent également les militants de la *gay society*. Sean McGouran, qui milite d'abord au *Gay Liberation Front* britannique avant de retrouver l'Irlande du Nord, où il s'engage également dans les mouvements nationalistes, fait un constat similaire en rappelant notamment que le nom même de la NIGRA est une référence évidente à la NICRA du début des années 1970.

« La plupart des gens de ma génération qui étaient dans la *Gay Liberation Society* et plus tard dans la NIGRA étaient des partisans du mouvement pour les droits civiques. »³⁶

Les deux conférences de 1973 et 1974 qui inaugurent la fondation d'un mouvement LGBT pan-irlandais témoignent du rapport complexe des premières mobilisations LGBT irlandaises aux enjeux politiques nationaux. Le représentant de la NICRA, Terry Bruton, y est d'ailleurs invité pour apporter le soutien officiel de l'organisation dont il rappelle qu'elle « [est] concernée par les droits de toute minorité opprimée » au nom de ce qu' « aucune société ne peut être libre tant qu'un seul reste sous le joug d'une oppression. Un crime contre un est un crime contre tous »³⁷. Les interventions du militant lors de ces deux événements font écho aux slogans qui traversent l'ensemble des mouvements gays et qu'on retrouve par la suite dans les mobilisations LGBT irlandaises, que ce soit dans les pancartes ou dans les argumentaires développés auprès de la cour européenne des droits de l'homme, que « les droits gays sont des droits humains ». Il met ainsi en avant un lien alors évident entre ces revendications pour les droits des homosexuel·le·s naissantes et les revendications de droits civiques formées quelques années auparavant, que ce soit du point de vue des associations LGBT ou du point de vue de la NICRA, et rappelle l'envie de la NICRA « de travailler dans le futur pour l'établissement de droits humains pour les gays (homosexuels) dans la société, notant que des problèmes existent dans toutes les aires des libertés civiles étant continuellement ignorés et rejetés par les autorités contrôlant notre société dans le présent »³⁸. Cependant, et malgré la distance que ces premières mobilisations LGBT en Irlande tentent de prendre avec le contexte politique de plus en plus conflictuel en Irlande du Nord, ces conférences ne

35 Entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

36 Entretien avec Sean McGouran, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

37 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°13, 21 février 1974, « Homosexuals set up organisation. Conference in TCD », Christina Murphy, *The Irish Times*, 18 février 1974, p.6

38 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°1, 8 novembre 1973, « Students seek reform of homosexuality law », *Irish Times*, 5 novembre 1973.

sont pas exemptes de certaines tensions et animosités entre militant·e·s. Lors de son intervention, le représentant de la NICRA évoque par exemple un groupe de militants homosexuels engagés auprès de l'UVF, un sujet tendu qui fait d'emblée se lever un jeune activiste défendant les activités du groupe contre toute accusation possible. Le rapport que fait David McKenna de l'intervention de la NICRA à la conférence de Coleraine témoigne de ce climat de tension autour de la présence du représentant de l'association.

« M. Bruton de la *Northern Ireland Civil Rights Association* fit une vaillante tentative de contribuer à la discussion. Il reconnut que, jusqu'à il y a quelques mois, il ne connaissait absolument rien à l'homosexualité et au fait d'être gay. Et il fit valoir que la préoccupation majeure de son association concernait la forme de répression la plus flagrante dans le Nord. Un fracas intéressant s'en suivit lorsqu'il parla de quelques homosexuels qui avaient bougé dans le Sandy Row protestant et avaient été visités par l'UVF qui était bien plus intéressée par leur religion que par leur orientation sexuelle. Un membre de l'audience s'élança et proclama haut et fort qu'il était l'un de ces gays, et que non seulement l'UVF ne les avait jamais molestés, mais qu'en plus, lorsque quelques hooligans avaient brisé leur fenêtres, l'UDA était venue pour s'excuser de l'incident et réparer la fenêtre. Bigots, prenez-en de la graine»³⁹

Un compte rendu qui souligne l'absence de réelle neutralité face aux tensions qui entourent l'émergence de revendications LGBT irlandaises unifiées et l'impossibilité pour ces organisations en construction d'échapper au climat politique en Irlande du Nord qui semble pouvoir mettre à mal la coopération avec d'autres associations de défenses des droits des citoyens. Le même article souligne ainsi la méfiance d'une part des étudiants de *Queen's*, probablement la BGLS, qui font par ailleurs face à un grand nombre de refus dans leur campagne de promotion de la réforme législative auprès des groupes et partis politiques d'Irlande du Nord.

« la délégation de Queen's n'était pas si sûre de la pureté/sincérité des intentions de la NICRA et interrompit un petit nombre de fois pour le signaler. Mais M. Bruton assura le rassemblement que lors du meeting annuel de la NICRA dans deux semaines, une motion réclamant un changement dans la loi concernant l'homosexualité serait introduite »

Face à ces tensions, la stratégie des militant·e·s semble être d'affirmer d'emblée leur volonté de dépasser ce conflit en revendiquant leur apolitisme, avec parfois le choix d'évincer complètement le sujet du conflit. Don Gill, militant du *Sexual Reform Movement* de Coleraine, s'insurge ainsi contre

39 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°15, 7 mars 1974., « Sex liberation symposium T.C.D. Sat. Feb 15th », by David McKenna.

une « regrettable tendance dans la manière de penser des britanniques qui considèrent le Nord seulement à la lumière des *Troubles* avec peu de conscience des problèmes économiques de ce pays »⁴⁰. Il met en avant un refus d'être assimilé aux débats politiques et un dépassement de la frontière et du conflit qui passe par la revendication non seulement d'un non sectarisme mais d'un apolitisme et d'un refus d'engagement pensé comme seul moyen de rester neutre dans le conflit. L'USFI reprend d'ailleurs cette affirmation dans son premier rapport annuel officiel qui rappelle dès sa première ligne que « l'USFI est une organisation non violente, et sans parti politique ». Cette posture officielle du mouvement naissant en Irlande du Nord témoigne cependant davantage de la volonté des militants d'apparaître comme un espace sécurisé pour l'ensemble des homosexuel·le·s des six comtés plus que d'une réelle neutralité face au conflit omniprésent. Cette affirmation, répétée par la suite par la BGLS et surtout la NIGRA et Jeff Dudgeon qui affirme que « le mouvement LGBT a survécu au mouvement pour les droits civiques »⁴¹, reste discutable et discutée par d'autres militant·e·s pour qui elle cache surtout un refus de reconnaître les éventuelles répercussions de ce contexte social et politique sur une partie de la communauté LGBT nord-irlandaise en construction. Elle pose notamment problème au tournant des années 1970-1980 avec l'arrivée de groupes davantage politisés dans cette communauté LGBT sur l'ensemble de l'île. Ce contexte militant particulièrement dynamique en Irlande du Nord apparaît donc à la fois comme un avantage pour l'émergence de ces revendications et leur développement et comme une première difficulté pour les militants qui ambitionnent de former un mouvement LGBT unifié et homogène, au moins en Irlande du Nord, si ce n'est sur l'ensemble de l'île.

4.3. Un mouvement LGBT ancré dans les mobilisations étudiantes.

Dans l'optique de former un mouvement LGBT relativement uni en Irlande, un autre appui majeur semble être le milieu universitaire. En effet, les premières organisations LGBT sur l'île sont pour la plupart fondées d'abord dans des universités qui facilitent les rencontres entre militant·e·s de divers horizons politiques et la construction de réseaux militants sur lesquels fonder un mouvement LGBT sur l'ensemble de l'île. Si l'ensemble des universités sur l'île sont le lieu de débats et mobilisations étudiant·e·s à la fin des années 1960, à l'instar de la *University College* de Dublin (UCD) en 1969 lors de la « *gentle revolution* », les militant·e·s s'orientent vers des universités qu'ils jugent particulièrement ouvertes à leurs revendications. C'est notamment ce que

40 Linen Hall Libray, Political Collection, GLS information sheet n°14, 28 février 1974, « '200,000 homosexuals in Ireland' », *Belfast Telegraph*, 3 novembre 1973.

41 Entretien avec Jeff Dudgeon lundi 21 octobre 2019, Belfast.

souligne Mary Dorcey au sujet du SLM, formé au sein de *Trinity College*, qu'elle considère alors comme l'université la plus libérale qui « les a accueilli pour des années ».

« À l'époque, le monde académique était dominé par le catholicisme, mais TCD est une université traditionnellement protestante. Elle a toujours été associée au libéralisme, vous savez, c'est l'université d'Oscar Wilde et de Samuel Beckett, et il y a une longue tradition de libéralisme, d'humanisme et de droits civiques. Donc ils étaient ravis de recevoir un groupe comme cela »⁴².

Les militant·e·s nord-irlandais·e·s font le même constat pour les universités d'Irlande du Nord et en particulier celle de *Queen's* à Belfast, dont Prince souligne qu'elle est « l'endroit en Irlande du Nord où le sectarisme est le plus faible, et où les idées progressistes sont les plus fortes ». Dans le contexte de ce 1968 nord-irlandais, le chercheur rappelle qu'elle apparaît en effet comme un espace propice aux revendications LGBT et accueille de nombreux groupes politiques et plusieurs manifestations importantes dans la fin des années 1960 et qui organise, outre les manifestations, des conférences et débats sur la question des droits civiques et des droits humains en général⁴³. L'université est un lieu de débats majeur sur la question des droits civiques ainsi que sur les mobilisations contemporaines dans le monde, et il mentionne ainsi les références des étudiants à leurs camarades de Paris, Berlin ou Berkeley, ou encore les débats sur les mobilisations en Algérie et l'impact d'une telle lutte coloniale sur la situation nord-irlandaise qui s'en rapproche selon certains. Cette effervescence de débats politiques à QUB fait ainsi dire à Prince que le 68 nord-irlandais a ouvert la voie à la réflexion sur les divers droits fondamentaux des humains dans l'université, et aurait notamment permis le développement de revendications féministes et LGBT, déjà en plein développement dans les autres universités anglo-saxonnes. De manière plus générale, les universités nord-irlandaises apparaissent au début des années 1970 comme des espaces propices aux revendications politiques où se sont constitué d'importants réseaux militants sur lesquels les mobilisations LGBT peuvent ensuite s'appuyer.

La BGLS de *Queen's*, comme le *Sexual Reform Movement*, fondé à la *New University of Ulster* de Coleraine, qui accueille la conférence de 1973 sur un mouvement de toute l'Irlande, ont par ailleurs le statut de *gay societies*, c'est à dire qu'elles sont reconnues officiellement comme des organisations étudiantes par leur université. Le *Belfast Telegraph* rapporte ainsi la reconnaissance

42 Entretien avec Mary Dorcey, mardi 10 mars 2020, Dublin.

43 Simon Prince, *Northern Ireland's '68. Civil Rights and Civil War*, Londres, Zed Books, 1983, p. 195.

officielle du SRM et de la BGLS en mettant en avant cette parenté avec les mobilisations LGBT étudiantes en Grande-Bretagne, où le mouvement a pris une telle ampleur qu'il est pris en charge par l'organisation étudiante nationale du Royaume-Uni, la *National Union of Students* (NUS) qui a reconnu les droits homosexuels et les revendication de réforme dans sa charte, tandis que ce statut reste refusé par les universités de la République d'Irlande où les militant·e·s gais et lesbiennes font face à de fortes oppositions de la part de administration de l'université, et ce jusque dans les années 1990⁴⁴.

« Le mouvement de libération gaie est arrivé en Irlande du Nord. La *Queen's University* et la *New University of Ulster* ont maintenant toute deux leurs sociétés étudiantes de libération gaie. Cela a été confirmé aujourd'hui par les autorités étudiantes, suivant un discours de la *National Union of Students* qui revendique maintenant 60 sociétés gays dans les universités et lycées britanniques. [...] Seulement 19 de ces sociétés existaient dans les universités de Grande Bretagne avant avril quand la *National Union of Students* s'est engagé dans un soutien actif aux droits homosexuels.»⁴⁵

La NUS se présente par ailleurs comme un soutien de taille au mouvement LGBT et envoie notamment des représentants aux colloques de 1973 et 1974 à Coleraine et Dublin sur la formation d'un groupe LGBT pour toute l'Irlande. Les premières organisations LGBT en Irlande, et donc d'abord en Irlande du Nord, s'inscrivent ainsi dans un mouvement plus large qui les lie aux organisations anglaises, galloises mais aussi écossaises, pour former un large mouvement universitaire britannique de revendications LGBT. Celui-ci se réunit peu de temps après la reconnaissance officielle du SRM et de la BGLS à la *Bristol University* lors d'une conférence de la NUS qui regroupe, selon l'activiste écossais Michael Coulson, 200 délégués de 75 unions étudiantes et des représentants de près de 60 *gay socs* des facultés et universités⁴⁶. Al Stewart, membre du comité exécutif de la NUS, qui est par ailleurs présent à ces deux premières conférences pour y représenter l'organisation britannique, souligne ainsi l'existence d'un réseau de *gay societies* dans l'ensemble du Royaume-Uni dans lequel s'inscrivent les sociétés nord-irlandaises. Lors de la conférence de Coleraine, il explique ainsi « que le mouvement de libération gay a commencé en

44 Voir les demandes de reconnaissances continues des sociétés gaies étudiantes dans la République dans les université de Cork (UCC) et Dublin (UCD).

IQA MS 45,944/5 Documents relatifs à la reconnaissance de la société LGBT de la *University College of Dublin* (UCD) en 1988.

MS 49,655/1-5 Documents relatifs à la fondation et à la reconnaissance de la société étudiante LGBT à la *University College of Cork* (UCC) entre 1980 et 1992.

45 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°14, 28 février 1974, « Gay Liberation gets Ulster Boost', *Late octobre 1973, Belfast Telegraph*.

46 Linen Hall Library, GLS information sheet n°3, 22 novembre 1973. « 'Gay rights' - call to change the laws », *Sunday News*, 21 octobre 1973, p.3.

avril et dispose déjà de 60 *gay societies* sur 750 facultés. À travers l'union, il y a entre 25,000 et 30,000 étudiants gais, hommes et femmes »⁴⁷ parmi lesquelles il prend en compte les organisations nord-irlandaises. Ce réseau apparaît ainsi comme un appui potentiel d'un réseau militant LGBT sur l'île irlandaise elle-même.

Le « mouvement de libération gay » irlandais naissant s'inscrit donc dans des réseaux préalablement définis par les mobilisations universitaires, LGBT ou non, et sur lequel les activistes irlandais entendent s'appuyer de manière très consciente. Don Gill, de la SRM, y voit un moyen idéal pour développer leurs propres mobilisations et promeut cette option dans un rapport sur les mouvements étudiants et les mouvements gays pour l'USFI.

« Il y a de nombreux handicaps évidents auxquels nous devons faire face en Irlande, particulièrement dans le champ de la communication. Je crois que certaines techniques qui ont été plutôt bien utilisées dans d'autres nations ne se montreront pas vraiment utiles ici. Je suggère donc que nous usions, pour le moment, du mouvement national étudiant, compte tenu du fait que :

- 1) nous avons déjà un engagement de la part des dirigeants des unions [étudiantes] pour nous aider ;
- 2) on peut espérer des étudiants qu'ils aient au moins un accueil plus ouvert d'esprit [à nos revendications] ;
- 3) nous savons le succès massif de la National Union of Students dans la promotion de la lutte pour les droits gays au Royaume Uni ;
- et 4) on note la croissance phénoménale de nouvelles sociétés qui sont déjà affiliées à l'une ou l'autre des organisations nationales pour les droits gays outre-Atlantique.

La leçon ne doit pas être perdue pour nous que les trois principaux groupes pour les droits gays affiliés à l'USFI soient chacun bannis de l'université. J'ai examiné d'autres ressources disponibles pour nous dès à présent, comme par exemple l'association pour les droits civiques dans le Nord »⁴⁸

Il va même plus loin en faisant de cette base universitaire le point de départ d'un plan d'organisation systématique de ce mouvement naissant sur l'ensemble de l'île.

47 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°1, 8 novembre 1973 : « Students seek reform of homosexuality law », *Irish Times*, 5 novembre 1973, p.15.

48 PRONI, D/3762/1/1/2, Rapport de Don Gill sur l'établissement de nouvelles organisations dans le rapport de l'USFI d'août 1974.

« L'Irlande a une population de quelques 4 millions 3/4 d'habitants. Ayant examiné la densité relative de la population dans chaque aire géographique en Irlande, je propose que l'on divise la nation en cinq régions. Les régions ont été dessinées sur la base d'un comptage, fondé sur la densité relative de population et la location géographique. Chaque région a approximativement 750,000 personnes. Nous devons considérer que chacune a près de 37,250 homosexuels »

Il procède alors à un découpage différent du découpage politique, lié à la proportion d'habitants de chaque espace avec les « *Irish Home Counties* », les régions ensuite de l'est, du nord, du sud et de l'ouest. Il ne reprend pas la délimitation définie par la partition mais prend le parti de redistribuer les comtés nord-irlandais entre région du nord et de l'est. Une autre manière de placer le mouvement LGBT, qui se veut unifié, au dessus de ces clivages politiques. Ce réseau étudiant, qu'il voit comme un modèle de mobilisation à suivre, concerne ainsi prioritairement l'Irlande du Nord, en tant qu'elle est membre du Royaume-Uni, mais il entend véritablement allier la République au mouvement, au-delà des clivages, en promouvant les mêmes actions auprès de l'USI, équivalent irlandais de la NUS. Don Gill liste ainsi dans son rapport l'ensemble des groupes rattachés à l'USI sur la base desquels le mouvement LGBT irlandais pourrait se développer dans la République irlandaise. Peter Bradley, étudiant de TCD et membre du conseil national de l'USI, est d'ailleurs présent à la conférence du Dublin de 1974 où il précise que l'organisation sud-irlandaise a reçu un rapport sur le mouvement gai en mai 1973 ce qui le laisse espérer un changement dans le regard que l'organisation étudiante porte sur le mouvement LGBT irlandais. Deux membres du conseil national de l'USI, un homme et une femme, sont ainsi chargé·e·s de gérer la question des droits LGBT, et dont « une des plus importantes missions sera de mettre en place des *gaysocs* dans les facultés irlandaises »⁴⁹. Ces associations étudiantes font figure de fondement de ce mouvement LGBT irlandais, et lui permettent de se développer, même au delà de la simple sphère universitaire. Néanmoins, la prédominance des réseaux universitaires n'est pas toujours perçue comme un atout et peut susciter quelques réactions négatives. David McKenna dans le compte rendu du colloque de TCD rappelle qu' « une autre personne suggéra que le groupe de libération sexuelle déménage en dehors de l'Université, de peur qu'il dissuade de potentiels membres qui auraient des craintes vis à vis d'un groupe très étudiant »⁵⁰. Les mobilisations doivent donc faire face à des accusations d'un manque d'ouverture à l'ensemble des homosexuel·le·s irlandais·e·s, dont témoigne également une lettre envoyée par un habitant de Belfast à *Gay News* dans laquelle il décrit la scène gaie de Belfast en déplorant que « jusque là la CHE a été incapable de former un groupe local et le GLF ne semble

49 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°12, 14 février 1974, « Irish Gay Beginnings. Full Report On First Ever Irish Gay Conference », *Gay News*, n°38, p.3.

50 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°15, 7 mars 1974., « Sex liberation symposium T.C.D. Sat. Feb 15th », by David McKenna.

exister qu'à l'université »⁵¹, témoignant ainsi de l'envie que le mouvement sorte des universités, partagée par une partie des militant·e·s qui forment de nouveaux groupes plus indépendants par la suite.

Les premières organisations LGBT fondées en Irlande se trouvent donc au croisement de plusieurs influences : des influences internationales d'abord, liées aux mouvements de libération sexuelle et homosexuelle, mais aussi des influences nationales liées au mouvement pour les droits civiques en Irlande ainsi qu'aux mobilisations étudiantes des années 1968 à Belfast comme à Dublin qui favorisent les débats sur la société irlandaise et nord-irlandaise. Ces premières organisations s'appuient sur ces influences partagées ainsi que sur les précédents britanniques et le milieu universitaire pour forger un réseau militant sur l'ensemble de l'île dans l'optique de forger un mouvement LGBT, plus ou moins unifié, en Irlande. La question de l'homogénéité des mobilisations sur l'ensemble de l'île se pose également au regard des activités qu'elles développent et surtout des aspirations et approches qu'elles mettent en avant dans leur discours, aussi bien en terme de politisation que d'inclusivité.

51 Linen Hall Library, GLS information sheet n°3 22 novembre 1973, « Guilt in Belfast », *Gay News* n°35, 1 – 28 novembre, p.2 : courrier des lecteurs, lettre de Bill.

Chapitre 5 : « *Make friends with gay people, fight for gay rights* »⁵² : faire communauté et se battre, des champs d'action variés.

5.1. Faire communauté : un aspect primordial dans les mobilisations.

Dès les premières années, les organisations LGBT se forment autour de deux champs d'action majeurs avec un aspect politique d'une part, qui se concrétise dans les revendications de réforme législative, de décriminalisation de l'homosexualité voire plus largement de libération des mœurs ; et d'autre part un aspect social qui s'avère central puisqu'il est au cœur de la construction d'une communauté LGBT en Irlande. Il y a déjà sur l'île, comme ailleurs, des cercles de sociabilités gaies et des lieux connus pour être fréquentés par les personnes LGBT, et qui caractérisent une « scène gaie » déjà présente en Irlande. Cette scène gaie définit alors l'environnement social et culturel dans lequel les personnes LGBT peuvent se rencontrer sans pour autant permettre de porter des revendications politiques autour d'un sentiment d'identité commune. C'est en ce sens que, selon Massimo Prearo, les notions d'identité et de communauté, revendiquées par les mouvements LGBT des années 1970 sont à la fois une caractéristique principale de ces mouvements et produits par les mobilisations elles même. Par ailleurs, s'il y a bien une scène gaie en Irlande, notamment dans les grandes villes irlandaises et en particulier Dublin, celle-ci reste limitée et largement invisible et informelle. Jeff Dudgeon évoque ainsi à Belfast un seul « bar discret », dont l'adresse se transmet de bouches à oreilles et qui ne fait office de bar gai qu'à la tombée de la nuit. Ces lieux sont d'ailleurs rarement tenus par des personnes LGBT elles-même. Dans le meilleur des cas, les propriétaires sont simplement ouverts à cette clientèle, mais la plupart sont le plus souvent totalement ignorant de leur réputation comme c'est le cas à Cork du bar Le Château ou du 4 McCurtain Street en face du poste de police, qui restent longtemps des références à Cork avant que leurs patrons ne découvrent qu'ils servent de lieux de rencontre pour les homosexuel·e·s de la région⁵³. Si cette problématique est d'autant plus forte dans les zones rurales de l'Irlande, ou plus généralement loin des grandes villes, la situation est similaire sur l'ensemble de l'île, y compris à Dublin, pourtant réputée pour être la scène gaie la plus ouverte d'Irlande.

52 Slogan d'une affiche du *Sexual Liberation Movement*, vers 1973-1974 : « make friends with gay people ; fight for gay rights. There is a group for gay women and men in this area. Sexual Liberation Movement. T.C.D Dublin 2 », *Irish Queer Archives*

53 Dermot Casey, « Voices from Cork Folklore Project's LGBT Collection », *Outing the Past*, Cork, 1^{er} et 2 mars 2019, Millenium Hall, Cork City Hall et entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

« À Dublin il y avait deux bars populaires, dans le langage d'aujourd'hui on dirait qu'ils sont *gay friendly*, à l'époque ils auraient nié qu'ils étaient gais, mais 50 % de leurs clients la nuit comme l'après-midi étaient sans aucun doute gais, et certains très libérés dans leur personnalité à l'époque ».

Une expérience partagée par Terri Blanche, qui explique avoir entendu parler à Dublin d'un bar « qui était fréquenté par des gens de la communauté gaie ».

« Je pense même que les deux frères qui le tenaient ne voudraient pas admettre que c'était un bar gai, mais il était fréquenté principalement par des hommes gais. [...] J'avais à peu près 17 ans et il fallait que j'aille dans ce bar, j'étais absolument terrifiée car je n'avais aucune idée de ce à quoi je devais m'attendre [...] je me souviendrais toujours de ma première nuit là bas, c'était majoritairement des hommes, il n'y avait aucune femme, aucune lesbienne du tout, je me suis assise dans un coin, pour regarder silencieusement, j'étais choquée, je n'avais jamais vu deux hommes s'embrasser ou se prendre dans les bras ou même se montrer de l'affection l'un envers l'autre [...] c'était un sentiment de liberté, [...] les garçons étaient très gentils, très sympathiques, et il m'ont un peu prise sous leur aile »⁵⁴.

Quoiqu'ils restent pour la plupart cachés, ces bars sont souvent le lieu d'une première rencontre avec d'autres personnes gaies ou lesbiennes pour les militant·e·s qui insistent ainsi sur la nécessité de fonder leurs propres espaces. Ainsi, avec le développement d'un mouvement LGBT et d'organisations qui portent ces revendications, l'enjeu n'est plus seulement d'avoir des espaces de rencontre et de sociabilisation, mais de rendre cette scène gaie visible et de former une communauté publique, capable d'accueillir les personnes homosexuelles, de porter les revendications politiques des organisations et finalement d'encourager un changement progressif des mœurs de la société et des attitudes face aux homosexualités. Cet aspect social des organisations apparaît ainsi primordial pour leur fonctionnement, mais aussi pour répondre au problème majeur des personnes LGBT en Irlande à savoir l'isolement. Un point dont Sean Connolly, lui même originaire du comté de Roscommon au centre de l'île souligne l'importance lorsqu'il évoque cette scène gaie dublinoise et rappelle que bien qu'« il y avait une scène sociale à Dublin, [...] il n'y avait rien autour, il n'y avait aucune identité, aucune assurance qui incite les personnes à se rencontrer ou socialiser ».

54 Entretien téléphonique avec Terri Blanche, lundi 2 décembre 2019.

Les organisations LGBT à l'origine de l'émergence d'un mouvement LGBT en Irlande prennent d'emblée en charge ce rôle de « plateforme pour [se] rencontrer et sociabiliser » et mettent en place, en plus de ces bars informels, des soirées récurrentes dans leurs locaux pour répondre à ce besoin social. Les militants de la BGLS soulignent alors l'importance de ces différents événements sociaux et notamment des soirées compte tenu du « très faible niveau de vie nocturne à Belfast à cause des *Troubles* »⁵⁵, qui permettent par exemple aux organisations nord-irlandaises de renforcer leur statut d'espace de neutralité et de liberté dans le cadre du conflit. Cette fonction sociale, et plus largement la constitution d'une communauté LGBT, apparaît ainsi indissociable des actions et revendications politiques des organisations et leur permet notamment de créer un contexte favorable dans lequel se développer. Pour les militants de l'IGRM, à l'instar de Sean Connolly ou Clem Clancy, c'est ainsi le meilleur moyen de faire changer les mœurs de la société et de faire accepter les revendications de réforme.

« À l'époque, évidemment, on ne parlait pas de la décriminalisation, c'est pourquoi nous nous sommes tous regroupés pour fonder ce groupe pour nous, pour en quelque sorte essayer de créer un environnement qui permettrait peut-être d'avancer dans la bonne direction, et d'aider à changer le regard des gens à propos de l'homosexualité en Irlande »⁵⁶

Les principales organisations finissent ainsi par acquérir leurs propres locaux qui servent de bars ou de discothèques, mais également de quartier général, utilisés pour les réunions et l'ensemble des activités du groupe. Ces locaux deviennent des centres gais qui servent de piliers à la construction d'une communauté LGBT visible et non plus informelle en Irlande. À Dublin, l'IGRM, qui met en avant cette volonté de sortir du militantisme universitaire pour toucher le plus grand nombre d'irlandais·e·s, y compris en dehors de la capitale, se dote très rapidement de locaux sur Lisa Street, puis à Parnell Square qui s'étendent sur plusieurs étages pour accueillir plusieurs salles de bars et des espaces pour les autres activités du groupe. En dehors des bars ces locaux accueillent ainsi des salles de réunion pour les différents groupes de discussion des organisations, parfois des restaurants ou des cafés pour la journée, et ils hébergent souvent les services de soutien téléphonique et postal aux personnes LGBT isolées en Irlande. Ces centres gais sont donc au cœur de la vie de l'ensemble de l'organisation et de la communauté gaie qui s'y retrouve comme le souligne un documentaire de la RTÉ dans les années 1980 au sujet du Hirshfeld Centre, centre rapidement très réputé de la *National Gay Federation* (NGF), fondée en 1979 par d'ancien·ne·s militant·e·s de l'IGRM. L'acquisition de ces locaux peut donc servir de vitrine officielle des organisations face aux médias,

55 Entretien avec Jeff Dudgeon lundi 21 octobre 2019, Belfast.

56 Entretien avec Clem Clancy, mardi 29 octobre 2019, Dublin.

et notamment pour les organisations qui deviennent prédominantes par la suite et cherchent à se définir comme organisations nationales représentatives d'un mouvement LGBT irlandais ; mais ils apparaissent surtout comme des interfaces primordiales avec les personnes gaies, lesbiennes, et rapidement aussi bisexuelles et trans, en Irlande. Bill Foley, qui milite à l'IGRM puis dans des collectifs plus politisés au tournant des années 1970-1980, rappelle cette « forte fonction sociale » de l'IGRM qui « a permis de faciliter beaucoup les rencontres des autres organisations dans leurs locaux »⁵⁷. Ces centres gais, et la visibilité qu'ils apportent aux organisations qui les mettent en place et à la communauté LGBT en construction en Irlande, favorisent en effet l'accès des personnes LGBT à cette communauté et l'engagement de nouveaux et nouvelles militant·e·s. Bill Foley rapporte par exemple qu'au delà de la ligne téléphonique et des groupes de discussion et d'éveil des consciences de l'IGRM, c'est par les soirées organisées au *Phoenix Club* qu'il s'est lui-même engagé dans le militantisme LGBT en Irlande. Orla Egan, elle-même rapidement intégrée à cette communauté LGBT à Cork au début des années 1980 par l'expérience de ses deux sœurs aînées également lesbiennes ainsi que par son militantisme personnel, souligne l'influence que cette intégration communautaire sur l'expérience personnelle des personnes homosexuelles en Irlande.

« j'ai parlé à quelques femmes qui ont fait leur *coming out* à Cork dans les années 1970 et l'une d'elle expliquait qu'elle ne pouvait juste pas trouver de communauté, elle voulait vraiment faire partie d'une communauté lesbienne, mais elle ne pouvait trouver personne et elle avait le sentiment d'être seule, d'être vraiment isolée [...] je pense que [le bien-être des personnes homosexuelles] dépend beaucoup de l'expérience personnelle, selon que vous pouviez ou non trouver une communauté, surtout qu'on parle d'une époque d'avant les réseaux sociaux, et internet, donc c'était bien plus difficile de trouver, surtout si on ne savait pas où chercher ou comment trouver la communauté. Vous finissiez très isolé·e »⁵⁸.

Outre les centres gais, les militant·e·s mettent également en place dès les premières années des mobilisations des lignes téléphonique de soutien, qui font office de première interface entre les personnes homosexuelles qui les appellent et la communauté LGBT en construction qu'elles leur permettent d'intégrer. Elles jouent ainsi un rôle dans cet aspect social des organisations et constituent un premier contact avec les mobilisations LGBT pour une partie des militant·e·s engagé·e·s dans les années suivantes, à l'instar de David McFarlane, dans la NIGRA au début des années 1980, Marina Forrestal qui rejoint *Liberation for Irish Lesbian* (LIL) et participe même à la

57 Entretien avec Bill Foley, lundi 2 septembre 2019, Dublin.

58 Entretien avec Orla Egan, vendredi 13 septembre 2019, Cork.

ligne de soutien *Lesbian Line*, ou encore Kieran Rose, dans plusieurs organisations au tournant des années 1970-1980 et notamment le *Cork Gay Collective*.

« Quand je suis arrivé à Dublin, la première chose qu'il y avait c'était quelque chose appelé *Tel-A-Friend*, qui était une ligne téléphonique gaie, et j'ai trouvé des informations à propos de l'*Irish Gay Rights Movement*. Ils avaient différents événements sociaux, des soirées vins et fromages, des choses comme cela. »⁵⁹

Ces lignes téléphoniques, rapidement déclarées indépendantes des autres organisations, sont d'ailleurs les seuls groupes à perdurer depuis les années 1970 jusqu'à aujourd'hui sans remise en cause majeure de leur fonctionnement. À Dublin, les militants de l'IGRM, parmi lesquels Martin Barnes, fondent *Tel-A-Friend* vers 1975-1976, quelque temps après les Nord-Irlandais et *Cara-Friend* qui fonctionne d'abord par lettres avant de se doter d'un service téléphonique en janvier 1976, et reçoit également des appels et courriers venus de la République⁶⁰. Ces deux premières organisations s'inspirent notamment du modèle de la ligne anglaise *Friend* dans leur nom qui leur permet ainsi d'être reconnues comme lignes gaies tout en facilitant la promotion de leur ligne et du numéro à contacter dans les journaux, étant donné qu'ils évitent les mots « gais » et « homosexuel ». Dans le cas nord-irlandais, les militant·e·s ont par ailleurs opté pour un mélange des noms anglais et irlandais signifiant « ami » afin d'affirmer encore plus leur position de neutralité par rapport aux tensions communautaires dans les six comtés. Des lignes téléphoniques spécifiquement lesbiennes se développent un peu plus tard vers la fin des années 1970, aussi bien au sein de ces premières lignes comme en dehors avec *Lesbian Line* en 1979 qui est directement liée à LIL. Le fonctionnement de ces divers groupes reste très similaire : les militant·e·s diffusent leur adresse ou leur numéro de téléphone dans des journaux, ou le plus souvent par des affiches dans des lieux fréquentés par les personnes concernées, voire par des mots sur les portes des toilettes comme le rappelle Marina Forrestal. Puis, selon les appels, les militant·e·s tentent d'intégrer les personnes qui les contactent à la communauté LGBT et aux soirées organisées par les différentes organisations afin de les aider à développer des sociabilités gaies et lesbiennes.

« La manière dont ça fonctionnait, et dont ça fonctionne toujours j'imagine, c'est que vous téléphoniez, vous trouviez le numéro, et ensuite vous parliez et si vous le vouliez, vous pouviez sortir avec deux femmes qui venaient vous rencontrer. Et ce n'était pas un rendez-vous ou quelque chose comme cela, on était très claire dessus. D'ailleurs on était pas autorisées à sortir avec la femme qu'on avait rencontrée, donc vous rencontriez juste quelqu'un, elles disaient

59 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

60 Entretien avec Martin S. Barnes, jeudi 5 septembre 2019, Dublin.

« vous voulez sortir ? on va sortir avec vous » puis elle vous amenait quelque part, et en quelque sorte vous introduisait, elle vous aidait à vous mettre sur vos pieds, elle parlait avec vous et vous obteniez des amis, et faisiez des contacts »⁶¹.

Cette dimension de soutien est mise en avant par Martin Barnes, engagé dans T.A.F. de sa fondation jusqu'au début des années 1980, qui rappelle qu'un grand nombre des appels reçus étaient en réalité silencieux. Le premier travail des militant·e·s étant alors de mettre à l'aise ces personnes véritablement isolées et qui semblent dans la majorité avoir intégré le rejet de l'homosexualité dans la société. Ces lignes téléphoniques reposent ainsi sur l'engagement très personnel des militant·e·s et favorisent l'émergence d'une communauté LGBT et d'un sentiment de solidarité entre les membres qui la composent. Les militant·e·s s'attachent à toucher le plus de monde possible et surtout à conserver un lien avec les personnes qui les ont contactées. Les rapports annuels de *Cara-Friend* témoignent particulièrement de cette attention portée à la poursuite des appels, avec des statistiques réalisées sur le nombre de coups de fils restés sans suites par opposition aux personnes qui sont parvenues à intégrer pleinement la communauté gaie et à nouer des amitiés diverses. D'ailleurs, avant la formation de ces lignes, c'est le groupe de soutien aux personnes suicidaires, les *Samaritans*, qui semble avoir occupé cette fonction de part et d'autre de la frontière. L'organisation a par ailleurs aidé à la formation de T.A.F. comme de *Cara-Friend*. Les *Samaritans*, dont un des présidents en Irlande du Nord est d'ailleurs proche des premiers membres de la GLS en 1971, aide les militants en les autorisant à utiliser leur propre adresse postale pour la réception de courrier, avant la mise en place d'un service téléphonique en janvier 1976 dans l'appartement de Doug Sobey et de Graham Carter, un autre membre de la BGLS. Mais c'est ainsi également par l'intermédiaire des *Samaritans* que Doug Sobey lui-même a entendu parler pour la première fois d'une organisation gaie en Irlande du Nord, le groupe faisant alors office de ligne de soutien intermédiaire pour les personnes homosexuelles isolées en Irlande du Nord.

« Quand je suis arrivé à Belfast en septembre, j'ai entendu à la radio une interview à propos d'une organisation appelée les *Samaritans* qui était une ligne téléphonique d'aide pour les personnes qui songent au suicide [...] C'était un programme de l'Ulster Radio et ils ont dit « nous recevons beaucoup d'appels de la part de personnes gaies [...] nous les mettons en contact avec la *Gay Liberation Society* à l'université de *Queen's* », donc j'ai appelé les *Samaritans* le lendemain pour savoir où était cette société gaie. Ils n'avaient pas l'information directe, mais ils m'ont mis en contact avec la *Gay Liberation Society* à *Queen's* qui était justement en train de reprendre ses activités. Brian Gilmore [...] était en train de recommencer

61 Entretien avec Marina Forrestal, mercredi 11 mars 2020, Dublin.

le groupe au début de la nouvelle année académique, il avait été impliqué dans l'organisation l'année précédente »⁶².

Le groupe grandit par la suite et obtient même dès la fin de l'année 1976 un soutien financier de la part du département de la santé en Irlande du Nord qui lui permet ainsi d'étendre ses activités, notamment en se dotant de locaux officiels qui permettent à l'organisation de ne plus être hébergée dans l'appartement des militants. En 1978, le groupe se dote d'une antenne à Coleraine, dans le comté de Derry, à l'ouest de l'Irlande du Nord, qui est remplacé en 1980 par un groupe à Derry même. Ainsi, s'il n'y a pas d'augmentation du nombre d'appels et de lettres reçus par le groupe sur la période, le nombre de nouvelles personnes qui contactent la ligne chaque année reste stable autant que les pourcentages d'intégration dans la communauté LGBT. Ces lignes téléphoniques conservent ainsi une place centrale dans la vie du mouvement et de la communauté LGBT en Irlande, non seulement pour le soutien primordial qu'elles fournissent, mais également pour leur capacité à identifier les besoins des personnes LGBT en Irlande. Les rapports de *Cara-Friend*, par exemple, soulignent la très grande majorité d'appels venus de la ville de Belfast et de l'Antrim, indiquant un isolement potentiellement plus grand pour les gais et lesbiennes des comtés plus ruraux en Irlande du Nord. Ils mettent également en avant le statut marital des personnes qui appellent, permettant aux organisations d'évoquer ensuite la problématique des personnes contraintes de vivre leur sexualité dans une forme de clandestinité. Plus encore, ces rapports révèlent une minorité d'appels de la part des lesbiennes, qui conduit ensuite au développement d'une ligne spécifiquement réservée aux femmes à la fin des années 1980⁶³.

5.2. Un débat quant aux aspirations politiques : *gay rights* ou *gay liberation*.

Cet aspect social se double d'un aspect politique qui s'appuie notamment sur cette communauté LGBT ainsi formée autour des organisation. Les deux dimensions paraissent ainsi indissociables et sont souvent entremêlées dans chacune des associations, à l'exception, peut être, des petits collectifs spécifiques et souvent davantage politisés qui se forment dans les années 1980. Dans les années 1970, les organisations semblent moins engagées sur l'échiquier politique irlandais

62 Entretien avec Doug Sobey, mardi 22 octobre 2019, Belfast.

63 Archives de la *Queen's University Belfast*, Rapports annuels de *Cara-Friend*, 1974-2005, ici étudiés entre 1974 et 1987 (voir annexes).

et cherchent avant tout à réunir le plus de personnes possible autour de ces deux dimensions. C'est notamment ce qui ressort d'une des affiches du SLM pour le colloque de 1974 à *Trinity College* dont le slogan « *Make friends with gay people, fight for gay rights* » promeut de la même manière ces deux axes. Néanmoins, si la politisation des groupes LGBT semble limitée dans ces premières organisations et ne devient un sujet de débat qu'au tournant des années 1970-1980, on peut distinguer, dès les premières années d'un mouvement LGBT en Irlande, deux tendances dans les discours développés par ces organisations selon qu'elles invoquent la revendication de droits gais ou la question d'une libération gaie dans la société. Dans son étude des politiques LGBT radicales dans la République, Maurice Casey⁶⁴ reprend les termes employés par Linda Connolly⁶⁵ au sujet des mouvements féministes et différencie le *right sector*, qui revendique des droits dans une approche réformiste de la législation, et le *liberation sector* qui s'appuie sur le concept plus général de libération c'est à dire d'une remise en cause générale des normes morales de la société autour de la sexualité et même du genre. Cette dernière approche est au cœur de son enquête en ce que le *liberation sector* concerne le plus souvent des groupes plus radicaux, autonomes, intéressés par la transformation de la société avant les réformes légales, et qui promeuvent des actions politiques directes, organisant notamment des manifestations publiques pour revendiquer leurs droits. Ces concepts constituent alors une grille d'analyse des organisations LGBT en Irlande, notamment avec l'émergence d'une nouvelle génération de militant·e·s dans les années 1980, incarnés par les différents *Gay Collectives* de Cork ou Dublin et associés au *liberation sector*. L'IGRM, l'USFI, ainsi que que le 1974 *Committee for Homosexual Law Reform (CHLR)* et plus tard la NIGRA se rapprochent quant à elles, comme la CHE ou le SMG écossais, du *right sector*. Ce sont des associations qui mettent avant tout l'accent sur l'obtention d'une réforme de la loi de 1861, pour l'aligner sur l'amendement de 1967 pour l'Irlande du Nord, ou pour obtenir la décriminalisation pure et simple de l'homosexualité masculine pour la République. C'est la tendance qui prédomine dans ces premières années, et seul·e·s quelques militant·e·s de Dublin forment dès le milieu des années 1970 *Gays Against Repression*, qui apparaît comme un collectif soucieux de reproduire les mobilisations de Stonewall dans les rues de la capitale irlandaise et que Bill Foley décrit comme « des gens qui voulaient changer les choses de manière assez radicale et assez rapide »⁶⁶. Il explique ainsi qu'ils avaient « une perspective politique, qui consistait vraiment à augmenter la visibilité » autour des questions gaies. Ces militant·e·s développent alors des moyens d'actions qu'on peut rattacher aux GLF américains et anglais avec notamment une remise en cause particulièrement

64 Maurice Casey, « Radical politics and gay activism in the Republic of Ireland, 1974-1990 », *Irish Studies Review*, vol. 26, n°2 (2018), pp. 117-136

65 Linda Connolly, *The Irish Women's Movement : from Revolution to devolution*, Londres, Palgrave Macmillan, 2002.

66 Entretien avec Bill Foley, lundi 2 septembre 2019, Dublin.

marquée des normes de genre dans leur style vestimentaire et la reprise du terme « *queer* », alors encore perçue comme une insulte par la grande majorité des personnes homosexuelles, ainsi que le recours aux *sit-in*, notamment au St Stephen Green Park, au centre de Dublin, où ils chantent « *We're here because we're queer* », un slogan lui même particulièrement rattaché à ces mobilisations du *liberation sector*⁶⁷.

« Il y avait un groupe appelé *Gays Against Repression*, qui étaient un genre d'organisation de contre-pouvoir, je suppose, anti-impérialistes aussi et ils se concentraient vraiment sur le fait de faire des rassemblements publics autour de la sexualité et de l'égalité des droits dès les premiers jours. Donc ils étaient associés avec les premières manifestations et les marches de fierté à Dublin. [...] c'était un groupe de gens très libérés, je suppose que la plupart étaient des étudiant·e·s sorti·e·s de l'université qui aspiraient à une sorte de perspective un peu socialiste, mais ils et elles étaient surtout focalisé·e·s sur la question spécifique de la sexualité. »⁶⁸

Ce groupe constitue ainsi un des rares contre modèle des autres organisations formées à l'époque, notamment en ce qui concerne leur organisation ou l'identité des personnes qui y militent.

« ils n'avaient pas de locaux ou de choses comme ça, mais ils faisaient des choses intéressantes [...] et il y avait plusieurs femmes dans le groupe »⁶⁹.

En dehors de ce collectif, la majorité des organisations des années 1970 tournent en effet leurs actions vers l'aspiration à la réforme législative, un choix notamment souligné par la référence à la CHE et la collaboration avec le groupe anglais. Cette distinction entre *right sector* et *liberation sector*, ainsi incarné par la division entre la CHE et le GLF dans le mouvement LGBT anglais se retrouve également dans le cas irlandais, et avant de se traduire dans les actions, cette distinction entre droit et libération est visible dans les différents discours développés par ces premières organisations fondées dans les années 1970. La *Gay Liberation Society* de Belfast, dont le nom fait déjà une référence nette au *Gay Liberation Front*, apparaît ainsi comme l'incarnation de cette tendance plus radicale en Irlande du Nord.

67 Le terme « *queer* » est parfois employé comme un retournement de stigmatisme par des militant·e·s dès le lendemain des émeutes de Stonewall. Néanmoins, le slogan n'est véritablement popularisé qu'en 1992 par le groupe américain *Queer Nation*.

Voir sur le terme Michelle Walks, « « *We're Here and We're Queer ?* » : An Introduction to Studies in Queer Anthropology », *Anthropologica*, vol. 56, No 1, 2014, p. 13-16.

68 Entretien avec Bill Foley, lundi 2 septembre 2019, Dublin.

69 Entretien avec Richard Kennedy, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

« La GLS et le GLF étaient bien plus radicales, bien plus conflictuelles dans leur approche des choses que la CHE qui, comme je l'ai dit, était plus réformiste, focalisée sur la loi et les politiques gouvernementales, essayant d'obtenir des progrès par la réforme. Et les groupes plus radicaux n'étaient pas vraiment intéressés par cela, ils voulaient un changement immédiat, donc il y avait une forme d'équilibre entre les deux »⁷⁰.

L'organisation développe en effet, dès ses premiers textes, une rhétorique liée à la libération homosexuelle qui remet en cause les normes de genre et l'hétéronormativité présentes dans la société nord-irlandaise. Les étudiants à l'origine du groupe évoquent ainsi dans leurs premiers textes, qui font figure de manifeste de l'organisation, la nécessité de remettre en cause des schémas genrés de comportement dans la société et de faire évoluer l'idée de famille et de société traditionnelle, affirmant que

« le traitement de l'homosexualité par la société s'enracine dans ses attitudes envers la sexualité et l'acceptation sociale sur lesquelles se fonde le mariage hétérosexuel. Au sein du mariage, des tâches distinctes sont assignées aux épouses et époux, et de la même manière au sein de la société aux femmes et aux hommes, qu'ils soient mariés ou non. [...] L'image conventionnelle des hommes homosexuels comme des tapettes, et des femmes homosexuelles comme des gouines reflète bien l'idée que les comportements homosexuels sont une trahison des rôles genrés appropriés. »⁷¹

À l'instar des groupes américains et anglais, qui se caractérisent par un militantisme très marqué à gauche, se revendiquant anti-capitaliste, en lutte contre le militarisme, le sexisme et le racisme et ainsi naturellement alliés des groupes radicaux des autres mouvements contemporains, la BGLS affirme la proximité et la nécessaire collaboration des mobilisations gaies et féministes.

« Pour les femmes homosexuelles ou bissexuelles, la société impose une double oppression, celle de l'identité gaie et celle de l'identité féminine. La *Belfast Gay Liberation Society*, en tant qu'organisation pour toute les personnes gaies est particulièrement soucieuse du fait que les femmes puissent aussi rejoindre et s'engager dans le groupe et que celui-ci doit être véritablement responsable des besoins particuliers de ses membres féminins. Nous soutenons d'un commun accord *Women's Liberation*, reconnaissant que les deux mouvements font face à l'ennemi commun qu'est le sexisme de la société ».

70 Entretien avec Richard Kennedy, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

71 Linen Hall Library, Political Collection, Journal de la BGLS.

La rhétorique ainsi développée par l'organisation dès sa formation se rattache aux principes associés au *liberation sector* et s'avère par ailleurs particulièrement inclusive, évoquant dans ses publications autant la question des hommes gais que des femmes lesbiennes, mais également la bisexualité et très rapidement la transidentité. Des éléments qui ne se traduisent d'ailleurs pas dans les faits par la présence de militantes ou l'expression de revendications bisexuelles ou trans' ainsi que le rappelle Richard Kennedy.

« Il n'y avait jamais aucune mention de la bisexualité, je n'avais jamais entendu parler d'aucun bisexuel du tout, je pensais que ça ne devait être que moi. [...] il n'y avait pas non plus beaucoup de transsexuel à l'époque, même si la plupart des gens que nous connaissions les auraient alors décrit ou se seraient décrits eux-mêmes comme des travestis plutôt que des transsexuels ».

Le groupe reste cependant considéré comme l'incarnation de la tendance radicale des mobilisations en Irlande du Nord, en ce qu'ils sont plus « concernés par la libération » que les autres associations qui la considèrent comme une « seconde étape » du mouvement⁷². Lorsque l'USFI est fondée, et plus tard lorsque le groupe rejoint la NIGRA, la BGLS reste l'organisme à l'origine des rassemblements et des quelques manifestations auxquelles les militant·e·s participent⁷³, à l'image de la manifestation du 20 juin 1974 à Dublin avec les membres de l'IGRM entre le parlement de justice irlandais et l'ambassade britannique. Néanmoins ces événements sont encore une fois peu courants, et c'est Kieran Rose, engagé plus tardivement dans les collectifs LGBT politisés, qui décrit l'événement comme le symbole de la remise en cause d'une loi étrangère perçue comme le résidu de la domination britannique dans la République et sur l'Irlande du Nord⁷⁴.

Dans les faits, la BGLS joue en réalité sur les deux tableaux avec tout d'abord un discours et une volonté d'accroissement de la visibilité des homosexualités très clairement rattachée à la notion de libération homosexuelle, et la plupart de ses membres soulignent cette remise en cause générale des clichés autour de l'homosexualité et du rôle des normes de genre dans l'attitude de l'opinion publique envers les revendications LGBT. Jeff Dudgeon explique ainsi avoir toujours pensé « que la haine de l'homosexualité n'a pas tant à voir avec la sexualité qu'avec l'idée d'une

72 PRONI D/3762/1/1/2 « Papers of USFI », Rapport de l'USFI sur la réunion du comité mixte de coordination pour la réforme législative le 13 juillet 1974 à Édimbourg.

73 PRONI, D/3762/1-1-5, « Gays in Ulster report », rapport de la NIGRA sur les avancées du mouvement LGBT en Irlande du Nord, mai 1976.

74 Kieran Rose dans l'article de Richard Dunphy, « Sexual identities, national identities : the politics on gay law reform in the Republic of Ireland », *Contemporary Politics*, vol. 3 n°3, 1997, p.247-265.

trahison du genre » rappelant que « pour les hommes, tout efféminement est perçu comme un échec en tant qu'homme » et inversement dans le cas des femmes, notamment si elles ne se conforment pas au style vestimentaire attendu⁷⁵. Mais d'autre part le groupe participe également d'emblée au soutien du projet de réforme législative. Une grande partie de ses militants, à commencer par Jeff Dudgeon, se définissent d'ailleurs davantage comme des réformistes et fondent en 1974 le *Committee for Homosexual Law Reform* (1974 CHLR) pour se concentrer davantage sur cet objectif. Dans les faits, ces différents groupes, comme la NIGRA par la suite, sont tenus par le même petit groupe de militants qui fait dire à Jeff Dudgeon que l'organisation, qui centralise néanmoins les actions, « était un mix entre la réforme et les volontés de libération ou de révolution »⁷⁶. Le faible nombre de militant·e·s dans ces premières années d'un mouvement LGBT irlandais ainsi que l'absence d'expériences préalables suffisamment marquées pour engendrer de véritables antagonismes entre les partisan·ne·s de ces deux tendances, se traduisent dans les mobilisations par une distinction tout à fait perméable entre ces deux courants en Irlande jusque vers la fin des années 1970. C'est d'autant plus fort à Belfast et dans les autres villes de la République, hors de Dublin, telles que Cork ou Galway, car ces villes restent très peu peuplées, bien qu'elles soient les plus grandes de l'île, et ce sur l'ensemble de la période. Néanmoins, ce premier mélange des approches se retrouve également dans la capitale de la République, et notamment dans le SLM, lui aussi tourné à la fois vers une rhétorique de la libération et des actions politiques réformistes. C'est finalement vers le milieu des années 1970 à Dublin et un peu plus tardivement pour l'ensemble de l'île que ces deux tendances s'affirment, à mesure que le mouvement LGBT en Irlande prend de l'ampleur et se dote de structures de plus en plus officielles.

5.3. « *Feminism came first* » : une première militance lesbienne invisibilisée dans des mobilisations LGBT majoritairement masculines.

Si le débat entre *liberation sector* et *right sector* ne se traduit pas par une remise en cause de l'unité de ce mouvement LGBT en construction en Irlande, il met néanmoins en évidence une différence majeure entre les approches des diverses organisations formées dans la première moitié des années 1970. Le débat entre libération et réforme se retrouve largement quand il est question du militantisme lesbien du début des années 1970, davantage représenté dans les mobilisations

75 Entretien avec Jeff Dudgeon lundi 21 octobre 2019, Belfast.

76 *Ibid.*

féministes que dans les mobilisations homosexuelles. Les problématiques spécifiques aux lesbiennes et aux bisexuelles semblent en effet d'emblée liées aux enjeux d'une libération générale des mœurs de la société et surtout d'une libération de la sexualité féminine, autant de thématiques qui sont davantage abordées par des groupes concernés par la libération sexuelle en général, à l'instar du SLM qui intègre des militantes féministes et s'engage ainsi sur des enjeux spécifiquement féminins tels que l'avortement, la contraception ou le divorce. Le groupe publie par ailleurs des images de couples lesbiens sur ses affiches pour le colloque sur l'homosexualité en Irlande de 1974. Il semble ainsi compter plus de militantes lesbiennes que les autres organisations formées dans les années 1970 qui restent pour la plupart entièrement masculines, en particulier lorsqu'il s'agit de groupes qui se revendiquent d'un militantisme spécifiquement homosexuel. Les militants qui fondent l'IGRM en 1974 quittent ainsi le SLM précisément parce qu'ils estiment que cette attention portée aux enjeux féministes n'a pas de lien direct avec les revendications gaies et que leur objectif reste la réforme de la loi criminalisant l'homosexualité masculine. La focalisation des mobilisations autour de la question de la réforme pose ainsi la question de la place des femmes lesbiennes et bisexuelles dans ces organisations, malgré leur absence de la loi. Celles-ci se retrouvent ainsi discriminées par leur invisibilisation généralisées jusque dans les mobilisations LGBT irlandaises dont les revendications principales ne correspondent pas à leurs problèmes propres. L'emploi même du mot gai comme terme générique à l'époque apparaît problématique, et il est par la suite largement remis en cause par les militantes lesbiennes. En effet, le terme, sensé désigner par défaut les hommes et les femmes en anglais, apparaît en réalité souvent comme une simple abréviation de « *gay men* », excluant ainsi les lesbiennes par omission, à l'image de la loi. De fait, on a très peu de femmes visibles dans ces premières mobilisations, même dans le cas des groupes qui s'affirment mixtes et ouverts à toutes et à tous. Dès la première réunion de l'USFI, on compte seulement deux femmes sur quatorze personnes présentes⁷⁷. Toutes deux sont d'ailleurs absentes de la réunion. Un ratio qu'on retrouve par la suite dans la majorité des événements pour lesquels on dispose de comptes-rendus. Le constat est le même dans le cas de la BGLS, malgré la reconnaissance que fait l'organisation dans ses textes d'une double oppression des femmes lesbiennes et bisexuelles.

« Il y avait un grand nombre de femmes engagées ici à Belfast, mais il devait y en avoir environ une pour quatre hommes, c'était un réel problème vous savez, qu'il y ait 80 % d'hommes et 20 % de femmes [...] c'était des femmes très fortes, et c'était aussi l'époque de la montée du

⁷⁷ PRONI D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de l'USFI en août 1974.

féminisme radical et aussi du féminisme séparatiste, donc il y avait toute sorte de sentiments séparatistes assez forts chez une partie des femmes »⁷⁸

Cette plus faible part des lesbiennes dans les organisations LGBT se retrouve également dans l'usage fait des services mis à disposition par ses groupes, comme en témoignent les rapports annuels établis par *Cara-Friend*⁷⁹.

Les relations entre hommes et femmes dans les mouvements LGBT sont ainsi sources de tensions diverses qu'on retrouve notamment chez l'USFI. Le groupe, dirigé majoritairement par des militants homosexuels, affirme ainsi d'emblée être « concerné par l'avortement, la contraception, le divorce » et s'adresser ainsi autant aux femmes qu'aux hommes, mais ne semble pas accorder dans les faits d'espace aux mobilisations spécifiquement lesbiennes. Ainsi, si l'organisation s'affiche très fière d'être « la première organisation à avoir une femme comme présidente »⁸⁰, lors d'un groupe de réflexion sur les femmes le 13 juillet 1975, les militants reconnaissent que « l'USFI n'offre pas assez aux femmes dans l'USFI ». Les militants incitent pourtant à la création d'espaces et de cercles de sociabilités lesbiens au sein de l'organisation en demandant par exemple « si quelques-unes des femmes dans l'USFI voudraient organiser N'IMPORTE QUOI pour leurs sœurs – peut-être des occasions sociales spécifiques aux femmes, des échanges, des correspondances de groupe, une newsletter des femmes ou même une lettre ouverte dans le courrier national »⁸¹. L'idée reste ainsi de fournir une plateforme d'expression à disposition des femmes lesbiennes et bisexuelles dans l'organisation, en élargissant la dimension sociale de l'organisation, ses lieux et groupes de soutien ou de rencontre, aux femmes autant qu'aux hommes. Dans la même optique, les fondateurs de l'IGRM rencontrent rapidement Terri Blanche qui les rejoint dès 1975-6 et est dès lors présente à chaque événement ou rencontre organisé par le groupe, de manière à permettre à des femmes de s'intégrer et de les rejoindre. C'est donc davantage sur le plan des revendications politiques que la plupart des militantes lesbiennes ne trouvent pas leur place dans ces organisations majoritairement masculines ainsi que le soulignent les membres de l'USFI en 1975 qui affirment que

78 Entretien avec Richard Kennedy, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

79 Archives de la *Queen's University Belfast*, Rapports annuels de *Cara-Friend*, 1974-2005, ici étudiés entre 1974 et 1987 (voir annexes).

80 BL/F/AP/1298/27 « USFI Representative's report on the National Council and Executive Committee meetings of CHE ». Rapport du 27 mars 1975 de l'USFI au conseil national de la CHE.

81 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport des représentants de l'USFI sur la conférence de presse sur la réforme du 3 juillet 1975, la réunion du comité exécutif de la CHE du 12 juillet et le groupe de réflexion du CHE sur les femmes le 13 juillet.

« de nombreuses femmes homosexuelles se sentent aliénées par la plupart des choses qu'il se passe dans la CHE, elles pensent que les politiques sexuelles leur ont été imposées, et en dehors du contexte [de discrimination à l'égard des personnes LGBT], elles ne voient pas la pertinence de beaucoup de nos idéaux pour leur situation personnelle »⁸².

Ainsi, si le groupe essaye de mettre en place de véritables outils de sociabilisation pour les militantes il ne semble pas y avoir de compréhension des enjeux propres aux femmes lesbiennes dans les sociétés irlandaises, comme le divorce ou la prise en charge des enfants eus dans leur précédent mariage hétérosexuel. L'idée que les femmes ne sont pas discriminées pour leur lesbianisme parce qu'elles ne sont pas mentionnées dans la loi reste très présente dans ces années 1970, et les autres discriminations législatives comme sociales qui pèsent sur les femmes en général sont le plus souvent reléguées au second plan. Dès les premières réunions de l'USFI, les organisations féministes de Belfast, rapidement suivies par leur homologues à Dublin, claquent ainsi la porte du groupe, jugé inutile pour leur propre cause⁸³. Ces constats peuvent permettre d'expliquer pourquoi plusieurs militantes lesbiennes ne s'engagent pas pleinement dans les premières années de ce mouvement LGBT irlandais, au point de faire dire à Jeffrey Dudgeon que « la plupart des lesbiennes à Belfast sont simplement apolitiques »⁸⁴. Il semble que sur le plan politique et dans l'optique de la libération des femmes et des lesbiennes, elles s'engagent de préférence dans les mouvements féministes plutôt qu'auprès des militants gais pour la réforme.

Ainsi, s'il n'y a pas d'organisation spécifiquement lesbienne en Irlande dans les années 1970, il y a bien un militantisme lesbien dès le début de la décennie. Des militantes comme Mary Dorcey, présente aux réunions du SLM comme de *l'Irish Women's Liberation Movement (IWLM)* portent publiquement un discours politique sur le lesbianisme, la double oppression des femmes lesbiennes et les moyens de leur libération. La militante continue de participer aux conférences organisées par les mouvements LGBT, en essayant de profiter des dynamiques des deux mouvements, féministe et gai, qui émergent alors en Irlande. Mais si elle affirme avoir « vite compris [qu'elle] avai[t] besoin des deux groupes », elle rappelle que « le féminisme est arrivé en premier »⁸⁵. En effet, c'est bien dans les mobilisations féministes que les problématiques

82 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport des représentants de l'USFI sur la conférence de presse sur la réforme du 3 juillet 1975, la réunion du comité exécutif de la CHE du 12 juillet et le groupe de réflexion du CHE sur les femmes le 13 juillet.

83 PRONI D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de l'USFI en août 1974.

84 Diarmaid Ferriter, *Occasions of Sin*, Profile Books, 2009, p.481

85 Entretien avec Mary Dorcey, mardi 10 mars 2020, Dublin.

rencontrées dans la société par les femmes lesbiennes ont pu s'exprimer et favoriser l'émergence d'un militantisme lesbien et d'organisations spécifiquement lesbiennes à la fin des années 1970. Ainsi, si les militantes se partagent en partie entre militantisme gai et militantisme féministe, ce dernier reste une plateforme plus favorable aux problématiques lesbiennes et compte davantage de militantes elles même lesbiennes ou bisexuelles.

« Les lesbiennes s'organisaient tout autant. Il y avait des sortes de branches différentes, l'une était la branche du mouvement féministe si vous étiez impliquée dans le *Women's Movement* [IWLM] comme je l'étais, et vous rencontriez d'autres lesbiennes. Les lesbiennes étaient également impliquées dans ce mouvement, c'est là que nous nous sommes rencontrées, et c'est par là que vous pouviez sortir du placard [...] Toutes les lesbiennes étaient dans le militantisme, dans un militantisme féministe avec des piquets de grève et des campagnes. Et dans le même temps vous aviez le mouvement pour les droits gais, ça s'appelait le mouvement pour les droits gais quand ça a commencé, et certaines lesbiennes étaient également engagées dans ce mouvement »⁸⁶.

La militante souligne néanmoins que ce mouvement féministe n'est pas pour autant un mouvement lesbien à proprement parler. Les militantes lesbiennes semblent ainsi d'emblée séparées sur deux terrains qui supposent chacun de faire un choix dans leurs luttes entre ces deux oppressions subies et les groupes féministes restent également en partie imprégnés des tabous de la société irlandaise sur la sexualité et notamment l'homosexualité féminine. Pour Tina O'Toole, c'est bien ce tabou autour de la sexualité féminine qui participe à l'invisibilisation des femmes lesbiennes dans chacun de ces mouvements. Ainsi la faible part de lesbiennes et de femmes bisexuelles dans les mobilisations et les revendications des mouvements LGBT, majoritairement composés de militants, traduit l'attitude générale de la société vis à vis des femmes et de leur sexualité⁸⁷. Mais elle montre par ailleurs que dans les mobilisations féministes elles mêmes, les militantes lesbiennes et bisexuelles sont confrontées à un refus d'aborder pleinement les enjeux de la sexualité féminine. Elle cite Joni Sheerin, devenue plus tard Joni Crone, qui explique à propos de la première conférence lesbienne sur l'île en 1978 que « cela a pris dix ans avant de pouvoir utiliser le mot « lesbienne » dans un congrès féministe irlandais ». La conférence elle même, qui devait permettre selon Joni Sheerin de « briser les barrières du silence et de l'ignorance qui entoure la sexualité lesbienne »⁸⁸, n'est pas nommée conférence lesbienne mais bien « conférence des femmes sur le

86 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

87 Tina O'Toole, « Lesbian Activism », chapitre 6 dans l'ouvrage co-dirigé avec Linda Connolly, *Documenting Irish Feminism*, Woolfield, Dublin, 2005.

88 BL/F/AP/1116, « Women's Conference on Lesbianism ».

lesbianisme », afin de non seulement permettre d'inclure les activistes féministes hétérosexuelles dans la conférence, mais surtout de ne pas risquer de dévoiler officiellement le lesbianisme de certaines activistes féministes qui n'auraient pas publiquement fait leur *coming out*. Néanmoins, dans les années 1970, le militantisme lesbien se trouve avant tout dans les mobilisations féministes, et la question de la sexualité féminine est de plus en plus abordée dans ces mobilisations, poussées par les revendications des militantes féministes publiquement lesbiennes. C'est particulièrement le cas de Mary Dorcey, qui rejoint l'IWLM en 1972 et est trois ans plus tard à l'initiative de l'*Irish Women's United* (IWU), formée en collaboration avec une militante syndicaliste. Le groupe se démarque notamment par l'affirmation dans ses neuf points majeurs de revendications du droit des femmes à choisir leur propre sexualité. Une avancée majeure pour les militantes qui y participent, même si l'organisation n'est pas spécifiquement tournée vers les enjeux propres aux lesbiennes en Irlande. Ger Moane explique ainsi que

« les droits liés à la reproduction était un sujet de débat majeur dans l'IWU, comme les violences faites aux femmes, mais les droits des lesbiennes et des gais, je ne me souviens pas que ça ait été tant que ça à l'agenda de l'IWU, mais elles ont mis le droit à l'auto-détermination sexuelle, donc c'était une première reconnaissance. Ça semble évident maintenant, mais à l'époque c'était une première ouverture, vous ne pouviez pas directement parler de sexualité »⁸⁹.

Mary Dorcey donne un point de vue similaire à Tina O'Toole, affirmant que si elle « était enchantée par l'euphorie, l'assurance, l'énergie, l'intelligence, la colère et la vision » de ce mouvement féministe, elle fut « surprise de voir que personne ne se déclarait lesbienne, ni même ne parlait de cela »⁹⁰. Le mouvement féministe apparaît donc comme un espace plus favorable à l'expression et à l'expansion du militantisme lesbien que le mouvement LGBT, alors davantage mouvement gai, mais c'est au tournant des années 1970-1980 que les militantes forment des groupes véritablement lesbien en s'émancipant également de ces organisations parfois trop frileuses à reconnaître et mettre en avant les revendications spécifiques de leurs membres lesbiennes.

La fonction sociale des premières organisations et la volonté des militant·e·s de forger une communauté LGBT accueillante pour toutes les personnes gaies et lesbiennes en Irlande favorise la relégation au second plan des différends qui existent d'emblée au niveau des revendications politiques entre *right sector* et *liberation sector*. Un certain nombre de tensions semblent ainsi rester

89 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

90 Tina O'Toole, « Lesbian Activism », chapitre 6 dans l'ouvrage co-dirigé avec Linda Connolly, *Documenting Irish Feminism*, Woofield, Dublin, 2005.

en suspend du fait du primat accordé à la fonction sociale par rapport aux enjeux idéologiques. L'étude du militantisme lesbien dans ces premières années illustre particulièrement puisqu'une grande partie des militants semblent concernés par l'intégration des lesbiennes aux activités sociales des organisations, et c'est bien sur le plan politique que se situe la rupture avec des militantes, désignées comme radicales, frustrées de la négation de leur revendications politiques propres. L'USFI, qui ambitionne d'être la représentante officielle d'un mouvement LGBT unifié en Irlande, s'avère ainsi rapidement inefficace à mener à bien la coopération entre militant·e·s pour la libération sexuelle et militants pour la réforme homosexuelle, comme entre gais et lesbiennes et même entre nord et sud.

Chapitre 6 : D'une association pan-irlandaise unifiée à l'émergence de deux organisations nationales séparées.

6.1. *L'Union for Sexual Freedom in Ireland*, une tentative infructueuse de coordination nord-sud.

Dès les premières mobilisations LGBT, les militant·e·s de part et d'autre de la frontière se retrouvent autour du projet original de forger un mouvement de libération homosexuel unifié, mettant en avant une volonté de collaboration pan-irlandaise qui dépasse la frontière et le contexte politique. Le 3 novembre 1973 se tient ainsi la première conférence pan-irlandaise sur la question de l'homosexualité en Irlande, à la *New Universty of Ulster* (NUU) de Coleraine, dans le comté très troublé de Derry en Irlande du Nord. L'événement, accueilli par le *Sexual Reform Movement* (SRM), réunit alors plus d'une soixantaine de militant·e·s du nord comme du sud et aboutit à l'établissement d'un comité d'organisation « de six personnes, dont deux de Dublin » dont le travail « sera de garder chacun au courant des développements en Irlande du Nord et dans la République, d'organiser de futures rencontres et de faire le lien avec les autres groupes actifs dans le champ des droits homosexuels et des libertés civiques »⁹¹. La conférence de Coleraine marque ainsi les premiers pas d'une collaboration active entre associations du nord et du sud de l'Irlande, à tel point que Don Gill du SRM propose, dès une des premières réunions du comité exécutif en août 1974, que «le 3 novembre, anniversaire de la Conférence de Coleraine, devrait être célébrée comme l'*Irish Gay Pride Day* »⁹². Le journal anglais *Gay News* commente lui aussi l'événement en soulignant l'aspiration des militant·e·s à un mouvement irlandais unifié du fait qu'ils font face aux mêmes discriminations législatives, de part et d'autre de la frontière. Les mobilisations LGBT irlandaises se présentent ainsi pour eux comme le lieu d'un potentiel dépassement du conflit en Irlande et en Irlande du Nord.

« C'était une reconnaissance de leur problème commun que la première conférence sur les droits gays ayant jamais eu lieu en Irlande soit organisée par le *Sexual Reform Movement* à l'échelle de toute l'Irlande. Pour les homosexuel·e·s irlandais·e·s, la question de la frontière a peu ou pas de sens – du moins aussi loin que leur homosexualité est concernée, car ni le Nord ni

91 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°1, 8 novembre 1973 : « Students seek reform of homosexuality law », *Irish Times*, 5 novembre 1973, p.15.

92 PRONI D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de l'USFI en août 1974.

le Sud n'autorisent les gais à faire l'amour quel que soit leur âge, leur nombre ou le lieu où ils le font »⁹³.

Cette ambition de coopération pan-irlandaise dans les mobilisations LGBT se traduit rapidement par la formation d'une organisation qui se revendique à la fois nationale, apolitique et non sectaire : l'*Union for Sexual Freedom in Ireland* (USFI). Le groupe est fondé officiellement le 17 février 1974, lors d'une seconde conférence pour toute l'Irlande sur la question de l'homosexualité et des droits gais sur l'île à TCD, qui réunit une centaine d'activistes irlandais·e·s et britanniques. Elle apparaît comme une entreprise relativement inédite dans le contexte conflictuel qui caractérise l'Irlande à l'époque, et les militant·e·s à son origine précisent qu'elle « est née du besoin évident d'un corps coordonnant les efforts des différents groupes travaillant pour la libération sexuelle en Irlande »⁹⁴ et de l'envie de forger un mouvement LGBT unifié pour l'ensemble de l'île. Elle fonctionne ainsi comme une organisation parapluie, sensée coordonner les efforts des associations de défenses des homosexuel·le·s au nord comme au sud de l'Irlande, qui regroupe la très grande majorité des associations gaies et lesbiennes de l'île. Elle est en fait fondée par la coalition de plusieurs associations constituantes, parmi lesquelles la BGLS et le Coleraine SRM, mais également les associations de Dublin, Sappho et le SLM qui avaient déjà formé la première délégation pan-irlandaise. De six, le nombre de membres dans cette délégation passe alors à huit, dans un souci de parité aussi bien du point de vue du genre que de la géographie. L'USFI accueille ensuite rapidement le 1974 CHLR de Dudgeon, Gilmore et Kennedy, et les Sappho de Belfast et Derry⁹⁵. À l'image du CHE ou du SMG, l'association s'organise autour d'un comité exécutif qui se réunit régulièrement pour discuter des sujets concernant les actions à mener par les diverses associations de l'USFI, voter l'affiliation de nouveaux groupes, et surtout organiser la coopération internationale avec les organisations britanniques et écossaises. Le comité lui-même est composé de membres élus par les quelques associations membres avec un.e président.e, Margaret McWilliams pour les premières années de l'USFI, un.e trésorier·e et un·e secrétaire général·e en les personnes de Ruth Riddick et Joseph Leckey, signataires de la grande majorité des documents dont nous disposons, enfin un secrétaire international avec Hugo McManus, quelques mois après la fondation de l'organisation⁹⁶. Le fonctionnement de l'USFI est très réglementé, chaque membre du comité est élu pour deux ans, avec un roulement dans les élections qui permet de ne pas changer tous les postes la

93 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°12, 14 février 1974 : « Irish Gay Beginnings. Full Report On First Ever Irish Gay Conference », *Gay News*, n°38, p.3.

94 PRONI D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de l'USFI en août 1974.

95 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de la réunion du comité exécutif du 9 novembre 1974.

96 PRONI D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de l'USFI en août 1974.

même année. Chaque association constituante doit normalement être représentée aux réunions, et peut proposer un membre en tant que dirigeant national de l'organisation. Un fonctionnement très codifié pour une organisation qui concrètement réunie très peu de personnes, entre cinq et dix membres à chaque réunions, qui, par ailleurs, se côtoient très régulièrement et sont souvent membres de deux associations ou plus au sein de l'USFI. Le cas des différentes organisations, où l'on retrouve le même cercle de militants déjà actifs dans la BGLS et *Cara-Friend*, signale assez ce décalage entre le nombre d'associations représentées et le nombre de militants réellement très actifs dans ces premières mobilisations. Mais cette organisation met également en avant l'aspiration de l'USFI à devenir une association majeure pour toute l'Irlande et à accroître son nombre d'associations affiliées, à l'image du CHE pour l'Angleterre et le Pays de Galles⁹⁷.

L'organisation met l'accent sur la volonté de représenter un mouvement LGBT de toute l'Irlande, et s'affirme par ailleurs d'emblée comme l'« organisation homophile nationale irlandaise », reprenant ainsi la forme de l'appellation du CHE en Angleterre. Le groupe montre d'ailleurs d'emblée l'ambition d'être reconnu à l'échelle internationale et de coopérer activement avec le mouvement LGBT anglais, et même britannique, avec le SMG. La première année d'existence de l'USFI semble marquée par la recherche de cette reconnaissance officielle de la part de la CHE comme organisation irlandaise nationale et partenaire légitime de la réforme législative. L'organisation est ainsi décrite comme « l'association nationale anglaise homophile »⁹⁸, une expression qui reprend le titre officiel de l'USFI dans ses premiers rapports et semble souligner l'équivalence, réelle ou espérée, entre les deux organisations qui sont ailleurs appelées « organisations sœurs » par Joseph Leckey. Invité par Barrie Kenyon du CHE à faire une petite intervention lors de la réunion du comité exécutif du CHE les 8 et 9 mars 1975, il « donna un court discours, renforçant l'amitié et la coopération entre l'USFI et la CHE » qui se parlent « d'une association nationale homophile [...] à une autre »⁹⁹. L'USFI rejoint ainsi rapidement l'alliance préexistante entre la CHE et le SMG pour former un groupe tripartite représentant les intérêts de l'ensemble du Royaume-Uni pour la réforme législative. Dès les premières rencontres entre la CHE et l'USFI, « il fut convenu que le comité exécutif de l'USFI devrait déléguer des membres pour assister aux meetings des comités exécutifs du CHE et du SMG en tant qu'observateurs »¹⁰⁰. Les

97 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapports annuels de l'USFI de 1975, 1976 et 1978 sur les objectifs de croissance de l'organisation

98 BL/F/AP/1298/6, « USFI », Contribution de l'USFI à la réforme législative, 18 août 1974.

99 BL/F/AP/1298/27, « USFI », Rapport des représentants de l'USFI à la réunion du conseil national de la CHE à Newport, les 8 et 9 mars 1975.

100 PRONI D/3762/1/1/2 « Papers of USFI », rapport de l'USFI en août 1974

trois organisations entretiennent dès lors des relations assez soutenues qui prennent la forme de correspondances, d'échanges de rapports et de journaux, mais aussi d'invitations mutuelles aux divers événements organisés par l'une ou l'autre des associations. Plus encore, elles forment un comité national de coordination sur la réforme législative qui comprend des membres des trois organisations en charge de préparer un projet de loi que la CHE veut défendre auprès du parlement de Westminster. La question de la réforme de la législation britannique sur la criminalisation de l'homosexualité masculine constitue ainsi un des enjeux majeurs de cette collaboration. L'USFI rejoint ainsi la campagne pour la réforme de la CHE et du SMG lors d'une conférence en septembre 1974 à Liverpool¹⁰¹ qui se traduit ensuite par la publication d'un livret commun « The case for Homosexual Law Reform »¹⁰² qui expose les diverses résolutions du *CHE-USFI-SMG Bill*. Le projet de loi s'oriente ainsi autour de deux axes principaux, à savoir l'élargissement du *Sexual Offence Act* de 1967 à l'Écosse et à l'Irlande du Nord d'une part, et l'égalité dans l'âge de consentement défini pour les rapports hétérosexuels et homosexuels, c'est à dire un abaissement de l'âge de consentement pour les relations homosexuelles de 21 à 16 ans, comme c'est le cas pour les couples hétérosexuels. Le projet publié « par la CHE en conjonction avec le SMG et l'USFI cherche à mettre fin à ces anomalies et à égaliser toutes les lois entre les comportements homosexuels et hétérosexuels ». Le projet revendique ainsi l'égalité des droits comme des peines pour l'ensemble des sexualités et demande également d'étendre les définitions de viol et de non consentement aux relations non hétérosexuelles. L'organisation irlandaise, qui se dote d'un « *Law reform group* » spécifiquement destiné à la question de la réforme en Irlande du Nord¹⁰³ envoie ainsi Joseph Leckey comme représentant à une rencontre organisée le 19 novembre 1975 à la chambre des communes du parlement britannique¹⁰⁴. La coopération entre les trois associations, définies comme organisations dominantes dans chacune des aires qu'elles représentent, se dote également d'un soutien financier. L'initiative des deux conférences de Coleraine et de TCD et la fondation de l'USFI semblent donc d'abord répondre à un enjeu de collaboration active avec les autres organisations britanniques, dans un souci d'efficacité des demandes de réforme des activistes irlandais·e·s et nord-irlandais·e·s. L'USFI se présente ainsi comme l'association dominante sur l'île irlandaise et par conséquent l'interlocuteur privilégié des organisations britanniques mais aussi internationales pour l'Irlande. Outre la réforme nord-irlandaise, l'intérêt de l'organisation est de donner l'image d'un mouvement

101 PRONI D/3762/1/1/2 « Papers of USFI », rapport du 17 septembre 1974 par JL, concernant la réunion du 14 septembre du comité national de coordination pour la réforme législative à Liverpool.

102 PRONI D/3662/1/8/3 « General correspondence of CHLR », Rapport de l'USFI du SMG et de la CHE pour la réforme législative.

103 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », Argument pour l'extension de la réforme législative à l'Irlande du Nord, *Law Reform Group* de l'USFI.

104 BL/F/AP/1298/15, « USFI », réunion à la chambre des communes de Westminster.

LGBT irlandais uni, et de représenter officiellement les mobilisations LGBT irlandaises et nord-irlandaises auprès des mouvements LGBT étrangers. Dans le rapport d'une nouvelle conférence à Birmingham, Leckey rappelle ainsi que « tout au long du week-end, les représentants de l'USFI ont saisi toutes les opportunités d'étendre nos contacts et notre influence », lui même ayant été capable « de présenter Tom Woodhouse, en charge de la campagne des jeunes gays en Irlande, à Trevor Locke, son homologue en Angleterre »¹⁰⁵. Un enjeu de rayonnement international qui apparaît également dans le souci de créer des liens avec d'autres associations nationales étrangères . L'USFI se dote, dès juin 1974, d'un « secrétariat national pour la correspondance internationale » où est nommé Hugo McManus, décrit comme « une autre première pour l'USFI, le besoin pour une organisation homophile nationale d'avoir un secrétaire pour la correspondance internationale ne devenant clair qu'avec l'émergence d'une fraternité et d'une sororité gay internationale à la fin de l'année 1974 »¹⁰⁶. Ce souci de représentation internationale s'exprime particulièrement à l'échelle européenne pour chacune des organisations réunies dans l'USFI qui soulèvent le statut d'exception de l'Irlande, récemment entrée dans l'Union européenne, par rapport aux autres pays de la communauté économique européenne¹⁰⁷. La formation d'une union LGBT pan-irlandaise semble ainsi se justifier avant tout au regard de la coopération avec les organisations britanniques et internationales, plus qu'au niveau de l'organisation du mouvement à l'échelle nationale elle-même.

L'organisation parapluie apparaît très vite inégale dans ses activités à l'échelle internationale, avec la coopération active auprès des CHE et SMG, et à l'échelle de l'Irlande elle-même où elle fait finalement figure de plateforme d'organisation plutôt que de véritable moteur des mobilisations. La question du rattachement de l'organisation, et à travers elle du mouvement LGBT irlandais qu'elle est sensé représenter, à l'histoire et à la mémoire internationale des mobilisations LGBT est en effet très importante dès 1974, avec les célébrations au moment de l'anniversaire des émeutes de Stonewall et des mobilisations qui suivirent. En juin 1974, les activistes réunis dans l'USFI prévoient ainsi de fêter l'événement par l'envoi de télégrammes à la reine ou aux représentants des églises d'Irlande, ainsi que par des manifestations symboliques devant les parlements irlandais et nord-irlandais, dont la marche devant l'ambassade britannique de Dublin du

105 PRONI, D/3762/1/1/2 « Papers of USFI », rapport du conseil national et de la réunion du comité exécutif de la CHE les 21 et 22 septembre 1974 à Birmingham.

106 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », premier rapport annuel de l'USFI, 1975

107 Linen Hall Library, Political Collection, GLS information sheet n°13, 21 février 1974, « Homosexuals plan to set up their own group in Ireland », Sean Egan , *Irish Times*.

20 juin¹⁰⁸. De même, dès janvier 1975, l'organisation adopte le lambda comme symbole officiel, notamment diffusé sur des badges distribués lors des rencontres avec les organisations britanniques, la lettre grecque étant un signe de reconnaissance international des mouvements LGBT. Du point de vue de l'organisation nationale, l'USFI s'est d'abord construite autour de six groupes d'actions thématiques, sur les médias, l'éducation, la réforme, le soutien, les activités sociales et la promotion de l'association. Les associations et activistes affilié·e·s à l'USFI sont alors invité·e·s à rejoindre le groupe de leur choix et à le diriger comme ils l'entendent. Cette première base d'organisation est néanmoins vite abandonnée, et l'USFI se présente comme une page vierge à disposition des militant·e·s qui peuvent s'y engager comme ils le souhaitent. L'association appelle ainsi à la « participation active » de chaque nouveau membre, en rappelant que « l'organisation est ce que ses membres en font [...] c'est aux membres d'utiliser ces services et de contribuer aux échanges de lettres. Vos idées et contributions seront les bienvenus »¹⁰⁹. C'est ainsi un véritable espace d'engagement pour les militants, mais sans véritables directives officielles ou de plan d'organisation unifié à l'échelle de l'Irlande de la part de l'USFI. Elle propose avant tout des tracts d'informations redirigeant les personnes LGBT vers les différentes organisations membres avec des listes de contacts, des listes de numéros d'urgence, des lettres d'information mensuelles ou bi-mensuelles sur les diverses réunions et des listes d'événements à venir, à travers lesquelles on voit très vite le nombre de conférences sur la question de la réforme nord-irlandaise surpasser celui des manifestations. Ce fonctionnement peut donc sembler insuffisant, à l'instar de la conclusion du groupe de réflexion sur les femmes qui entend résoudre le problème du manque de représentation des sexualités lesbiennes par l'appel à la création d'une nouvelle liste d'information ; tout comme il peut permettre le développement de certains projets assez inédits tels que le groupe de discussions pour les personnes trans' et travesties (TV/TS) et la *newsletter* TV/TS qui naissent avec l'arrivée de Judith Storm dans l'organisation en 1977. L'USFI semble néanmoins manquer d'unité, notamment au niveau de son organisation interne, compte tenu du nombre d'associations qui n'utilisent pas réellement la plateforme que se propose d'être l'USFI à l'échelle nationale.

108 BL/F/AP/1298/26 papiers de l'USFI, récents exemples des efforts des différents activistes pour apporter la réforme législative en Irlande du Nord.

109 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI » n lettre d'accueil Belfast Sappho. Le terme « vos idées » est souligné dans le formulaire.

6.2. L'émergence d'un mouvement irlandais dans la République d'Irlande : l'*Irish Gay Rights Movement*

Cette absence de rôle moteur de l'USFI dans les mobilisations LGBT en Irlande se ressent sur le terrain de la coopération entre organisations dans l'ensemble de l'île. Les groupes du nord et du sud de l'Irlande restent en effet les réels organisateurs des projets mis en place, tandis que l'USFI apparaît comme une simple plateforme qui n'initie pas de projet à l'échelle nationale et s'attelle davantage à s'intégrer dans une coopération transnationale et surtout britannique sur le sujet de la réforme. Pourtant, l'organisation, partagée entre deux territoires, s'attache dès sa fondation à mettre les deux espaces sur un plan d'égalité en se développant équitablement de part et d'autre de la frontière. L'USFI dispose ainsi de deux pôles principaux, à Belfast et Dublin, entre lesquels alternent ses réunions et ses assemblées générales annuelles, et est joignable aux adresses de Joseph Leckey à Ballygowan, à 16km au sud-est de Belfast, et de Hugo McManus dans la banlieue dublinoise¹¹⁰. Les associations qui la composent sont elles mêmes issues de ces deux aires, avec une attention portée à la représentation équivalente de chacune des associations constituantes dès la conférence de Coleraine aux débuts de l'USFI. De même en juin 1974, la rencontre de 16 activistes à Dundalk, au nord de Dublin à la frontière avec l'Irlande du Nord, prend soin de se composer équitablement d'activistes venu·e·s d'Irlande du Nord comme de la République d'Irlande¹¹¹. Si l'organisation se construit ainsi sur ces deux tableaux, rapidement, l'enjeu croissant que représente la réforme et les relations privilégiées de l'USFI avec les groupes britanniques semblent instaurer une inégalité dans la place qu'occupe l'Irlande du Nord et la République d'Irlande au sein de l'organisation. En effet, même si la réforme demandée est la même pour le Nord comme pour le Sud de l'Irlande, la coopération engagée pour la promouvoir s'oriente principalement vers la CHE qui met l'accent sur la question de l'élargissement de la réforme de 1967 à l'Irlande du Nord et à l'Écosse, une réforme britannique qui ne peut absolument pas être revendiquée par les organisations du sud de l'île. Le *Law reform group* de l'USFI publie d'ailleurs un argument pour l'extension de la réforme qui concerne précisément l'Irlande du Nord¹¹² tandis que la République n'est citée qu'en comparaison, au même titre que l'Espagne, et elle souligne la revendication d'une « parité légale au sein du Royaume-Uni »¹¹³. Si le Sud de l'île est évoqué, les nombreuses actions menées à destination de la réforme législative ne se dirigent pas vers le

110 PRONI D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de l'USFI en août 1974.

111 *Ibid.*.

112 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », Argument pour l'extension de la réforme législative à l'Irlande du Nord, *Law Reform Group* de l'USFI.

113 BL/F/AP/1298/6, « USFI », contribution de l'USFI à la réforme législative, 18 août 1972.

parlement républicain. Le cœur même de l'USFI se constitue par ailleurs très majoritairement de militants nord-irlandais, issus principalement de la BGLS et du Coleraine SRM, puis des Belfast et Derry Sappho pour les quelques militantes lesbiennes, tandis que seul le SLM, puis très furtivement l'IGRM à sa fondation, représentent les intérêts des militants de Dublin. Le secrétaire général de l'association, qui signe la quasi totalité des documents publiés par l'USFI, est lui même nord-irlandais et militant depuis 1971 à la *Queen's University*. Cette identité, avant tout nord-irlandaise, de l'USFI entraîne de véritables difficultés à coordonner les actions de l'organisation entre le Nord et le Sud de l'île, ce qui se traduit par la proposition de Brian Gilmore, dès novembre 1974, de créer deux postes nationaux distincts pour chaque espace permettant de mieux organiser la coopération des mobilisations irlandaises au sein de l'USFI¹¹⁴. Cette première proposition est rejetée mais dessine néanmoins les contours d'une collaboration entre deux mouvements alliés, plutôt qu'une organisation unifiée ne répondant pas suffisamment aux problèmes spécifiques de chaque territoire. L'IGRM reprend alors les reproches déjà faits au SLM de Dublin quant à l'insuffisance de ses actions à l'égard des problèmes spécifiques à la communauté LGBT et des revendications gaies et lesbiennes, et les applique à l'USFI. Les militants critiquent notamment le peu d'actions menées à l'égard de la décriminalisation de l'homosexualité masculine dans la République ainsi que la dépendance du mouvement au milieu universitaire. Ces accusations sont particulièrement mal accueillies au sein de l'USFI, et elles mettent à mal l'objectif de coopération pan-irlandaise à l'origine de la fondation de l'organisaiton.

« Depuis [la conférence de TCD], trois choses sont arrivées qui sont importantes pour le bon déroulement de l'USFI :

1 – Edmund Lynch a téléphoné à Joseph Leckey pour dire que l'USFI (dans laquelle Edmund Lynch ne tient aucune mandat) était démantelée et qu'une organisation exclusivement tournée vers les droits gais était instaurée à sa place. La Belfast GLS, en tant que fondatrice et organisation constituante de l'USFI reçut cette histoire avec une certaine consternation et délégua Joseph Leckey pour assister à la prochaine réunion du Dublin SLM.

2 – à la réunion du Dublin SLM le 10 juin 1974, Joseph Leckey signala que l'USFI existait en tant que telle, qu'aucune tentative de la remplacer par une quelconque organisation exclusivement destinée aux droits gais n'entraverait le travail des militant·e·s pour la libération sexuelle en Irlande du Nord ; cependant, que toute organisation proposée qui pourrait promouvoir la cause de la libération gaie irlandaise nécessitait un examen attentif : si un tel groupe devait être formé, son affiliation à l'USFI serait la bienvenue. La réunion passa un vote de soutien à l'USFI, avec huit votes contre deux. »¹¹⁵

114 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de la réunion du comité exécutif du 9 novembre 1974.

115 PRONI D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », rapport de l'USFI en août 1974.

Les militant·e·s du nord et du sud de l'île se retrouvent pour une rencontre à Dundalk qui s'avère inefficace et entérine la séparation entre les deux groupes. L'IGRM quitte ainsi l'USFI peu de temps après la SLM pour forger une organisation à la fois véritablement gaie, et surtout véritablement tournée vers la République d'Irlande.

En effet, si l'IGRM quitte l'USFI car les militants estiment que le groupe ne lutte pas assez pour la décriminalisation de l'homosexualité en Irlande, il semble surtout que l'USFI ne se focalise pas assez sur cette décriminalisation dans la République d'Irlande. L'accusation reprise depuis par les militant·e·s comme par les chercheurs, à l'instar de Diarmaid Ferriter et Paul Ryan qui évoquent rapidement le groupe comme une entreprise d'à peine deux ans, vite jugée inefficace car peu intéressée par les droits spécifiquement gais sur l'île, est même assez surprenante au regard de la focalisation de l'USFI sur la question de la réforme législative et la coopération avec le mouvement LGBT britannique. Cette image qui domine chez une partie des militants de l'époque dans le Sud de l'île, quand ils ne témoignent pas d'un oubli total d'avoir jamais participé à l'organisation décrite avant tout comme nord-irlandaise, apparaît davantage comme un décalque erroné de la situation dans la République entre l'IGRM et le SLM. Elle souligne finalement l'absence totale de connaissance de ce qu'est ou fait l'USFI chez une grande partie des militant·e·s dans le Sud de l'île et l'incapacité de l'USFI à allier véritablement les organisations sur l'ensemble de l'Irlande et à avoir un impact au-delà de l'Irlande du Nord. L'IGRM, qui s'affirme à ce moment là, le fait ainsi comme organisation véritablement irlandaise avec le souci de mener des actions sur l'ensemble de la République irlandaise, en sortant notamment de la capitale et du milieu universitaire à Dublin. Un point essentiel pour Sean Connolly pour qui ce cercle restreint est davantage concentré sur l'expression publique des revendications et ne fournissait pas de service sur le plan social à l'ensemble des personnes LGBT sur le territoire irlandais¹¹⁶. Le groupe se compose au contraire de membres entré·e·s dans le monde du travail et se concentre sur l'intégration du plus grand nombre de personnes possible à cette communauté LGBT irlandaise en formation, d'où accent mis sur la dimension sociale. Et aussi lien avec d'autres villes de la République, notamment Cork où une antenne de l'IGRM est formée en 1978.

« L'idée était de changer les opinions des gens de l'intérieur plutôt que de l'extérieur. Nous n'étions pas des observateurs, nous travaillions pour la plupart, nous étions monsieur et madame tout le monde, il n'y avait rien d'insolite. Nous n'étions pas excitants ou exotiques. Vous voyez,

116 Entretien avec Sean Connolly, jeudi 12 septembre 2019, Dublin.

avant ça, l'image de Trinity college, de la RTÉ, c'était sous entendu que toutes les personnes gaies venait de là »¹¹⁷.

Avec son départ de l'USFI, l'association s'affirme officiellement comme organisation gaie nationale en Irlande pour la République ainsi que le soulignent Clem Clancy et Sean Connolly. Le groupe se veut alors « vraiment national, vraiment irlandais », ajoutant que « c'était très important d'être irlandais et d'être perçu comme irlandais, d'avoir l'air irlandais », afin de représenter un mouvement uni pour le Sud de l'île qui coordonne les actions sur l'ensemble de la République irlandaise¹¹⁸. Ce départ de l'USFI apparaît avant pour les militant·e·s du sud de l'île comme la conséquence d'une incapacité de l'organisation à exister dans la République. Du côté de l'Irlande du Nord, les militant·e·s remettent à leur tour l'USFI en cause, au nom d'arguments stratégiques, qui entérinent la division du mouvement LGBT irlandais en deux mouvements distincts de part et d'autre de la frontière,

6.3. Une restructuration des organisations nord-irlandaises autour de la *Northern Ireland Gay Rights Association* qui entérine l'émergence de deux mouvements LGBT séparés en Irlande.

Dès le premier semestre de l'année 1975, l'USFI est ainsi au cœur de tensions et de débats majeurs en Irlande du Nord. Les militant·e·s nord-irlandais·e·s reprennent en partie les arguments de l'IGRM sur les problématiques liées à l'association de toutes les minorités sexuelles, ainsi que l'explique Doug Sobey qui évoque notamment les critiques des militantes lesbiennes et féministes à l'égard du groupe.

« C'était une organisation pour toutes les libertés sexuelles, il y avait des groupes féministes et gais qui travaillaient ensemble, mais ça n'a duré qu'à peine un an avant qu'il n'y ait une division, ou plutôt la prise de conscience que les questions gaies et les questions féministes étaient assez distinctes »¹¹⁹.

Mais au-delà de cette première séparation entre militantes féministes et militants gais, la question stratégique de l'association du nord et du sud de l'île dans un même mouvement LGBT est

117 Entretien avec Sean Connolly, jeudi 12 septembre 2019, Dublin..

118 *Ibid.*

119 Entretien avec Doug Sobey, mardi 22 octobre 2019, Belfast.

également mise en avant. En effet, à part pour les militantes lesbiennes qui jugent l'organisation peu concernée par leurs revendications politiques, le fait de prendre en compte l'ensemble des minorités sexuelles n'est pas un problème central en Irlande du Nord où une grande partie des militant·e·s sont issu·e·s du SRM de Coleraine ou de la BGLS qui intègrent dans leur discours les lesbiennes, les bisexuel·le·s comme les personnes trans. En revanche, les débats autour de l'USFI arrivent à un moment où la question législative devient centrale et c'est sur ce point que l'utilité de l'organisation est peu à peu remise en cause. Dès le 20 juin 1974, les militants engagés dans les sociétés étudiantes nord-irlandaises se regroupent pour former le *1974 Committee for Homosexual Law Reform* (CHLR)¹²⁰, immédiatement affilié à l'USFI et spécifiquement lié aux actions pour la réforme législative. Des missions très semblables au *Law Reform Group* de l'USFI par la suite, qui apparaît ainsi comme un doublon des groupes qui constituent déjà l'organisation. Avec le départ de l'IGRM de l'USFI, l'utilité de cette dernière est mise à mal puisqu'en dehors de cet objectif de coopération nord-sud, l'USFI ne fait que regrouper des groupes nord-irlandais déjà formés par le même cercle de militant·e·s. Dès novembre 1975, Brian Gilmore donne l'IGRM comme exemple « d'organisation gaie majeure en République d'Irlande » dont il n'y a pas d'équivalent en Irlande du Nord avant de rappeler que « cependant, les organisations gaies majeures ici, qui comprennent la Belfast GLS (affiliée à la CHE) et le Coleraine SRM, ont coordonné leurs efforts pour la réforme législative à travers le 1974 Committee»¹²¹. Le groupe, qui demande dès lors son affiliation personnelle avec la CHE, selon des conditions très similaires à l'USFI, apparaît alors comme une alternative possible à l'USFI pour l'Irlande du Nord. Ainsi, alors qu'au sud de l'île, l'organisation est considérée comme une organisation nord-irlandaise qui n'a dans les faits aucun impact sur les homosexuel·le·s dans la République, au nord son statut d'organisation homophile de toute l'Irlande est également remis en question, comme en témoigne une lettre envoyée par Richard Kennedy à l'ensemble des associations LGBT d'Irlande du Nord et de la République.

« La prétention de l'USFI à se revendiquer comme « organisation homophile nationale » et ainsi parler au nom et dans l'intérêt des hommes et des femmes homosexuel·le·s, non seulement en Irlande du Nord mais dans l'Irlande en entier, ne peut en aucun cas être justifiée et pourrait même au contraire induire en erreur les organisations et les activistes gays en Grande Bretagne et à l'étranger. [...] il semble que de telles revendications infondées ne soient pas seulement un facteur de division, mais qu'elles ont été responsables de l'arrêt des communications entre les

120 PRONI, D/3762/1/8/3, « General Correspondence, CHLR », premier rapport annuel du 1974 CHLR, juin 1975

121 PRONI, D/3762/1/8/3 « General Correspondence, CHLR », Lettre de Brian Gilmore sur l'affiliation du 1974 CHLR à la CHE.

activistes d'ici et les organisations gaies dans le reste du Royaume Uni, notamment sur des sujets majeurs comme la réforme législative »¹²²

Plus encore, il compare la situation dans les deux espaces en évoquant l'IGRM qui « peut revendiquer avec raison de représenter les intérêts des hommes et femmes gai·e·s dans la République d'Irlande », tandis qu' « aucune organisation opérant en Irlande du Nord ne peut en dire autant ». Une affirmation qui semble appeler à une séparation vis à vis de l'USFI, à l'image de l'IGRM et du SLM à Dublin. La coopération des militant·e·s au sein de l'USFI est d'autant plus mise à mal que ce départ apparaît dans un contexte de tensions croissantes entre l'organisation et notamment son secrétaire général, et les membres de la BGLS. Outre les animosités personnelles entre les militant·e·s, la seconde moitié de l'année est notamment occupée par une affaire de lettre de dénonciation des réunions de la BGLS à la *Queen's University*, que les militants accusent le secrétaire de l'USFI d'avoir écrite, et qui débouchent sur les descentes de polices de 1976 et la réquisition des documents des diverses associations LGBT en Irlande du Nord¹²³.

Entre 1975 et 1976, les militant·e·s nord-irlandais·e·s, et notamment le même cercle de membres de la BGLS et du CHLR, forment ainsi la *Northern Ireland Gay Rights Association* (NIGRA). Cette dernière affirme dès son nom son statut d'association nord-irlandaise pour les droits LGBT, tandis que l'USFI change de dénomination en annonçant dans son second rapport annuel en mai 1976 que « l'USFI ne devrait plus être décrite comme une « organisation homophile » au nom de ce que « beaucoup de personnes ont vu l'étroitesse de l'approche traditionnelle, et ont réalisé que le problème originel n'est pas l'oppression gaie mais l'oppression sexuelle »¹²⁴. La NIGRA prend à son tour la forme d'une organisation parapluie mais semble plus impliquée dans l'organisation des mobilisations en Irlande du Nord. Les associations affiliées ont ainsi toute un rôle spécifique, décrit à travers un organigramme officiel. En 1976, elles se répartissent ainsi entre une dimension politique et sociale du mouvement, gérées par les deux Sappho nord-irlandais et les sociétés étudiantes fondatrices, une dimension légale, incarnée par le 1974 CHLR, une dimension de soutien à distance prise en charge par *Cara-Friend* et enfin une dimension religieuse, dont s'occupe un *Northern Ireland Council on Religion and Homosexuality*

122 PRONI, D/3762/1/1/2 « Papers of USFI », lettre envoyée par Richard Kennedy aux associations LGBT irlandaises et premier rapport annuel de l'USFI du 11 mai 1975

123 BL/F/AP/1298/20, « USFI », « Belfast University's society for perversion » et dossier sur « l'affaire Joseph Leckey ».

124 PRONI, D/3762/1/1/2, « Papers of USFI », second rapport annuel de l'USFI, 1976.

(NICRH)¹²⁵. L'USFI semble perdurer encore quelques années, notamment avec l'organisation d'un groupe TV/TS qui se réunit jusqu'en 1978, mais dans les faits elle est en grande partie démantelée et laisse place à la NIGRA sur la scène nationale puis internationale. Avec son organisation plus structurée, la NIGRA se place dans une optique de coordination des mobilisations à l'échelle de la seule Irlande du Nord, ensuite placées dans une coopération active avec la République d'Irlande, et l'IGRM, puis avec les organisations britanniques puis internationales, à commencer par la CHE et le SMG qui passent d'abord par une période de flou en 1975 – 1976 quant à l'organisation à laquelle ils doivent s'adresser pour l'Irlande du Nord. Le projet de coordination nord-sud en Irlande laisse place à une coopération à distance, déjà visible dans la correspondance de la NIGRA, et avant elle du 1974 CHLR, avec l'IGRM qui s'adresse au groupe plutôt qu'à l'USFI pour célébrer dès février 1975 « [leur] réussite mutuelle et [leur] amitié »¹²⁶. Ainsi, au delà des tensions personnelles entre militant·e·s qui accélèrent évidemment la dissolution de l'USFI et son remplacement par la NIGRA, l'échec de l'USFI est avant tout un échec à coordonner l'ensemble des organisations sur l'île dans un mouvement LGBT irlandais homogène et unifié, tant du point de vue des relations transfrontalières qu'au niveau de la seule Irlande du Nord où elle n'apporte finalement pas de structure supplémentaire aux mobilisations. Ainsi, le projet de mouvement LGBT unifié sur l'ensemble de l'île porté par l'organisation et notamment considéré comme un « beau projet » de la part de Brian Gilmore pour qui « créer des liens avec les organisations féministes » et « faire des actions transfrontalières » étaient de bonnes choses¹²⁷, s'avère être un échec dans son application. L'organisation ne parvient pas à répondre à son ambition de défendre l'ensemble des minorités sexuelles, et notamment en ce qui concerne les revendications spécifiques de ses militantes, et encore moins à la volonté d'associer les groupes formés sur l'ensemble de l'île. Pour Richard Kennedy, elle est en partie « victime de la scène politique irlandaise, de la division entre le Nord et le Sud » et des différences entre les perspectives personnelles des différent·e·s militant·e·s « selon [leur] identité personnelle et qu' [ils ou elles] accordent plus ou moins de valeurs aux relations transfrontalières ». L'échec de ce projet d'organisation pan-irlandaise provient de ce que « l'Irlande du Nord est différente de la République d'Irlande », de sorte qu'ils se sont développés en parallèle tout en restant en contact¹²⁸. L'USFI laisse ainsi place à deux mouvements LGBT distincts, de part et d'autre de la frontière irlandaise, incarnés par l'IGRM, puis la NGF, au sud, et par la NIGRA au nord qui revendiquent chacun leur identité irlandaise ou nord-irlandaise. Cette séparation officielle

125 PRONI, D/3762/1/1/2, « Attacks on gay people », rapport de mai 1976 de la NIGRA sur la situation des homosexuel·le·s en Irlande du Nord.

126 PRONI, D/3762/1/8/1, « General Correspondence, IGRM » Lettre de Sean Connolly, IGRM, au 1974 CHRL, 19 février 1975.

127 Entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

128 Entretien avec Richard Kennedy, jeudi 24 octobre 2019, Belfast.

en 1976 des mobilisations LGBT sur l'île irlandaise en deux mouvements bien distincts, est également pour les militant·e·s le résultat d'une prise de conscience stratégique que la division politique et institutionnelle de l'île empêche de mener un mouvement LGBT unifié.

« Dans une certaine mesure c'était assez inutile, particulièrement parce qu'il y avait deux juridiction différentes, des cultures quelque peu différentes, dans leurs mœurs aussi. Je pense que les personnalités et les politiques interviennent là-dedans, ça n'a pas décollé, donc Dublin est parti et ça a fonctionné de manière séparée. »¹²⁹

Un constat semblable à celui d'Edmund Lynch, un des co-fondateurs des organisations LGBT à Dublin, qui revient sur cette émancipation de l'IGRM et de la NIGRA en rappelant que « l'USFI s'est développée à partir du SLM pour regrouper le Nord et le Sud » mais « ce qu'[il fallait] accepter, c'est qu'il y avait deux juridictions différentes »¹³⁰. La distinction juridique induite par la partition de l'Irlande est en effet centrale dans la division des mobilisations de part et d'autre de la frontière puisque les militant·e·s sont forcé·e·s de mener de front deux actions judiciaires distinctes pour la décriminalisation de l'homosexualité masculine. Vers 1975, Jeff Dudgeon, aidé par Kevin Boyle et soutenu par la NIGRA, porte plainte auprès de la cour européenne des droits de l'homme contre le Royaume-Uni pour violation de la convention européenne des droits de l'homme. En 1977, David Norris, également membre fondateur de l'IGRM puis de la NGF, profite d'un vide juridique dans la constitution de la jeune République irlandaise pour demander la suppression de la loi de 1861 contre l'homosexualité, jugée comme anti-constitutionnelle¹³¹. Ainsi, pour Kieran Rose, c'est bien la partition de l'Irlande et ses conséquences qui ont divisé de fait les mobilisations sur l'ensemble de l'île.

« c'est à cause de la partition de l'Irlande et du fait qu'il y avait deux législations que nous avons dû porter deux affaires devant la cour européenne des droits de l'homme, celle de Jeff Dudgeon et de David Norris. Dans un sens, la partition a nui à l'Irlande de multiples façons, mais ça a aussi nui au mouvement gai et lesbien en Irlande [...] porter une affaire devant la

129 Entretien avec Jeff Dudgeon, lundi 21 octobre 2019, Belfast.

130 Entretien avec Edmund Lynch, mercredi 30 octobre 2019, Dublin.

131 Dans la République d'Irlande, David Norris, défendu par la future présidente irlandaise Mary Robinson, mène deux plaintes successives : une première, *Norris v. Attorney General*, auprès de la justice irlandaise et une seconde, *Norris v. Ireland*, à la cour européenne des droits de l'homme suivant l'exemple de la NIGRA et de l'affaire *Dudgeon v. United Kingdom*. En 1977, il tente de faire abolir la loi de 1861 criminalisant l'homosexualité dans la République en faisant valoir l'article 50 de la constitution irlandaise qui établit qu'une loi mise en place avant l'adoption de la constitution peut être remise en cause si elle est jugée en contradiction avec les principes de celle-ci. Suite à son échec en 1983, il reporte l'affaire devant la cour européenne de Strasbourg, qui l'auditionne en 1988, en invoquant comme Dudgeon l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme qui assure aux citoyen·ne·s européen·ne·s un droit à la vie privée.

justice coûte beaucoup en terme d'argent mais aussi de temps, alors devoir en porter deux pour obtenir l'égalité... »¹³²

Ainsi, en s'émancipant de l'USFI, la NIGRA et l'IGRM, s'affirment comme organisations majoritaires de part et d'autre de la frontière, entérinant par la même occasion la séparation stratégique des mobilisations LGBT sur l'île en deux mouvements distincts pour la République et l'Irlande du Nord. Par ailleurs, en Irlande du Nord, l'échec de l'USFI s'intègre dans le cadre du renouveau du conflit nord-irlandais sous la forme de conflit civil violent qui marque la fin de l'effervescence militante qui caractérisait le début des années 1970. Ce contexte plus violent et dangereux transforme considérablement la manière dont les mobilisations s'y expriment, notamment par rapport à la République voisine. D'un point de vue plus général, le resserrement des objectifs de la NIGRA, comme de l'IGRM, s'intègre dans un contrecoup général de ces mobilisations des années 1968 dans lesquels sont nées les premières mobilisations. Le contexte induit un ajustement des revendications qu'on retrouve dans la focalisation des mobilisations autour d'objectifs plus restreints et perçus comme plus réalisables, par oppositions aux ambitions plus larges de transformation radicale de la société. Cette séparation, qui est avant tout justifiée par des raisons pratiques, se traduit par la priorité donnée aux revendications de réforme législative de part et d'autre de la frontière. Ainsi, dans la deuxième partie des années 1970, les mobilisations se recentrent sur ces objectifs, liés au *right sector* à travers des organisations qui deviennent majoritaires et centralisent les mobilisations. C'est au tournant des années 1970 et 1980 qu'une nouvelle génération de militant·e·s remet cette situation en question, tant du point de vue de la politisation des organisations et des enjeux qu'elles doivent défendre que du point de vue des actions transfrontalières.

132 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

Troisième partie

**Entre institutionnalisation et politisation : l'uniformité des mouvements
LGBT en question.**

« Quand nous parlons de nous battre contre l'oppression qui domine nos vies en tant que lesbiennes et gais, dans quelle mesure nos aspirations sont-elles compatibles ? »¹

Tandis que les premières mobilisations LGBT en Irlande peuvent se rapporter aux mouvements sociaux des années 1968 par leur forme et la critique qu'elles font aux normes encadrant la sexualité dans les sociétés irlandaises et nord-irlandaises, les organisations distinctes qui émergent de l'échec de l'USFI au milieu des années 1970 marquent un resserrement des objectifs des militant·e·s vers la question législative. Plus encore, ces organisations continuent de se développer dans la seconde moitié des années 1970, institutionnalisant les mouvements LGBT sur l'île et s'affirmant même comme les représentantes officielles de ces mouvements de part et d'autre de la frontière irlandaise. La NIGRA, comme l'IGRM puis la NGF suivent ainsi un modèle de mobilisation fondamentalement différent de celui des précédents groupes, qui professionnalise l'engagement militant et permet d'encadrer l'ensemble des initiatives sous l'hégémonie d'une organisation majoritaire. Au début des années 1980, le contexte politique et militant en Irlande ainsi que le développement d'une nouvelle génération de militant·e·s, qui ont pu profiter de ces organisations pour découvrir la communauté et le militantisme LGBT, pose la question de la pertinence sur le long terme des moyens d'action incarnés par ces groupes du *right sector*. L'émergence de collectifs plus politisés et l'affirmation du lesbianisme politique entraînent, non sans difficultés, de nouvelles alliances et une diversification des mobilisations qui interroge sur le maintien d'une forme d'homogénéité dans ces mouvements. C'est d'autant plus le cas au niveau des relations entre le Nord et le Sud de l'île où le contexte politique du début des années 1980 pose la question du positionnement ou du refus de positionnement de ces militant·e·s LGBT face à au conflit national en Irlande du Nord. En fin de compte, c'est bien la question de la complémentarité des combats et la prise en compte de l'intersectionnalité des dominations qui se pose aux mouvements LGBT irlandais et nord-irlandais dans ces années 1980. Une problématique mise en avant par Marie Mulholland dans son article « Ghetto-Blasting » (« dynamister le ghetto »), dans lequel elle discute la notion de communauté, essentielle à la formation du mouvement LGBT et de

1 Marie MULHOLLAND, « Ghetto-Blasting », dans Ide O'CARROLL et Eoin COLLINS, *Lesbian and Gay visions of Ireland. Towards the Twenty-First Century*, Londres, Cassel, 1995, p. 129-137 (p.136)

ses écueils, notamment le risque de réduire au silence les différences entre ses membres. Un questionnement valable pour les relations entre lesbiennes et hommes gais, et la prise en compte des revendications féministes dans ces mobilisations, mais aussi au sujet de la plus ou moins grande politisation du mouvement, et notamment, dans le cas de l'Irlande des années 1980, la question de la partition irlandaise et du sectarisme en Irlande du Nord.

Chapitre 7 : Des mouvements qui s'institutionnalisent à travers des organisations référentes de part et d'autre de la frontière

7.1. Dans la République d'Irlande une organisation qui centralise les mobilisations à l'échelle nationale.

Dès 1974, l'IGRM s'affirme comme l'organisation LGBT officielle dans la République d'Irlande, avec l'ambition de représenter un mouvement LGBT irlandais unifié à l'échelle nationale et centralisé autour de ce groupe référent dans la capitale. Le développement du groupe dans la seconde moitié des années 1970 se fait ainsi par une institutionnalisation et une professionnalisation des mobilisations dans la République. Ses militants fondateurs sont pour la plupart des anciens membres de l'USFI et surtout du SLM de Dublin, et bénéficient ainsi d'une expérience militante préalable. C'est cette première expérience qui justifie en grande partie leur envie de former une organisation plus durable se distinguant d'emblée du modèle de remise en cause général de l'ordre moral conservateur sur l'île incarné par ces premiers groupes, affirmant au contraire vouloir « véritablement amener la question des droits gais sur la table »². Un point de vue qui est toujours central dans la NGF, née en 1979 d'une scission de l'IGRM, ainsi qu'en témoigne David Norris dans un rapport du nouveau comité politique formé en 1983 et dont il est le représentant³. Cette nécessité de resserrer ainsi les objectifs des organisations gaies s'explique selon lui par l'échec des groupes précédents, et il ajoute par ailleurs que s'il soutient personnellement les enjeux féministes, notamment au sujet de l'avortement et n'a donc pas envie de « suggérer une indifférence égoïste et personnelle à ces questions », il « ne pense pas sage pour la NGF en tant qu'organisation de s'y impliquer directement ». Dans ce texte, qui prend la forme d'un véritable manifeste, il réaffirme l'identité gaie de l'organisation et de ses membres et assure que c'est cette identité qui doit prévaloir dans les objectifs et les actions du mouvement.

« Il est temps de nous débarrasser de l'idée que nous sommes un genre d'*Irish Council of Civil Liberties*⁴ différent de l'original par la seule orientation sexuelle de nos membres. Nous sommes une organisation gaie, nous n'avons à nous excuser de rien pour cela. Laissons plutôt les autres

2 Clem Clancy, interrogé dans *A different Country*, documentaire de Edmund Lynch (fourni par Edmund Lynch et Cathal Kerrigan)

3 IQA, MS 45,936/10 Troisième assemblée générale annuelle de la NGF, rapport du coordinateur du comité politique, David Norris, le 18 septembre 1983.

4 Irish Council for Civil Liberties, organisation à but non lucratif, dédiée au soutien des libertés civiles et droits humains en Irlande. Fondé en 1976 par Mary Robinson, Kader Asmal et d'autres militant des droits civiques. Organisation membre de la fédération internationale des droits humains.

s'excuser auprès de nous pour leur négligence et insensibilité à l'égard des problématiques gaies. Il n'y a aucune organisation ou groupe aussi libéral dans ce pays qui ne soit pas coupable à cet égard. Rappelons nous le destin du SLM, de l'USFI et du GAR en Irlande, et la floraison et la désintégration parallèle à celle du GLF à New York, comme un résultat direct de s'être laissé détourner de la seule situation qui nous relie tous ensemble, qui est d'être gai dans un environnement fondamentalement hostile »

L'échec des anciennes organisations est ainsi analysé comme le résultat d'un détournement de cet objectif central, ramené à un statut de détail anecdotique. Cependant, David Norris mêle dans son discours les groupes tels que SLM et USFI qui considéraient toutes les questions de libération sexuelle, y compris hétérosexuelle et féministe, et les associations qui s'affirmaient déjà comme gaies mais privilégiaient une dimension politique, à l'instar du GAR ou du GLF américain, tous deux affiliés au *liberation sector*. Ainsi, le débat sur les objectifs, plus ou moins larges, du mouvement LGBT irlandais rejoint le débat sur les moyens d'actions de ce dernier. C'est d'autant plus le cas que l'opposition entre *right sector* et *liberation sector* n'est pas seulement une opposition entre réformistes et révolutionnaires mais également une opposition entre d'une part des organisations qui aspirent à réunir durablement le plus de personnes et intégrer ainsi l'espace public, et d'autre part des collectifs plus radicaux tournés vers des actions directes et souvent plus éphémères. Ces différentes organisations se distinguent alors par leur positionnement face à deux tendances des mouvements LGBT définis par Guillaume Marche dans son analyse de la militance LGBT aux États-Unis⁵ à savoir l'institutionnalisation et la politisation des mobilisations, l'une et l'autre évoluant de manière contraire. Plus un mouvement LGBT s'institutionnalise plus il tend à une forme d'homonormativité qui l'éloigne des critiques radicales de la société sur la base de l'identité sexuelle, au contraire de mobilisations plus politisées qui se définissent également par une remise en cause farouche des normes sexuelles de la société ainsi qu'une mise en scène plus sexualisée et théâtralisée des identités LGBT, qu'on retrouve par exemple dans le cas du GAR en Irlande. Le rejet par l'IGRM puis la NGF de la prise de position politique, ou plus généralement de la politisation des orientations sexuelles et identités LGBT dans l'espace public, traduit ainsi une volonté de démocratiser le mouvement LGBT en Irlande. Mais au-delà de cette première clé d'analyse, le chercheur définit trois tendances principales dans les mobilisations américaines : libérationniste, égalitariste et communautariste.

5 Guillaume Marche, *La militance LGBT aux États-Unis, Sexualité et subjectivité*, Presse universitaire de Lyon, SXS Sexualité, Lyon, 2017

« La première, ancrée dans la nouvelle gauche, ne cherchait pas l'obtention de droits particuliers pour un groupe distinct, mais voulait, à partir de l'expérience homosexuelle, transformer les normes sexuelles régissant l'ensemble de la société. La deuxième plus réformiste, visait la reconnaissance des droits collectifs d'un groupe minoritaire homosexuel, ce qui a conduit dès décembre 1969 à la scission du GLF et à la création de la *Gay Activist Alliance*⁶. La troisième ni révolutionnaire, ni réformiste, mais plutôt expressive, justifiait l'injonction à sortir du placard par le besoin de visibilité collective »⁷.

Les deux premières tendances peuvent s'assimiler au *liberation* et au *right sector* définis par Linda Connolly et Maurice Casey. En revanche, en Irlande, la troisième tendance, assimilable au besoin de faire communauté, notamment incarné par la constitution de *gay centres* et de lignes téléphoniques qui renforcent la formation et la visibilité d'une communauté LGBT en Irlande, n'est pas indépendante.

Au contraire, dans la République comme en Irlande du Nord, ce sont les organisations du *right sector*, dans leur optique d'institutionnalisation et de démocratisation des mobilisations LGBT, qui prennent en charge cet aspect social et communautaire. L'IGRM s'organise ainsi autour du Phoenix Club sur Lower Leeson Street, et rapidement Parnell Square, la NGF autour du Hirshfeld Centre sur Temple Bar, et la NIGRA dans le quartier de l'université avant de se doter, plus tardivement, d'un bar sur Long Lane, au croisement de North Street et Church Street, le Carpenter's Club. Les lignes téléphoniques elles même, *Tel-A-Friend* comme *Cara-Friend*, restent pendant longtemps hébergées dans leur locaux malgré leur autonomie officielle. Ces centres fournissent tout d'abord un ancrage géographique aux mobilisations, à la fois lieu de rencontre, de sociabilisation, et plateforme d'organisation, mais ils constituent également une interface du mouvement avec les politiques et les médias. Ces centres gais sont donc au cœur de la scène LGBT dublinoise et permettent par extension aux associations qui les gèrent de centraliser les mobilisations en servant même d'accueil à d'autres groupes plus petits. C'est par exemple le cas du GAR, qui perdure encore jusqu'à la fin des années 1970 par quelques actions ponctuelles, et dont les membres se retrouvent ainsi dans les locaux de l'IGRM et de la NGF pour faire leurs réunions⁸. L'institutionnalisation du

6 *Gays Activists Alliance* (GAA), est un groupe fondé à New York en décembre 1969 par des membres du GLF qui quittent le groupe radical pour former une organisation focalisée vers l'obtention de droits civiques et sociaux pour les personnes LGBT. Comme pour le GLF, une branche est formée à Londres à la fin des années 1970.

7 Guillaume Marche, *La militance LGBT aux États-Unis, Sexualité et subjectivité*, Presse universitaire de Lyon, SXS Sexualité, Lyon, 2017 p.42

8 Voir *Tuesday Report*, documentaire de Cathal O'Shannon en 1977 sur la RTÉ. Les militant·e·s du GAR y apparaissent en plein débat.

mouvement LGBT dans la République passe ainsi par cette prise en charge de l'aspect communautaire des mobilisations LGBT par ces organisations référentes. Ces *gay centres* permettent à l'IGRM puis à la NGF d'accueillir un nombre croissant de personnes LGBT et constituent le principal soutien financier de ces associations, notamment pour la campagne législative. Ils sont donc au centre de l'organisation pratique de ce mouvement LGBT institutionnalisé et centralisé autour de la capitale.

« Pendant une période de deux ans nous étions au rez de chaussée de cette maison particulière [au 23 Lower Leeson Street] que l'on utilisait à la fois pour les bureaux, la ligne téléphonique et généralement une fois par mois pour une soirée vin et fromage, qui permettait de trouver des sponsors [...], nous n'avions aucun problème avec la manière dont les autres groupes voulaient fonctionner, à la fin de la journée nous avions une niche [...] nous avions des locaux qui fournissaient des divertissements, qui fournissaient des revenus. La plupart des gens ne peuvent pas comprendre et ne comprendront jamais le fait que vous avez besoin de revenus pour faire venir les gens, envoyer des lettres, répondre au téléphone et diriger les bureaux. »⁹.

Le militant, également trésorier du groupe à l'époque, décrit ainsi une véritable professionnalisation du mouvement avec des espaces, tâches et fonctions pour chaque membre bien délimité·e·s. L'engagement militant dans ces groupes apparaît alors comme un véritable travail et Clem Clancy et Sean Connolly décrivent ainsi des deuxièmes journées de travail après 17h et la fermeture des magasins consacrées à tout l'aspect administratif du groupe : la trésorerie, les réunions du conseil administratif, la correspondance et enfin la gestion du club et des soirées¹⁰.

Cette professionnalisation du militantisme constitue ainsi une des différences majeure entre ces organisations et les premiers groupes fondés au début des années 1970, mais ils se démarquent également par une forme de démocratisation du mouvement qui attire et mobilise davantage de personnes. En effet, tandis que les premières organisations sont formées dans un contexte universitaire, ou avec le soutien du milieu militant des universités, les militant·e·s principalement mobilisé·e·s dans ces groupes sont également engagés dans la vie active, ce qui est selon Sean Connolly une nécessité « quand vous avez besoin de quelque chose de plus permanent, de structures et de quelque chose qui fasse plus partie de la vie active » rappelant que « les

9 Entretien avec Clem Clancy, mardi 29 octobre 2019, Dublin.

10 Entretien avec Clem Clancy, mardi 29 octobre 2019, Dublin et entretien avec Sean Connolly, jeudi 12 septembre 2019, Dublin.

étudiant·e·s changent quand ils ont leur premier emploi »¹¹. Ainsi, bien que les fondateurs de l'IGRM disposent pour la plupart de certains privilèges, sociaux, culturels et économiques, qui facilitent leur engagement, et leur permet par exemple de fournir les premiers fonds pour l'acquisition des locaux de l'organisation, ils se détachent de l'image de cercle restreint d'étudiant·e·s ou d'élite qui était reprochée aux premiers groupes pour afficher l'image de personnes simples et respectables qui vivent leur vie comme tout le monde. C'est notamment ce qui ressort des premières images du documentaire réalisé en 1977 par Cathal O'Shannon pour la RTÉ dans lequel les membres fondateurs du groupe sont présentés dans des activités quotidiennes, et Connolly apparaît par exemple en train de réparer une voiture¹². Il s'agit ainsi pour le groupe qui recherche de la visibilité pour les personnes gaies de donner une image favorable de celles-ci dans la société et toucher ainsi un plus grand nombre de personnes.

« Tous ceux d'entre nous qui ont permis à ce mouvement d'arriver, nous n'étions pas des étudiant·e·s, nous travaillions pour vivre d'une forme ou d'une autre. Même David Norris était professeur à l'époque à Trinity College. Donc parce que nous avions tous des emplois responsables, il était probablement plus facile pour nous de communiquer avec les gens, qui étaient également dans des emplois responsables comme des gens d'église, des politiciens, ou des hommes d'affaire. Donc nous gagnions du respect. »¹³

Clem Clancy souligne ainsi l'importance des représentations des personnes gaies dans la société, et met ainsi en avant le rôle d'interface que joue l'organisation. L'IGRM, comme la NGF ensuite accordent par ailleurs une importance particulière à l'activité de lobbying auprès des politiciens, mais aussi aux relations avec les médias ou d'autres instances jouant sur l'opinion publique, comme les églises. Les apparitions médiatiques, dans le documentaire de Cathal O'Shannon, comme sur le plateau de Aine O'Connor se multiplient dans cette deuxième moitié des années 1970, notamment facilitées par l'intermédiaire d'Edmund Lynch, qui travaille à la RTÉ. L'IGRM, et la NGF ensuite, entretiennent par ailleurs des correspondances accrues avec des représentants religieux et tentent d'amorcer le débat sur le rapport des Églises irlandaises à l'homosexualité. En 1980, la société de littérature et de débats du collège de Saint Patrick à Maynooth invite ainsi David Norris à intervenir lors d'une réunion sur « L'attitude des Églises irlandaises face à l'homosexualité »¹⁴. En Irlande du Nord, des militant·e·s forment même le *Northern Ireland Council on Homosexuality and Religion*,

11 Entretien avec Sean Connolly, jeudi 12 septembre 2019, Dublin.

12 Voir *Tuesday Report*, documentaire de Cathal O'Shannon en 1977 sur la RTÉ.

13 Entretien avec Clem Clancy, mardi 29 octobre 2019, Dublin.

14 IQA MS 45,954/3, l'IGRM et la religion.

plus souvent appelé *Gay Christian Fellowship*, qui rassemble des militant·e·s croyant·e·s de l'ensemble de l'île pour des débats et événements sociaux et culturels.

Enfin, cette professionnalisation du militantisme permet à ces organisations de servir de base au développement d'action en dehors de leur aire géographique. C'est une fonction déjà au cœur de l'activité des lignes téléphoniques comme Tel-A-Friend dont Terri Blanche rappelle le rôle central pour atteindre les hommes et femmes LGBT hors des grandes villes et même simplement hors de Dublin¹⁵. Mais c'est aussi un aspect fondamental pour les militants, notamment Sean Connolly lui-même originaire du comté de Roscommon au centre de l'île qui souligne les difficultés que rencontrent les homosexuel·le·s en dehors de la capitale pour se retrouver en nombre suffisant. Dans un double portrait de David Norris et Sean Connolly dans un numéro de *Phoenix News*, le journal de l'IGRM, ce dernier souligne l'importance pour le groupe de construire ainsi des réseaux à l'échelle nationale, hors de la capitale.

« Dublin est maintenant sa ville adoptive. « Je ne voudrais pas vivre loin de la ville maintenant, même si mes réactions sont typiquement celles de quelqu'un qui vient de l'Irlande rurale, notamment en ce qui concerne l'expansion de la scène gaie vers les centres provinciaux ; mettre fin à l'isolement se situe vraiment très haut dans ma liste de priorités » »¹⁶

L'IGRM ouvre ainsi des centres dans d'autres villes importantes de la République qui servent d'appuis pour un réseau à l'échelle nationale. Le groupe se dote d'une première branche à Cork en 1978, et fonde également un second Phoenix Centre où se rendent régulièrement les militant·e·s de Dublin, comme Sean, Clem, David ou même Terri Blanche (qui met un point d'honneur à assurer la présence d'une femme pour accueillir d'éventuelles lesbiennes à ces soirées¹⁷). Mais le groupe entretient également des relations étroites avec les militants d'autres villes comme à Galway où une partie des militant·e·s qui forment les premières mobilisations dans la ville emploient ce même nom d'IGRM lors de leurs premiers événements¹⁸. Si Sean Connolly se félicite que « les choses sortent de Dublin »¹⁹, les mobilisations dans le reste de l'île restent reliées à la capitale par des liens plus ou moins formels, qu'il s'agisse d'affiliation officielle, comme à Cork, ou plus généralement d'échanges d'informations, de lettres et de rencontres à travers l'île, qui entérinent le statut

15 Voir *A different country*, émission de la RTÉ One, réalisée par Edmund Lynch et diffusée en juin 2013.

16 Extrait de *Phoenix News*, publié par l'IGRM sur son compte facebook.

17 Entretien téléphonique avec Terri Blanche, lundi 2 décembre 2019.

18 IQA MS 45,951/8, déclaration à la presse du 9 septembre 1975 sur les services proposés par l'IGRM, dont Tel-A-Friend et des branches de l'IGRM à Cork et Galway.

19 Entretien avec Sean Connolly, jeudi 12 septembre 2019, Dublin.

d'organisation nationale de l'IGRM. Un statut qui est assez vite contesté lorsqu'en 1979 une partie des militants de l'organisation forme la *National Gay Federation* (NGF) qui reprend le même fonctionnement et surtout la même ambition nationale.

7.2. La « Glitter Balls War »²⁰, la légitimité des organisations en question et dispute d'influence.

En 1979, une partie des fondateurs de l'IGRM, parmi lesquels David Norris, Edmund Lynch et Bernard Keogh, décident de quitter l'association pour en former une nouvelle, également située à Dublin mais sensée se focaliser encore davantage sur la question de la réforme législative. Ainsi, avec la formation de la *National Gay Federation* (NGF), qui devient dans le courant des années 1980 la *National Lesbian and Gay Federation* (NLGF) puis récemment la *National LGBT Federation* (NXF), les militants et militantes dans la République se retrouvent divisé·e·s entre celles et ceux qui restent du côté de l'IGRM et les personnes qui suivent les militants qui fondent la NGF. Cette séparation est d'abord, et surtout, le résultat de désaccords et de mésententes personnelles entre une partie des militants, et notamment des fondateurs de l'IGRM qui se regroupaient d'emblée en deux groupes affinitaires majeurs. Cependant, si les militant·e·s évoquent principalement le problème de personnalités fortes qui ne peuvent coopérer plus longtemps, comme dans le cas de l'USFI et de la NIGRA quelques années auparavant, la dispute recoupe des désaccords stratégiques sur la place à accorder au social et au politique dans le mouvement. Clem Clancy et Sean Connolly qui incarnent encore l'IGRM restent ainsi avant tout attachés au développement d'un sentiment communautaire, et d'une vie sociale proprement LGBT en Irlande. Les fondateurs de la NGF en revanche, incarnés par David Norris, Edmund Lynch et Bernard Keogh, sont les militants qui constituaient déjà les membres du *Committee for Homosexual Law Reform* (CHLR) dans la République, soit le groupe des militants qui orientent leur activisme vers l'obtention de la décriminalisation de l'homosexualité masculine et d'une réforme identique à celle de l'Angleterre et du Pays de Galles, également demandée par l'Irlande du Nord et l'Écosse. En 1979, le procès intenté par David Norris contre le gouvernement irlandais vient d'échouer et le groupe envisage de suivre le modèle nord-irlandais en portant à leur tour plainte contre la République d'Irlande auprès

20 Littéralement « guerre des boules à facettes ». Un terme employé notamment par Kieran Rose et les militant·e·s resté·e·s en dehors de la dispute pour désigner la scission entre ces deux groupes. L'expression traduit de manière ironique la compétition qui se joue entre l'IGRM et la NGF à travers leurs bars et discothèques respectives. Dans Pdraig Robinson, *Gaze Against Imperialism*, Kildare, Metaflux, 2019 p.23-24

de la commission européenne des droits de l'homme, selon le même motif que cette loi contrevient au droit des citoyens européens à la vie privée. Pour ces militants, la question législative, déjà prioritaire devient ainsi d'autant plus importante et centrale. C'est notamment ce dont peut témoigner la comparaison des constitutions des deux groupes, similaires en de nombreux points, y compris dans les objectifs énoncés par les militant·e·s mais qui diffèrent dans leur ordre de priorité. Ainsi, tandis que l'IGRM se présente comme un groupe « homophile non sectaire, non affilié à un parti et dont les buts et intérêts principaux sont (a) l'amélioration des conditions de vie des hommes et femmes homosexuel·le·s en Irlande (b) l'obtention de l'égalité dans la loi avec les hétérosexuel·le·s (c) la promotion d'une meilleure compréhension de l'homosexualité par la communauté dans son ensemble, par l'éducation par exemple (d) la fourniture d'équipements sociaux et d'événements pour les membres »²¹. En ce qui concerne la NGF, si le groupe affirme également « avoir pour but de travailler pour les droits et le bien être des hommes et femmes gais en Irlande », il place comme premier point l'envie « (a) d'obtenir la totale égalité des hommes et femmes gais avec leur homologues hétérosexuel·le·s (b) de faire campagne pour le retrait de toute sanction discriminatoire/discriminante à l'égard des comportement homosexuels, et particulièrement la criminalisation des actes sexuelles entre deux adultes masculins consentants dans le cadre privé » et seulement en huitième position le fait « de gérer des locaux au bénéfice des membres de la NGF et de la communauté LGBT dans son ensemble (i) de fournir des équipements sociaux et des événements pour les membres de la NGF »²². Ainsi pour Bernard Keogh, « les buts des deux organisations majeures, tels que soulignés dans leurs constitutions, sont presque identiques » mais « en pratique, l'IGRM re-formée a choisi de mettre une plus grande emphase sur l'aspect « social » plutôt que le « politique » »²³. Cette distinction entre les organisations apparaît en réalité surtout comme une conséquence de la séparation du groupe, chaque organisation évoluant dans le sens privilégié par les militants qui l'incarnent. L'IGRM suit ainsi l'envie de Sean Connolly et Clem Clancy de fournir un espace social aux personnes LGBT de toute l'Irlande, et la NGF, dont Bill Foley rappelle qu'elle avait David Norris en chef de file, « a continué sur le chemin principal qui canalisait les forces en Irlande, la réforme législative, en saisissant la cour européenne »²⁴. Lorsque la séparation est annoncée, les militant·e·s organisent une réunion d'urgence à Dublin où se retrouvent aussi des militant·e·s venu·e·s du reste du pays. La rencontre est alors l'occasion d'un débat sur ces deux points de dispute personnelle et de différend stratégique et demande à chacun·e de se positionner dans ce conflit. Des membres, comme Terri Blanche ou

21 IQA MS 45,951/2, Constitution de l'IGRM, signée officiellement le 28 septembre 1975

22 IQA MS 45, 936/3, Constitution de la NGF

23 IQA MS 46,051/1-4, archives de Charles Kerrigan, échanges entre Kerrigan, Keogh et Connolly au sujet de l'unité du mouvement gai dans les lettres aux éditeurs de l'*Irish Times*.

24 Entretien avec Bill Foley, lundi 2 septembre 2019, Dublin.

Cathal Kerrigan, malgré leurs affinités personnelles avec les membres restés dans l'IGRM, se tournent ainsi vers la NGF pour ces raisons stratégiques. Ce dernier, qui milite alors à Cork, explique ainsi que pour lui l'IGRM « était juste une sorte d'organisation sociale tandis que la NGF était une organisation sociale et une organisation politique »²⁵. Mais il rappelle que les tensions entre les deux organisations se dotent également d'une distinction sociale, notamment dans l'image et la fréquentation de chacun des groupes et surtout de leurs bars et de leurs soirées avec un Hirshfeld Centre qui regroupe d'abord « les gens de Trinity » tandis qu'il y a une clientèle plutôt issue de la classe moyenne à Parnell Square²⁶. Une dimension également évoquée par Bill Foley, qui a rejoint successivement les deux groupes lorsqu'il est entré dans cette scène LGBT et le militantisme gai, qui évoque ainsi une forme d'élite qui se tourne vers la cour européenne.

« Le mouvement de réforme législative semblait un peu en retrait et derrière des portes fermées en quelque sorte, c'était une forme d'élite dans l'affaire à la cour européenne dans laquelle très peu de gens étaient impliqués et dans le même temps il y avait quelques problèmes quotidiens, comme des gens qui se faisaient agresser au travail, dans leur famille et ainsi de suite »²⁷

Dans tous les cas, cette séparation aboutit à la création d'une seconde organisation qui remplit, à peu de choses près, les mêmes fonctions et objectifs que l'IGRM. En effet, en dehors de ces différends personnels, la NGF reprend absolument la même forme que l'IGRM avec un centre gai au sud ouest du quartier de *Temple Bar*, (rive TCD), le Hirschfeld Centre, qui organise des soirées, sert de locaux aux lignes téléphoniques avec le déménagement des bureaux de *Tel-A-Friend*. Il en résulte ainsi un effet de doublon qui est perçu comme dommageable pour les mobilisations LGBT en Irlande et remet en cause l'unité de ce mouvement LGBT irlandais. En effet, IGRM comme NGF revendiquent le statut d'organisation nationale officielle dans la République, ce qui entraîne une forme de compétition, plus ou moins consciente ou admise, entre ces groupes et leurs partisan·ne·s. Paradoxalement, cette « guerre des boules à facette » met en évidence la place centrale de ces organisations dans les réseaux militants dans la République et leur rôle moteur dans ce mouvement LGBT effectivement unifié à l'échelle nationale. La conséquence néfaste majeure pour les militant·e·s qui se tiennent à l'écart du conflit lui même, est que cette

25 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

26 Cette distinction sociale peut peut-être reposée également sur la distinction géographique. Le Phoenix Club à Parnell Square se situe dans le nord de Dublin, plus populaire et aussi considéré comme fréquenté par des voyous, tandis que le Hirschfeld Centre est situé dans le quartier de Temple Bar, très proche de Trinity College et du centre ville huppé au sud du fleuve Liffey.

27 Entretien avec Bill Foley, lundi 2 septembre 2019, Dublin.

compétition se répercute dans l'ensemble du mouvement et notamment en dehors de la capitale. C'est notamment ce que révèle la correspondance entre la NGF et Galway où se forme au début des années 1980 un *Galway Gay Collective*. Les lettres échangées entre 1980 et 1982 avec Bernard Keogh permettent ainsi de donner un aperçu de ce lien entre les groupes majoritaires dans la capitale et les organisations dans le reste de la République. La NGF y apparaît comme une organisation de référence, tenue au courant des évolutions du groupe et qui relaie les informations de Dublin vers le reste de la République par une correspondance régulière, l'échange de *newsletters*, et l'organisation de rencontres en dehors de la capitale via la formation en son sein d'un « *Provincial Activities Group* » qui organise conférences et rencontres avec ces différents groupes formés à travers la République²⁸. Le conseil administratif de la NGF propose ainsi dès 1980 l'organisation de conférences avec les militants de Cork, Galway et même Limerick « pour considérer les sujets relatifs au bien-être des personnes gaies dans les aires provinciales ou rurales, pour faire un compte rendu du travail politique pour la libération gaie, et pour examiner les chemins moyens par lesquels la coopération entre les organisateurs de Dublin et ceux des autres centres peuvent augmenter les bénéfices pour toute la communauté gaie »²⁹. Les relations entre les militant·e·s dans la République prennent la forme de réseaux de solidarités, y compris de solidarité financière, comme le souligne une seconde lettre de John Porter à Bernard Keogh dans laquelle il revient sur les efforts réalisés.

«Premièrement le collectif a fait de grands pas récemment et ce ne fut pas sans efforts. [Il nous a fallu] des fonds et de l'assistance de la part des gais locaux, ou venus de l'extérieur et l'expression de solidarité de la part de la NGF de Dublin, de l'IGRM à Cork et de Manchester (Gay News) »³⁰

De vrais réseaux de solidarité se développent en Irlande, centrée autour de Dublin et de ces deux organisations. Et si le groupe reste indépendant, et ne se constitue pas en branche de l'IGRM ou de la NGF, il reste dans le réseau d'influence de ces organisations majoritaires qui apparaissent comme des soutiens réels au développement de groupes hors de la capitale dans les villes plus petites qui font ensuite office de relais avec les zones plus rurales. Dans le cas de Galway encore une fois, le collectif dispose de trop peu de ressources pour ne pas dépendre en partie des relations avec la capitale et ces grandes organisations. Sur le plan numérique tout d'abord, Galway ne dispose pas

28 IQA MS 45,948/6, Lettre de Denis O'Neill du 29 avril 1983 sur une rencontre du *Provincial Activities Group*, à laquelle sont invités des membres et amis des comtés de Limerick, Cork, Offaly, Tipperary, Laois, Clare, Galway, Waterford et Kilkenny.

29 IQA MS 45,948/7 lettre du 1^{er} novembre 1980 de Bernard Keogh à Marese Walsh, avant la formation officielle du *Galway Gay Collective*.

30 IQA MS 45,948/6, Lettre 14 novembre 1981 de Bernard Keogh à John Porter.

d'une organisation de grande ampleur ou de ressources comparables aux associations formées jusqu'alors. Le collectif semble rassembler quelques dizaines de personnes lors de leurs plus grands événements, néanmoins seules trois personnes sont principalement mentionnées dans ces lettres comme militant·e·s moteurs et motrices dans la ville. Par ailleurs s'y retrouvent des militant·e·s de Galway, mais aussi du comté, et même en réalité l'ensemble de l'aire polarisée par Galway à savoir l'ouest de l'île au-delà du fleuve Shannon. Cela comprend en partie Limerick, où un cercle de militant·e·s est mentionné mais sans qu'un groupe particulier n'y soit associé. Dans cette configuration des mobilisations, la scission à Dublin de l'IGRM et de la NGF se répercute en dehors de la capitale et pose question à l'ensemble des militants et militantes de la République. Dans une lettre au même Bernard Keogh, Marese Walsh évoque des tensions entre militants partisans de l'un ou l'autre groupe aux soirées organisées dans la ville. Deux aires d'influence concurrentes semblent ainsi se dessiner sur la scène LGBT de Galway, notamment incarnées dans ces documents par Sean Rabbitte, membre de l'IGRM, et John Porter qui rapporte au contraire avoir « été informé que sous aucune condition [il] ne serai[t] accepté dans le comité d'une branche de l'IGRM » et que « l'IGRM de Dublin voulait [le] mettre à l'écart »³¹. Une situation face à laquelle une partie des militant·e·s, et notamment Marese Walsh, semble surtout inquiets des conséquences qu'il pourrait y avoir pour la communauté LGBT irlandaise dans son ensemble et qui confirme l'envie de conserver une autonomie et d'instaurer une certaine distance par rapport à ces grandes organisations dublinoises.

« Comme John vous en a sans doute déjà informé, le collectif a été menacé récemment. Je dois dire que je trouve la chose assez énervante. C'est vraiment triste que notre petite communauté, jusqu'à présent proche, puisse être divisée en deux comme cela, tout cela à cause d'une insensibilité stupide et d'un manque de considération. Il est encourageant cependant de réaliser que des personnes qui se fichent que nous ayons un collectif ou une branche de l'IGRM à Galway sont très attentives aux tentatives de Dublin de limiter notre autonomie »³².

Cette « *Glitter Balls War* » apparaît surtout comme un problème pour les militant·e·s qui ne sont pas directement impliqués dans ce conflit, souvent plus jeunes, à l'instar de Kieran Rose pour qui « c'était une sorte de gâchis » et « un gaspillage total de ressources »³³. De la même manière Cathal Kerrigan affirme dans une lettre à l'*Irish Times* qu'« une barrière constante au progrès [du

31 IQA MS 45,948/6, Lettre 7 novembre 1981 de John Porter à David Norris.

32 IQA MS 45,948/7, Lettre du 15 décembre de Marese Walsh à Bernard Keogh.

33 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

mouvement gai] dans les quatre dernières années a été la division au sein du mouvement gai entre deux groupes rivaux (la NGF et l'IGRM), gâchant de précieuses ressources en dupliquant les services et en faisant une compétition pour obtenir des soutiens »³⁴. Le *Cork Gay Collective*, alors tout juste formé par d'anciens militant·e·s de ces groupes, parmi lesquels Kieran Rose et Cathal Kerrigan, organise une rencontre de réconciliation au *Glencree Reconciliation Centre*³⁵, une association initialement fondée pour favoriser le dialogue et éviter les conflits en Irlande dans le cadre du conflit nord-irlandais.

« Dans le *Cork Gay Collective*, avons initié un processus de réconciliation [...] nous avons invité l'IGRM et la NGF et ils sont tous les deux venus. Et nous avons compris que les choses allaient mal tourner quand l'IGRM est arrivée en costume et porte-documents. Ça semblait juste totalement *hors de propos*. Donc ça ne s'est pas bien passé. Ça n'a pas fonctionné, nous sommes revenus à Cork et nous nous sommes dis : c'est terrible ! »³⁶

Cette séparation a donc de vraies conséquences sur l'ensemble du mouvement LGBT dans la République, et révèle ainsi les fragilités du mouvement gai dans la République irlandaise, mais aussi l'importance de ces organisations pour la communauté LGBT et le fonctionnement de l'ensemble des groupes et actions des militants. Au final, l'IGRM et ses branches disparaissent assez lentement dans la première moitié des années 1980 avec le désengagement des premiers militants pour laisser la place à une nouvelle génération³⁷. C'est donc la NGF qui sort en quelque sorte gagnante de cette compétition et reste, jusqu'à ce jour l'organisation nationale irlandaise dans la République. Les tensions restent néanmoins palpables dans le début des années 1980, et les membres de la NGF, à l'instar de David Norris ou de Bernard Keogh, distinguent nettement un « IGRM 74 » et un « IGRM 79 »³⁸, présentant la seconde comme une organisation non légitime, notamment auprès des organisations LGBT internationales qui permettent de reconnaître et valider ce statut d'organisation nationale officielle revendiqué par les deux groupes. Diarmaid Ferriter explique ainsi que « la NGF et l'IGRM se sont battues publiquement sur la scène internationale pour savoir quel groupe était le mieux placé pour représenter les homosexuel·le·s irlandais·e·s »³⁹. Les enjeux de représentation et de rayonnement du groupe à l'échelle internationale se retrouvent en

34 IQA MS 46,051/1-4, archives de Charles Kerrigan, échanges entre Kerrigan, Keogh et Connolly au sujet de l'unité du mouvement gai dans les lettres aux éditeurs de l'*Irish Times*.

35 Glencree Centre for Peace and Reconciliation, créé en 1974, à l'origine pour résoudre les conflits, notamment entre groupes nord-irlandais et de la République, dans le cadre du conflit nord-irlandais.

36 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

37 Voir notamment l'entretien avec Martin S. Barnes, jeudi 5 septembre 2019, Dublin., et l'entretien avec Sean Connolly, jeudi 12 septembre 2019, Dublin.

38 PRONI, D/3762/1-8-4, correspondance générale entre la NIGRA et la NGF. Lettre de Bernard Keogh le 31 mars 1981 au sujet de la demande d'adhésion de l'IGRM à l'IGA.

39 Diarmaid Ferriter, *Occasions of Sin. Sex and Society in Modern Ireland*, Londres, Profile Books, 2009, p. 488

1981 lors de la demande d'adhésion de l'IGRM à l'*International Gay Association* (IGA). La NGF, membre fondateur de l'organisation aux côtés de la NIGRA notamment, envoie alors une lettre aux autres organisations membres pour leur demander de refuser cette affiliation, reportant ainsi la compétition avec l'IGRM sur la scène internationale.

« Nous avons remarqué, avec grand étonnement, qu'un groupe se faisant appeler IGRM allait voir sa demande d'adhésion à l'IGA examinée lors de la prochaine conférence annuelle à Turin. La NGF s'oppose fermement à ce que cette demande soit prise en compte sous le titre d'IGRM étant donné que le groupe original portant ce nom, fondé en 1974, a été incorporé par un accord à la NGF quand l'organisation a été fondée plus tard en 1979 (voir ci joint les grandes lignes de cette histoire). Le groupe s'appelant lui même IGRM a fait scission du corps principal de l'opinion gai à cette époque et usa du titre de IGRM (1979) pendant une période mais il revendique maintenant qu'il s'agit de la même organisation que celle fondée en 1974 en tant qu'IGRM ; [...] Accepter le groupe qui se dénomme lui même IGRM comme un membre de l'organisation qu'est l'IGA pourrait importer la situation actuelle regrettable en Irlande sur la scène internationale et même potentiellement détourner l'IGA de ses vrais problèmes. Accepter cela pourrait mener à la reconnaissance et à la validation de ces forces qui n'ont pas seulement attaqué mais qui ont harcelé un membre de l'organisation de l'International Gay Organisation dans les deux dernières années ».⁴⁰

Une lettre à laquelle l'association nord-irlandaise semble avoir accordée très peu d'importance, ses membres ne se sentant pas spécialement concernés ni par ce conflit propre au mouvement LGBT dans la République, ni par l'adhésion ou non de nouveaux membres à l'organisation internationale qui est surtout un enjeu essentiel pour les groupes dublinois⁴¹. La réaction des militant·e·s nord-irlandais·e·s face au conflit qui oppose les organisations de Dublin témoigne ainsi du décalage qui existe entre les organisations, pourtant majoritaires des deux côtés, dans la République irlandaise et en Irlande du Nord.

40 PRONI, D/3762/1-8-4, correspondance générale entre la NIGRA et la NGF. Lettre de Bernard Keogh le 31 mars 1981 au sujet de la demande d'adhésion de l'IGRM à l'IGA.

41 L'organisation internationale gaie, fondée le 8 août 1978 à l'initiative de la CHE. Elle fonctionne initialement autour de deux sièges principaux : un centre financier situé au Pays Bas , et un secrétariat et centre d'information à Dublin, dans les locaux de la NGF au Hirshfeld Centre et dont est notamment en charge Edmund Lynch. L'organisation déménage de Dublin en 1982 pour s'installer dans les locaux de l'organisation suédoise nationale à Stockholm.

7.3. En Irlande du Nord, une chronologie et une échelle différente du mouvement.

En effet, si la NIGRA est bien l'organisation majoritaire en Irlande du Nord dans les années 1970-1980, elle n'apparaît pas comme un équivalent nord-irlandais de l'IGRM ou de la NGF dans le Sud et reste au contraire d'une ampleur totalement différente. La compétition entre l'IGRM et la NGF semble ainsi paraître très dérisoire aux yeux des militants nord-irlandais, et en 1981 Sean McGouran avoue ne pas saisir les raisons d'une telle compétition étant donné que « vu de l'extérieur, [...] les deux groupes paraissent assez complémentaires »⁴². Ils semblent ainsi avoir même une forme d'incompréhension face à cette demande, d'autant que les membres de la NIGRA, quoique membres de l'IGA depuis sa fondation en 1978, n'accordent pas le même intérêt au groupe et restent davantage focalisés sur ce qui concerne spécifiquement l'Irlande du Nord.

« ça a émergé de la CHE, et nous allions aux conférences de la CHE, environ une demi-douzaine d'entre nous [...] un groupe international a été mis en place [...] et ça a commencé dans ces conférences de la CHE, vers 1978 peut être. J'ai été à la première conférence de l'ILGA en Hollande, qui avait lieu en 1979 [...] ça a marqué le début de l'ILGA. On est resté proche mais nous n'y avons jamais véritablement participé. J'ai été à quelques conférences, mais nous étions trop petit de toute façon pour avoir un grand impact »⁴³.

Du point de vue de l'IGA, comme de la NGF, la NIGRA apparaît comme un équivalent nord-irlandais de ce qu'est la NGF au sud. Et en effet, la NIGRA apparaît elle aussi comme une organisation majoritaire qui incarne véritablement le mouvement LGBT nord-irlandais et fait figure de référence auprès des personnes LGBT dans l'Ulster, auprès des médias qui s'intéressent de plus en plus au groupe à mesure que l'affaire *Dudgeon v. United Kingdom* avance, comme auprès des instances religieuses et politiques qui se positionnent face à ce sujet de plus en plus médiatique. L'organisation est également formée autour de la question de la réforme législative et poursuit l'activité des militants du *Committee for Homosexual Law Reform* en Irlande du Nord (1974 CHLR). David McFarlane, qui rejoint la NIGRA au début des années 1980 rappelle ainsi que le groupe était à l'origine fondé pour soutenir le procès de Jeffrey Dudgeon auprès de la cour européenne des droits de l'homme, donnant ainsi une image plus officielle à l'affaire et permettant notamment de donner des fonds et une structure à la plainte⁴⁴. La NIGRA connaît ainsi elle aussi une institutionnalisation et une professionnalisation des mobilisations dans les six comtés de l'Ulster et on retrouve le même système de collecte de fonds qui soutient l'activité du groupe et en

42 Linen Hall Library, *Gay Star*, n°4, Sean McGouran « Second All-Ireland Conference », 1981

43 Entretien avec Jeff Dudgeon lundi 21 octobre 2019, Belfast.

44 Entretien avec David McFarlane, lundi 21 octobre 2019, Belfast.

priorité l'affaire de Jeff Dudgeon pour l'obtention de la réforme législative. Cependant, ces événements sociaux restent encore organisés dans les locaux fournis par l'université jusqu'à l'acquisition assez tardive en 1981 du Carpenter Club qui recoupe ensuite le même format que les centres gais dans la République.

« Le Carpenter Club encore une fois était central pour la plupart des personnes parce qu'il était situé sur Long Lane, il proposait des discos tous les vendredis et samedis et à l'intérieur vous aviez les salles de Cara-Friend à l'étage ainsi qu'une salle de réunion et même une bibliothèque, donc c'était un centre pour le groupe »⁴⁵

Avant cela, les militants évoquent le Chariot Room tenu par Earnie et Jim, deux homosexuels proches des membres de la NIGRA, et qui fait office de point de rencontre officiel des homosexuel·le·s en Irlande du Nord, au point d'être mentionné dans l'organigramme de l'organisation. Cara Friend se développe rapidement grâce aux financements obtenus auprès du département de la santé d'Irlande du Nord, et c'est d'ailleurs Cara-Friend qui apparaît comme l'organisation qui s'étend sur le reste du territoire. Ainsi, si la NIGRA héberge encore *Cara-Friend*, ce qui favorise ainsi les relations avec des militant·e·s d'autres villes en Irlande du Nord, et une polarisation autour de Belfast et de la NIGRA, mais il n'y a pas d'expansion de la NIGRA en tant que telle dans les six comtés. *Cara-Friend* se dote de branches à Coleraine en 1976 puis à Derry en 1980, mais elles sont tout à fait distinctes de la NIGRA et il n'y a pas de branches de la NIGRA dans d'autres villes nord-irlandaises, ni même d'autres groupes LGBT qui lui seraient liés dans des réseaux de solidarité. La NIGRA s'est formée sur le modèle de l'USFI, et de la CHE avec des groupes affiliés qui pouvaient continuer leur travail propre, mais une partie des groupes associés comme Sappho et notamment les groupes étudiants comme la BGLS ou le SLM de Coleraine semblent s'être peu à peu fondus dans l'association nord-irlandaise. D'autres se maintiennent, à l'image de NICHHR consacrées aux relations avec les diverses instances religieuses, mais restent centrées à Belfast. En effet, si en Irlande du Nord la NIGRA semble occuper une place similaire à celle de l'IGRM puis de la NGF dans le Sud, elle reste d'une ampleur totalement différente liée à la fois à la différence démographique entre Belfast et Dublin, à l'avancée plus rapide de la campagne pour la réforme législative en Irlande du Nord, ainsi qu'au contexte politique spécifique dans les six comtés de l'Ulster dans le cadre du conflit nord-irlandais.

45 Entretien avec David McFarlane, lundi 21 octobre 2019, Belfast.

La chronologie du mouvement LGBT en Irlande est très différente, notamment dans cette seconde moitié des années 1970. L'affaire Dudgeon est engagée bien plus tôt auprès de la cour européenne des droits de l'homme et il est autorisé à plaider sa cause à Strasbourg dès juillet 1979. Il obtient satisfaction en 1981 lorsque la cour européenne juge la criminalisation de l'homosexualité masculine en Irlande du Nord comme contraire aux principes de la convention européenne des droits de l'homme, notamment en raison de la distinction « irrationnelle et contradictoire » établit par le même gouvernement britannique entre les homosexuels anglais et nord-irlandais. La réforme de 1967 est ainsi étendue à l'Irlande du Nord en 1982. L'enjeu législatif mobilise ainsi d'emblée la majorité des militants qui ne se divisent pas selon des différends idéologiques. Les mobilisations nord-irlandaises forment par ailleurs un mouvement davantage gai que LGBT. En dehors des quelques militantes lesbiennes qui rejoignent *Cara-Friend* au tournant des années 1970-80 et forment ensuite au sein du groupe une ligne lesbienne en 1986, le militantisme lesbien reste très séparé du militantisme gai. Marie Mulholland explique ainsi que « la socialisation pour les lesbiennes se faisaient bien plus dans des espaces privés » et notamment au domicile des militantes elles-mêmes, ou dans locaux des collectifs féministes nord-irlandais. Une partie des militantes exprime ainsi « le besoin de faire quelque chose à ce sujet [et] d'être plus publique » en tant que lesbiennes, ce qui mène à la création d'un événement annuel à Belfast le 8 mars, journée internationale des droits des femmes⁴⁶. Le constat reste le même au début des années 1980, après l'obtention de la réforme législative pour l'Irlande du Nord, au point que la seconde conférence nationale gaie en 1982 à Dublin, les militant·e·s invitent officiellement la NIGRA à ouvrir ses locaux pour des soirées réservées aux femmes pour attirer davantage de militantes lesbiennes dans le groupe. Cependant, encore une fois, on ne peut pas vraiment comparer de manière égale les scènes LGBT de Dublin et de Belfast, notamment parce que Dublin est une ville bien plus grande et bien plus importante, y compris du point de vue de sa relation avec les autres villes irlandaises, que Belfast. Si les militant·e·s rappellent toutes et tous combien Dublin n'est pas comparable à Londres ou aux autres grandes villes européennes et américaines qui attirent de nombreuses personnes LGBT, elle reste une capitale et en ce sens centralise d'emblée davantage de moyens, notamment sociaux et économiques, pour le développement d'une scène LGBT. Si les deux premières villes d'Irlande et leurs agglomérations ont une superficie similaire, Belfast reste moins densément peuplée, et ainsi davantage comparable en terme de ressources et de vie sociale, à une ville comme Cork, avec moins de moyens à disposition et surtout bien moins de militant·e·s activement engagé·e·s dans le groupe. Par ailleurs Belfast n'occupe par la même position en Irlande du Nord

46 Entretien avec Marie Mulholland, jeudi 12 mars 2020, Cork.

que Dublin dans la République irlandaise, pas plus qu'elle ne dispose par de réseau solide avec d'autres villes nord-irlandaises.

	1971	1979
DUBLIN	567 800	543 300
CORK	128 600	138 000
WATERFORD	31 900	32 600
LIMERICK	57 100	60 700
GALWAY	27 700	36 800
ASHTONE	9 800	9 700
SLIGO	14 000	16 800
DROGHEDA	19 700	22 500
DUNDALK	21 600	25 200

	1971	1981
BELFAST	360 150	295 223
DERRY	51 850	63 472

Populations des principales villes d'Irlande dans les années 1970, d'après les recensements de 1971 et 1979-1981 dans la République⁴⁷ et en Irlande du Nord⁴⁸.

Cette différence est d'autant plus accrue dans le cadre du conflit nord-irlandais qui entraîne une émigration massive de la population avec une chute démographique de 25 % pour la première ville d'Irlande du Nord entre les recensements de 1971 et 1981⁴⁹. Ainsi, au-delà de cette différence démographique et géographique entre le Nord et le Sud de l'île, le contexte particulier du conflit civil, limite le développement d'un mouvement LGBT de très grande ampleur en Irlande du Nord. Les divisions communautaires, présentes dans chaque ville nord-irlandaise, limitent les mobilités dans les six comtés de l'Ulster comme à l'échelle de ces villes elles-même qui se divisent en quartiers assez distincts. Belfast par exemple ne s'organise pas autour d'un grand centre ville mais autour de plusieurs pôles : le quartier de l'université, le quartier de Titanic, le quartier de la cathédrale qui sont tous plus ou moins neutres, et en périphérie de ces multiples centres des quartiers plus ou moins fortement rattachés à une communauté comme Falls Road, Shankill Road et plus généralement l'est et l'ouest de la ville. Brian Gilmore rappelle que dans un tel contexte où « le sentiment prédominant dans les pensées de tout le monde est la survie », le quartier de l'université

47 Voir Guy Landuré, « L'actualité démographique irlandaise. Les premiers résultats du recensement de population de septembre 1979 en République d'Irlande », *Chroniques irlandaises*, N°107, p. 467-474. (voir annexes)

48 Voir les *1971 et 1981 Census Report*, de la *Northern Ireland Statistics and Research Agency*, www.nisra.gov.uk

49 Voir « Population of Belfast Drops 25 % in Decade », *New York Times*, 2 janvier 1983, p. 12. Numérisé en ligne <https://www.nytimes.com/1983/01/02/world/population-of-belfast-drops-25-in-decade.html>

est un endroit où il se sentait « raisonnablement en sécurité »⁵⁰. Par ailleurs, en dehors des risques d'attaques et d'attentat à la bombe, il y a des couvre feux dans la ville, qui limitent considérablement le développement d'une vie nocturne et donc des sociabilités LGBT associées ainsi que le souligne David McFarlane, qui s'engage auprès de la NIGRA vers 1983. Plus encore, le contexte des *Troubles* limite de mobilité en générale pour les personnes qui habitent en dehors du centre de la ville, et même plus précisément du quartier de l'université où s'organise cette scène LGBT.

« Et bien, il faut voir le contexte dans lequel nous étions en Irlande du Nord, nous étions toujours au milieu de ce qu'on avait l'habitude d'appeler les *Troubles* [...] il fallait se mettre à l'abri, les transports étaient aussi un problème, après 21h les bus ne circulaient plus. Donc soit vous dépendiez du taxi si vous pouviez en avoir un, soit vous marchiez ou un ami vous conduisait [...] et si vous viviez en dehors de Belfast vous aviez besoin d'un ami chez qui rester »⁵¹

Il y a aussi une différence assez notable dans le contexte de vie pour les personnes LGBT de part et d'autre de la frontière. Ainsi, tandis que la NIGRA est contrôlée et ses membres arrêtés et mis en garde à vue en 1976, à Dublin, les rapports à la police paraissent franchement apaisés. L'IGRM comme la NGF vont notamment signaler l'installation de leur locaux au poste de police le plus proche. Clem Clancy y voit même un moyen de parer aux risques que représentent par exemple les *cruising area*, les policiers ayant connaissances de l'existence du bar étant ainsi aptes à rediriger les personnes gaies vers les locaux de l'IGRM⁵². De la même manière, un des premiers bars largement fréquentés par les homosexuels à Cork est situé juste en face du poste de police de McCurtain Street. L'IGRM, notamment à travers son porte-parole David Norris, également représentant officiel du CHLR se sont lancés, dans la seconde moitié des années 1970, dans une importante suite de procès pour défendre les hommes poursuivis pour avoir eu des rapports homosexuels consentis, obtenant même des suspensions de sentences. Chrystel Hug explique ainsi que « à la fin des années 1970 [dans la République], cette vague de condamnation s'est arrêtée, et on peut se demander si ce n'était pas parce que ces hommes avaient été si bien défendus que la police avait perdu tout intérêt [à les poursuivre] », ajoutant qu'un « changement de l'opinion publique a pu accompagner le changement dans les directives données à la police »⁵³. Toujours est-il que pour certains militants, et

50 Entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

51 Entretien avec David McFarlane, lundi 21 octobre 2019, Belfast.

52 Entretien avec Clem Clancy, mardi 29 octobre 2019, Dublin.

53 Chrystel Hug, *The Politics of Sexual Morality in Ireland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1999, p.210

notamment Kieran Rose, on a « *de facto* une réforme de la loi »⁵⁴ sur le sujet, les risques principaux restant avant tout les agressions physiques et la menace d'exclusion sociale. À Belfast en revanche, la police reste assez hostile, en partie du fait du conflit selon l'opinion de Brian Gilmore.

Les relations nord-sud n'ont donc pas la même importance de part et d'autre de la frontière. Si la NIGRA semble considérée comme un équivalent nord-irlandais de la NGF par les militant·e·s de Dublin, et même de la République irlandaise dans son ensemble, du point de vue des militants de la NIGRA elle-même, la relation avec Dublin n'est pas un enjeu central des mobilisations. Les liens entre les groupes se limitent ainsi à des week-ends de rencontre dont l'organisation reste assez exceptionnelle. Si aujourd'hui une autoroute permet de relier les deux villes principales de l'île irlandaise, dans les années 1970, le parcours est ralenti non seulement par le passage obligé par tous les centre-villes sur le trajet, mais également par le passage de la frontière et les barrages militaires⁵⁵. Même après l'obtention de la réforme législative, une grande partie des militants nord-irlandais ne semblent pas chercher à forger de liens spécifiques avec le Sud. David McFarlane rappelle ainsi « Donc ce qu'on a fait c'est ce qui était pertinent par rapport à l'Irlande du Nord ».

« Je dirais qu'une large part des contacts initiaux avec Dublin était vraiment pour des raisons sociales. Vous savez, dans la scène de Belfast il n'y avait pas tant de personnes gaies, on pouvait les compter sur deux mains »⁵⁶

Ainsi, de part et d'autre de la frontière on observe une institutionnalisation et une professionnalisation des mobilisations autour d'organisations référentes que sont la NIGRA pour l'Irlande du Nord et la NGF pour la République irlandaise. Ces organisations, similaires dans leur organisation et dans leur statut de représentant officiel du mouvement LGBT dans leur espace, restent cependant confrontées à des réalités très différentes, notamment en ce qui concerne le contexte politique des mobilisations. Elles évoluent par conséquent de manière assez différente. La focalisation sur la réforme législative reste unanimement partagée dans la scène gaie nord-irlandaise, particulièrement masculine, jusqu'à l'extension de la réforme de 1967 à l'Irlande du Nord en 1981-1982, période à laquelle la NGF s'impose véritablement face à l'IGRM. De part et d'autre de la frontière, le développement d'organisations de référence permet de structurer les mobilisations de manière durable et surtout de prendre en charge l'aspect communautaire qui

54 Kieran Rose, *Diverse Communities - The Evolution of Lesbian and Gay Politics in Ireland*, Cork, Cork University Press, 1994, p.11

55 Voir « Axe Dublin-Belfast : un goulet d'étranglement devenu autoroute », *Libération*, « Couleurs irlandaises. Chroniques de la bourgade nord-irlandaise de Ballybán », mis en ligne le 31 août 2010 (mis à jour 27 janvier 2015).

56 Entretien avec Brian Gilmore, mercredi 23 octobre 2019, Belfast.

fournit ainsi une base solide aux mobilisations et aux initiatives de militants plus jeunes qui entrent dans cette scène gaie à un moment où elle est déjà bien construite. Cependant, tandis que dans la République, une nouvelle génération de militant·e·s amorce une politisation et une diversification des moyens d'actions du mouvement, en Irlande du Nord le mouvement reste centré sur le développement de cette communauté LGBT à travers les bars, et notamment les journaux. David McFarlane explique ainsi que son engagement militant dans les premières années des années 1980 consistait surtout à développer les publications du groupes sur les questions LGBT en Irlande du Nord principalement, et ce sous différents noms selon les époques : *NIGRA News*, *Upstar*, *Update* et surtout *Gay Starr* qui était la version la plus développée de ces journaux, avec entre vingt et trente pages à chaque numéros⁵⁷. Une grande partie de ces pages est d'ailleurs réservée, comme la plupart des journaux LGBT, aux lecteurs et lectrices pour des papiers d'opinion, mais aussi à la publication de poèmes ou de compte rendus de livres. La NIGRA reste ainsi surtout un moteur dans la vie de la communauté LGBT en Irlande du Nord, et surtout à Belfast, affirmant toujours une posture de neutralité politique et face au contexte du conflit nord-irlandais.

57 Entretien avec David McFarlane, lundi 21 octobre 2019, Belfast.

Chapitre 8 : Diversification des mobilisations et des enjeux à travers une politisation des militant·e·s

8.1. Un militantisme lesbien indépendant : une militance toujours politique ?

A – L'émergence d'un lesbianisme politique en Irlande.

Le premier point sur lequel les organisations majoritaires sont remises en question en Irlande est la question de l'intégration à leur agenda des militantes et des revendications lesbiennes. En effet, si la plateforme qu'elles constituent profite à une communauté LGBT, elles incarnent avant tout un militantisme politique gai, fondé d'abord par et pour des hommes gais. Le tournant des années 1970-1980 se caractérise ainsi par une diversification des mobilisations et des formes d'activisme, à commencer par l'émergence de groupes spécifiquement lesbiens et d'un activisme lesbien qui se définit comme tel, fondé sur la critique de la faible place accordée aux militantes et aux revendications lesbiennes en général dans ces organisations majoritaires. Dans un article publié en 1988, Joni Crone établit une première chronologie du militantisme lesbien dans la République irlandaise qu'elle débute en 1970 avec la formation de l'*Irish Women Liberation Movement*. L'organisation aborde les diverses problématiques féministes en Irlande et accueille en son sein plusieurs militantes féministes lesbiennes ou bissexuelles. Cependant, « étonnamment » selon Joni Crone, « le lesbianisme n'est pas une problématique féministe » et la première prise en compte officielle de la question de la sexualité féminine et lesbienne semble se faire dans l'*Irish Women's United*, fondé en 1974 et qui définit neuf points fondamentaux parmi lesquels « le droit pour toutes les femmes de définir leur propre sexualité »⁵⁸. Le féminisme a donc une place centrale dans la militance lesbienne, comme premier lieu de rencontre des militantes lesbiennes même si l'expression de leurs revendications propres reste en partie limitée par le tabou de la société sur la sexualité et notamment la sexualité féminine. Ainsi Joni Crone rappelle que même si « de 1975 à 1977, les féministes lesbiennes ont rejoint leur sœurs hétérosexuelles dans nombre d'actions radicales et de manifestations organisées par l'*Irish Women United* et d'autres »⁵⁹, évoquer publiquement le lesbianisme reste compliqué, même dans ces groupes.

« Au début des années 1970, le seul endroit où les femmes pouvaient parler de sexe publiquement était le mouvement féministe. Mais il n'y avait aucune conscience du lesbianisme

58 BL/F/AP/ 1111 1-3 Groupes féministes en Irlande, charte de l'IWU.

59 Joni Crone, « Lesbian Feminism in Ireland », *Women's Studies Int. Forum*, vol 11, n°4, 1988, p. 343-347

comme un sujet politique. Les féministes étaient déjà en train de briser des tabous en demandant une contraception gratuite, légale et sécurisée, et en admettant par là qu'elles s'engageaient dans la sexualité hétérosexuelle. Admettre le lesbianisme publiquement était impensable »⁶⁰

Le tournant pour les militantes, comme pour la chercheuse irlandaise Tina O'Toole, est la conférence des femmes sur le lesbianisme organisée par des militantes lesbiennes de l'IWU du 26 au 28 mai 1978 à Dublin. Un nom qui reflète lui même la prudence des militantes quant à l'emploi du mot « lesbienne » et le risque de dévoilement de l'orientation sexuelle des personnes assistant à la conférence qu'il présente.

« Certaines des femmes qui travaillaient ensemble voulaient organiser une conférence sur les lesbiennes et pour les lesbiennes et elles ont réalisé que si elles parlaient de conférence lesbienne, personne ne s'y rendrait car ce serait dévoiler sa sexualité, et dans les années 1970 très peu d'hommes ou de femmes étaient *out* [...] donc elles ont décidé d'organiser une conférence des femmes sur le lesbianisme, ça peut sembler comme une petite différence, mais ça a juste ouvert le débat, et un grand nombre de discussions sur ce dont on avait besoin et ce qu'on devait faire »⁶¹.

Si son nom témoigne du tabou autour de la sexualité lesbienne, dans les mouvements féministe eux-mêmes, la conférence est bien la première conférence lesbienne sur l'île irlandaise (et considérée comme telle lors des conférences lesbienne suivantes en Irlande) et elle permet d'ouvrir le débat sur le lesbianisme. Une conférence organisée « pour discuter du vaste champ de questions relatives aux lesbiennes et au lesbianisme », les organisatrices reconnaissant qu'il s'agit de

« la première conférence de ce genre à être tenue en Irlande. Le lesbianisme n'a pas été exploré dans les débats publics, ni dans les mouvement féministes ici. Les lesbiennes ont été à l'avant-garde du combat pour un changement radical – le combat pour un mode de vie autonome pour les femmes ne sera pas complet tant que les lesbiennes seront opprimées, c'est pourquoi nous ne devrions pas être décriées publiquement ou dans le contexte du mouvement de libération féministe. Nous avons le sentiment que cette conférence brisera les barrières du silence et de l'ignorance qui entourent la sexualité lesbienne »⁶².

Ainsi, l'objectif de la conférence est bien d'ouvrir le débat public sur le sujet du lesbianisme et même les mouvements sociaux eux-mêmes, notamment féministes. La conférence, qui procède en

60 Joni Crone, « Lesbian Feminism in Ireland », *Women's Studies Int. Forum*, vol 11, n°4, 1988, p. 343-347

61 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

62 BL/F/AP/1116, Conférence des femmes sur le lesbianisme.

plusieurs ateliers de travail sur les normes de genres, ou encore sur les relations aux mouvements féministes et LGBT, incarne selon Ger Moane la volonté des militantes lesbiennes d'organiser « un mouvement pour, par et au nom des lesbiennes ». Dans les faits, à l'issue de ces trois jours de conférence, les militantes de Dublin décident de former *Liberation for Irish Lesbians* (LIL), premier groupe lesbien, et ouvertement lesbien. La conférence permet également de former une ligne téléphonique, Lesbian Line, aux côtés de Tel-A-Friend, ainsi qu'un centre pour femmes dans Dublin. Ce militantisme lesbien se développe donc dans un double contexte de mobilisations croissantes, tant dans le mouvement féministe que dans le mouvement LGBT, et c'est sur la base de ces deux mouvements que le militantisme lesbien s'exprime, les militantes revendiquant cette identité lesbienne, distinguée des mouvements gays et féministes.

Le militantisme lesbien indépendant, tel qu'il s'incarne notamment dans le groupe LIL, repose en effet sur l'affirmation de la double oppression que doivent combattre les femmes lesbiennes et bisexuelles, et par conséquent de cette forme d'intersectionnalité inhérente à leur activisme. Dans son rapport de la première conférence nationale gaie organisée à Cork, une militante nord-irlandaise souligne l'importance de prendre en compte cette double oppression dans le militantisme lesbien.

« Une femme hétérosexuelle a fait la remarque que les lesbiennes ne savaient pas ce qu'elles voulaient ou où elles allaient. Ce qu'elle n'a pas réussi à comprendre c'est que dans une société qui oppresse les femmes, les lesbiennes n'existent pas. Nous ne savons pas ce que nous voulons ; nous nous battons pour voir notre existence reconnue, à la fois en tant que lesbiennes et en tant que femmes. »⁶³

De la même manière, en 1983, *Liberation for Irish Lesbians* se présente ainsi comme une organisation lesbienne, féministe et LGBT, prenant ainsi le contre-pied de la distinction entre les différents combats prônée par les fondateurs de l'IGRM et de la NGF.

« LIL pense que l'oppression des femmes et des hommes gays prend ses origines dans l'oppression des femmes. Les personnes gaies en Irlande sont ouvertement et violemment discriminées en raison de la structure même de la société. Celle-ci ne s'est jamais plus manifestée que durant ces derniers mois. LIL a le sentiment qu'il est important de reconnaître que notre combat est commun et qu'il est essentiel pour les lesbiennes et les hommes gays de travailler ensemble pour un changement constructif et finalement les droits humains *basiques*

63 Linen Hall Library, *Gay Star*, n°4, Sharon, « Gay Conference in Cork, a women's view », 1981

qui leur sont pour l'instant déniés. « L'union fait la force », un cliché épuisé mais encore largement valide »⁶⁴

Les militantes renouent au contraire avec une analyse des normes de genre dans la société et plus généralement avec le *liberation sector* à travers l'affirmation d'un lesbianisme politique, un courant parmi les militantes féministes et lesbiennes qui considère l'identité lesbienne comme une identité toujours politique et voit le rejet de l'hétérosexualité comme l'aboutissement des revendications féministes et de la remise en cause de l'ordre moral dans des sociétés patriarcales. C'est notamment ce que souligne le slogan du flyer pour la conférence de 1978 qui affirme « le lesbianisme fleurit, le patriarcat ne sera plus jamais le même »⁶⁵ ou encore la position de militantes lesbiennes et féministes radicales telles que Mary Dorsey pour qui « le féminisme est une théorie, le lesbianisme en est la pratique »⁶⁶. La militante rapporte ainsi l'impact sur elle de cette mouvance venue des États-Unis et de ces militantes lesbiennes féministes qui décident de faire de leur lesbianisme un élément de lutte et d'y voir aussi une forme de révolte contre le patriarcat dans la société. Elle souligne notamment le tournant que constitue dans son activisme sa découverte des militantes féministes, lesbiennes et noires-américaines dont elle a assisté aux discours aux États-Unis. Marie Mulholland, qui milite à Belfast au sein de groupes féministes, et notamment du groupe républicain *Women Against Imperialism* évoque les mêmes modèles et la même source d'inspiration que constituent cette découverte du féminisme intersectionnel et la lecture de leurs livres par le biais de sa petite amie new-yorkaise de l'époque.

« ce qu'elles racontaient faisait sens pour moi, parce qu'elles étaient une minorité, et je venais d'une minorité. Évidemment j'ai toujours un privilège blanc, mais j'ai compris ce sens de ce que c'était qu'être une féministe et une lesbienne d'une communauté cachée et crainte. C'est de là que je viens. J'ai adoré cela, c'est la première fois que je lisais quelque chose qui faisait autant sens pour moi ».⁶⁷

Ce mouvement lesbien indépendant, largement ancré dans le lesbianisme politique, se rattache par ses revendications et moyens d'actions au *liberation sector*, ce qui constitue un premier point d'accroc avec les organisations LGBT, majoritaires et principalement gays et réformistes. Les revendications politiques des militantes lesbiennes ne sont en effet pas celles d'une quelconque

64 IQA MS 45,936/11, Cinquième réunion annuelle du conseil administratif de la NGF. Liste des candidatures aux élections de 1984.

65 BL/F/AP/1116, Conférence des femmes sur le lesbianisme. « *Lesbianism is blooming, patriarchy will never be the same* »

66 Entretien avec Mary Dorsey, mardi 10 mars 2020, Dublin.

67 Entretien avec Marie Mulholland, jeudi 12 mars 2020, Cork.

réforme législative, si ce n'est peut être sur la question de l'avortement, qui reste cependant un enjeu séparé des problématiques LGBT pour une partie des militants gais. De plus, ce militantisme lesbien et politique se fonde sur la revendication d'une reconnaissance du lesbianisme comme sexualité à part entière, autant différente de l'hétérosexualité que de l'homosexualité masculine, et une partie des militantes, à l'instar de Marina Forestal ou Marie Mulholland, n'emploient pas le terme de « *gay women* », cette dernière lui préférant la réappropriation de l'insulte de « *dyke* » (« gouine ») qui devient alors un terme fort et galvanisant. Cette posture radicale, qui marque l'expression du militantisme lesbien en Irlande, interroge non seulement le mouvement féministe mais aussi le militantisme LGBT tel qu'incarné par la NGF et l'IGRM dont le sexisme, plus ou moins latent, des membres est vivement critiqué par les militantes lesbiennes.

B – Une militance plus ou moins intégrée au mouvement LGBT

En effet, ces organisations restent d'abord largement réfractaires à l'intégration des problématiques lesbiennes et féministes dans leur préoccupations. Mary Dorcey rappelle ainsi que « l'IGRM n'était pas féministe du tout, ils ne voyaient pas qu'il y avait des connections entre ces enjeux » rappelant qu'au contraire « ils avaient une cible très claire, ce qui était très intelligent »⁶⁸, mais cette position provoque la rupture avec une partie plus radicale des militantes, et même plus généralement les militantes lesbiennes qui se sont formées dans le mouvement féministe. L'émergence d'un militantisme lesbien indépendant se fonde ainsi d'abord sur la remise en cause du sexisme dans le courant dominant du militantisme LGBT et qui est au cœur du problème ressenti par une partie des militantes dans ces milieux davantage masculins. Ger Moane rappelle ainsi au sujet des relations entre lesbiennes et hommes gais dans les mobilisations LGBT que « ce que nous avons en commun, c'est que nous sommes gais et lesbiennes, ce qui nous divise c'est le genre et le sexisme »⁶⁹. Marina Forestal témoigne d'expériences assez violentes de ce sexisme dans la scène LGBT, et évoque par exemple les moqueries de la part de certains hommes gais qui s'exclament que « les soirées sentent le poisson lorsque des lesbiennes sont présentes »⁷⁰. De la même manière, en 1982, le *Dublin Lesbian and Gay Collectives*, groupe mixte et radical, produit dans un petit journal un quizz humoristique « à destination des garçons » qui met en lumière les clichés qui entourent les lesbiennes dans ces milieux LGBT aussi bien sur leur apparence, leur attitude et leur sexualité que sur leur radicalité dans le mouvement⁷¹. Néanmoins, en règle générale, le sexisme

68 Entretien avec Mary Dorcey, mardi 10 mars 2020, Dublin.

69 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

70 Entretien avec Marina Forrestal, mercredi 11 mars 2020, Dublin.

71 IQA MS 46,051/1-4, Archives de Charles Kerrigan, Documents généraux de GAI, *Irish News* n°1

paraît plus latent dans ces groupes, et s'exprime davantage par une sous représentation des lesbiennes et de leurs enjeux et une dévaluation de leurs problèmes. Joni Crone rapporte ainsi dans son article de 1988 l'attitude des membres de la NGF lorsqu'ils accordent leur locaux aux militantes pour l'organisation d'une soirée non mixte mais exigent la présence d'un videur homme pour les protéger⁷². La question de l'intégration des militantes lesbiennes au mouvement majoritaire incarné par ces groupes LGBT bien installés, reste un sujet de débats, et tandis que certaines se considèrent comme des militantes LGBT parfaitement associées aux hommes gais, une partie des militantes ne se sent pas à l'aise dans des lieux majoritairement fréquentés par les hommes. La militante nord-irlandaise Sharon, souligne l'existence de débats dans ce militantisme lesbien, à travers l'ensemble de l'Irlande, en rappelant à l'occasion de la première conférence nationale gaie de 1981 que si « certaines femmes pensaient que la scène sociale gaie est le meilleur moyen de créer des contacts [...] cela rebute les femmes qui pensent que les bars et boîtes gais représentent une menace sexuelle ».

« Certaines d'entre nous pensaient que nous avions besoin de nous battre à travers le mouvement féministe, tandis que certaines femmes n'avaient pas de point de vue politique à leur lesbianisme »⁷³.

Une partie des militantes conservent ainsi une préférence pour les centres féministes formés en même temps. Il faut noter sur ce point, que plusieurs autres groupes, centres ou événements lesbiens sont formés au début des années 1980, mais une large partie conserve le terme de « *women's centre* ». Outre ce tabou sur le lesbianisme, Tina O'Toole mentionne les recherches de la chercheuse canadienne Becky Ross au sujet de la communauté lesbienne de Toronto dans les années 1970 sur la prédominance de l'usage du terme de « *women's centre* » par les militantes lesbiennes pourtant émancipées des mouvements seulement gais ou seulement féministes. Pour elle, le terme traduit le fait qu'une partie de ses militantes se construisent en opposition au sexisme d'abord, et veulent avant tout constituer des espaces non mixtes. On parle ainsi de « *women's night* » dans les bars gays, et à Belfast, Galway, Cork et même Dublin, les centres lesbiens formés par ces militantes qui s'émancipent autant des groupes gais que des groupes féministes sont encore des « *women's centre* »⁷⁴.

72 Joni Crone, « Lesbian Feminism in Ireland », *Women's Studies Int. Forum*, vol 11, n°4, 1988, p. 343-347

73 Linen Hall Library, *Gay Star*, n°4, Sharon, « Gay Conference in Cork, a women's view », 1981

74 Tina O'Toole, *Documenting Irish Feminism : The second wave*, Chapitre 6 « Lesbian Activism », Dublin, Liliput, 2005, p.171.

Le militantisme lesbien est ainsi loin de se constituer en mouvement uniforme et si la visibilité des revendications des militantes lesbiennes radicales et formées dans le mouvement féministe s'accroît, une autre partie des lesbiennes au contraire se retrouve sans problèmes dans les événements de la NGF et se reconnaît parfois davantage dans ce militantisme LGBT. C'est déjà le cas lors de la conférence de 1978 ainsi que le souligne Ger Moane qui rappelle que les femmes présentes n'étaient pas toutes des lesbiennes complètement out et libres comme Joni Crone ou Mary Dorcey. Au contraire la conférence réunit un large panel de militantes lesbiennes, et « 1978 est définitivement un tournant pour l'organisation des lesbiennes » parce que « elles sont toutes venues à la conférence ». Terri Blanche, qui se distingue elle-même de ces lesbiennes féministes et radicales, met en avant l'importance de cette scène gaie pour une autre partie importante des militantes lesbiennes car elle fournissait « un endroit où les gens pouvaient aller et se sociabiliser, vous pouviez y retrouver votre propre communauté, aller danser avec votre petit ami ou votre petite amie et danses sans avoir peur ou être battu à mort ». De la même manière que Ger Moane distingue les femmes « très très out » qui « marchaient dans la rue sans en avoir rien à faire de ce qu'on disait d'elles » des « jeunes filles des jeunes femmes, des jeunes garçons, des jeunes hommes, qui ont du mal à être gais et qui font de leur mieux pour se construire une vie malgré des pressions de la part de l'État, l'Église, la campagne et l'état d'esprit des gens ». Elle rappelle notamment que certaines femmes étaient issues de la classe ouvrière, « certaines ne sachant pas lire ou écrire, et qui du coup n'ont pas la même réalité que ces femmes qui sont pour certaines très inspirantes et ont une énergie communicative, tandis que d'autres sont assez énervantes »⁷⁵. Le militantisme lesbien en Irlande semble ainsi avoir un rapport ambivalent à cette scène gaie, notamment du point de vue des équipements sociaux qu'elle fournit. Il y a déjà une scène lesbienne indépendante des organisations comme il y a une scène gaie qui s'organise hors de ces centres communautaires dans des bars connus et fréquentés des lesbiennes comme le JJ Smyths à Dublin, ou le Charriots Room à Belfast, également fréquenté par les hommes mais qui développe des espaces pour les lesbiennes⁷⁶. Néanmoins, l'essor de la scène communautaire liée aux organisations majoritaires, permet également l'émergence d'une scène lesbienne au sein de ces groupes, particulièrement dans la République où l'IGRM et la NGF organisent des soirées régulières. Ces espaces restent en effet ouverts à toutes et tous, et cherchent à accueillir le plus de personnes LGBT possible, d'une manière bien plus inclusive que l'engagement politique. Marina Forrestal dresse ainsi le portrait d'une scène lesbienne qui se construit autant dans les bars informels fréquentés par les femmes que dans les lieux de la communauté LGBT qui organise peu à peu des soirées réservées aux femmes.

75 Entretien téléphonique avec Terri Blanche, lundi 2 décembre 2019.

76 Voir Janis Ian, Brenda Murphy, *Threads. Stories of lesbian life in Northern Ireland in the 1970's and 1980's*, Belfast, Nova, 2008

« Nous avions le Hirshfeld les jeudi soirs, nous avions les clés, et il y avait le JJ Smiths [...] il y avait des soirées pour les femmes [au Hirshfeld centre], j’y allais toutes les semaines, c’était totalement lesbien [...] c’est devenu un événement régulier à partir de 1979, à cette époque, c’était un *women’s disco*. Il y en avait un autre organisé dans les locaux de l’IGRM et géré par Terri Blanche. Elle était très impliquée là-dedans et dans tout ce genre de chose »⁷⁷

Le militantisme lesbien profite ainsi également de l’expansion des organisations majoritaires et de l’institutionnalisation du mouvement. Sous l’impulsion de leurs membres lesbiennes, ces grandes organisations LGBT évoluent vers une ouverture au militantisme lesbien, notamment en mettant en place des soirées spécifiquement réservées aux femmes pour tenter de répondre au besoin de ces militantes lesbiennes de lieux de rencontres qui leur sont propres et faire face aux critiques de sexisme. Ils évoluent dans cette voie en s’étoffant de groupes ou lignes téléphoniques lesbien·ne·s, le plus souvent en offrant leur locaux aux militantes déjà organisées d’elles-mêmes. C’est notamment le cas de LIL qui se retrouve dans les locaux du Hirshfeld centre avant de déménager dans le *women’s centre* formé à Dublin. Le groupe semble même être en partie intégré à la NGF puisque trois militantes de LIL, Annie Dillon, Claire Treacy et Pauline O’Donnell, se proposent aux élections du conseil administratif de l’organisation en 1984. Par leur engagement et leur action au sein du mouvement LGBT, les militantes lesbiennes renforcent la prise de conscience par le reste des militant·e·s de la spécificité du militantisme lesbien et incitent également les autres groupes au changement. Le militantisme lesbien ne suit pas du tout les mêmes codes, la même évolution ni la même chronologie que les mouvements LGBT. Ils restent ainsi proches mais séparés à la fois de ce mouvement LGBT et c’est cette manière de recouper les différents enjeux des deux groupes qui caractérise la militance lesbienne en Irlande.

Au final, ce mouvement lesbien est loin d’être uniforme, ainsi que le rappelle Tina O’Toole pour qui il se fonde au contraire sur une grande fluidité entre mouvement gai et mouvement féministe.

« Afin de comprendre la formation d’une communauté lesbienne et bisexuelle en Irlande, il est peut être plus utile de remplacer notre perception « du » mouvement féministe lesbien avec un concept plus fluide de groupes interagissants et de scènes sociales dans différentes localisations géographiques. Cela rend plus problématique la tentative de subsumer l’activisme lesbien dans le parapluie du « mouvement gai », ou de dépendre l’activisme lesbien comme un seul et unique mouvement social avec des buts communs et une vision partagée. Durant les années 1970 – 1980, certaines lesbiennes et femmes bisexuelles ont choisi de travailler avec les

⁷⁷ Entretien avec Marina Forrestal, mercredi 11 mars 2020, Dublin.

hommes gais sur la question des droits gais, certaines ont continué de travailler dans les groupes militants féministes généraux, et d'autres ont mis en place des groupes non mixtes et réservés aux lesbiennes. »⁷⁸

Le militantisme lesbien fonctionne selon des principes et concepts fondamentalement différents du militantisme gai tel qu'il s'institutionnalise dans la deuxième partie des années 1970. On a justement pas de logique de centralisation des mobilisations ou d'institutionnalisation à l'échelle nationale mais bien des groupes qui s'organisent localement. Le militantisme lesbien est ainsi pluricéphale, loin de se centraliser autour d'une organisation dans la capitale. Le LIL à Dublin semble général dans son nom, mais dans les faits est bien un militantisme dublinois. D'autres groupes et scènes spécifiques se développent à Belfast⁷⁹ ou Cork⁸⁰, notamment sous la forme de *women centre*. Plus encore, ce militantisme lesbien s'organise en réseaux avec des événements qui deviennent réguliers, et finalement une plus grande coopération sur l'ensemble de l'île. Les militantes mentionnent ainsi les grands rendez vous que sont l'*International Women's Day* organisé par les militantes de Belfast, ou encore le *Women's Fun Weekend* organisé chaque année depuis 1984 par les lesbiennes de Cork, et qui sont autant d'indices d'une militance lesbienne loin d'être centralisée autour de la capitale.

8.2. De Cork à Dublin, des collectifs ouvertement politiques et politisés

Au-delà de ce développement de groupes spécifiquement lesbiens, dans la lignée du lesbianisme politique, le tournant des années 1970-1980 se caractérise par une repolitisation générale du mouvement LGBT dans la République sous l'impulsion de nouveaux groupes qui prennent la forme de « *Gay Collectives* ». Ces organisations, formées par des militants et des militantes, plus jeunes et souvent issu·e·s des organisations LGBT majoritaires, ouvrent le militantisme LGBT sur d'autres enjeux contemporains et de nouvelles alliances. Outre l'effet générationnel, ces groupes se développent dans le cadre d'un contexte militant particulièrement effervescent au début des années 1980 en Irlande. La République d'Irlande est confrontée durant les années 1980 à une forte crise économique qui se traduit par un chômage massif et une nouvelle

78 Tina O'Toole, *Documenting Irish Feminism : The second wave*, Chapitre 6 « Lesbian Activism », Dublin, Liliput, 2005, p174

79 Entretien avec Marie Mulholland, jeudi 12 mars 2020, Cork.

80 Entretien avec Orla Egan, vendredi 13 septembre 2019, Cork.

vague d'émigration. Entre 1983 et 1988 environ 130 000 personnes quittent ainsi l'île, notamment pour Londres ou les États-Unis⁸¹. Ainsi qu'une grande instabilité politique avec, dans les premières années de la décennie, une succession de gouvernements éphémères avec jusqu'à trois élections législatives en dix-huit mois en juin 1981, février et novembre 1982. En Irlande du Nord la situation est à nouveau tendue au début des années 1980 avec le développement de la campagne contre les H-Block⁸² qui réclame le retour du statut de prisonnier·e·s politiques pour les militant·e·s nationalistes et républicain·e·s, les grèves de la faim de ces mêmes prisonnier·e·s suivant l'appel du *Sinn Fein* en janvier 1980, et un climat général de tensions face au gouvernement de Margaret Thatcher, élue en mai 1979. Orla Egan rappelle ainsi que plusieurs mouvements se mêlaient dans les années 1980, notamment à Cork où elle a toujours vécu. Elle rappelle ainsi qu'avant de s'engager dans l'activisme féministe, puis lesbien et enfin la communauté LGBT elle évoluait déjà dans un contexte militant important marqué par « les mouvements pour la paix » ou encore « les mouvement anti-nucléaires »⁸³. C'est dans ce contexte que le Cork Gay Collective est formé en 1979-1980 par des militants qui ont fait leur armes dans l'IGRM puis la NGF. C'est d'ailleurs ce groupe qui tente d'organiser la réconciliation de l'IGRM et du NGF au Glenree reconciliation centre. On y retrouve des militants comme Cathal, Kieran ou ensuite Bill, qui, outre leur première expérience commune dans les organisations comme l'IGRM ou la NGF, partagent un engagement politique plus vaste, parfois lié à un héritage politique familial comme dans le cas de Cathal qui rappelle que son père est lui même syndicaliste puis militant politique et même maire de Cork pour l'année 1973-1974 pour le parti travailliste, ou simplement des convictions politiques fortes également exprimées ailleurs, comme dans le syndicalisme, ainsi qu'en témoigne l'exemple de Kieran qui fait office d'interlocuteur privilégié auprès des syndicats dans les mobilisations LGBT. Plus généralement il s'agit de militants et militantes qui sont déjà politisé·e·s et décident de « faire leur *coming out* socialiste » au sein du mouvement LGBT selon les termes de Bill Foley. Ils témoignent ainsi d'une forme d'insuffisance des organisations comme l'IGRM ou la NGF qui revendiquaient un apolitisme et une neutralité jugé·e·s bénéfiques à l'obtention d'un changement de la loi concernant l'homosexualité masculine. Ainsi pour Cathal Kerrigan

« Il y avait plusieurs lignes de front, donc en 1979 quand nous avons fondé le Cork Gay Collective, une des principales choses que nous partagions Arthur, Laurie, Kieran et le reste d'entre nous c'était cette perspective socialiste »⁸⁴.

81 Voir Alexandra Slaby, *Histoire de l'Irlande. De 1912 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2016, p.294

82 Nom données aux prisons de Maze, aussi appelée Long Kesh, en raison de la forme en H des bâtiments. Le mouvement anti H-Block/Armagh, en soutien au prisonniers en grève dans ces même prisons, est fondé en 1981.

83 Entretien avec Orla Egan, vendredi 13 septembre 2019, Cork.

84 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

Le groupe, alors surtout composé d'hommes, se retrouve dans un premier temps, pour des réunions régulières à l'université de Cork pour débattre de politique et littérature en prenant le thé, ou lors de soirées vin et fromage. Une image assez cliché de l'aveu de Cathal Kerrigan et il faut attendre le retour dans la ville d'Arthur Leahy et de son petit ami australien de l'époque Laurie Steele pour que l'approche plus radicale, ou en tout cas contestataire et rattachée au *liberation sector* s'affirme plus franchement. De retour de Londres où ils se sont notamment engagés auprès de *Gays Left* à Brixton⁸⁵, ils sont déçus par ces rencontres qu'ils jugent insuffisantes et impulsent l'envie d'engager des actions véritablement politiques avec le groupe. Cathal se souvient ainsi qu'« *Arthur a un peu explosé et dit que nous devons faire quelque chose de radical, commencer à nous battre, commencer les manifestations.* »⁸⁶. Ce premier collectif formé à Cork, marque une véritable distance avec la centralisation des mobilisations vers Dublin et le modèle réformiste incarné par la NGF en déployant au contraire un répertoire d'actions et des objectifs liés au *liberation sector*.

Le groupe marque en effet un retour du *liberation sector* tant par ses modes d'actions, qui préconisent davantage d'actions directes, et notamment de nombreuses manifestations et piquets de grèves, que par son discours qui reprend une critique plus générale de la société et de l'ordre moral qui entoure la sexualité. Dans leur manifeste de 1981, le groupe définit les lois contre l'homosexualité comme des infractions aux libertés personnelles mais au-delà de la question du changement législatif, les militant·e·s affirment vouloir un changement des « visions de la sexualité dans la société et des structures reflétant ces visions ». Ils déploient ainsi l'éventail des discriminations quotidiennes contre les personnes homosexuelles, que ce soit au niveau de l'emploi, du logement, ou du harcèlement, que de la vision négative de l'homosexualité dans la société, invitant ainsi à agir dans l'éducation et les médias pour de meilleures représentations des personnes LGBT et de leur sexualité. Dans cette optique, les membres du collectif affirment la nécessité de nouer des alliances avec d'autres mouvements sociaux, et en particulier le mouvement féministe avec qui ils partagent la remise en cause des normes de genres dans la société.

« Nous sommes convaincu·e·s que ce combat ne peut pas se faire isolément et que la libération gaie suppose de libérer tous les groupes opprimés. [...] Nous insistons en particulier sur la solidarité avec le mouvement féministe, reconnaissant que notre oppression partagée dérive de l'usage de la sexualité comme un outil d'exploitation qui nécessite des stéréotypes de genre très stricts et le déni de l'épanouissement sexuel »⁸⁷.

85 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

86 *Ibid.*

87 Cork LGBT Archives, Cork Gay Collective Collection, affiche-manifeste, 25 janvier 1981

Le *Cork Gay Collective* se caractérise ainsi par un élargissement de l'activisme LGBT au-delà des droits gais et en contradiction avec l'approche restreinte privilégiée par les organisations majoritaires. Dans un entretien pour le *Cork Examiner*, Kieran Rose reprend ces différents éléments et définit de nouvelles revendications législatives qui sortent de la seule décriminalisation de l'homosexualité masculine. Il évoque ainsi un amendement de la loi sur l'égalité à l'emploi pour interdire toute discrimination à l'embauche en raison de l'orientation sexuelle, une loi sur la question des gardes d'enfants, garantissant l'égalité entre les mères lesbiennes et hétérosexuelles, ainsi que l'introduction de cours d'éducation sexuelle dans les classes, qui ne soient ni sexistes, ni inclusifs mais donnent une vision positive des sexualités lesbienne et gaie⁸⁸. La différence avec des groupes plus petits, tel que le GAR par exemple, c'est notamment ce contexte des mobilisations LGBT qui ont pris assez d'ampleur. Le *Cork Gay Collectif* incarne moins l'aspect de théâtralisation des mobilisations, évoqué par Guillaume Marche dans l'analyse des mouvements américains, qu'une repolitisation des mobilisations qui prend le contrepoint des mouvements institutionnalisés.

« Le *Cork Gay Collective* était définitivement bien plus engagé politiquement oui. Avant cela à Dublin il y avait un groupe appelé *Gays Against Repression*, qui était un genre de groupe d'agitprop, ils étaient très « dramatiques », vous voyez, l'un d'eux était un artiste, ce genre de groupe. [...] Le *Cork Gay Collective* était résolument politiquement situé dans une perspective de gauche. Et vous savez les liens s'établissaient avec les droits des travailleurs, les syndicats, le féminisme etc »⁸⁹

Sur ce point central des alliances forgées par le collectif, le fait que le groupe soit fondé dans une grande ville irlandaise, en dehors de Dublin, semble avoir son importance, notamment parce que, ainsi que le souligne Orla Egan, dans une petite ville, les militant·e·s se rencontrent et se connaissent davantage.

« Cork est une ville, mais c'est une petite ville. Donc vous avez tous ces équipements qui se mettent en place, mais les gens se connaissent les uns les autres, et vous avez plus un sens de la communauté à laquelle se connecter que peut être dans un ville plus grande [...] Pour moi, la différence entre Cork et Dublin est que Dublin a toujours eu une plus grande scène, mais moins une communauté »

Elle souligne ainsi la spécificité de Cork qui selon elle « a toujours eu une forme de contre culture intéressante, un peu radicale, avec des mouvements pour un changement social », mais au-delà de

88 Cork LGBT Archives, Cork Gay Collective Collection, Interview de Kieran Rose le 3 août 1983 pour le *Cork Examiner*.

89 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

Cork, ce format des collectifs se développe en dehors de la ville, et d'abord en dehors de la capitale. Le *Galway Gay Collective*, également formé vers 1981, est ainsi lié à ce modèle initié à Cork et semble constitué le contre-modèle privilégié pour les militant·e·s peu favorables à se constituer en branche de l'une ou l'autre grande organisation dublinoise, à l'instar de Marese Walsh. L'émergence de ces collectifs reflète ainsi à la fois l'engagement dans le militantisme LGBT d'une nouvelle génération qui dispose de premiers lieux de rencontres ainsi que de modèles d'activisme face auxquels se positionner et l'expansion de ce militantisme dans le reste de la République dans des villes où les solidarités entre mouvements sociaux paraissent facilitées. C'est seulement en 1982 que l'initiative se propage à Dublin avec la formation du *Dublin Gay Collective*, devenu par la suite *Dublin Lesbian and Gay men Collectives* qui compte parmi ses membres Melissa Murray, Bill Foley, Karl Hayden⁹⁰, Cathal Kerrigan et Maura Molloy. Le groupe se développe très clairement dans une optique de repolitisation du mouvement gai et de la scène dublinoise en l'occurrence. Le collectif paraît d'autant plus politisé qu'il n'assure pas la fonction de groupe local majeur comme c'est le cas pour Cork ou Galway. Au contraire, si le groupe et ses membres entérinent la position centrale de la NGF notamment du point de vue du développement du mouvement LGBT sur le plan social, sur le plan politique il entre davantage dans la critique *ad nomen* de l'organisation nationale comme en témoigne l'édito du premier numéro d'*Irish News*, une petite publication indépendante imprimée par les membres du DLGC.

« Le mouvement gai en Irlande est, pour l'instant, virtuellement inexistant. Le seul point sur le quel on peut dire qu'il fonctionne effectivement c'est socialement – dans les *gays centres* des deux organisations majeures, la NGF et l'IGRM. L'option proposée aux personnes gaies est de sortir du placard et de rentrer dans le ghetto. Les lesbiennes n'ont qu'un accès limité à ces centres sociaux, une nuit par semaine, dans la plupart des cas, parce que nous ne sommes pas commercialement profitables. Une des choses les plus positives qui ont eu lieu cette année est l'ouverture du centre pour femme à Dublin au 53 Dame Street et du Quay Co-Op à Cork. [...] Pour le dire simplement, le mouvement gai est pour le moment défensif, apologétique, patriarcal et devient de plus en plus réactionnaire à mesure qu'il s'accroche désespérément à chaque petit gain qu'il a obtenu. Rien n'est fait pour défendre les droits gais, pour demander l'égalité complète auprès de la loi, pour protéger le droit des personnes gaies d'occuper n'importe quel emploi, pour assurer aux mères lesbiennes la garde de leurs enfants»⁹¹

Le groupe mis en place affirme ainsi vouloir réunir « les gens insatisfaits par les organisations existantes » et notamment les militantes lesbiennes délaissées par le mouvement principal. Ces

90 Voir son témoignage dans *A different Country*, Edmund Lynch (RTÉ)

91 IQA MS 46,051/1-4, Archives de Charles Kerrigan, Documents généraux de GAI, *Irish News* n°1

collectifs se constituent en effet en groupes mixtes qui invitent leurs membres masculins à la remise en cause de leur militantisme. Les militants de ces groupes appellent ainsi à la formation de groupes militants anti-sexistes.

« Nous avons besoin qu'une conscience anti-sexiste grandisse au sein des gais et des hommes progressistes en général. En tant qu'hommes gais nous avons été davantage mis au courant de ce besoin ces dernières années. À la conférence nationale gaie à Dublin il y a deux ans, les femmes ont clairement expliqué que c'est aux hommes gais de gérer leur propre sexisme. Devrions nous, hommes gais, prendre l'initiative de commencer des groupes d'hommes anti-sexistes à travers le pays ? »⁹²

Bill Foley rappelle cette alliance parfois difficile à mettre en place. Le changement de nom du groupe, d'abord nommé *Dublin Gay Collective* puis *Dublin Lesbian and Gay Men Collectives* témoigne de la répercussion dans ces groupes mixtes des débats amenés par l'engagement de militantes lesbiennes et féministes.

« Tout le monde jugeait important de travailler ensemble, et de s'allier avec les féministes, y compris les hommes. Mais les hommes dans le groupe tendaient peut être à parler plus, à dominer le temps davantage pour leur problèmes [...] donc on s'est mis d'accord pour séparer les réunions sur la base du genre et ensuite se retrouver pour un genre de groupe de discussion partagé »

La même chose se retrouve finalement à Cork qui semble également distinguer un *Cork Gay Collective* et un *Cork Lesbian Collective* dès 1983⁹³. La fondation la même année du Quay Co-op joue alors un rôle majeur dans la formation d'un militantisme conjoint des militants gais et des militantes lesbiennes. En effet, le bâtiment occupé par un café et une librairie, est d'abord fondé à l'initiative des militantes, lesbiennes et féministes, et fournit à l'étage des locaux pour le groupe féministe de Cork, le *Cork Women's Collective*, dont un grand nombre sont lesbiennes, ensuite rejointes par les militants gais du *Cork Gay Collective*⁹⁴. La constitution d'un tel espace partagé favorise d'autant plus la circulation d'idées et même de membres entre les différents groupes et constitue pour Kieran Rose une « opportunité unique de circulation des idées » et de politisation mutuelle. La proximité des mobilisations favorise ainsi les débats et les alliances, et le Quay Co-Op reste, encore aujourd'hui, un espace central de la scène féministe et LGBT de Cork.

92 IQA MS 45,949/7, Cork Gay Collective

93 Orla Egan, *Queer Republic of Cork. Cork's Lesbian, gay, Bisexual & Transgender Communities, 1970s-1990s*, Cork, Onstream, 2016

94 Orla Egan, *Queer Republic of Cork. Cork's Lesbian, gay, Bisexual & Transgender Communities, 1970s-1990s*, Cork, Onstream, 2016

« C'était vraiment un centre important pour la communauté lesbienne et gaie, mais aussi pour un certain sorte d'activisme et de mouvements sociaux. Et il y avait un café, qui est toujours là, et une librairie où vous pouviez trouver des livres qu'on ne trouvait pas ailleurs »⁹⁵

Dans un entretien pour le *Cork Examiner*, Kieran maintient que « les problèmes aujourd'hui pour les homosexuels irlandais sont similaires à ceux des lesbiennes, des féministes, du lobby anti-amendement et du groupe pro-divorce » affirmant d'autant plus l'engagement de ces militant·e·s LGBT du collectif de Cork pour une libération générale de la sexualité en Irlande.

« une société qui n'accepte pas les droits des femmes n'accepterait certainement pas les droits des gais [...] ce sont les mêmes forces au sein de la société irlandaise qui oppressent les femmes et oppressent également les gais. Par conséquent, en tant que personne réaliste et pragmatique, j'envisage que le changement ne sera apporté en Irlande qu' travers une solidarité gais-lesbiennes-féministes »⁹⁶.

Une optique qui se traduit notamment dans la publication en 1986 par le *Dublin Lesbian and Gay Men Collectives* de *Out for Ourselves*, une compilation d'articles et d'entretiens réalisés auprès de personnes LGBT sur l'ensemble de l'île. L'ouvrage a ainsi pour ambition de donner un aperçu des « vies des lesbiennes et gais irlandais·e·s », en réconciliant ainsi leur identité LGBT revendiquée et leur identité nationale. La composition du livre elle-même se partage équitablement entre expériences lesbiennes et expériences masculines gaies, avec également des articles plus thématiques très variés traitant entre autre de la situation des parents de personnes homosexuelles, des questions de santé ou encore des discriminations au travail.

Cette repolitisation générale du mouvement LGBT dans les années 1980 et la diversification des mobilisations impulsées par la formation de ces nouveaux groupes amènent un retour du débat *liberation/right sector* dans le mouvement LGBT dans la République, avec néanmoins une distinction bien plus affirmée que dans les premières mobilisations. Ces tensions s'expriment particulièrement lors des deux événements majeurs qui *bousculent* le mouvement LGBT irlandais dans les années 1980 à savoir les meurtres de Charles Self et Declan Flynn en 1981 et 1982. Des frictions apparaissent au sein du mouvement LGBT au sujet des investigations qui suivent le meurtre de Charles Self durant lesquelles 600 personnes sont interrogées par la *garda* (sur un millier de personnes gaies dans la population gaie de Dublin). Une partie des militant·e·s, notamment les militant·e·s qui forment ensuite le DLGC, dénoncent les investigations de la police irlandaise,

95 Entretien avec Orla Egan, vendredi 13 septembre 2019, Cork.

96 Cork LGBT Archives, Cork Gay Collective Collection, Interview de Kieran Rose le 3 août 1983 pour le *Cork Examiner*.

perçues comme une tentative de fichage des personnes LGBT de Dublin. Ces militant·e·s forment ainsi le *Gays Defense Committee*, un groupe éphémère, formé spécifiquement pour porter dans l'espace public cette critique de la discrimination des personnes homosexuelles en justice. Ils critiquent ainsi vivement la manière dont la NGF gère les choses et surtout la rumeur d'une forme de proximité avec la police. Il y a des rumeurs, fausses, selon lesquelles la NGF aurait fourni sa liste de membres à la police, et beaucoup de critiques⁹⁷, dont témoigne par exemple la prise de position des militants en question dans l'édito du premier numéro de l'*Irish News*, journal très éphémère publié par le DLGC.

« Notre insatisfaction à l'égard de la NGF et de l'IGRM est arrivée à un point culminant cette année dans le cadre des investigations sur le meurtre de Charles Self, après que littéralement des centaines d'homme gais aient été harcelés et intimidés par la gardai. La réponse de « nos dirigeants » (ce qui est certainement la manière dont ils veulent être vus) était incroyable – en tout cas elle nous a laissé sans voix. Non pas que nous ayons attendu une réponse particulièrement militante, mais nous attendions, au moins, quelque réponse. Pour être honnête, la NGF a produit un flyer expliquant vos droits en tant que personne gaie [...] la tâche a été laissée à un groupe d'activistes gais indépendant de mettre en place le *Gay Defence Committee* pour rendre publique ce qu'il se passait et organiser un piquet de grève du poste de police de Pearse Street »⁹⁸

Cathal Kerrigan revient sur ce débat et ce moment de friction entre les deux groupes qui révèle surtout les tensions idéologiques sous-jacentes en expliquant que « la NGF avait un idéal de réformiste politiques, ou de lobbyistes politiques. »⁹⁹ et que le groupe s'était ainsi opposé au projet de piquet de grève en plein jour devant la station de police. Il en va de même dans le cas du meurtre de Declan Flynn. Là encore, c'est bien le DLGC qui est à l'origine de la marche. Cathal rappelle que « la NGF était totalement réticente à l'origine » et « voulait [que les militant·e·s] obtiennent une permission de la gardai ». La marche est d'ailleurs tournée contre les violences faites aux gais et aux femmes et témoigne de l'extension des projets à d'autres groupes avec une collaboration avec des syndicats, des organisations féministes et même des partis ou groupes politiques, à l'instar du Labour Party ou encore de *People's Democracy*.

97 IQA MS 46,005/3, Archives de Mick Quinlan, Deuxième *National Gay Conference*, Dublin, 1982.

98 IQA MS 46,051/1-4, Archives de Charles Kerrigan, Documents généraux de GAI, *Irish News* n°1.

99 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

8.3. Des *Trade Unions* au mouvement féministe : la formation de nouvelles alliances pour le mouvement LGBT

La logique de ces groupes est en effet avant tout fondée sur des ambitions de remise en cause de la société, et un engagement politique et du moins social qui dépasse les enjeux exclusivement LGBT voire même seulement gais des groupes « dominants ». Ce sont donc des groupes qui fonctionnent par le développement de nouvelles alliances avec d'autres mouvements sociaux contemporains, jouant par ailleurs davantage sur le plan national qu'international. Ces *Gays Collectives* se caractérisent donc pas la formation de nombreuses solidarités avec des partis et d'autres acteurs sociaux, de manière à s'ancrer dans une « large alliance de gauche » selon les termes de Bill Foley.

« Ce qu'on essayait de faire c'était d'instaurer une vaste alliance de gauche associant véritablement les droits LGBT et les autres droits, comme les droits des travailleurs par exemple, les mouvements féministes, contre le racisme, les droits des handicapés etc. Nous avons vraiment essayé de nous impliquer dans un large mouvement de masse qui se déroulait à l'époque, et je suppose que les années 1980 étaient vraiment des années de repli pour les revendications socialistes en Irlande. Vous savez il y avait beaucoup de répression sur plusieurs sujets »¹⁰⁰.

Le cas de la marche de Fairview le 19 mars 1983 est un bon exemple de cette volonté des militants et militantes des *Gays collectives*, notamment à Dublin et Cork, de construire des ponts entre les différents mouvements sociaux qui traversent alors l'Irlande. S'y retrouvent à la fois militant·e·s lesbiennes et gais, féministes, syndicalistes, et même de différents partis notamment le *Labour Party*, *People's Democracy* et même le *Sinn Fein*¹⁰¹. En effet, même si elle est une réaction directe des militant·e·s face au jugement dans l'affaire du meurtre de Declan Flynn à Fairview Park, elle est bien annoncée comme une marche contre les violences faites au gais et aux femmes. Dans leur flyer, le *Dublin Lesbian and Gay Collectives*, qui appelle à la marche, fait ainsi le lien entre ces violences et notamment les risques de *queerbashing* et les risques de viol¹⁰². Un des slogans préparés par les militant·e·s pour l'occasion, demandant « des droits de jour, comme de nuit »¹⁰³, fait d'ailleurs écho aux revendications des manifestations féministes *Reclaim the Night*¹⁰⁴. Ger

100 Entretien avec Bill Foley, lundi 2 septembre 2019, Dublin.

101 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

102 IQA MS 46,053/1-2, Archives de Charles Kerrigan, *Gay Defense Committee*, déclaration du DLGC du 19 mars au sujet de la marche contre les violences sexuelles, signé par Melissa Murray et Cathal Kerrigan.

103 IQA MS 46,051/1-4, Archives de Charles Kerrigan, Documents généraux de GAI, brouillons de slogans

104 Série de manifestations nocturnes initiées par le Mouvement de Libération Féministe britannique à Leeds en 1977 et qui se poursuivent à travers le Royaume-Uni jusque dans les années 1990. Les collectifs féministes irlandais

Moane rappelle ainsi que « La marche n'était pas seulement gaie et féministe, il y avait les syndicats, le Labour, la gauche, un tas de monde [...] c'était une grande marche, avec beaucoup d'hommes et de femmes, un tas de groupes différents, pas juste des gays et des lesbiennes¹⁰⁵ » de sorte que la marche, parfois considérée comme la première *gay pride* en Irlande, met en avant les alliés du mouvement LGBT en Irlande, non seulement parmi les « groupes progressistes », ainsi que sont appelés les groupes féministes et les syndicats lors des conférences gaies nationales, mais aussi parmi les partis politiques. C'est ainsi un exemple de cette « large alliance de gauche » revendiquée par les *gay collectives*.

En effet, les premiers soutiens politiques qui se forment pour le mouvement LGBT, se retrouvent dans le Labour party, le parti écologiste et les syndicats selon Kieran Rose. Le parti travailliste apparaît, de l'aveu de l'ensemble des militant·e·s interrogé·e·s pour la République irlandaise, comme le premier parti à avoir apporté un véritable soutien au mouvement LGBT. C'est notamment ce que confirme une lettre de l'actuel président Michael D. Higgins, alors député Labour, à l'*Irish Times*, affirmant l'intégration des droits gais à l'agenda du parti après sa rencontre avec des membres de la branche de Cork de l'IGRM¹⁰⁶. Le soutien des syndicats, également solide sur la période, est quant à lui le fruit d'un long travail des militant·e·s pour promouvoir l'idée que « les droits gais sont les droits des travailleurs », allant ainsi à l'encontre des préjugés et clichés à gauche des questions gaies comme individuelles et bourgeoises.

« Nous avons beaucoup de soutien. Mais vous savez aussi qu'il y a toute une tradition dans la gauche, concernant les problématiques gaies qui les considère comme suspectes ou quelque peu bourgeoises [ce qui était l'opinion de militants du *Workers Party*] qui étaient trotskistes ou stalinien·ne·s. Il en a fallu beaucoup pour les convaincre et les amener, vous savez, à changer d'avis. Ils considéraient les problèmes des gais comme une déviation bourgeoise ou alors certains militants y voyaient une sorte de choix politique de mode de vie. Ils ne l'auraient pas placé aussi haut dans leur échelle, ils n'auraient pas vu les liens entre la libération gaie et lesbienne et le socialisme par exemple ».¹⁰⁷

Kieran Rose mentionne ainsi les nombreuses rencontres et conférences organisées, et notamment des ateliers l'été avec des membres des syndicats qui permettent de nouer des liens solide avec d'autres activistes sociaux. Il témoigne surtout de nombreux débats pour convaincre les syndicats

organisent une marche le 13 octobre 1979 qui attire près de 5000 personnes.

105 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

106 Cork LGBT Archives, Irish Trade Unions and LGBT rights archives. Lettre de Michael D. Higgins à l'*Irish Times*, le 30 octobre 1980.

107 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

de la nécessité de cette motion malgré une première hostilité traditionnelle à gauche à l'encontre des droits gais, que souligne les réticences préalables de ces syndicats.

« la raison pour laquelle les gens s'engagent dans les syndicats je suppose, ou vont à des réunions syndicales, c'est qu'ils ont plus tendance à être progressistes et je présentais toujours l'affaire dans un sens où il s'agissait avant tout de droits des travailleurs ; de la même manière que ce n'était pas un programme séparé, un programme libéral, des syndicats. Nous étions des membres des syndicats, j'étais syndicaliste, je pointais juste le fait que l'union devait représenter les intérêts de tous ses membres. c'est le genre de principe qui est assez compréhensible, et même ceux qui n'approuvaient pas les personnes gaies, la plupart du temps, en tant que syndicalistes, sont plus intéressés par vos droits en tant que travailleur à être préservé de toute discrimination. Ça ne veut pas dire bien sûr qu'il n'y avait pas des syndicats plus favorables que d'autres, certains étaient plus progressistes que d'autres. »¹⁰⁸

Cette alliance durable se traduit par la formation d'un nouveau groupe plus spécifique *Lesbian and Gay at Work* véritablement forgé pour obtenir l'ajout dans chaque syndicat d'une motion contre la discrimination au travail des lesbiennes et des gais. C'est notamment chose faite à l'assemblée générale des syndicats à Cork en 1982 après l'intervention de Tricia Treacy et Kieran Rose qui obtiennent que le groupe affirme le soutien des syndicats à la demande de retrait des sections 51 et 52 de l'*Offences Against the Person Act* de 1861 qui criminalisent l'homosexualité masculine et notamment interdisent l'embauche de personnes homosexuels comme fonctionnaire, dans les forces armées et dans la police afin de prévenir de toute discrimination sur la base de l'orientation sexuelle¹⁰⁹. La même année, lors de sa conférence annuelle à Belfast, l'*Irish Congress of Trade Unions* (ICTU) affirme son soutien officiel au mouvement LGBT. Un atout pour l'ensemble du mouvement salué par la NGF comme « un progrès majeur dans le travail pour amener les droits gais au centre de la scène dans le mouvement syndicaliste [ce qui] ajoute considérablement à la pression sur le gouvernement pour retirer les sanctions criminelles à l'encontre des gais et défendre nos droits »¹¹⁰. Ce sont d'ailleurs les locaux de l'ICTU à Cork qui accueillent la première *National Gay Conference*. Plus encore, pour Kieran Rose, cette avancée est en réalité en grande partie facilitée par les prémisses instaurées par le mouvement féministes et les propres luttes féministes au sein des syndicats qui ont ouvert la voie et qui ont créé un espace pour l'expression de revendications gaies et lesbiennes, les militantes constituant ainsi « d'incroyables alliées centrales » pour le mouvement

108 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

109 Cork LGBT Archives, Irish Trade Unions and LGBT rights archives

110 IQA MS 45, 936/10, Troisième Assemblée Générale de la NGF, newsletter de la NGF, « L'ICTU soutient les gays ».

gai et lesbien. Il souligne ainsi au-delà des liens idéologiques avec les groupes féministes, des liens presque généalogiques

C'est là probablement l'alliance la plus marquante pour le mouvement gai, qui évolue sous l'impulsion de ces groupes politisés qui partagent avec le mouvement féministe la critique du patriarcat, et de l'hétéronormativité dans la société qui en découle. Si la parité reste limitée dans ces groupes, les enjeux et revendications propres aux militantes lesbiennes sont bien intégrés aux objectifs définis par ces collectifs. Cette alliance des revendications LGBT et féministes notamment s'exprime particulièrement dans le cadre de la campagne contre la proposition d'amendement de la constitution pour interdire définitivement l'avortement¹¹¹. En 1983, un ensemble d'organisations conservatrices et religieuses, parmi lesquelles l'*Irish Pro-Life Movement*, la *Society for the Protection of Unborn Child* et plusieurs collectifs religieux tels que la *Christian's Brothers School parent's Federation*, obtiennent un référendum sur l'ajout d'un 8^e amendement à la constitution irlandaise stipulant l'égalité de la vie des femmes enceintes et de leur fœtus, et contrevenant ainsi à la réalisation d'IVG dans le cas de grossesses à risque pour la mère. Les militantes féministes rejoignent, notamment aux côtés des syndicats, l'*Anti-Amendment Campaign* et forment alors un groupe d'opposition au mouvement anti-avortement irlandais, *Women's Right To Choose*. Les militantes féministes et avec elles lesbiennes, s'engagent à travers le groupe *Women's Right To Choose*, et la *Women's Right to Choose Campaign* (WRTCC)¹¹². Le débat se répercute dans le mouvement LGBT, et une partie des militants gais, notamment de ces collectifs mixtes et notamment à Dublin, décide de rejoindre la WRTCC en formant *Gays Against Amendment*, décrit par Bill Foley comme un « petit sous groupe [du collectif de Dublin] » et dont le nom est en fait un jeu de mot avec la *Gaelic Athletic Association*, l'association nationale de sport gaélique, attachée aux valeurs traditionnelles irlandaises et particulièrement conservatrice¹¹³. Dans un article sur le sujet dans un journal gai, il affirme ainsi que

« le temps est venu pour les gais de sortir de leur placard politique. La libération gaie n'est pas et n'a jamais été un problème unique. Elle ne peut être achevée qu'en redéfinissant un code social qui est répressif pour nous tous. Le seul pas en avant pour les groupes opprimés est de s'allier dans cette lutte pour la libération. Le droit de choisir est quelque chose que nous méritons tous »¹¹⁴

111 Voir Chrystel Hug, *The Politics of Sexual Morality in Ireland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1999

112 IQA MS 45,949/12, *Women's Right To Choose Campaign*, réunion des activistes.

113 Entretien avec Bill Foley, lundi 2 septembre 2019, Dublin.

114 IQA MS 45,053/1-2, Archives de Charles Kerrigan, *Gay Defence Committee*, article de Bill Foley sur l'affiliation des organisations gaies à la WRTCC.

Margaret McWilliam et Joni Crone, qui sont membres de LIL et à travers le groupe, de la NGF, demandent alors un vote des membres de l'organisation pour l'affiliation du groupe à la campagne. Le vote est alors l'occasion de nouveaux débats vifs entre les militant·e·s, d'autant plus que la position de l'exécutif sur l'issue du vote est d'abord ambiguë. Cathal Kerrigan explique ainsi que « le bulletin était très serré mais il soutenait la campagne anti-amendement avec un très petit score » et que l'exécutif a ensuite eu recours à une clause spécifique de la constitution pour « annuler cette décision parce que la majorité était trop faible et que ça risquait seulement de diviser la NGF »¹¹⁵. Ce refus en premier lieu est alors vécu comme une trahison pour une partie des lesbiennes de Dublin¹¹⁶. Il traduit aussi la réalité de l'opinion publique irlandaise face à cette proposition d'amendement. Bill Foley met en avant l'argument moral et religieux mobilisé par une partie des gais dans le débat, rappelant que beaucoup de gais considèrent l'avortement comme un meurtre, et sont donc d'autant moins favorable à une alliance des mouvements LGBT et féministes. L'historien Tom Hesketh parle ainsi de ces débats virulents dans la société irlandaise autour du référendum comme d'une « seconde partition de l'Irlande »¹¹⁷. C'est particulièrement le cas hors de Dublin, et Cathal rappelle ainsi s'être rendu compte de la force de ce tabou autour de l'avortement dans la société irlandaise lorsqu'il est revenu à Cork, comme il avait l'habitude de le faire tous les trois mois environ, et tient un débat sur le sujet avec Arthur Leahy. Alors qu'il évoque la campagne de GAA et les débats au sein du mouvement dublinois, ce dernier lui fait remarquer le décalage entre ces préoccupations et la réalité de l'opinion publique en Irlande.

« je parlais avec Arthur Leahy autour d'un verre et j'ai évoqué le sujet en disant « Nous devons parler de l'avortement ! » et il m'a regardé et dit : « Cathal, tu a quitté Cork depuis seulement deux ans, as-tu perdu tout sens des proportions ? Sais-tu ce qu'il se passe en dehors de Dublin, ici à Cork, [...] les gens ont leur boutique boycottée parce qu'ils ne soutiennent pas la campagne anti-avortement et tout cela pour une campagne qui parle de sectarisme et de santé des femmes »¹¹⁸

Après débats, la NGF rejoint finalement la WRTCC et s'affilie officiellement à GAA, le Hirshfeld Centre accueille même les réunions du groupe¹¹⁹. Dans une déclaration du 5 septembre 1983, Tonie Walsh, nouveau jeune président de la NGF, affirme le soutien du groupe à la campagne,

115 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

116 Entretien avec Orla Egan, vendredi 13 septembre 2019, Cork.

117 Tom Hesketh, *The Second Partitioning of Ireland ? The Abortion Referendum of 1983*, dans Chrystel Hug, *The Politics of Sexual Morality in Ireland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1999 p.147

118 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

119 IQA MS 45,952/3, Campagne Anti-Amendement, lettre de remerciement de GAA à Eamon Sommers et la NIGRA pour le prêt des locaux du Hirshfeld Centre.

reconnaissant les liens, même généalogiques, entre les combats féministes et LGBT et leur solidarité naturelle face à l'oppression de l'État et l'Église. Cette déclaration de la NGF témoigne ainsi d'une évolution de l'organisation gaie et du courant principal des mobilisations vers un mouvement véritablement LGBT.

« Nos membres féminins ont exhorté les hommes gais à reconnaître que le combat pour les droits gais a grandi et pris sa force dans l'émergence de mouvements féministes. Étant à la fois gais et femmes, les lesbiennes sont doublement opprimées et ont ainsi vivement conscience des conséquences potentielles de cet amendement, et de son potentiel pour accroître cette oppression. L'amendement, selon nous, représente et interfère avec les droits à la sécurité des femmes, des gais et d'autres, et c'est une raison supplémentaire pour le rejeter.

Enfin, la *National Gay Federation*, considère que si la décision du peuple irlandais dans un amendement précédent pour retirer le « statut spécial » de l'Église catholique romaine de la constitution, a un seul véritable sens et si la société irlandaise est sur le chemin de devenir vraiment pluraliste, cet amendement ne doit pas passer »¹²⁰

L'amendement est finalement ajouté à la constitution le 7 octobre 1983 après une victoire du oui un mois plus tôt avec 66,9 % des votes. Pour Ger Moane, ce référendum incarne le « contrecoup à l'encontre du féminisme et des droits des femmes » dans les années 1980 en Irlande, qu'elle considère comme une période terrible pour tous ces mouvements sociaux¹²¹. Et si, comme le rappelle Cathal, « il a fallu des années et des décennies de tragédies et de morts de femmes pour finalement faire changer d'avis les Irlandais·e·s », cette campagne marque également un tournant dans le débat sur la représentation des lesbiennes et des problématiques lesbiennes au sein du mouvement LGBT dominant et participant à l'évolution des mobilisations, très majoritairement gaies, vers une plus large prise en compte des autres membres de cette communauté. En 1991 l'organisation se renomme ainsi officiellement la *National Lesbian and Gay Federation*, en reconnaissant l'importance de la dimension féministe et politique du terme « *lesbian* » plutôt que « *gay women* ».

Les militant·e·s LGBT irlandais·e·s et nord-irlandais·e·s peuvent ainsi se répartir sur un spectre de mobilisations entre institutionnalisation et politisation du mouvement. Ces deux

120 IQA MS 45,952/3, Campagne Anti-Amendement, déclaration de la NGF du 5 septembre 1983 sur le soutien de la NGF à la WRTCC.

121 Entretien avec Ger Moane, mardi 10 mars 2020, Dublin.

tendances sont assez bien définies pour la République d'Irlande, malgré des circulations toujours importantes de militant·e·s comme de pratiques. On peut néanmoins distinguer d'une part la formation, dans la seconde partie des années 1970, d'organisations majoritaires qui installent et démocratisent les revendications LGBT et dans un second temps l'émergence d'un mouvement lesbien politique et de groupes et collectifs plus engagés sur la scène nationale qui élargissent les objectifs du mouvement LGBT au contact d'autres mouvements sociaux. Dans le cas de l'Irlande du Nord, le mouvement majoritaire est incarné par la NIGRA et les formes de militantisme plus politisé, que ce soit dans la remise en cause générale de l'ordre moral de la société ou dans le cadre du conflit nord-irlandais en cours, sont le fait de militant·e·s plus ou moins isolé·e·s. Encore une fois, la comparaison des mouvements LGBT au nord et au sud interroge sur l'influence de la partition sur les mobilisations.

Chapitre 9 : Troubles dans la mobilisation, un renouvellement de la question nord-sud dans les années 1980.

9.1 De nouvelles initiatives de relations transfrontalières.

Dans les années 1980, les initiatives de collaboration internationales entre les différents mouvements LGBT se multiplient. Depuis 1978, et la fondation de l'*International Gay Association* à Coventry, les organisations principales en Irlande, et notamment dans la République avec la NGF, participent chaque année à des conférences annuelles regroupant de nombreuses organisations LGBT internationales avec pour but de « maximiser l'efficacité des organisations gaies en coordonnant les actions politiques au niveau international pour l'obtention de droits pour les personnes gaies et en particulier pour appuyer une pression politique concertée sur les gouvernements et institutions internationales » ainsi que de « mettre en place un centre d'information pour distribuer l'information sur les sujets concernant les personnes gaies entre les différentes organisations gaies afin de promouvoir une plus large connaissance de l'oppression sur les gai·e·s »¹²². L'affiliation des organisations majoritaires à l'IGA participe à leur reconnaissance officielle comme organisation nationale, mais elle facilite également les solidarités entre les différents mouvements. Elle joue notamment un rôle de soutien, médiatique même économique, dans le cadre des affaires *Dudgeon v. United Kingdom*, et surtout *Norris v. Ireland* qui sont portées à la cour européenne des droits de l'homme dans ces années 1980. L'intégration à ces réseaux LGBT internationaux caractérise également les mobilisations LGBT et est notamment visible par l'adoption de symboles et événements internationalement reconnus et qui participent de cette mémoire LGBT partagée, à l'image du lambda, du triangle rose renversé ou de la célébration de la *Gay pride* à chaque anniversaire des émeutes de Stonewall qui s'institutionnalisent justement dans les années 1980. Dans ce contexte, une partie des militant·e·s dans la République, et notamment dans la nouvelle génération de militant·e·s qui forme les collectif plus politisés, développe l'idée de conférences similaires à l'échelle de l'île irlandaise. Celles-ci suivent d'ailleurs le même format, avec l'ambition de regrouper les diverses organisations et tendances dans la République, mais aussi d'amorcer une nouvelle collaboration transfrontalière en invitant des militant·e·s nord-irlandais·e·s et des représentant·e·s de la NIGRA. Le *Cork Gay Collective*, qui avait initié le projet de réconciliation de l'IGRM et de la NGF pour lutter contre les répercussions de cette scission sur les

122 Voir « The history of ILGA : 1978/2012 », ilga.org

activistes du reste de la République, ouvre cette question de la solidarité à travers toute l'Irlande en proposant l'organisation en 1981 d'une conférence nationale irlandaise. Cette première *National Gay Conference*, planifiée par un comité d'organisation très majoritairement issu du collectif lui-même, parvient à dépasser les tensions qui existent entre les différentes tendances du mouvement LGBT dans le Sud et permet d'ouvrir ce mouvement vers l'Irlande du Nord, qui se trouve alors à un moment charnière avec le succès de Jeff Dudgeon et de la NIGRA à Strasbourg et l'extension de la réforme de 1967 à l'ensemble du Royaume-Uni¹²³. L'organisation même de la conférence est ainsi décrite comme un véritable défi et une avancée en elle-même par le porte parole du comité d'organisation, Oliver Cogan, dans le rapport de la conférence.

« La décision de tenir une conférence nationale gaie en Irlande a été longue à prendre [...] Ce qui est important c'est qu'environ douze mois plus tôt un groupe d'activistes basés à Cork se sont regroupés pour étudier la faisabilité du projet et ainsi former un comité d'organisation pour monter la *National Gay Conference Cork 1981* [...] le principal but de cette conférence était de combler le besoin reconnu d'une évaluation générale des progrès réalisés dans le mouvement gai en Irlande à ce jour et d'envisager de nouvelles initiatives pour le futur. Nous pouvons débattre du degré de réussite de la conférence sur ce point, mais un important précédent a été mis en place. Le fait que la conférence ait en effet eu lieu sera retenu comme l'une des étapes importantes de l'histoire du mouvement gai dans ce pays »¹²⁴

La conférence, organisée du 15 au 17 mai dans les locaux de l'*Irish Transport and Workers Union* à Cork, au Connolly Hall (notamment obtenus grâce aux liens forgés par le groupe avec les syndicats) a pour but de définir sur le long terme les objectifs des mouvements LGBT, de part et d'autre de la frontière, avec une vision sur dix ans. Kieran Rose explique que la conférence a ainsi vraiment « mis en place le nouvel agenda à suivre pour la prochaine décennie »¹²⁵. L'ensemble des groupes formés sur l'île y sont représentés, et la conférence accueille également des membres de groupes internationaux, et notamment britanniques, qui ancrent le week-end dans ce contexte général de coordination des mobilisations à l'échelle internationale. Elle s'organise en dix-huit ateliers et groupes de discussions, sur des sujets aussi variés que les médias, la religion, les handicaps, le lien avec le mouvement féministe ou encore la constitution d'archives. Chacun propose ensuite un ensemble de motions votées à l'issue des trois jours de conférence par l'ensemble des militants et militantes présent·e·s. La conférence s'inscrit ainsi dans le mouvement de diversification des enjeux

123 En 1981, l'Irlande du Nord obtient la dépénalisation partielle de l'homosexualité, sur le modèle de l'Angleterre et du Pays de Galles, avec l'*Homosexual Offences Order*, entré en vigueur en 1982. Un an plus tôt, l'Écosse a obtenu une résolution similaire avec la section 80 du *Criminal Justice Act*, entrée en vigueur d-s 1981.

124 Cork LGBT Archives, 1981 National Gay Conference, compte rendu de la conférence.

125 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

du mouvement LGBT et dépasse la seule question de la criminalisation de l'homosexualité masculine. Cette première National Gay Conférence est un succès pour la majorité des militant·e·s et une expérience réussie de réunion des différents groupes et différentes mouvances du militantisme LGBT en Irlande. Le comité d'organisation se réunit à l'issue de la conférence pour rédiger un compte rendu de l'événement qui met également en lumière les insuffisances de la conférence, en particulier en ce qui concerne le nombre de militantes présentes. C'est néanmoins sur cette base que des solidarités importantes se forment entre les militantes de différentes villes, et notamment entre le Nord et le Sud. L'expérience est ainsi réitérée les deux années suivantes à Dublin puis Belfast. La conférence de 1982 qui prend place à Trinity College du 18 au 20 juin est une nouvelle fois organisée par un comité d'organisation en grande partie composé de membres de la DLGC. Elle se compose de seulement quatre grands thèmes abordés tour à tour, et qui reprennent les thématiques principales des *gay collectives* : « *coming out* et libération personnelle », « les gai·e·s dans une société patriarcale », qui aborde la question du sexisme au sein des groupes principaux et apparaît ainsi comme la tentative de réponse aux demandes des militantes lesbiennes, « les gais et le travail » en lien avec l'alliance entre les militant·e·s et les syndicats, et enfin « les axes de développement d'un mouvement gai uni ». Ces conférences permettent ainsi surtout la consolidation du mouvement LGBT dans la République, largement fragilisé par les tensions entre l'IGRM et la NGF. Elles favorisent également l'ancrage des revendications LGBT dans un contexte plus large de revendications sociales, comme en témoigne l'invitation à la seconde conférence de Dublin des mouvements féministes et des syndicats.

Cependant, ces conférences semblent avoir moins d'impact sur le mouvement nord-irlandais tel qu'incarné par la NIGRA et sur les relations entre les organisations de part et d'autre de la frontière. Dans son rapport sur la conférence pour le nouveau journal de la NIGRA, *GayStarr*, Sean McGouran salue l'initiative et reconnaît son importance mais il l'évoque surtout en rapport avec le conflit propre aux organisations dublinoises .

« Ce que j'ai vu à la conférence valait vraiment le coup, et, espérons-le, deviendra un événement régulier. Il est certain que le Cork Gay Collective est assez étonnamment énergique. Peut-être pourrait-il résoudre les conflits de démarcation en gérant le mouvement gai en général dans la République »¹²⁶.

126 Linen Hall Library, *Gay Star*, n°4, Sean McGouran « Second All-Ireland Conference », 1981

Au moment où est organisée la conférence, le mouvement nord-irlandais a déjà obtenu satisfaction dans le cadre de l'affaire *Dudgeon v. United Kingdom*, et le début des années 1980 correspond à un tournant dans la chronologie des mobilisations dans les six comtés. De la même manière que les fondateurs de l'IGRM dans le Sud, les membres originels de la NIGRA, d'abord engagés dans cette optique législative, se désengagent peu à peu des mobilisations dans ces années 1980. Un détachement d'autant plus encouragé par l'obtention de l'extension de la réforme de 1967 à l'Irlande du Nord. La NIGRA, qui existe encore officiellement dans ces années 1980, se tourne vers une activité avant tout sociale et particulièrement incarnée par les journaux, à l'instar de *Gay Star*, dans lesquels s'engagent des militants comme Sean McGouran ou David McFarlane. Le groupe semble ensuite s'effacer peu à peu au tournant des années 1980-1990, mais il n'y a pas de disparition officielle de l'organisation dont le nom est encore employé lorsqu'il s'agit d'évoquer la scène militante gaie nord-irlandaise. Dans les années 1980, le mouvement LGBT majoritaire en Irlande du Nord, et notamment à Belfast, se concentre autour du développement de la scène LGBT, avec toujours les lignes téléphoniques, les centres et bars, mais également de nouveaux groupes comme *Rainbow* ou un comité d'organisation de *gay pride*, dans lequel est notamment engagé Sean McGouran. Le ton du rapport de ce dernier au sujet de la conférence reflète bien l'attitude des militants gais d'Irlande du Nord face à ces réunions transfrontalières : un échange et une circulation d'informations, de pratiques ou d'idées, mais pas de collaboration concrète ou d'ouverture pour un nouveau projet de réseau militant sur l'ensemble de l'île. Un constat qui ressort d'autant plus de la comparaison avec le rapport fait par la militante lesbienne Sharon, dans le même numéro de *Gay Starr*, qui met au contraire en avant l'ambition des militantes qui se sont retrouvées à la conférence de former un « réseau national lesbien ».

« Les femmes étaient en minorité. Environ 50 femmes assistèrent à la conférence, et, parmi elles, une petite partie étaient des féministes hétérosexuelles venues soutenir les femmes lesbiennes. [...] Nous avons émis l'idée qu'un réseau national lesbien devrait être établi pour aider à dépasser notre isolement et construire un mouvement lesbien fort. Nous avons proposé une motion, qui est passée à la conférence : « que toutes les organisations d'hommes gais en Irlande (i.e. les 32 comtés) mettent leur ressources à disposition pour aider les femmes à établir un réseau lesbien national, sous le contrôle des femmes, et pour être initialement coordonné par LIL [...] Personnellement, la conférence a été une grande expérience pour moi. Elle m'a appris beaucoup de choses au sujet du mouvement gai en Irlande, et comment chacun des différents groupes opéraient. Elle a aussi montré le potentiel génial du mouvement gai irlandais, et comment il peut construire une organisation solide. Le chemin à suivre est clair pour les mouvements lesbiens et gais – bien qu'ils soient séparés et se battent pour différentes choses – il

s'agit de former un front uni. Mais, nous lesbiennes, nous avons le sentiment que ce mouvement ne devrait pas être hiérarchique, que nous devrions avoir la même parole dans les décisions et davantage de contrôle sur les ressources. Par dessus tout, nous devons montrer que nous existons, tant en tant que lesbienne et en tant que femme, et le lien avec le mouvement féministe est pour cela essentiel »¹²⁷

De fait, sur la question de la solidarité transfrontalière également le militantisme lesbien se distingue du courant majoritaire du mouvement gai au profit du modèle notamment développé dans le *liberation sector* avec des échanges privilégiés entre militantes de part et d'autre de la frontière. Les militantes décrivent ainsi la formation d'un réseau lesbien à travers l'île plus ou moins informel entre militantes des différentes villes de la République comme de l'Irlande du Nord. Les relations semblent particulièrement importantes entre Belfast et Cork, notamment du fait de l'organisation par les groupes lesbiens et féministes de ces villes d'événements annuels qui deviennent des rendez-vous du mouvement lesbien en Irlande, respectivement l'*International Women's Day* et le *Cork Fun Weekend*. Marie Mulholland rappelle ainsi que « pour [elles] c'était important de créer des connections entre les lesbiennes dans le Nord et les lesbiennes dans le Sud, parce que une grande part de l'oppression et de la répression des femmes était très similaires »

« Au milieu des années 1980, le *Women's Fun Weekend* a commencé à Cork. Nous prenions un minibus depuis Belfast jusqu'ici chaque mois de mai pour le *Women's Fun Weekend*. C'était vraiment drôle. C'est là que la relation entre les femmes de Belfast et Cork est arrivée, et les femmes de Cork venaient pour l'*International Women's Day*. Et il y avait le *Women's Camp* en juillet, le premier a eu lieu à la fin des années 1980 à Galway »¹²⁸

Orla Egan souligne également cette « connexion avec les autres communautés lesbiennes à travers le pays », rappelant qu' « il y a toujours eu un lien entre les femmes de Cork et Belfast ». Cette solidarité spécifique est encore renforcée avec les opérations de relations transfrontalières développées dans le cadre du processus de paix par le groupe Coop North Exchange, qui fournit ainsi des fonds pour la coopération entre les organisations lesbiennes de Cork et Belfast. Mais la militante met en avant un réseau de solidarité étendu sur l'ensemble de l'Irlande et notamment incarné par la formation d'un « réseau de lignes lesbiennes partout dans le pays, à Cork, Belfast, Galway, Derry, Dublin, Limerick »¹²⁹. Le militantisme lesbien se présente comme un militantisme décentralisé, avec des relations davantage horizontales entre les différents pôles que constituent les

127 Linen Hall Library, *Gay Star*, n°4, Sharon, « Gay Conference in Cork, a women's view », 1981

128 Entretien avec Marie Mulholland, jeudi 12 mars 2020, Cork.

129 Entretien avec Orla Egan, vendredi 13 septembre 2019, Cork.

organisations féministes et lesbiennes des grandes villes dans la République comme en Irlande du Nord. Les réseaux entre militantes lesbiennes sont d'ailleurs renforcés à l'échelle nationale avant l'échelle internationale, au contraire du modèle des mouvements masculins avec le développement très tôt de l'IGA et des correspondances internationales entre organisations majoritaires. Une particularité qui permet des échanges réciproques entre militantes de part et d'autre de la frontière, au-delà de la partition de l'île, de sorte que le militantisme lesbien s'exprime davantage par la constitution de réseaux entre militantes que par la formation d'organisation formelle à l'échelle nationale. La partition de l'Irlande ne semble pas constituer un frein majeur à ces relations, et les militantes traversent plus aisément, et surtout plus régulièrement, la frontière que leurs homologues masculins. Cette question de la frontière entre la République irlandaise et l'Irlande du Nord, au cœur des enjeux politiques sur l'île dans ces années 1970-1980, reste une question peu voire pas du tout abordée par le mouvement LGBT, et en particulier par les organisations majoritaires de part et d'autre de la frontière. De manière inédite, la conférence de 1981 amène le débat sur le sujet à travers l'organisation d'un atelier sur « les gais et la partition » qui permet de révéler la répercussion des débats politiques dans la scène LGBT irlandaise et nord-irlandaise, et surtout témoigne d'une forme de consensus autour du refus de positionnement officiel au nom du maintien de la cohésion entre les militant·e·s.

9.2. « *Gay Liberation through National Liberation* » : l'émergence d'un mouvement gai et républicain

Les années 1980 en Irlande se caractérisent en effet surtout par un contexte politique particulièrement troublé, notamment en Irlande du Nord, où le conflit national est source de tensions croissantes. Contrairement au mouvement pour les droits civiques du tournant des années 1960-1970, le conflit nord-irlandais est ouvertement violent avec des affrontements armés et des attaques directes contre des représentants politiques comme des lieux publics et des civils de la part des différents groupes paramilitaires engagés dans l'un ou l'autre camp du conflit. Après des tentatives infructueuses de pacification du conflit au milieu des années 1970, le gouvernement britannique, et à travers lui les institutions et la police nord-irlandaises, durcit la répression des personnes engagées dans le conflit, et en particulier des membres du mouvement nationaliste et républicain. Le tournant des années 1970-1980 constitue un nouveau basculement du conflit nord-

irlandais marqué par l'hostilité accrue du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher à l'égard du mouvement et les différentes grèves des prisonniers et prisonnières républicain·e·s et nationalistes dans les prisons de Long Kesh et de l'Armagh¹³⁰. En effet, après l'échec de la trêve proposée en 1975 et le retrait des accords de Sunningdale de 1974 sous la pression des grévistes unionistes, le gouvernement britannique abolit par décret le 1^{er} mars 1976 le statut spécial des prisonniers et prisonnières républicain·e·s en Irlande du Nord. Ce dernier leur assurait un statut de prisonnier politique, qui leur permettait de ne pas porter les uniformes des prisonniers de droit commun et de ne pas participer au travail forcé avec eux. Les militant·e·s de la PIRA et de l'INLA lancent alors une série de rébellion pour faire reconnaître la nature particulière de leur combat, qui commence dès 1976 avec la *blanket protest*, ou grève des couvertures, par laquelle ils refusent de porter tout vêtement autre que la couverture fournie dans leur cellule. En mars 1978, les prisonniers entament une phase encore plus médiatique de la protestation avec la *dirty protest*, soit grève de l'hygiène, parfois appelée *no-wash protest*, en refusant de se laver et en étalant même leurs excréments sur les murs de leur cellule. Le modèle est repris entre 1980 et 1982 par les prisonnières de la prison pour femme de l'Armagh et la journaliste et militante féministe Nell McCafferty, originaire de Derry, écrit à ce sujet qu' « il y a du sang menstruel sur les murs des prisons de l'Armagh en Irlande du Nord ». ¹³¹ Enfin en 1980, après la publication en janvier des cinq demandes fondamentales de ces prisonniers en grève, le Sinn Fein appelle à une première grève de la faim le 27 octobre, suivie par les prisonniers et prisonnières, qui dure 53 jours avant une seconde grève de la faim, à l'initiative cette fois des prisonniers eux-mêmes et notamment de Bobby Sands, lancée le 9 avril 1981 par ce dernier et qui s'étend jusqu'au 20 août à la mort de Michael Devine. Ces différentes grèves choquent profondément l'opinion publique en Irlande du Nord comme dans la République, et marquent une nouvelle vague de soutien et de mobilisation en faveur du mouvement républicain et nationaliste dans le Nord dans la lignée des campagnes contre les H-Blocks. Les funérailles de Bobby Sands, décédé le 5 mai 1981 après 66 jours de grève et érigé en héros et martyr de la cause nationale par l'IRA provisoire, fournissent un des meilleurs exemple de cette mobilisation et de l'importance médiatique de ces événements avec près de 100 000 personnes réunies pour ses obsèques durant lesquelles son cercueil est surmonté d'un drapeau national irlandais et de membres de la PIRA armés et cagoulés. Le conflit nord-irlandais est donc plus qu'un contexte des mobilisations LGBT sur l'île, mais c'est bien un véritable enjeu politique et

130 La même année, les groupes paramilitaires républicains réalisent plusieurs assassinats de personnalités politiques anglaises. Tandis que l'IRA provisoire abat Richard Sykes, l'ambassadeur britannique aux Pays-Bas, ainsi que Louis Mountbatten, oncle de la reine Elisabeth II et l'INLA tue Airey Neave, secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord du cabinet fantôme et proche conseiller de Margaret Thatcher élue première ministre deux mois plus tard.

131 Dans Diarmaid Ferriter, *Occasion of Sin*, Londres, Profile Books, 2009 p.482

médiatique pour l'Irlande des années 1980. Il constitue une problématique qui se pose également au mouvement LGBT, aussi bien en Irlande du Nord que dans la République irlandaise.

« À l'époque, les politiques étaient très instables en Irlande. Vous aviez la campagne contre les H-Blocks/Armagh entre 1979 et 1981, [...] et puis vous aviez du chômage massif, la population qui s'effondrait à nouveau, vous aviez de la pauvreté et ce jusqu'au milieu des années 1980 »¹³²

Dans cet optique, l'atelier de la conférence nationale gaie de Cork en 1981 au sujet de la partition est l'occasion pour une partie des militant·e·s d'affirmer leur engagement politique dans la cause nationaliste. Ils proposent ainsi lors du vote des motions proposées à la fin de la conférence de reconnaître l'existence d'un lien indéniable entre mouvement pour la libération homosexuelle et mouvement pour la libération nationale et d'affirmer le soutien de la conférence au mouvement républicain dans le Nord.

« que cette conférence condamne le droit de la Grande Bretagne d'interférer dans les affaires de l'Irlande et, dans la mesure où le combat pour les droits gais est inséparable des droits humains en général, qu'elle demande la fin de toute législation répressive, l'abolition des *diplock courts*¹³³, la libération de tous les prisonniers et toutes les prisonnières condamné·e·s pour cela, la garantie du statut politique à celles et ceux qui sont retenu·e·s pour l'instant et la mise en œuvre d'une charte des droits en Irlande du Nord [...] que cette conférence reconnaît la primauté du combat national en Irlande de nos jours. Cette conférence reconnaît ainsi que la libération gaie et la libération nationale sont interdépendantes. C'est pourquoi cette conférence encourage le débat sur la question nationale au sein du mouvement gay et souhaite aussi initier le débat sur la libération gaie au sein des mouvements républicains. Que cette conférence reconnaît le besoin urgent pour un large panel de réformes du système pénitentiaire en Irlande du Nord et appelle la première ministre Thatcher à adopter une attitude plus flexible sur la question. »

Les militant·e·s à l'origine de ces motions affirment ainsi un engagement politique assumé auprès du mouvement républicain et plaident pour l'ouverture du débat sur la question du conflit nord-irlandais au sein du mouvement LGBT. Ils ajoutent ainsi que « à jouer la compétition l'un contre l'autre, les groupes gais établis n'ont pas travaillé effectivement la politisation de l'Irlande. [...] il est faux de dire que les gais « ordinaires » n'ont pas envie de s'engager. Nous devons rejeter les attitudes défaitistes et rechercher des moyens accessibles d'un engagement politique plus large ».

132 Entretien avec Cathal Kerrigan, mardi 10 septembre 2019, Cork.

133 Cours criminelles spéciales en Irlande du Nord, introduites par le Northern Ireland (Emergency Provisions) Act de 1973, pour organiser des procès sans jury dans le cadre des affaires de terrorisme durant les *Troubles*.

Des propositions assez surprenantes qui constituent les seules motions sur les 56 proposées lors de la conférence à ne pas être votées à l'issue du week-end. Ces militant·e·s se posent ainsi en opposition à l'attitude de neutralité face au conflit qui prédomine dans les mobilisations, dans la République comme en Irlande du Nord. Sean McGouran explique ainsi que « de tous les ateliers, celui sur la partition était le plus révélateur. La plupart des gais dans le Sud ont rejeté l'idée des provos de mettre en place un H-Block group. Ce n'était pas seulement parce que cela aurait été désastreux pour la NIGRA. C'était surtout dû au fait qu'ils n'étaient pas impressionnés par l'anti-partitionisme simplet offert par l'orateur »¹³⁴.

L'année suivante, le sujet de la partition n'est pas abordé directement lors de la seconde conférence, et la question des relations entre la République et l'Irlande du Nord est plus généralement relayée dans le débat sur le développement et l'unité du mouvement gai. Cependant, les militant·e·s qui se sont clairement exprimé·e·s en faveur du mouvement républicain forment le groupe *Gays Against Imperialism* qui affirme comme mot d'ordre « la libération gaie, par la libération nationale »¹³⁵. Le groupe se compose en grande partie de membres des CGC et DLGC déjà engagé·e·s dans le soutien à la campagne contre les H-Blocks et les conditions d'emprisonnement des militant·e·s de l'IRA dans les prisons de l'Armagh.

« Ça s'est chevauché avec la campagne pour les H-Block Armagh, les grèves de la faim, la mort de Bobby Sands en mai 1981. J'étais très impliqué là-dedans avec Mairtin. [...] nous avons fondé *Gays Against H-Block/Armagh* [...] Puis j'ai déménagé à Dublin et avec Mairtin nous avons fondé un groupe nommé *Gays Against Imperialism*. La campagne contre les H-Block Armagh était terminée à ce moment là. C'était en 1982 et de 1982 à 1992 j'étais à Dublin et j'étais engagé dans cette d'organisation. »

Le groupe compte ainsi parmi ses membres Cathal Kerrigan, Mairtin Mac an Ghoill et Mick Quinlan, qui revendique par ailleurs ce positionnement républicain au sein de la NGF en 1984 à l'occasion des élections du nouveau conseil administratif du groupe, mais également Melissa Murray, Maura Molloy, ainsi que Tarlach MacNiallais, et même lorsqu'ils sont en Irlande du Nord Marie Mulholland, déjà membre de *Women's Agaisnt Imperialism* et qui marchent ainsi avec eux lors des manifestations à Belfast ou Derry. Ces militant·e·s affichent un positionnement politique très clair, proche du mouvement républicain et des différentes campagnes qui lui sont associées

134 Linen Hall Library, *Gay Star*, n°4, Sean McGouran « Second All-Ireland Conference », 1981

135 Free Derry Museum, Archives de Tarlach Mac Niallais, documents du GAI « Gay liberation through national liberation »

telles que la campagne contre les H-Blocks, ou encore le mouvement *Troops Out*¹³⁶ au point d'être surnommés « provos » par d'autres militants à l'instar de Sean McGouran dans son article pour *GayStar*. Si le groupe s'ancre dans la lignée des Gays Collective et recoupe en grande partie les militant·e·s de Cork et surtout Dublin dont ils paraissent incarner la frange la plus radicale. En effet, l'engagement auprès du mouvement républicain et nationaliste dans le Nord ne semble pas faire l'unanimité dans ces groupes, même auprès de membres qui sont favorables aux idées anti-impérialistes et à la question de la défense des droits humains dans le cadre de la campagne contre les H-Blocks, mais restent en désaccord avec les moyens d'actions des groupes républicains en Irlande du Nord et notamment la question du conflit armé. Bill Foley relate ainsi les débats au sein du collectif de Dublin et reconnaît, malgré son refus de rejoindre GAI, l'importance de ce contexte politique troublé pour ces militant·e·s qui doivent ainsi se positionner face aux enjeux dans le Nord.

« La plupart des membres de GAI étaient dans le collectif, en tout cas à Dublin. Nous avons tout le temps des débats à propos de ces débats politiques. Je suppose que je venais d'une perspective où le *Sinn Fein*, l'histoire nationaliste, n'est pas forcément une histoire positive de là où je viens. Vous savez, je ne soutiens pas le conflit armé par exemple, ce genre de choses. Il y avait des débats entre pro et anti-impérialistes. Certains d'entre nous avaient cette perspective et d'autres étaient très très très anti-impérialistes et avaient des positions très républicaines et nationalistes [...] mais il y avait un fort sentiment à l'époque, ce qui arrivait politiquement c'est qu'il y avait la campagne anti H-Block/Armagh et la *dirty protest* qui se déroulaient à l'époque. ».¹³⁷

Les débats sont ainsi présentés comme une forme de dilemme pour une partie de ces militant·e·s qui restent favorables à ces groupes sans pour autant vouloir y adhérer. Les collectifs se retrouvent ainsi dans des formes de compromis et des débats mais « sans aucun antagonisme » ainsi que le souligne Cathal qui explique de la même manière au sujet de Arthur, Laurie et Kieran, que bien qu'ils voulaient supporter leurs amis « ils ont eu le sentiment qu'ils ne pouvaient pas marcher parce que la campagne anti H-Block/Armagh était proche des provos » et qu'ils étaient inquiets d'une éventuelle hostilité des militant·e·s républicain·e·s, nationalistes et potentiellement très catholiques envers la bannière « Gays and Lesbians Against H-Block/Armagh ».

136 Organisation fondée en 1973 après l'intervention de l'armée britannique dans le conflit nord-irlandais, notamment à l'encontre des populations issues de la minorité catholique et nationaliste en Irlande du Nord, en particulier le « *Bloody Sunday* » dans le Bogside à Derry le 30 janvier 1972. Le groupe s'organise aussi bien en Irlande du Nord que dans le reste du Royaume-Uni et notamment à Londres dans la communauté irlandaise qui y a émigré.

137 Entretien avec Bill Foley, lundi 2 septembre 2019, Dublin.

Le groupe apparaît ainsi comme une branche radicale de ces collectifs qui s'efforce de faire la jonction entre mouvement LGBT et mouvement républicain., Ses membres sont particulièrement proches de *People's Democracy* où une partie d'entre eux sont engagés et dont Cathal rappelle qu'ils « soutenaient vraiment le Dublin Gay Collective et soutenaient l'idée de faire des liens entre féministes, classe ouvrière, syndicats et tous ces mouvements de protestation et le combat anti-impérialiste ». Bernadette McAliskey est ainsi l'une des invité·e·s d'honneur de la soirée de lancement officiel du groupe en 1982 aux côtés notamment de Liz Noonan, candidate revendiquée lesbienne, féministe et radicale aux élections de 1981 à Dublin. Du point de vue de ses moyens d'actions, le groupe reprend le modèle des collectifs liés au *liberation sector*, et notamment du DLGC un peu plus radical. Ils rejoignent ainsi de nombreuses manifestations, dans la République, comme le 18 juillet 1981 devant l'ambassade britannique pour protester contre l'attitude du gouvernement de Margaret Thatcher face aux grèves de la faim ; mais aussi en Irlande du Nord à Belfast ou à Derry, notamment à l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire du *Bloody Sunday* le 9 février 1982¹³⁸. Ils organisent des réunions de rencontres et de débats sur les liens entre libération nationale et libération gaie, publient des prospectus informatifs sur le sujet et soutiennent officiellement la candidature aux élections législatives nord-irlandaise de Bernadette McAliskey. Le groupe qui forme GAI apparaît ainsi comme une branche radicale de ces collectifs politisés. Ils s'ancrent en effet dans cette démarche d'alliance des mouvements sociaux, notamment avec les mouvements féministes. Ils apportent notamment leur soutien à une conférence féministe et républicaine organisée à Trinity College à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes qui réunit entre autres des groupes féministes anti-impérialistes ainsi que les collectifs féminins d'Irlande et de Londres contre les prisons de l'Armagh, et où les militants masculins de GAI tiennent une crèche. Dans un entretien avec Gary Kinsman à Toronto en 1984, Cathal souligne ainsi l'importance du groupe *Women Against Imperialism* pour leur combat et ce qu'il apporte au militantisme lesbien et gai, manifestant encore une fois l'alliance et le lien presque généalogique entre mouvements LGBT et féministes pour ces militant·e·s. Mais il y met également en avant le parallèle important pour les homosexuel·le·s entre l'Irlande du Nord et la République au sud, rappelant que de part et d'autre le climat conservateur opprime la sexualité¹³⁹. Ce qu'ajoute GAI à la démarche des collectifs dans la République à travers l'engagement pour la cause républicaine dans le Nord, c'est surtout un véritable lien entre les deux espaces. Le groupe, quoiqu'organisé en grande partie depuis Dublin où les militant·e·s peuvent s'appuyer sur le DLGC, fonctionne de manière transfrontalière et fait le lien entre Cork, Dublin, Belfast et Derry. La

138 IQA MS 46,051/1-4, Archives de Charles Kerrigan, Documents généraux de GAI, *Irish News* n°1.

139 Free Derry Museum, Archives de Tarlach Mac Niallais, « Ireland : gay liberation and national liberation », entretien de Cathal Kerrigan avec Gary Kinsman en juin 1984 à Toronto.

structure du groupe semble par ailleurs assez fluide, et on voit, selon les événements, les militant·e·s présent·e·s et les lieux, différents noms affichés sur les banderoles avec par exemple *Belfast Gays Against Imperialism* dans le Nord, ou *(Belfast) Gays and Lesbians Against Imperialism* lorsque des militantes lesbiennes portent la bannière. C'est donc un très petit collectif, véritablement ancré dans le *liberation sector* et l'action directe, et qui s'inscrit à la fois dans le militantisme LGBT et le mouvement républicain, permettant ainsi de faire la jonction entre les deux mouvements sociaux avec l'ambition de faire évoluer les idées dans le mouvement républicain, jusque là assez conservateur, en étant présent·e·s dans ces mobilisations.

« la seule alternative était de s'engager dans le mouvement pour la libération nationale. Nous avions besoin d'être là avec nos bannières, nos délégué·e·s, notre propagande. Le sens de ce combat était d'être avec les gens de la rue. C'est là que nous pouvions mettre en avant la réalité de l'oppression gaie et changer l'opinion des gens à notre sujet ».

De fait, les militant·e·s témoignent de quelques impacts positifs sur les mobilisations républicaines comme c'est notamment le cas pour le Sinn Fein qui intègre finalement la question des droits LGBT à leur programme affirmant que « le Sinn Fein s'oppose aux discriminations à l'encontre des gais et s'oppose au droit du gouvernement de l'État libre d'utiliser le draconisme d'une législation britannique pour continuer d'oppresser cette section de notre communauté ». De la même manière, Marie Mulholland évoque le soutien que peut fournir cette communauté républicaine aux personnes homosexuelles malgré l'hostilité encore majoritaire dans la société.

« Il y avait toujours des homophobes, ne me méprenez pas, mais certainement, à l'ouest de Belfast, vous faisiez partie d'une communauté qui comprenait le combat, et si vous aviez n'importe quel souci, c'était des personnes vers qui vous pouviez aller et leur dire, vous savez, mes voisins me créent des problèmes parce que je suis gai·e »¹⁴⁰

Pour la militante, qui vit alors en colocation avec Tarlach MacNiallais sur Falls Road et s'est engagée auprès de *Women Against Imperialism* et du centre pour femmes dans le quartier très républicain, la prise en compte de ces multiples identités dans l'engagement militant permet de forger de véritables liens. Brian Lacey partage ce constat et compare cette solidarité des militants gais avec les prisonniers républicains avec la solidarité forgée durant les grèves des mineurs, et ajoute que le *coming out* d'une partie des prisonniers républicains en Irlande du Nord, à l'image de Brendi Mc Clenaghan, a également largement favorisé cet échange¹⁴¹. L'initiative radicale, à la fois

140 Entretien avec Marie Mulholland, jeudi 12 mars 2020, Cork.

141 Entretien téléphonique avec Brian Lacey, samedi 7 décembre 2019.

LGBT et républicaine, qu'incarne GAI, met ainsi en avant l'existence de certaines solidarités entre ces deux mouvements et témoigne de la manière dont peut évoluer progressivement le regard de la société sur les personnes et les revendications LGBT sous l'impact de ces mobilisations, à l'instar des réactions aux diverses interventions des militant·e·s LGBT de part et d'autre de la frontière dans les médias.

Cependant, bien qu'il soit transfrontalier, GAI apparaît avant tout comme un groupe formé dans la République, sur la base des collectifs politisés qui s'y sont développés, et les militant·e·s nord-irlandais, tels que Tarlach MacNiallais, ne sont pas membres d'organisations équivalentes en Irlande du Nord. Ainsi, du point de vue de la République, la question de la partition, et notamment du lien avec le mouvement républicain et nationaliste dans le Nord apparaît comme une version radicalisée de la politisation du mouvement par les *Gays Collectives*. En Irlande du Nord en revanche, en dehors de ces militant·e·s très politisé·e·s et isolé·e·s, le mouvement s'exprime quasiment uniquement à travers la NIGRA qui se présente dès sa formation comme un groupe sans parti pris politique dans un souci de non-sectarisme. La question de la partition semble être un tabou en Irlande du Nord, notamment parce qu'il représente un risque potentiel pour l'unité du mouvement et la construction communautaire, au cœur du militantisme LGBT. Mais il n'en est pas moins une source de débats et de questionnements réels, voire même une source de frustrations pour ces militant·e·s plus politisé·e·s qui ne trouvent pas leur place dans le courant majoritaire incarné par la NIGRA. Une situation ambiguë qui ressort des différents témoignages de ces militant·e·s.

9.3. En Irlande du Nord, une volonté de dépasser les clivages communautaires et constituer une scène LGBT non-sectaire

En effet, si l'engagement LGBT politisé, que ce soit vers une « large alliance de gauche » ou plus précisément vers le mouvement républicain dans le cadre du conflit nord-irlandais, semble davantage tourné vers des relations transfrontalières, c'est avant tout un engagement de la République vers l'Irlande du Nord. Dans les six comtés de l'Ulster même, on ne retrouve pas d'équivalent aux *Gays collectives* du sud, et même *Gays Against Imperialism*, qui compte une bonne part de membres nord-irlandais·e·s, s'organise en grande partie depuis Dublin et prend le nom de *Belfast Gays Against Imperialism* lors des manifestation en Irlande du Nord. La scène et le mouvement LGBT en Irlande se construisent en effet d'emblée sur l'affirmation d'une posture de

neutralité vis à vis du contexte nord-irlandais et les débats politiques pouvant ramener au sectarisme de la société nord-irlandaises sont largement évités par les membres. Jeff Dudgeon rappelle ainsi que « en dehors des membres du GAI qui étaient républicain·e·s, tous les autres [se réunissaient] autour d'une position réformatrice, pas spécialement socialiste, certainement pas anti-impérialiste et, en ce qui me concerne, unioniste »¹⁴². Le mouvement se construit ainsi comme un espace neutre, au nom de la primauté de la solidarité entre personnes LGBT.

« oui c'était une sorte d'espace neutre. ... Je connais Jeff, je connais ses opinions, mais j'irais un peu plus loin, et je dirais que ce n'était pas juste neutre, mais que les gais ont un sens de la solidarité entre eux, le reste de la société était vraiment contre eux. Vous savez il y avait une solidarité qui traversait la division catholique/protestant »¹⁴³.

Doug Sobey rappelle ainsi qu'« il y avait beaucoup de relations intercommunautaires, mais nous ne pensions pas en termes de communauté »¹⁴⁴ et il est vrai que pour une grande partie des personnes qui fréquentent cette scène gaie qui revendique sa distance par rapport aux conflits qui traversent la société nord-irlandaise, le mouvement LGBT est justement l'occasion de sortir de ces divisions. Brian Gilmore va ainsi jusqu'à dire que même si la société reste ségréguée et qu'il y avait toujours une partie des protestants qui ne se sentaient pas à l'aise en présence des catholiques, et inversement, « cette histoire de sectarisme était presque décomposée dans la scène gaie et lors des réunions ». Cette position est un choix ouvertement affirmé par les organisations, mais aussi une réalité pour une partie des membres de ces groupes et même une nécessité pour certain·e·s face à un contexte de conflit omniprésent et aussi impactant sur la vie sociale des nord-irlandais·e·s, et encore plus des nord-irlandais·e·s LGBT. La scène LGBT nord-irlandaise se développe dans un contexte particulier et se revendique bien plus farouchement comme sans parti pris politique et vraiment non sectaire, dans une tentative de désamorcer tout ce qui pourrait avoir un lien avec le conflit nord-irlandais qui entoure ces mobilisations. Néanmoins, l'affirmation et la défense de cette posture ne permet pas pour autant d'empêcher que les enjeux nationaux ne se répercutent sur les mobilisations.

C'est notamment ce dont témoigne la troisième NGC, organisée du 4 au 5 juin à Belfast et qui est à l'occasion renommée la « *All Ireland Lesbian and Gay Men's Conference* ». Un changement de nom qui « montre la manière dont [les militant·e·s devaient] composer en Irlande, les groupes lesbiens et gais devaient marcher sur la pointe des pieds au sujet de ce genre de terminologie » puisque « évidemment là-haut le mot « national » a une signification et des

142 Entretien avec Jeff Dudgeon lundi 21 octobre 2019, Belfast.

143 Entretien téléphonique avec Brian Lacey, samedi 7 décembre 2019.

144 Entretien avec Doug Sobey, mardi 22 octobre 2019, Belfast.

implications bien différentes »¹⁴⁵. C'est d'ailleurs le nom déjà employé en Irlande du Nord pour évoquer la seconde conférence à Dublin¹⁴⁶. La question du maintien de cette posture de neutralité est d'ailleurs au cœur d'un débat lors de la réunion préparatoire de l'organisation qui réunit une trentaine de personnes, dont une seule femme, notamment issues des précédents comités d'organisation, de la NIGRA, de la NGF, des Gays Collectives de Cork et Dublin ainsi que des militant·e·s indépendants de Derry et Belfast. Si le groupe décide de prendre en compte l'engagement croissant des lesbiennes et gais dans d'autres enjeux et mouvements sociaux, la question de la radicalité du mouvement reste perçue comme néfaste pour la fonction première des organisations majoritaires, qui reste de démocratiser le mouvement LGBT et renforcer la communauté LGBT sur l'ensemble de l'île.

« après plusieurs discussions, le titre de la conférence a été changé en « *All Ireland Lesbian and Gay men's Conference* ». Il y a aussi eu beaucoup de discussions sur le thème proposé par ceux qui ont participé à la conférence intermédiaire en décembre à Dublin, à savoir « *Lesbians and Gay Men as a radical movement* ». Certains ont pensé qu'en devenant trop radical, le mouvement gai perdrait le contact avec la vaste majorité des personnes gaies. »¹⁴⁷

L'affirmation de ce non sectarisme dans le mouvement LGBT nord-irlandais prend ainsi la forme d'un rejet de toute tentative d'orienter le débat vers ce sujet politique. La partition reste un enjeu pour les mobilisations que les divisions communautaires dans le Nord n'épargnent pas selon Kieran Rose.

« la division créée par la partition et les politiques qui arrivaient se reflétait aussi dans le mouvement gai avec des choses comme les *hunger strikers*, et des choses comme cela. Ils ont causé un tas de débats, des différences d'opinions et ce genre de chose. Et évidemment dans le Nord, le sectarisme se reflétait dans la communauté gaie et lesbienne. Ils ont essayé de garder les événements gais et lesbiens comme un espace sûr. Alors que vous aviez des bars unionistes, catholiques, nationalistes. [...] dans les années 1970 et les années 1980, il y avait une guerre qui se déroulait et vous savez en temps de guerre, le progrès social n'est pas impossible, mais c'est bien plus difficile que dans une société en temps de paix »¹⁴⁸.

Ainsi, en parallèle de ces militants, la plupart du temps masculins, pour qui le non sectarisme est une nécessité pour la formation d'un mouvement gai nord-irlandais de masse, d'autres militant·e·s y voient une injonction à taire leurs opinions politiques. Ces activistes, évoquent alors la NIGRA

145 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

146 Linen Hall Library, *Gay Star*, n°4, Sean McGouran « Second All-Ireland Conference », 1981

147 IQA MS 46,053/1-2, Archives de Charles Kerrigan, *Gay Defence Committee*, compte rendu de la réunion préparatoire à la All Ireland Lesbian and Gay men's conference de Belfast les 4 et 5 juin 1983.

148 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

comme un groupe d'élite, à l'image de la NGF dans le Sud, non représentatif de l'ensemble des personnes LGBT en Irlande du Nord, notamment parce qu'une partie de ses membres sont issus de la communauté unioniste. Marie Mulholland réagit ainsi particulièrement vivement à cette affirmation de non sectarisme en rappelant le statut privilégié d'une majorité des membres de la NIGRA.

« c'était un mouvement très petit et incroyablement masculin aussi. J'ai été au Carpenter club, je me rappelle que le Carpenter club était géré par la NIGRA et c'est là le problème. Ils avaient dit que c'était public et, j'ai écrit à ce sujet, c'est que le mouvement gai à Belfast voudrait vous faire croire qu'il n'y avait pas de sectarisme dans le mouvement gai. Je parie que vous avez entendu ça n'est ce pas ? [...] c'est les protestants qui disent ça, c'est les hommes qui viennent d'un milieu protestant et privilégié qui disent cela. Qu'ils aillent se faire foutre, c'était sectaire. Si vous veniez de l'autre côté et que vous aviez n'importe quelle forme d'engagement politique à ce sujet, ils ne voulaient pas vous connaître. Vous n'étiez pas bienvenu dans leur maison [...] Ce qu'ils considèrent comme du non sectarisme, c'est la suppression de votre identité. [...] une forme de « *Don't ask don't tell* » [...] c'est ça qu'ils appelaient être non sectaire. Et ce n'est pas non sectaire, il s'agit de ne pas lever sa tête au dessus du parapet ».

Elle témoigne ainsi d'une réelle différence entre les militant·e·s dans la République et en Irlande du Nord dans le rapport à la partition et au conflit.

« il y a toujours eu un mouvement gai masculin plus politisé [dans le Sud], leur engagement politique dépassait le fait d'être gais, ils étaient socialistes, ils étaient *queer*, ils portaient leur attention au conflit dans le Nord, ils avaient une solidarité globale. Il n'y a jamais eu cela dans le Nord, le mouvement gai masculin venait d'une communauté protestante privilégiée. Dans le sens où leur statut politique leur donnait un privilège, en dehors du fait qu'ils étaient gais ».

Outre la distinction entre militant·e·s politisé·e·s au nord et au sud de la frontière irlandaise, elle soulève la question d'une séparation plus stricte entre militants gais et militantes lesbiennes en Irlande du Nord. La réunion d'organisation de la conférence de Belfast rappelle en effet que « la NIGRA et les militantes lesbiennes de Belfast ne travaillent pas ensemble, à cause d'un désaccord sur la disponibilité des équipements » et projette ainsi l'organisation d'une conférence lesbienne en mai. Diarmaid Ferriter évoque à ce sujet des déclarations de Jeff Dudgeon qui « reste aussi honnête quant aux divisions qui existent au sein de la communauté gaie en pointant le fait que « la plupart des lesbiennes à Belfast étaient simplement apolitiques – un fait qui peut sûrement être en partie reproché aux « gais politisés » et à leur échec pour communiquer leur idées et démontrer leur

pertinence ». »¹⁴⁹. Le terme d'« apolitique », employé ici par Dudgeon, semble renvoyer au fait que les militantes lesbiennes ne s'engagent pas aux côtés des militants gais pour l'obtention de l'extension de la réforme de 1967 à l'Irlande du Nord. La distinction qu'il établit se situe ainsi sur l'aspect réformiste des politiques gaies en Irlande du Nord, et non pas sur la question de la libération générale des personnes LGBT, mis en lien avec les revendications lesbiennes et féministes. Au contraire, sur ce plan, les militantes lesbiennes s'engagent réellement, mais elles le font au sein d'autres groupes, notamment des organisations féminines et féministes. La question qu'on pourrait poser en revanche, c'est celle du lien entre cette distinction genrée des mobilisations LGBT en Irlande du Nord, et la distinction informelle entre militant·e·s favorables au mouvement républicain et militant·e·s plus proches des unionistes. La NIGRA apparaît en effet sur certains aspects comme un milieu davantage unioniste, tandis que les mobilisations féministes les plus visibles sont plutôt proches du mouvement républicain, ce qui pose donc la question d'un militantisme lesbien nord-irlandais majoritairement républicain et par conséquent d'autant moins à l'aise dans la scène gaie telle qu'elle se développe autour de Belfast. Une anecdote racontée par Marie Mulholland au sujet de l'organisation d'une soirée lesbienne dans les locaux du mouvement masculin, tend à appuyer cette hypothèse puisqu'elle raconte que les militants lui ont alors demandé de ne surtout pas « jouer du violon ou ce genre de musique ici »¹⁵⁰. La neutralité défendue par la NIGRA se traduit ainsi dans certains cas, et notamment pour les militants et militantes qui voudraient impulser une politisation des mobilisations, par un rejet de ces personnes officiellement engagées de la scène gaie. C'est notamment le cas de militants de GAI, probablement Cathal et Tarlach, refusés à l'entrée du Carpenter's Club puisqu'ils portaient des badges « Brits'Out », trop politiques et virulents¹⁵¹.

L'affirmation de neutralité face au contexte politique en Irlande se traduit ainsi avant tout par le maintien d'un tabou sur les identités de chacun·e en dehors de la scène LGBT. La position des militant·e·s de la NIGRA face à ces débats reste celle de la priorité des revendications LGBT et de l'unité au sein de la communauté qui se développe à Belfast. C'est notamment ce qui ressort d'un débat en 1980, lorsque Brian Lacey répond à un article de *Gay Star* sur ce sujet. Peter Brooke, rend alors compte d'une prise à partie des militant·e·s de la NIGRA lors de la *Gay Pride* de Londres

149 Diarmaid Ferriter, *Occasion of Sin*, Londres, Profile Books, 2009 p. 481

150 Entretien avec Marie Mulholland, jeudi 12 mars 2020, Cork. Voir aussi Marie MULHOLLAND, « Ghetto-Blasting », dans Ide O'CARROLL et Eoin COLLINS, *Lesbian and Gay visions of Ireland. Towards the Twenty-First Century*, Londres, Cassel, 1995, p. 129-137 (p.136)

151 Maurice J. Casey, « Radical politics and gay activism in the Republic of Ireland, 1974-1990 », *Irish Studies Review*, vol. 26, no 2 (2018), pp. 217 – 136

par des activistes républicains qui accusent l'organisation de prendre le parti du gouvernement britannique en choisissant de demander la réforme à ce gouvernement dont le mouvement républicain réfute précisément la légitimité.

« Durant la récente Gay Pride Week à Londres, les membres de la NIGRA ont été attaqués lors d'un meeting organisé par la Gays Activists Alliance par des soutiens du *Troops Out movement* qui ont affirmé que nous ne devrions pas faire de demande pour un changement dans la loi. Ils ont dit que le gouvernement qui pourrait faire ce changement – le gouvernement de Westminster – est un gouvernement étranger qui n'a aucune légitimité à légiférer pour l'Irlande du Nord. En demandant un changement de la loi, nous reconnaissons le droit de ce gouvernement étranger de régner sur nous. C'est drôle à quel point il faut toujours aller à Londres pour entendre ce genre d'arguments. Personne ici ne suggérerait que nous fassions attendre nos intérêts dans une chambre froide jusqu'à ce jour glorieux où Mr Haughey deviendrait notre Premier Ministre. Que nous voulions une Irlande unifiée ou le maintien de l'union avec la Grande Bretagne, l'argument est stupide [...] La NIGRA est seulement concernée par l'amélioration de la vie des homosexuel·le·s en Irlande du Nord. Elle compte des membres aux sympathies nationalistes, et des membres aux sympathies unionistes. La NIGRA, ainsi, va continuer à travailler dans l'intérêt des personnes gaies, quel que soit le gouvernement en place [...] Westminster est le gouvernement avec lequel nous devons faire affaire. Si cette situation change nous changerons avec elle »¹⁵².

Le militant va plus loin en affirmant que le seul positionnement stable de la NIGRA est son opposition au révérend Ian Paisley, alors particulièrement populaire auprès des nord-irlandais·e·s non-républicain·e·s, et à la campagne virulente du DUP à l'encontre du mouvement LGBT : la *Save Ulster Against Sodomy Campaign*, notamment tournée en dérision par Tarlach Mac Niallais lors d'une manifestation des soutiens de la campagne devant l'université de Queen's¹⁵³. L'auteur discute ensuite des enjeux politiques liés au conflit et de ses issues possibles, associant notamment les mouvements paramilitaires nationalistes, et notamment les « provos », aux troupes de l'armée britannique que le mouvement *Troops Out* veut voir partir. Il n'envisage d'ailleurs pas de résolution du conflit qui ne débouche pas sur la division de l'Irlande du Nord en deux États distincts, pour chaque communauté nord-irlandaise. Ainsi, la menace d'un probable gouvernement paisleyite en cas de départ des forces britanniques et de formation d'un État nord-irlandais unioniste et protestant justifie le refus de la NIGRA de soutenir le *Troops Out movement*. Il affirme dès lors que les

152 Linen Hall Library, *Gay Star*, n°2, Peter Brooke, « Do the Gay Activists Alliance support Ian Paisley ?? », 1980

153 Linen Hall Library, Political Collection, « Gays and DUP in protest clash », *News Letter*, 22 octobre 1983. En couverture, une photo des étudiant·e·s venus devant l'université face au rassemblement du DUP. Au centre, Tarlach Mac Niallais avec un t-shirt « Save Sodomy from Ulster ».

militant·e·s seraient prêt à faire campagne contre ce mouvement, « sauf s'il y a quelques garanties que cela ne résultera pas dans un état paisleyite ». Cet article assez long met ainsi en lumière l'aspect éminemment politique de ce refus de prise de position de la part d'une majorité des militant·e·s en Irlande du Nord. L'auteur se positionne finalement assez clairement sur cette question du retrait des troupes, même si son positionnement est principalement dicté par la priorité donnée aux revendications LGBT. Il affirme par exemple le refus de se « diviser en un mouvement pour les droits gais républicains et un mouvement loyaliste pour les droits gais, chacun d'eux assujettissant leur intérêt particulier en tant qu'homosexuel à l'intérêt plus grand de leur « cause » respective ». Plus qu'une neutralité de l'organisation face aux conflit nord-irlandais et à ces enjeux, il semble y avoir une relégation des engagements politiques et secondaires à l'arrière plan de la communauté LGBT mise en place depuis Belfast. Dans sa réponse, Brian Lacey¹⁵⁴, qui reconnaît que « toutes les nuances politiques sont représentées dans la communauté gaie » et que même discuter de la question risque de diviser les militant·e·s, réagit à ce qui lui paraît être une négation de la complexité de la situation en Irlande du Nord. Il met notamment l'accent sur la différence sociale entre la majorité des militant·e·s LGBT et les partisan·ne·s du *Troops Out movement* et du mouvement républicain en général, et remet ainsi en question l'image de neutralité revendiquée par la NIGRA et le journal à travers cet article.

« le mouvement gai, comme de nombreux commentateurs l'ont remarqué, est largement composé de personnes de la classe moyenne, avec une bonne éducation et un emploi, et des revenus inhabituellement importants à disposition. Toutes les études du rôle de l'armée britannique en Irlande du Nord ont rendu clair le fait que c'est précisément ce groupe de personnes qui risque le moins d'être affectées par la présence de l'armée, sauf s'il s'agit de défendre leur primauté et leurs privilèges [...] je suis gai et je veux tous mes droits en tant que personne gaie, mais je ne veux pas les avoir en solde, en raison de l'assujettissement d'une autre partie de la communauté [...] je n'ai pas de remède miracle au problème en Irlande du Nord, si ce n'est pour les personnes gaies qui vivent ici, mais je répudie toute suggestion de quiconque qui essaierait de justifier qu'il est dans mon intérêt d'accueillir la présence des troupes ici »

Il développe ainsi un argumentaire assez anti-militariste, soulignant que « le rôle de l'armée britannique [en Irlande du Nord] est celui d'un opposant, et pas d'un arbitre », et oppose cette neutralité forcée du groupe à l'ambition de non-sectarisme qui motive le discours principal de la NIGRA. La question de la partition et du conflit en Irlande du Nord n'est donc pas absente de la scène LGBT nord-irlandaise, bien au contraire. En Irlande du Nord, le choix de resserrer les actions

154 Linen Hall Library, *Gay Star*, n°3, Brian Lacey, « NIGRA Vindicated », 1980

politiques autour d'un objectif restreint, celui des droits des personnes gaies et de la réforme législative, comme le refus de la politisation du mouvement, est une conséquence directe de ce contexte de conflit autour de la partition de l'Irlande, dans lequel les mobilisations LGBT nord-irlandaises parviennent à évoluer, non sans difficultés. Face à ces enjeux, le non-sectarisme et l'apolitisme forcé des mobilisations apparaît pour une partie des militant·e·s comme une véritable nécessité et un enjeu pour la survie du mouvement, de sorte que les solidarités et les circulations d'idées et de pratiques avec des militant·e·s nord-irlandais·e·s du *liberation sector* n'est pas envisageable pour le mouvement majoritaire.

Epilogue : « Which way forward ? »¹⁵⁵, recomposition des mobilisations à l'aube des années 1990.

Au milieu des années 1980, l'émergence du sida entraîne une recomposition des mobilisations sur l'ensemble de l'île. En 1986, la publication de *Out for Ourselves* par le DLGC marque également l'arrêt du collectif, et la seconde partie des années 1980 se caractérise par la formation de nouveaux groupes dans la République qui dépassent les antagonismes au sein du mouvement LGBT entre les différents modèles de militantisme. Cathal Kerrigan explique ainsi à Maurice Casey qu'« avec le développement de la crise du sida, toutes [ses] idées politiques radicales se sont évanouies »¹⁵⁶. Le chercheur en conclut ainsi que « l'éclipse [du GAI], une organisation républicaine liée à la libération sexuelle, coïncide avec la naissance d'une menace terrifiante pour la communauté gaie mondiale »¹⁵⁷. La propagation de la maladie et ses conséquences terribles sur les communautés LGBT modifient en effet l'ordre de priorité pour la majeure partie des militant·e·s, notamment des militants gais mais les militantes lesbiennes s'engagent également dans les campagnes d'information et de prévention sur la maladie, et c'est bien l'ensemble de la communauté LGBT qui est concernée par les représentations négatives de la société à leur égard à l'arrivée du sida. Orla Egan rappelle ainsi que certain·e·s dentistes refusaient de faire des interventions sur les personnes homosexuelles, par peur de se voir transmettre le virus¹⁵⁸. En 1985, d'anciens membres du DLGC ainsi que des nouveaux militants, bien plus jeunes, fondent *Gay Health Action*, qui concentre finalement tous les efforts des militant·e·s dans la seconde moitié des années 1980.

« L'impact majeur [de l'arrivée du sida], c'est que cela a directement pris presque toutes les énergies du militantisme gai et des militants gais. Je me souviens que quand je suis revenu à Dublin en 1986, toutes les personnes dont je savais qu'elles avaient été engagées dans les *Gay Collectives* étaient maintenant impliquées dans *Gay Health Action* »¹⁵⁹.

Le groupe, qui s'organise alors principalement dans les locaux de la NGF au Hirshfeld Centre, témoigne de l'effacement des tensions entre *right* et *liberation sector*. Dans un communiqué de presse en avril 1987, les militant·e·s accusent le gouvernement républicain de réaliser une

155 Sous-titre de la première conférence nationale gaie de Cork en 1981 sur les actions à mener dans la décennie.

156 Entretien de Cathal Kerrigan avec Maurice Casey, « Radical politics and gay activism in the Republic of Ireland, 1974-1990 », *Irish Studies Review*, vol. 26, no 2 (2018), pp. 217 – 136

157 Maurice Casey, « Radical politics and gay activism in the Republic of Ireland, 1974-1990 », *Irish Studies Review*, vol. 26, no 2 (2018), pp. 217 – 136

158 Entretien avec Orla Egan, vendredi 13 septembre 2019, Cork.

159 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

campagne « simpliste, inefficace et moralisatrice » et de « chercher davantage à renforcer des valeurs morales traditionnelles, qu'à combattre la propagation du sida »¹⁶⁰. Ils reprochent ainsi l'absence d'éducation précise sur les pratiques sexuelles à risque, et comparent les informations données sur le sujet à celles sur les grossesses non voulues, faisant à nouveau un lien avec les problématiques déjà soulevées par les mobilisations féministes. La même année, alors que le vente sans ordonnance de préservatifs a été autorisée par le *Health Family Planning Act* deux ans auparavant¹⁶¹, le groupe lance une campagne de diffusion de « *condoms card* » avec des recommandations et informations simples pour des pratiques sexuelles sécurisées. Les mobilisations des militant·e·s autour de cet enjeu met également en avant l'importance des lignes téléphoniques, *Tel-A-Friend* comme *Cara-Friend*, dont Martin Barnes rappelle qu'elles font office de ligne d'information sur la maladie avant la formation en 1987 d'une *Aids helpline* liée à la récente branche dublinoise de *Aids Action Alliance*, basé à Londres¹⁶². De la même manière, Doug Sobey rappelle que le groupe nord-irlandais *Aids helpline*, s'organise durant ses deux premières années d'existence au sein des locaux des lignes de soutien LGBT¹⁶³. Le 27 avril 1987, ces nouvelles lignes téléphoniques forgées sur la base des lignes de soutien homosexuelles organisent une conférence pan-irlandaise sur le sujet à Dublin, regroupant les militant·e·s des 32 comtés. Les militant·e·s qui prévoient une seconde conférence à Belfast l'année suivante affirment alors que « le virus ne connaît ni frontière ni nationalité »¹⁶⁴.

Cette seconde moitié des années 1980 est donc marquée par davantage de collaboration entre les différentes organisations sur l'île, aussi bien entre le Nord et le Sud, mais également dans la République entre les différentes tendances qui existaient auparavant dans le mouvement. Les militant·e·s de GHA et de la NGF collaborent ainsi pleinement, comme en 1988, au moment où la cour européenne donne raison à David Norris dans son affaire contre le gouvernement irlandais, avec l'organisation d'une conférence majeure à Dublin sur les avancées possibles du mouvement. Nommée « *Unite for a Change. A Seminar on lesbian and gay law reform* », la conférence, organisée du 17 au 19 septembre 1988 est co-présentée par Mick Quinlan du GHA et Tonie Walsh de la NGF. Si elle reprend le modèle des conférences nationales, avec l'organisation d'ateliers divers sur les différents sujets du mouvement LGBT dont les droits au travail, et même la question

160 IQA MS 45,999/1-4 GHA papers

161 Chrystel Hug, *The Politics of sexual morality in Ireland*, Londres, Palgrave Macmillan, 1999

162 Entretien avec Martin S. Barnes, jeudi 5 septembre 2019, Dublin.

163 Entretien avec Doug Sobey, mardi 22 octobre 2019, Belfast.

164 IQA MS 45,999/1-4 GHA papers

des gardes d'enfant pour les mères lesbiennes, la conférence fait la part belle à la question de la réforme législative. Elle accueille comme invité·e·s d'honneur David Norris et Mary Robinson, qui a défendu son affaire à Strasbourg, ainsi que Jeff Dudgeon et l'avocat qui a soutenu son procès Peter Ashman, faisant ainsi un lien direct entre Irlande du Nord et République d'Irlande¹⁶⁵. La recomposition des mouvements LGBT dans cette seconde moitié des années 1980 semble favorable à de nouvelles formes de relations nord-sud en Irlande. Brian Lacey, qui rappelle que plusieurs conférences étaient organisées à Londres, Belfast ou Dublin pour essayer de coordonner la réponse à donner à l'épidémie, estime ainsi que « la crise du sida tendait à ouvrir des possibilités pour plus de coopérations à travers l'île irlandaise »¹⁶⁶. Davantage de groupes LGBT participent ainsi à des week-end d'échanges transfrontaliers, sous l'égide de *Co-operation North* (ou Coop North), déjà mentionnée par Orla Egan dans le cadre des relations entre les groupes lesbiens de Cork et Belfast. Le groupe, qui organise des rencontres entre groupes similaires du nord et du sud de l'Irlande depuis sa formation en 1979, connaît alors une certaine expansion depuis le milieu des années 1980, incarnée notamment par le lancement d'une course cycliste entre Belfast et Dublin en 1984 et l'introduction de programmes d'échange pour les jeunes et les écoliers en 1986¹⁶⁷. C'est dans le cadre de ces programmes que se rencontrent en 1987 les *Aids helplines* de Belfast et Dublin. L'année suivante ce sont les groupes homosexuels chrétiens de Dublin et Belfast, REACH et NICRH, qui participent à des week-ends d'échange favorisant la constitution de liens plus durables entre nord et sud¹⁶⁸.

Au nord comme au sud, le mot d'ordre des mouvements LGBT semble être l'égalité. En 1988, la cour européenne des droits de l'homme déclare que la criminalisation de l'homosexualité dans la République d'Irlande va à l'encontre des principes de la Convention européenne des droits de l'homme. Une partie des militant·e·s dans la République décident alors de former un groupe pour préparer les conditions du changement de loi en Irlande, et éviter notamment le modèle britannique de dépénalisation partielle avec un âge de consentement bien plus élevé que pour les hétérosexuel·le·s. Chris Robson et Kieran Rose fondent ainsi le *Gays ans Lesbian Equality Network* (GLEN) à travers lequel ces militant·e·s font pression sur le gouvernement irlandais jusqu'à la modification de la loi sur l'homosexualité en 1993, sous la présidence de Mary Robinson. En outre, la seconde moitié des années 1980 est marquée par les débuts d'un véritable processus de paix dans

165 IQA MS 45,936/15 NGF-GHA et IQA MS 45, 974/7 « Unite for a change » conference

166 Entretien téléphonique avec Brian Lacey, samedi 7 décembre 2019.

167 Voir cooperationireland.org/history

168 IQA MS 45, 949/14-15 Co-op North Exchange

le conflit en Irlande du Nord. Le 15 novembre 1985, la première ministre britannique Margaret Thatcher et le Taoiseach irlandais Garrett Fitzgerald signent les accords de Hillsborough dans le comté de Down, qui accordent un rôle consultatif à la République d'Irlande quant à la politique nord-irlandaise en échange d'une coopération avec le Royaume-Uni contre les actions et les membres de l'IRA provisoire. La période est ainsi marquée par une diminution des engagements radicaux sur la question de la partition, au profit du développement des initiatives vers la pacification du conflit et des relations entre Irlande du Nord et République d'Irlande. L'engagement de l'Irlande du Nord dans ce *peace process* semble favorable aux revendications LGBT. En effet, en Irlande du Nord, l'extension de la réforme de 1967 n'est pas synonyme d'égalité dans la loi avec les hétérosexuel·le·s, et c'est le processus de paix et de résolution du conflit qui achève la décriminalisation totale de l'homosexualité masculine en intégrant neuf clauses de non-discriminations entre les citoyen·ne·s nord-irlandais·e·s à l'accord de paix pour l'Irlande du Nord, signé le 10 avril 1998 à Belfast.

Le groupe *Equality Coalition*, fondé en 1996 et qui met en place ces neuf principes d'égalité, notamment sur la question du genre et de l'orientation sexuelle, compte parmi ses membres Marie Mulholland, qui y voit l'aboutissement de son engagement dans les politiques LGBT et républicaines en Irlande du Nord. Elle décrit ainsi l'entreprise comme une conséquence logique de ce changement d'état d'esprit par rapport au conflit en Irlande du Nord.

« L'environnement était en train de changer dans le Nord. À partir des années 1990 il y avait des pressions pour un changement et une fin du conflit. Ce désir encourageait les gens à lever la tête et dire « si nous voulons un changement, faisons un changement complet ». J'ai alors été impliquée dans quelque chose appelé *Equality Coalition*, parce que si nous voulions créer une nouvelle société, elle devait être équitable pour toutes et tous »¹⁶⁹

Pour Kieran Rose également, la signature des accords confirme une « très intéressante connexion entre le conflit dans le Nord et les droits civiques, et les droits humains en général ». L'activiste, qui met déjà en exergue la question de la partition de l'Irlande dans le développement de deux campagnes législatives distinctes sur l'île, insiste ainsi sur les liens entre les mouvements sociaux qui se développent en Irlande et le cadre spécifique du conflit autour de la partition de l'île.

« il y a quelque chose de fascinant avec l'accord du Vendredi Saint, c'est que vous pouvez vous définir comme Irlandais, Britannique ou les deux. C'est presque une théorie queer en un sens,

169 Entretien avec Marie Mulholland, jeudi 12 mars 2020, Cork.

avec toutes les thématiques aujourd'hui autour du genre. Vous pouvez vous définir vous même et vous n'avez pas à choisir »¹⁷⁰.

170 Entretien avec Kieran Rose, mardi 3 septembre 2019, Dublin.

CONCLUSION

S'il y a une évidence qui se dégage de l'étude de ces premières années des mouvements LGBT en Irlande, c'est bien leur diversité et les nombreuses formes que prend le militantisme de ces activistes irlandais·e·s et nord-irlandais·e·s au gré des dynamiques qui traversent ces mobilisations. Celles-ci se répartissent ainsi sur plusieurs lignes générales d'influence selon leur institutionnalisation, leur politisation et selon leur liens avec d'autres mouvements sociaux contemporains, LGBT ou non, à l'échelle internationale ou nationale, mais aussi selon qu'elles mettent en avant l'obtention de droits législatifs, par des actions en justice et du lobbying, ou qu'elles ambitionnent par leur discours et leur pratiques d'actions directes une libération plus générale de la société vis à vis des normes de genre et des normes morales vis à vis de la sexualité. Cependant, dans le cas de l'Irlande, ces différentes lignes d'analyse et de polarisation des mobilisations sont passées au filtre de la partition et de la problématique nationale ravivée dans les années 1970-1980.

L'île irlandaise, quoique divisée sur le plan politique, institutionnel et même géographique par la frontière instaurée en 1921, apparaît relativement unifiée lorsqu'il s'agit de l'ordre moral établi sur les politiques sexuelles. Au nord comme au sud de la frontière, l'homosexualité masculine est criminalisée par le maintien sur l'ensemble de l'île de la loi britannique de 1861, pourtant amendée en Angleterre et au Pays-de-Galles. L'opinion publique sur l'ensemble de l'île est par ailleurs largement hostile aux homosexualités et au lesbianisme qui restent, au mieux, un tabou, au pire, une maladie et un péché condamnable au regard de l'ordre moral qui prévaut dans ces sociétés. Cette proximité des situations dans la République et dans l'Irlande motive ainsi, dans les premières années, le projet d'une collaboration pan-irlandaise et la constitution d'un unique mouvement LGBT en Irlande pour porter les revendications partagées des militants et militantes du nord et du sud. Une initiative qui marque le début des mobilisations sur l'île et met en lumière l'absence d'évidence en ce qui concerne la séparation des mobilisations en deux mouvements LGBT distincts au nord et au sud de l'île.

Ces premières mobilisations LGBT en Irlande s'inscrivent par ailleurs dans un contexte militant particulièrement effervescent sur l'île dans le sillage des mouvements sociaux à l'échelle globale des années 1968 et notamment du mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord. Les premiers groupes formés de part et d'autres de la frontière naissent dans un contexte universitaires, et de revendications générale de remise en cause des formes de domination dans la société qui sort du cadre des seuls droits LGBT, si ce n'est du cadre de la libération sexuelle. Ces premières mobilisations témoignent ainsi des circulations, plus ou moins conscientes, de discours, de pratiques et de modèles entre les différents mouvements sociaux des années 1960-1970. La précocité des mobilisations LGBT nord-irlandaises au début des années 1970 souligne en particulier l'engouement et le dynamisme politique et militant qui caractérise l'Irlande du Nord au tournant des années 1960-1970. Ces premières mobilisations peuvent donc se comprendre dans cette relation, plus ou moins formelle et réciproque, avec les mouvements pour les droits civiques contemporains et les revendications générales qui traversent la société irlandaise, et surtout nord-irlandaise. Cette proximité est d'autant plus soulignée par la coïncidence entre l'effacement de ces dynamiques et l'échec de l'ambition de coopération pan-irlandaise sur les questions LGBT. Celle-ci s'efface, au milieu des années 1970, au profit d'un recentrement stratégique des objectifs des mouvements LGBT de part et d'autre de la frontière vers la question des seules réformes législatives. Un tournant qui correspond avec le recul de ces dynamiques soixante-huitardes et surtout le tournant violent des mobilisations nord-irlandaise vers un conflit civil armé qui modifie considérablement les conditions d'engagement en Irlande, et plus encore dans les six comtés.

L'évolution du mouvement LGBT dans la République dans la suite de la période donne un exemple assez complet des différentes mouvances et tensions qui traversent le militantisme LGBT. Les organisations nationales de masse que sont l'IGRM et la NGF incarnent alors une institutionnalisation accrue du mouvement et une centralisation des mobilisations autour de la capitale, fournissant ainsi les bases de l'engagement militant de la plupart des activistes sur la période, y compris des militantes lesbiennes dont le militantisme s'exprime pourtant d'abord au sein des organisations féministes. En effet, ces organisations constituent surtout un modèle dominant de mobilisation contre lequel se construisent de nouvelles formes de militantisme, à la fois plus politisées et plus inclusives, et dont l'impulsion provient précisément de collectifs formés en dehors de la capitale, et notamment à Cork. Ces tendances existent en Irlande du Nord, mais elles ne se constituent pas en groupes organisés, et les mouvances plus politisées, opposées à la neutralité et au réformisme affiché de la NIGRA, s'expriment davantage à travers des militant·e·s isolé·e·s ou intégré·e·s à des réseaux qui dépassent le cadre du mouvement LGBT. C'est probablement là

l'impact majeur de la partition et du conflit sur ces mobilisations nord-irlandaises qui s'efforcent de maintenir une posture de neutralité ambiguë face au contexte dans lequel elles évoluent. L'analyse comparée de ces deux mouvements LGBT témoigne néanmoins du maintien sur l'ensemble de la période, de solidarités et de relations transfrontalières entre ces deux Irlande qui conservent un lien spécifique par rapport aux autres mouvements LGBT internationaux. Les militants et militantes continuent de penser leur action à une échelle pan-irlandaise qui précède l'échelle plus internationale. Chaque moment clé de la chronologie des mobilisations dressée ici se caractérise ainsi par l'organisation de conférences et de rencontres entre mouvements nord et sud-irlandais.

Sur ce point, le militantisme lesbien se distingue largement du militantisme gai, puisque, contrairement au mouvement majoritaire, et de manière plus universelle et plus durable que les collectifs politisés, il fonctionne en réseaux véritablement transfrontaliers et réciproques entre les différentes grandes villes d'Irlande. La comparaison entre le Nord et le Sud de l'île permet ainsi de mettre en avant les spécificités de ces différents militantismes. Elle met notamment en lumière la position particulière du militantisme lesbien qui ne se conforme pas aux normes et pratiques des mouvements LGBT majoritaires, et d'abord masculins. Il présente au contraire un modèle de mobilisation qui fonctionne à l'échelle de l'île dans son ensemble sans distinction liée à la partition, notamment du fait d'une différence Nord-Sud moins marquée, voire quasi absente, en ce qui concerne les différentes discriminations, oppressions et surtout l'invisibilisation, combattues par ces militantes.

La comparaison de l'évolution des mobilisations LGBT en mouvement au Nord et au Sud de l'Irlande souligne également, malgré les solidarités, une différence fondamentale entre ces deux espaces, notamment du fait du contexte politique troublé en Irlande du Nord. La question de la partition reste constamment posée aux mobilisations LGBT en Irlande, que ce soit de manière directe, lorsqu'il s'agit des relations transnationales ou de l'intersection des mouvements pour les libérations gaies et nationales, mais aussi de manière indirecte par les différentes formes que prend le militantisme LGBT en Irlande du Nord face aux enjeux de la frontière et du conflit nord-irlandais, avec, par exemple, une absence claire de *liberation sector* organisée. Le militantisme LGBT dominant en Irlande du Nord se construit ouvertement autour de la question du dépassement des clivages politiques, religieux et communautaires sur l'île. Ce refus de positionnement face au conflit, de la mouvance majoritaire du mouvement, au profit d'une neutralité sensée garantir le non-sectarisme de la scène LGBT, quitte à exclure les militant·e·s politiquement engagé·e·s, traduit l'influence sur ces mouvements des enjeux politiques sous-jacents qui dépassent le cadre strict des revendications portées par les militant·e·s LGBT. Ce contexte nord-irlandais particulier modifie en

profondeur les conditions d'engagement des militants et le cadre, à la fois dynamisant et conflictuel, dans lequel se développent ces mobilisations issues des mouvements sociaux du tournant des années 1960-1970. En effet, au-delà des aspects les plus terribles du conflit, le cadre des *Troubles* est aussi celui de nombreuses revendications pour l'égalité des droits, de mouvements politiques variés qui interrogent les notions d'identités et de nationalité dans un contexte de conflit civil, mais aussi d'actions collectives majeures pour promouvoir l'instauration d'une paix durable en Irlande du Nord, en témoigne notamment dès 1976 les *Women for peace*, devenu ensuite *Peace People*. L'étude des mouvements sociaux globaux des années 1970 dans le cadre d'une Irlande déjà travaillée par des revendications et dynamiques militantes importantes, doit aussi pouvoir souligner l'intégration de l'histoire irlandaise dans ces enjeux et questionnements internationaux. En parlant du conflit, sans ne traiter que du conflit, on pourrait saisir davantage les implications de ce contexte, et laisser davantage de place à l'expérience personnelle des Irlandais·e·s et des Nord-Irlandais d'une histoire également faite de solidarités.

J'aimerais ainsi finir ce mémoire sur les dernières minutes de mon entretien avec Richard Kennedy.

« Est-ce qu'il y a quelque chose que je ne vous ai pas demandé ou que vous voudriez ajouter ?

Je pense que nous avons couvert la plupart des sujets. Ça vaut aussi le coup de dire autre chose. Vous savez, il y avait les politiques, il y avait la campagne législative, il y avait l'organisation et tout cela, mais il y avait aussi la beauté d'être jeune et gai, et à l'épreuve du monde ! Et l'amour, le sexe, les amitiés, tout cela c'était formidable. C'était littéralement une libération, pour moi et pour la plupart des gens autour de moi, de sortir de l'ombre et rentrer dans la lumière. Nous étions fier·e·s de nous et de ce que nous faisons, ce qui n'était pas rien personnellement. [...] nous parlons tous des politiques, de l'affaire de Strasbourg, de « *Save Ulster from Sodomy* » et tout cela, mais en filigrane il y avait l'amour et les relations personnelles. Et la découverte. Toutes ces choses dont on ne parle pas souvent. Maintenant, et pour les prochaines années, c'est ce que je trouve le plus important vous savez. Les histoires de campagne législative, c'était vital à l'époque, mais je pense qu'aujourd'hui il est vital de se rappeler des histoires personnelles. De faire et de raconter. »

BIBLIOGRAPHIE

Histoire contemporaine de l'Irlande

Histoire générale de l'Irlande et de l'Irlande du Nord contemporaines

BARDON, Jonathan, *A history of Ulster*, Belfast, Blackstaff, 2007

BEW, Paul, GIBBON, Peter, PATTERSON, Henry, *Northern Ireland, 1921-1996 : political forces and social classes*, Londres, Serif, 1996

BROWN, Terence, *Ireland. A social and Cultural history 1922 – 2002*, Londres, Fontana Press, 1990

DUMORTIER, Brigitte, « Partition et frontière : le cas irlandais », *Hommes et Terres du Nord*, n° 2 /3 « Frontières et recompositions territoriales », 1994, pp.103-111

FERRITER, Diarmaid, *Ambiguous Republic : Ireland in the 1970s*, Londres, Profile Books, 2013

FERRITER, Diarmaid, *The Border. The legacy of a century of Anglo-Irish Politics*, Londres, Profile Books, 2019

FERRITER, Diarmaid, *The Transformation of Ireland, 1900 – 2000*, Londres, Profile Books, 2005

GUIFFAN, *La question d'Irlande*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2006

JOANNON, Pierre, *Histoire de l'Irlande et des Irlandais*, Paris, Perrin, 2009 (2006)

Ó BEACHÁIN, Donnacha, *From Partition to Brexit. The Irish government and Northern Ireland*, Manchester, Manchester University Press, 2019

SLABY, Alexandra, *Histoire de l'Irlande. De 1912 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2016

Approche sociale et culturelle de l'Irlande et des sexualités en Irlande et en Irlande du Nord

BOWYER, Susannah, « Queer patriots. Sexuality and the character of national identity in Ireland », *Cultural Studies*, vol. 24, n°6 (2010), pp. 801-830

CONRAD, Kathryn, « Queer Treasons : Homosexuality and Irish National Identity », *Cultural Studies*, 15(1), 2001, pp. 121-137

FERRITER, Diarmaid, *Occasion of Sin*, Londres, Profile Books, 2009

HUG, Chrystel, *The Politics of Sexual Morality in Ireland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1999

PIOLA, Catherine, « Le paysage religieux de la République et de l'Irlande du Nord au début du XXIe siècle », *Etudes irlandaises*, 39-2, 2014, pp. 17-35

REYGAN, Finn, « Religious homophobia : The experiences of a sample of lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) people in Ireland », *Culture and Religion : An Interdisciplinary Journal*, vol. 15 n°3, 2014, pp. 298-312

Approches du conflit nord-irlandais

– Sur l’histoire générale du conflit

BELL, J. Bowyer, *The Irish troubles : a generation of violence, 1967-1992*, Dublin, Gill & Macmillan, 1994

BEW, Paul, GILLEPSIE, Gordon, *Northern Ireland : A Chronology of the Troubles, 1969 – 1999*, Dublin, Gill & Mcmillan, 1982

BRENNAN, Paul, *The conflict in Northern Ireland*, Paris, Longman France, 1992

BRENNAN, Paul, « L'Irlande du Nord:une situation bloquée », *Études irlandaises*, Hors-Série 2004, pp. 193-203

ETCHART, Joana, « « La paix sans la réconciliation » en Irlande du Nord : une faiblesse stratégique depuis 1974 », *Études irlandaises*, N°40-1, 2015, pp.209-22

FARREN, Sean, « The Anglo-Irish Agreement and the Protection of Minority Rights in Northern Ireland », *Etudes irlandaises*, N°16-1, 1991, pp. 141-159 *Études irlandaises, Hors Séries, La question d'irlande du Nord 1968-1988*, 1988

– Sur les premières années du conflit, rattachées aux droits civiques et aux années 1968

BEACH, Stephen W, « Social Movement Radicalization : The Case of the People’s Democracy in Northern Ireland », *The Sociological Quarterly*, vol. 18, no 3 (Et 1977), pp. 305-318,

BRILHAULT, Jean, « Irlande du Nord 1968. Contestation objective ; objectifs de la contestation », *Études irlandaises*, N° 13-1, 1988, pp. 169-178

O’DOWD, Liam, *Northern Ireland: Between Civil Rights and Civil War*, Londres, Zed Books, 1983

PRINCE, Simon, *Northern Ireland’s ‘68. Civil Rights, Global Revolt and the Origins of The Troubles*, Dublin, Irish Academic Press, 2007

PRINCE, Simon, WARNER, Geoffrey, *Belfast and Derry in revolt. A new history of the start of the Troubles*, Newsbrigde, Co. Kildare, Irish Academic Press, 2019 (seconde version)

PURDIE, Bob, *Politics in the Streets: The Origins of the Civil Rights Movement in Northern Ireland*, Belfast, Blackstaff Press, 1990

REYNOLDS, Chris, *Sous les pavés ... The Troubles. Northern Ireland, France and the European Collective Memory of 1968*, Oxford, Peter Lang Editions, 2014

RYAN, Paul, « Coming Out, Fitting in : The Personal Narratives of some Irish Gay Men », *Irish Journal of Sociology*, vol.12, n°2 (2003), pp.68-85

– Sur les acteurs du conflit

CAMPBELL, Sarah, « New nationalism ? The S.D.L.P and the creation of a socialist and labour party in Northern Ireland, 1969-75 », *Irish Historical Studies*, vol. 38, N°151, 2013, pp. 422-438

DEUTSCH, Richard (dir.), *Les républicanismes irlandais*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1997

EARLES, Jennifer, *Gender Trouble in Northern Ireland : An examination of gender and bodies within the 1970s and 1980s provisional Irish Republican Army in Northern Ireland*, Graduate Thesis and Dissertation, 2009 <http://scholarcommons.usf.edu/etd/1945>

GOLDRING, Maurice, *Belfast from loyalty to rebellion*, Londres, Lawrence & Wishart Ltd, 1989

FITZPATRICK, Maurice, *John Hume in America : From Derry to DC*, Irish Academic Press, Dublin, 2017

HANLEY, Brian, « 'But then they started all this killing' : attitude to the I.R.A. In the Irish Republic since 1969 », *Irish Historical Studies*, vol. 38, N°151, 2013, pp. 439-456

HANLEY, Brian, « 'I ran away' The I.R.A and 1969 : the evolution of a myth », *Irish Historical Studies*, vol. 38, N°152, 2013, pp. 671-68

O'DOCHARTAIGH, Fionnbarra, *Ulster's White Negroes: From Civil Rights to Insurrection*, Edingurgh, A,K, Press, 1994

WALKER, Graham, *A history of the Ulster Unionist Party. Protest, pragmatism and pessimism*, Manchester, Manchester University Press, 2004

– Sur les aspects culturels et religieux du conflit

BERTRAND, Jean-René, « Irlande du Nord. Clivages religieux, ethniques ou sociaux », *Norois*, N°174, Avril-Juin 1997. pp. 355-360

CLANCY, Mary-Alice, NAGLE, John, « Constructing a shared public identity in ethno nationally divided societies : comparing consociational and tranformationist perspectives », *Nations and Nationalism*, vol.18, 2012, pp. 78-97

DOHERTY, Paul, « Irlande du Nord : clivages religieux, ethniques ou sociaux quelques remarques de l'intérieur », *Norois*, N°182, 1999-2, pp. 225-232

HUTCHINSON, Wesley, « Le gouvernement britannique et les « traditions culturelles » en Irlande du Nord », *Études irlandaises*, N°20-1, 1995, pp. 165-17

PEYRENELE, Valérie, *Les relations communautaires en Irlande du Nord : une nouvelle dynamique*, Presses Sorbonne Nouvelle, Paris, 2003

Ouvrages théoriques et concepts généraux des gender et queer studies

Histoire du genre

BOURDIEU, Pierre, *La Domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil, 2000

BOZON, Michel, « Libération sexuelle ou déplacement des contrôles ? Discours, normes et conduites », In *Des femmes et des hommes, genre et sexualités*, par Elsa DORLIN et Eric FASSIN, Paris, Centre Georges Pompidou, « En Actes », 2009, pp. 145-60

BUTLER, Judith, *Gender Trouble, Feminism and the Politics of Subversion*, Routledge, 1990

BUTLER, Judith, CERVULLE, Maxime, et MARELLI, Joëlle, *Défaire le genre*, Paris, Éditions Amsterdam, 2016

CONNELL, Raewyn, « Hégémonie, masculinité, colonialité », *Genre, sexualité & société*, vol. 13, (2015), pp. 1-20

CONNELL, Raewyn, Messerschmidt James W., « Hedemonic Masculinity : Rethinking the Concept », *Gender and Society*, vol. 19, n°6, (2005), pp. 829-859

Histoire des sexualités et théorie queer

BOZON, Michel, *Sociologie de la sexualité*, Paris, Armand Colin, 2009

ERIBON, Didier, *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003

ERIBON, Didier, *Réflexions sur la question gay*, Paris, Flammarion, 2012

FOUCAULT, Michel, *Histoire de la sexualité I, La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976

FOUCAULT, Michel, *L'histoire de la sexualité II, L'usage des plaisirs*, Paris, Gallimard, 1984

KOSOFSKY SEDGWICK, Eve, *Epistemology of the closet*, The Regents University of California, 1990

FEDERMAN, Lilian, *Odd Girls and Twilight Lovers. A History of Lesbian Life in Twentieth Century America*, New York, Columbia University Press, 1993.

MELLINI, Laura, « Entre normalisation et hétéronormativité : la construction de l'identité homosexuelle », *Médecine & Hygiène*, vol. 33, n°1, 2009, pp. 3-26

RICH, Adrienne, *La contrainte à l'hétérosexualité et autres essais*, Vineuil, Éditions Mamamelis, 2010 (1980)

WITTIG, Monique, *La pensée straight*, Paris, Amsterdam, 2018

Travaux généraux sur l'étude des mouvements sociaux contemporains

Approche théorique des mouvements sociaux

BERGER Stefan, NEHRING Holger (dir.), *The History of Social Movements in Global Perspective*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017.

BOURDIEU, Pierre, *Raisons pratiques, Sur la théorie de l'action*, Paris, Éditions du Seuil, 1994

CEFAÏ, Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007

DOBRY, Michel, « Mobilisations multisectionnelles et dynamique des crises politiques : un point de vue heuristique », *Revue française de sociologie*, 24 – 3, 1982, pp. 395-419

FILLIEULE, Olivier, AGRIKOLIANSKY, Éric, SOMMIER, Isabelle, *Penser les mouvements sociaux conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010

FILLIEULE, Olivier, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *Politiques et Sociétés*, 28, 1, 2009, pp.15-36

MATHIEU, Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012

McADAM, Doug, TARROW, Sidney, TILLY, Charles, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001

MELUCCI, Alberto, « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Lien social et Politiques*, 75, 2016, pp. 173-190 ; Alain Touraine, Michel Wieviorka et François Dubet, *Le Mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984.

SOMMIER, Isabelle, *Les Nouveaux Mouvements contestataires*, Paris, Flammarion, 2001

TARTAKOWSKY, Danielle, PIGENET Michel, *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.

TILLY, Charles, *Social Movements, 1768-2004*, Londres, Paradigm Publishers, 2004

Mobilisations étudiantes

ERLICH, John, et ERLICH, Susan, *Student Power, Participation and Revolution*, New York: Association Press, 1971

RHOADS, Robert A., « Learning from Students as Agents of Social Change : Toward an Emancipatory Vision of the University », *Journal of Change Management*, vol. 9 n°3, 2009, pp. 309-322

Mobilisations féministes

BARD, Christine, *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012,

BERENI, Laure, « Du MLF au Mouvement pour la parité », *Politix*, no 78 (2007), pp. 107 – 32

ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Genre et politique : les années 1968 », *Vingtième siècle*, no 75 (2002), pp. 133 – 43

Etudes des mouvements sociaux en Irlande

– Dans la république d’Irlande

CONNOLLY, Linda, O’TOOLE, Tina, *Documenting Irish Feminism: The second Wave*, Woofield, Dublin, 2005

CONNOLLY, Linda, *The Irish Women’s Movement : from Revolution to devolution*, Londres, Palgrave Macmillan, 2002

CONNOLLY, Linda, HOURIGAN, Niamh, *Social Movements and Ireland*, Manchester, Manchester University Press, 2006

– En Irlande du Nord

BOSI, Lorenzo, *The Troubles in Northern Ireland and Theories of Social Movements*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2017

NAGLE, John, *Social Movements in Violently Divided Country*, 2016

FORD, Maryann, « Women’s Role in the Resolution of Northern Ireland Conflict », *Students research in Peace and Conflict studies at Umass Lowell*, 2012, pp. 1-11

NAGLE, John, « ‘Unity in Diversity’ : Non sectarian Social Movement Challenges to the Politics of Ethnic Antagonism in Violently Divided Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, no 1 (2013), pp. 78 – 82

NAGLE, John, et Bernadette C, HAYES, « Ethnonationalism and attitudes towards gay and lesbian rights in Northern Ireland », *Nation and nationalism*, 2016

NAGLE, John, « What are the Consequences of Consociationalism for Sexual Minorities ? An analysis of Liberal and Corporate Consociationalism and Sexual Minorities in Northern Ireland and Lebanon », *Political Studies*, vol. 64 (4), 2016, pp.854-871

PIERUCH, Hannah, « Feminism During the Troubles in Northern Ireland », *The Onyx Review : The Interdisciplinary Research Journal*, vol. 3 n°1, 2017, pp. 37-43

Sur le contexte de mobilisation au Royaume-Uni

BYRNE, Paul, *Social Movements in Britain*, Routledge, 2013

DONNELLY, Mark, *Sixties Britain : culture, society, and politics*

HARRIS, Trevor, *Preserving the Sixties : Britain and the 'Decade of Protest'*, Basingtoke, Palgrave Macmillan, 2014

Étude des mobilisations LGBT dans la seconde moitié du XXe siècle

Approche générale des mobilisations LGBT

ADAM, Barry D, *The Rise of a Gay and Lesbian Movement*, Boston, Mass, Twayne Publishers, 1987

ADAM, Barry D., Jan Willem Duyvendak, et André Krouwel, éd, *The Global Emergence of Gay and Lesbian Politics : National Imprints of a Worldwide Movement*, Philadelphia, Temple university press, 1999

ALTMAN, Dennis, *Homosexuel(le): oppression et libération*, Paris, Fayard, 1976

BACH, Gérard, *Homosexualités : expression, répression*, Paris, Le Sycomore, 1982

BERNSTEIN, Mary, « Identities and Politics: Toward a Historical Understanding of the Lesbian and Gay Movement », *Social Science History*, vol. 26, no 3 (2002), pp. 53 – 8

BERNSTEIN, Mary, « IDENTITY POLITICS », *Annual Review of Sociology*, 31 (2005), 47

BROOKS, Adrian, *The Right Side of History: 100 Years of LGBTQI Activism*, 2015

CRUIKSHANK, Margaret, *The Gay and Lesbian Liberation Movement*, New York, Routledge, 1992

D'EMILIO, John, *Making Trouble : Essays on Gay History, Politics, and the University*, Routledge, New York, 1992

ENGEL, Stephen M, *The Unfinished Revolution Social Movement Theory and the Gay and Lesbian Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001

HUMPHREY, Jill C., « Cracks in the Feminist Mirror ? Research and Reflections on Lesbians and Gay Men Working Together », *Feminist Review*, n°66, 200, pp. 95-130

PICQ, Manuela Lavinias, THIEL, Marcus, éd, *Sexualities in world politics: how LGBTQ claims shape international relations*, London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, 2015

MARCHE, Guillaume, « Militantisme et identités gaies et lesbiennes : quelle identité pour quels objectifs ? » *Transatlantica, Revue d'études américaines*, American Studies Journal, no 1 (2008)

GIAMI, Alain, « Misère, répression et libération sexuelles », *Mouvements*, no 20 (2002), pp.23 – 29

PREARO, Massimo, « Mouvement et communauté LGBT. Entretien avec Jean-Philippe Cazier », *Chimères* N° 87, no 3 (2015), pp. 95 – 102

TREMBLAY, Manon, PATERNOTTE, David, JOHNSON, Carol, éd, *The Lesbian and Gay Movement and the State : Comparative Insights into a Transformed Relationship*, Londres, New York, Routledge, 2016

Modèles contemporains d'activisme LGBT

– Aux États-Unis

ARMSTRONG, Elizabeth A; *Forging Gay Identities, Organizing Sexuality in San Francisco, 1950-1994*, Chicago, University of Chicago Press, 2002

ASHLEY, Colin P., « Gay Liberation : How a Once Radical Movement Got Married and Settled Down », *New Labour Forum*, vol. 24, n° 3, 2015, pp.28-32

BEEMYN, Brett, « The Silence is Broken : A History of the First Lesbian, Gay, and Bisexual College Student Groups », *Journal of the History of Sexuality*, Vol.12, no°2 « Special Issue : Sexuality and Politics since 1945 », 2003 ? pp. 205-223

CARTER, David, Stonewall, *The riots that sparked the Gay Revolution*, NewYork, St Martin's Griffin, 2004

CHAUNCEY, George, Gay New York. *Gender, urban culture and the making of the Gay male world, 1890 - 1940*, Paris, Fayard, 1995

COHEN, Stephan, « Liberationists, Clients, Activists: Queer Youth Organizing, 1966–2003 », *Journal of Gay & Lesbian Issues in Education* , vol. 2, no 3 (2005), pp. 67 – 86

D'EMILIO, John, *Sexual Politics, Sexual Communities: The Making of a Homosexual Minority in the United States, 1940-1970*, Chicago: The University of Chicago Press, 1983

D'EMILIO, John, « The Gay Liberation Movement », *Social Movements Reader : Cases and Concepts*, 2009, pp. 36 – 41

DUBERMAN, Martin B, *Stonewall*, New York, Open Road Media, 2013

FASSIN, Eric, « Politiques de l'histoire : Gay New York et l'historiographie homosexuelle aux États-Unis », *Actes de la recherche en science sociales*, no 125 (1998), pp. 3 – 8

KISSAK, Terence, « Fraking Fag Revolutionaries : New York's Gay Liberation Front, 1969-1971 », *Radical History Review*, vol. 62, 1995, pp. 104-134

LEKUS, Ian, « The Long Sixties », *OAH Magazine of History*, vol. 20, n°2, « History of Sexuality », 2006, pp.32-38

MARCHE, Guillaume, *La militance LGBT aux États-Unis, Sexualité et subjectivité*, Presse universitaire de Lyon, SXS Sexualité, Lyon, 2017

VALOCCHI, Steve, « Individual identities, collective identities, and organizational structure : the relationship of the political left and gay liberation in the United States », *Sociological Perspectives*, vol. 44, n°4, 2001, pp. 445-467

– En Europe

AYOUB, Phillip M., PATERNOTTE, David, éd, *LGBT activism and the making of Europe: a rainbow Europe?* Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014

AYOUB, Phillip M., PATERNOTTE, David, « L'International Lesbian and Gay Association (ILGA) et l'expansion du militantisme LGBT dans une Europe unifiée », *Critique internationale*, vol. 70, no 1 (2016), pp. 55-70

CHAPERON, Sylvie, « L'histoire contemporaine des sexualités en France », *Vingtième siècle*, vol. 3, no 75 (2002), pp. 47-59

CHEVALIER, Guy, et Jean LE BITOUX, « De la Sorbonne occupée au FHAR », In *Entretiens sur la question gay*, par Jean LE BITOUX, 81 – 92, H&O, Béziers, 1988

PREARO, « La Marche des Fiertés a toujours été un événement festif et politique » | Massimo Prearo », Consulté le 20 novembre 2018, <http://massimoprearo.com/fr/la-marche-des-fiertesa-toujours-ete-un-evenement-festif-et-politique/>

PREARO, Massimo, « Le moment 70 de la sexualité : de la dissidence identitaire en milieu militant », *Genre, sexualité & société*, no 3 (2010)

PREARO, Massimo, « La naissance de la formule « LGBT » en France et en Italie : une analyse comparative des discours de mobilisation », *Cultures & Conflits* n° 97, no 1 (2015), pp. 77 – 95

PREARO, Massimo, *Le moment politique de l'homosexualité, Mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, SXS Sexualité, 2014

REVENIN, Régis, « Les études et les recherches lesbiennes et gays en France ? 1970-2006 », *Genre et Histoire*, Association Mnémosyne, 2007

TAMAGNE, Florence, *Histoire de l'homosexualité en Europe, Berlin, Londres, Paris, 1919-1939*, Paris, Editions du Seuil, 2000

Mobilisations LGBT en Irlande et en Irlande du Nord

CASEY, Maurice J, « Parallels of the 2015 Marriage Equality Referendum and Irish LGBTQ Activism in the 70s and 80s », 13 mai 2015, modifié le 2 octobre historytothepublic.org

CASEY, Maurice J, « Radical politics and gay activism in the Republic of Ireland, 1974-1990 », *Irish Studies Review*, vol. 26, no 2 (2018), pp. 217 – 136

DUNPHY, Richard, « Sexual identities, national identities : the politics of gay law reform in the Republic of Ireland », *Contemporary Politics*, vol. 3, n°3 (1997), pp. 247-265

EGAN, Orla, *Queer Republic of Cork. Cork's Lesbian, gay, Bisexual & Transgender Communities, 1970s-1990s*, Cork, Onstream, 2016

LACEY, Brian, *Terrible Queer Creatures, Homosexuality in Irish History*, Dublin, Wordwell, 2008

MARSTON, Sallie A, « Making difference : conflict over Irish identity in the New York City St. Patrick's Day parade », *Political Geography*, vol.21 (2002), pp. 373-392

McDONAGH, Patrick James, « “Homosexuals Are Revolting” - Gay & Lesbian Activism in the Republic of Ireland 1970s - 1990s », *Studi irlandesi, A Journal of Irish Studies*, no 7 (2017), pp. 65 – 91

MORRISSON, Todd, SPEAKMAN, Coimhe, RYAN, Travis, « Irish University Students' Support for the Human Rights of Lesbian Women and Gay Men », *Journal of Homosexuality*, vol. 56, no 3 (2009), pp. 387 – 400

ROBINSON, Pdraig, *Gaze Against Imperialism*, Kildare, Metaflux, 2019

ROSE, Kieran, *Diverse Communities - The Evolution of Lesbian and Gay Politics in Ireland*, Cork, Cork University Press, 1994

RYAN, Paul, « Pursuit of Gay and Lesbian Sexual Citizenship Rights, 1980-2011 », In *Sexualities and Irish society : A reader*, 2014

LEHNER, Sarah, « “Parallel Games” and Queer Memories : Performing LGBT Testimonies in Northern Ireland », *Irish University Review*, 2017

INVENTAIRE DES SOURCES

Irish Queers Archives (IQA) , National Library of Ireland, Dublin

Liste No. 151, (MSS 45,936 – 46,054)

Les *Irish Queer Archives* constituent le plus grand fond d'archives relatives à l'histoire des homosexualités et plus largement de la communauté LGBT en Irlande. Inauguré en 2008, le fond repose principalement sur la donation des archives jusque là conservées dans ses locaux par la *National LGBT Federation* (ancienne *National Gay Federation*) dont les fonds propres, récoltés dès sa fondation en 1979, constituent la majeure partie de la collection. On y retrouve donc les documents relatifs à la NGF et aux associations qui lui sont historiquement liée, telle que l'IGRM ou l'ILGA, ainsi que des fonds personnels d'activistes sur d'autres organisations tels que Mick Quinlan pour *Gay Health Action* (GHA) ou Charles Kerrigan pour le *Dublin Lesbian & Gay Collectives*, le *Gay Defence Committee* et *Gays Against Imperialism*. Cependant, les archives lesbiennes de la collection ne proviennent que d'association des années 1990.

Archives de la National Gay Federation

IQA MS 45,936 /3	1980-1989, brouillons et propositions d'amendements à la constitution de la NGF. 18 items.
IQA MS 45,936 /15	1980-1989, papiers de réunions du conseil d'administration de la NGF et du GHA. 24 items.
IQA MS 45,938 /4	1979-1980, informations statistiques sur les adhésions à la NGF par provinces. 4 items.
IQA MS 45,940 /2-3	1979-1989, documents relatifs aux relations de la NGF avec les partis politiques (correspondance et déclarations des partis). 46 items.
IQA MS 45,940 /4	1980-1981, résumé des réactions téléphoniques lors de programmes de la RTÉ (<i>Radio Telefis Eireann</i>). 6 items.
IQA MS 45,940 /9	1981, documents relatifs à la première <i>National Gay Conference</i> (NGC) de Cork. 10 items.
IQA MS 45,940 /10	1982, documents relatifs à la seconde NGC de Trinity College. 7 items.

- IQA MS 45,941 /1 1982, Témoignages lors de la manifestation de Fairview Park à la suite du jugement pour le meurtre de Charles Self.
16 items.
- IQA MS 45,941 /2 1983-1990, planning annuel et notes sur les émissions de radios sur le thème des gays et lesbiennes.
2 items.
- IQA MS 45,941 /3 1984-1986, formulaire d'adhésion à la conférence inter-insulaire de Belfast.
5 items.
- IQA MS 45,943 /1 1976-1988, correspondance de la NGF avec des particuliers.
9 items.
- IQA MS 45,943 /4 1978-1982, correspondance entre la NGF et les gouvernements australiens, belges, canadiens, finnois, grec et espagnol concernant la discrimination de l'homosexualité dans leurs pays.
11 items.
- IQA MS 45,943 /6 1979-1985, correspondance entre la NGF, la NUS (*National Union of Students*), et des individus privés de Londres.
37 items.
- IQA MS 45,943 /9 1980-1983, correspondance entre Bernard Keogh, secrétaire général de la NGF et Terry Prone concernant un reportage sur les jeunes homosexuels du pays.
Lettres de particuliers désapprouvant les actions de la NGF.
10 items.
- IQA MS 45,943 /14 1983-1984, correspondance entre Tonie Walsh, président de la NGF, et Michael Keating, maire de Dublin sur son élection en tant que maire.

Lettres entre le Dublin Gay Collective et la NGF concernant leur litige financier.
2 items.
- IQA MS 45,948 /1-2 1959-1989, documents relatifs à l'USFI.
40 items.
- IQA MS 45,948 /3-4 1975-1983, correspondance entre la NGF et les syndicats irlandais.

27 items.
- IQA MS 45,948 /5 1976-1984, correspondance de la NGF avec les associations Les Samaritains, le Simon Community Group et le planning familial.
25 items.
- IQA MS 45,948 /6-7 1978-1985, correspondance entre la NGF et le *Galway Gay Collective* (GGC).
39 items.

- IQA MS 45,948 /8 1978-1979, documents relatifs à la *Campaign for Homosexual Law Reform* (CHLR) et ses relations avec l'IGRM.
Ard Fheis du Fine Gael sur la décision du parti de supporter la décriminalisation de l'homosexualité.
3 items.
- IQA MS 45,948 /9 1978-1988, correspondance entre la NGF et le *Scottish Homosexual Rights Group* (SHRG).
28 items.
- IQA MS 45,949 /1-2 1978-1985, documents relatifs à la NIGRA et rapports officiels de Cara-Friend.
35 items.
- IQA MS45,949/3-4 1979-1988, Documents sur le service d'aide téléphonique *Tel-A-Friend* (TAF).
40 items.
- IQA MS 45,949 /5-6 1979-1986, '*students affairs except USI*', correspondance relative aux droits gays et à la formation de *gay societies* dans les universités.
48 items.
- IQA MS 45,949 /7 1979-1984, documents relatifs au Cork Gay Collective (CGC) et au congrès national des syndicats irlandais (ICTU).
25 items.
- IQA MS45,949/8 1979-1981, Documents sur la Lonely Gay Society/ Gay Befriending Group (GBF)
16 items.
- IQA MS 45,949 /9-10 1980-1998, documents relatifs à l'ICCL (*Irish Council for Civil Liberties*).
45 items.
- IQA MS 45,949 /12 1983, documents relatifs à la *Women's Right to Choose Campaign* (WRTC).
5 items.
- IQA MS 45,949 /14-15 1990-1993, documents relatifs au projet *Co-operation North*.
19 items.

Archives de l'Irish Gay Rights Movement (IGRM)

- IQA MS 45,951 /7-8 1979-1982, correspondance entre l'IGRM et la NGF concernant leur réconciliation.
49 items.
- IQA MS 45,952 /10 1977-1978, correspondance entre l'USI et l'IGRM.
4 items.

- IQA MS 45,954 /1 1975-1981, correspondance entre la NGF et l'archidiocèse d'Armagh.
17 items.
- IQA MS 45,954 /2 1979-1984, tracts et articles sur la religion et le mouvement gay.
12 items.
- IQA MS 45,955 /1 1979-1983, documents concernant l'organisation de la Gay Pride Week de Dublin.
75 items.

Archives du Gay Youth Group

- IQA MS 45,956 /3-5 1984-1985, papiers de l'International *Gay Youth Congress*.
50 items.
- IQA MS 45,957 /1 1985-1990, correspondance sur l'organisation de la seconde *Gay Youth Conference*.
13 items.
- IQA MS 45,957 /2-3 1985, documents concernant le second *International Gay Youth Congress*.
75 items.

Archives de l'International Gay Association (IGA)

- IQA MS 45,958 /1 1978, document fondateur de l'IGA (International Gay Association).
1 item.
- IQA MS 45,958 /2 1979-1995, correspondance entre la NGF et l'IGA/ILGA.
25 items.
- IQA MS 45,958 /3 1980-1983, correspondance entre la NGF et l'Homosexuelle Initiative Wien (HOSI).
13 items.
- IQA MS 45,959 /3 1979-1989, déclarations de presses de l'IGA/ILGA.
15 items.
- IQA MS 45,960 /1 1979, Première Conférence de l'IGA.
9 items.
- IQA MS 45,960 /4 1982-1986, Conférences de l'IGA.
4 items.
- IQA MS 45,961 /1 1980-1987, rapports de l'IGA.
8 items.
- IQA MS 45,966/1-24 1981-1988, archives d'*Identity magazine*, exemplaires et planches à imprimer.

- IQA MS 45,967/4-5 1977-1947, coupures de presses diverses sur les discriminations et des rapports de violences contre ou par les homosexuel·le·s.
60 items.
- IQA MS 45,969/1 1978-1997, coupures de presses sur le sida et la ligne de soutien téléphonique pour les parents.
27 items.
- IQA MS 45,969/3 1979-1990, déclarations de la NGF aux médias.
56 items.

Archives de Lesbian Organising Together (LOT)

- IQA MS 45,970/5 1984-1989, exemplaire de *Lesbian and Gay Socialist*.
- IQA MS 45,985 /1 1978-1983, documents liés à la manifestation féministe « Reclaim the Night ».
13 items.
- IQA MS 45,986 /2-4 1981-1986, documents et journaux relatifs au féminisme, au lesbianisme et au sado-masochisme.
36 items.
- IQA MS 45,987/1-9 1978-2000, divers documents de *Lesbian Organising Together* et sur les enjeux des mouvements lesbiens dans les années 1990.

Out magazines

- IQA MS 45,990/1-2 1984-1993, Lettres et inscriptions au magazine.
60 items.
- IQA MS 45,990/9 1985, Lettres reçues après le partenariat entre *Out magazines* et RTÉ.
6 items.
- IQA MS 45,991/1 1985-1988,
- IQA MS 45,991/4 1986, « AIDS- a Trade Union Issue » et prospectus.
7 items.
- IQA MS 45,995/1-14 1984-1991, exemplaires de *Out Magazines*.
- IQA MS 45,996/1-18 1984-1991, exemplaires de *Out Magazines*.
- IQA MS 45,997/1 1987, Photographies
25 items.
- IQA MS 45,999/1-2 1977-1993, Documents et coupures de presses relatifs à l'épidémie du sida.
80 items.

IQA MS 45,999/4	1983-1988, Documents relatifs à l'épidémie du sida. 28 items.
IQA MS 45,999/14-15	1986-1987, Articles sur <i>Gay Health Action</i> , GHA. 60 items.
IQA MS 45,999/16	1986, coupures de presses et articles sur les interventions de Noël Browne. 4 items.
IQA MS 45,999/18	1987-1990, Coupures de presse sur les <i>gay societies</i> , notamment à UCD et la question du sida et des discriminations. 11 items.
IQA MS 45,999/22	1988-1990, Articles sur l'affaire Norris. 30 items.
IQA MS 45,999/23-24	1989, presse cuttings sur l'information autour du sida. 40 items.

Archives de *Gay Health Action* (GHA)

IQA MS 46,001 /1-2	1986 – 1988 documents administratifs de la GHA. 49 items.
--------------------	--

Archives de Mick Quinlan

IQA MS 46,002 /3	1982, Matériel de promotion électoral pour Bernadette McAliskey et Liz Noonan (en Irlande du Nord). 10 items.
IQA MS 46,003 /1	1975-1989, publication de l'USFI suite à leur première conférence annuelle. 6 items.
IQA MS 46,003 /2	1981, documents concernant la première NGC en 1981 à Cork. 23 items.
IQA MS 46,003 /3	1982, documents concernant la seconde NGC en 1982 à Trinity College Dublin. 6 items.
IQA MS 46,005 /2	1982-1984, coupures de presses concernant la libération gay, la conférence gay à la <i>Queen's University</i> de Belfast et les violences contre les gays. 2 items.
IQA MS 46,005/4	1983-1986, coupures de presses sur le meurtre de Declann Flynn. 35 items.

Archives de Charles Kerrigan

- IQA MS 46,051 /1 1978-1985, documents concernant la législation et les droits gays en Irlande.
31 items.
- IQA MS 46,051 /2 1980-1982, Documents concernant l'IGRM et le mouvement gay dans la région de Munster.
Papiers sur l'établissement d'une *gay society* à l'université de Cork.
4 items.
- IQA MS 46,051 /3 1981, correspondance suivant la lettre de Charles Kerrigan au *Irish Times*.
3 items.
- IQA MS 46,051 /4 1981, déclaration de presse de Kerrigan, alors secrétaire général des étudiants de UCC concernant la reconnaissance de la *gay society*.
1 item.
- IQA MS 46,051 /5 1986-1990, articles sur la libération de Simon Nkoli et les droits gays en Afrique du Sud.
25 items.
- IQA MS 46,051 /6 1986-1989, correspondance entre Charles Kerrigan et Simon Nkoli, fondateur du mouvement noir pour les droits gays en Afrique du Sud.
36 items.
- IQA MS 46,052 /1-7 1982, documents relatif au groupe *Gays Against Imperialism* et les H-Block dans l'Armagh.
44 items.
- IQA MS 46,052 /8 1982, lettre du magazine *Jamaica Gaily News* incluant un exemplaire du journal.
2 items.
- IQA MS 46,052 /9 1982, lettre entre GAI et le Sinn Fein.
1 item.
- IQA MS 46,052 /10 1982, circulaire du *Troops Out Movement* concernant la conférence « Répression et résistance ».
2 items.
- IQA MS 46,052 /11 1982, livret *Images from the Armagh Picket 1982*.
1 item.
- IQA MS 46,052 /12 1983, poster promotionnel pour GAA (*Gays Against the Amendment*).
1 item.

IQA MS 46,052 /13	n.d., notes manuscrites sur l'organisation de futures réunions de GAI. 6 items.
IQA MS 46,053 /1	1982, documents concernant le <i>Gay Defence Committee</i> (GDC) et la marche de protestation suivant le meurtre de Charles Self. 4 items.
IQA MS 46,053 /2	1982, brouillons de projets de Melissa Murray et Charles Kerrigan contre la répression des gays comme une minorité. 1 item.
IQA MS 46,053 /3-4	1983, déclaration du DGC concernant la marche contre les violence sexuelles. 1 item.
IQA MS 46,053 /4	1983, exemplaire du journal <i>Qare Times</i> publié par le DGC. 1 item.
IQA MS 46,054/1	1970-1980, Articles universitaires sur la question de la libération gay. 4 items.
IQA MS 46,054/5	1982, Lettres <i>Outta Control</i> , sur la situation en Irlande du Nord. 6 items.

University College Cork Lesbian Gay, Bisexual and Trans Society Archive, 1980 – 2008

MS 49, 655/ 1	1980-1990, manuscrit sur l'histoire de la UCC LGBT [<i>GaySoc</i>]. 1 item.
MS 49, 655/ 2	1981-1988, documents relatifs à la fondation de la UCC LGBT [<i>GaySoc</i>]. 13 items.
MS 49, 655/ 3	1981-1988, documents relatifs aux années intermédiaires de la UCC LGBT [<i>GaySoc</i>]. 12 items.
MS 49, 655/ 4	1988-1992, documents relatifs à la reconnaissance de la UCC LGBT [<i>GaySoc</i>]. 34 items.
MS 49, 655/ 5	1985-2005, divers documents relatifs à la UCC LGBT [<i>GaySoc</i>]. 18 items.

Fond d'archives de la *Northern Ireland Gay Rights Association* (NIGRA), *Public Records of Northern Ireland* (PRONI), Belfast

Seul fond d'archives LGBT d'Irlande du Nord, déposé au centre d'archives publique d'Irlande du Nord par la Jeff Dudgeon, il est exclusivement constitués de documents de la NIGRA, organisation principale d'Irlande du Nord. Il comprend néanmoins un certain nombre de documents relatifs à d'autres associations nord-irlandaises et internationales avec lesquelles les militant.es de la NIGRA ont été en lien telles que l'*Union for Sexual Freedom in Ireland*, la *Campaign for Homosexual Equality*, le *Scottish Minority Group* ou la *Belfast Gay Liberation Society*.

Rapports et comptes rendus

D/3762/1/1/1	Juin 1974, rapport sur l'attitude des étudiants de la <i>Queen's University</i> de Belfast.
D/3762/1/1/2	1974 – 1979, papiers de l'USFI.
D/3762/1/1/4	Mars 1976 – juillet 1979, comptes rendus du <i>Scottish Minority Group</i> (SMG).
D/3762/1/1/5	Mai 1976, rapport sur la situation des homosexuels en Ulster.
D/3762/1/1/7	1978 – 1979, quatrième et cinquième rapports de Cara – Friend
D/3762/1/1/9	Août 1979, rapport sur l'homosexualité et la discrimination dans le système éducatif.
D/3762/1/1/10	1980, document de la NIGRA sur les attaques contre les homosexuels.
D/3762/1/1/11	v. 1980, rapport sur les droits homosexuels dans la législation nord-irlandaise.
D/3762/1/1/13	1981, rapport de la seconde assemblée générale de la NGF.
D/3762/1/1/14	v. 1974, Rapport sans titre sur l'homosexualité.

Conférences

D/3762/1/2/1	Avril 1979, première conférence de l'IGA.
D/3762/1/2/2	Avril 1980, seconde Conférence de l'IGA.
D/3762/1/2/3	1974 – 1981, conférences diverses.

Journaux et magazines

D/3762/1/3/1	Décembre 1975 – juillet 1980, volumes reliés de divers journaux collectés par la NIGRA.
D/3762/1/3/2	Novembre 1978 – avril 1979, 22 magazines divers sur le mouvement homosexuel en Irlande et en Grande Bretagne.

D/3762/1/3/3	Septembre 1974 – septembre 1976, 14 exemplaires des <i>NIGRA News</i> .
D/3762/1/3/4	Mars 1975 – mai 1983, exemplaires des <i>IGA New</i> .
D/3762/1/3/5	Août 1978 – juillet 1975, exemplaires d' <i>USFI News</i> et de la newsletter de l'USFI
D/3762/1/3/6-7	1974 – 1980, documents, circulaires et lettres
D/3762/1/3/8	Juillet 1974, copies de <i>Gay News</i> , dont un article sur le gouvernement de Stormont.
D/3762/1/4/1-4	1974 – 1980, tracts et flyers d'information

Correspondance politique

D/3762/1/5/1	Février 1974 – mars 1976, correspondance avec les membres du parlements nord-irlandais.
D/3762/1/5/2	Février 1974 – mai 1981, correspondance avec divers secrétaires nord-irlandais.
D/3762/1/5/3	Avril 1974 – septembre 1981, correspondance avec membres du parlement de Stormont.
D/3762/1/5/4	Juin 1974 – août 1980, correspondance avec des membres de la chambre des communes.
D/3762/1/5/5	Mars 1976 – août 1980, correspondance avec des membres du parlement.
D/3762/1/5/6	Avril 1976 _ août 1981, correspondance et notes relatives aux débats du parlement.
D/3762/1/5/7	Août 1974 – septembre 1981, lettres et formulaires de la NIGRA complétés par les partis.

Groupes d'intérêt spécial

D/3762/1/6/1	Juin 1975 – avril 1980, papiers relatifs aux droits civiques.
D/3762/1/6/2	Février 1976 – octobre 1981, papiers relatifs aux <i>gay societies</i> .
D/3762/1/6/3	Septembre 1976 – septembre 1980, papiers relatifs aux églises.
D/3762/1/6/4	Septembre 1976 – septembre 1980, papiers relatifs aux syndicats.
D/3762/1/6/5	Juin 1977 – février 1980, papiers relatifs à la situation en Irlande du Nord.

Finances

- D/3762/1/7/1 Juin 1976 – septembre 1981, documents financiers et rapport de trésorerie de la NIGRA.
- D/3762/1/7/2 Février 1977 – mai 1980, relevés bancaires de la NIGRA auprès de la *Northern Bank*.

Correspondence générale

- D/3762/1/8/1 Février 1975 – octobre 1981, correspondance avec l'IGRM.
- D/3762/1/8/2 Décembre 1974 – septembre 1982, correspondance avec le CHE.
- D/3762/1/8/3 Mai 1974 – octobre 1977, correspondance du *1974 Committee for Homosexual Law Reform* (CHLR).
- D/3762/1/8/4 Février 1980 – octobre 1981, correspondance avec la NGF.
- D/3762/1/8/5 Août 1974 – mars 1977, correspondance avec l'USFI.
- D/3762/1/8/6-7 Juillet 1978 – septembre 1986, correspondance entre la NIGRA et l'IGA.
- D/3762/1/8/8 Octobre 1978 – Avril 1980, correspondance avec le SHRG.
- D/3762/1/8/9 Avril 1976 – mai 1979, correspondance avec le procureur général.
- D/3762/1/8/10 Avril 1976 – juillet 1979, correspondance pour les diverses émissions télévisuelles.
- D/3762/1/8/11 Mars 1974 – juillet 1988, lettres aux éditeurs de divers journaux sur les revendications LGBT.
- D/3762/1/8/12 Novembre 1979 – septembre 1981, correspondance concernant diverses publication de *Gay News*.
- D/3762/1/8/13 Novembre 1976 – mai 1981, invitations pour parler à des meetings publics.
- D/3762/1/8/14 Novembre 1975 – octobre 1980, lettres de demandes d'aide.
- D/3762/1/8/15 Septembre 1975 – août 1980, lettres de soutien envoyées à la NIGRA.
- D/3762/1/8/16 Mai 1975 – août 1982, diverses lettres envoyées à la NIGRA.
- D/3762/1/8/17 Mars 1975 – mai 1976, documents relatifs à la tentative de discrédité le mouvement.

Activité politique et policière

- D/3762/1/9/1 Janvier 1976 – mai 1980, lettres concernant les allégations de la conduite.
- D/3762/1/9/2 Mai 1976 – 1979, déclarations et ...
- D/3762/1/9/3 Juillet 1973 – juin 1974, documents concernant les meurtres de Francis J. Benson et Frederick Davis.

D/3762/1/9/4 Juin 1979 – septembre 1980, documents concernant les meurtres de Anthony McCleave et Thomas Donegan.

Divers

D/3762/1/11/1 1976, agenda de la NIGRA.

D/3762/1/11/2 1978, livret et prospectus de *Gay Sweatshop*.

D/3762/1/11/3 1979, documents concernant la candidature de Jeff Dudgeon aux élections municipales pour le sud de Belfast.

D/3762/1/11/4 1979, recherches de la NIGRA sur les diverses implications légales de la criminalisation de l'homosexualité en Irlande du Nord.

D/3762/1/11/6 1974 – 1978, six photographies des membres de la NIGRA dans les années 1970.

D/3762/1/11/8 1974 – 1975, papiers concernant la fondation de la NIGRA.

Documents sur l'affaire de Strasbourg

D/3762/2/3/1 Octobre 1975 – avril 1983, correspondance avec Kevin Boyle.

D/3762/2/4/1 Mars 1978 – octobre 1982, déclarations de presses liée à l'affaire de Strasbourg.

D/3762/2/4/4 Décembre 1977 – juin 1980, lettres de soutien ds Pays Bas.

D/3762/2/4/5 1976 – 1978, lettres de soutien de particuliers, la plupart accompagnées de dons.

D/3762/2/4/6 Octobre 1981 – février 1982, lettres et télégrammes de félicitation.

Cork LGBT Archive

Fond constituées des archives rassemblées par Arthur Leahy, activiste à Cork dès les années 1970. Il comprend des documents relatifs à l'histoire des mobilisations LGBT de Cork de la fin des années 1970 aux années 1990 – 2000, dont la majeure partie a été mise en ligne par Orla Egan. <http://corklgbtarchive.com/>

1981 National Gay Conférence 1981, documents et rapports relatifs à l'organisation de la première conférence nationale gay d'Irlande au Connolly Hall de Cork.
10 items.

1982 National Gay Conference 1982, documents et rapports relatifs à la seconde conférence gay nationale tenue à

	l'université de <i>Trinity College</i> de Dublin.
	2 items.
Accidental Birth of an Activist	1983, documents concernant l'organisation d'une pièce de théâtre gay de Dublin à Cork.
	2 items.
AIDS Activism, Sexual Health Ireland	1985, documents relatifs à <i>Gay Health Action</i> et à la coopération d'association dans la lutte contre le sida.
	17 items.
Anti-Amendment Campaign	1983, posters et documents de campagne contre l'amendement de la constitution irlandaise proposé en 1983 renforçant la pénalisation de l'IVG.
	3 items.
Campaign for the Rights of Lesbians and Gay Men	Années 1980, comptes rendus et rapports divers sur l'activisme LGBT de Cork.
	3 items.
Cork Branch Irish Gay Rights Movement	1975, exemplaire de la newsletter de la branche de l'IGRM à Cork, <i>Sapphire</i> , volume 1 numéro 1.
	1 item.
Cork Gay Collective	Années 1980, divers documents et lettre du <i>Cork Gay Collective</i> .
	8 items.
Cork Lesbian and Gay Action Protect	Années 1980, documents sur le projet d'établir divers petits groupes d'action spécifiques à Cork en 1984.
	2 items.
Cork Lesbian Group / Cork Lesbian Collective	Années 1980, article et lettre sur la coopération entre groupes lesbiens irlandais.
	2 items.
Cork Pride	1981 – 1985, flyers et notices sur l'organisation de <i>Gay Pride</i> à Cork.
	3 items.
Cork Women's Action Group	Fin années 1980 – début 1990, lettres sur des réunions des groupes d'actions

	féministes et lesbiens à Cork. 3 items.
Gay Information Cork – Cork Lesbian Line	1984 – 1989, documents divers sur le mouvement LGBT de Cork, dont des lettres d’informations publiées dans les journaux de la ville e des papiers relatifs aux lignes de soutien téléphonique <i>Lesbian Line</i> et <i>Tel-A-Friend</i> . 8 items.
Gay Sweatshop, Theatre Group	1980, documents concernant l’organisation d’une pièce de théâtre gay de Londres à Cork. 4 items.
Irish Trade Unions and LGBT Rights	1982 – 1986, documents relatifs à la coopération des syndicats et des militant.es LGBT de Cork sur la question des droits des travailleurs et travailleuses LGBT. 5 items.
Out for Ourselves	Années 1980, lettres sur le contenu provisoire du livre <i>Out for Ourselves</i> durant sa rédaction. 2 items.
Outing the Past LGBTQ+ Festival Cork	2019, documents relatifs à l’organisation du festival d’histoire LGBT de Cork des 1 ^{er} et 2 mars 2019, dont l’intervention de Orla Egan sur les groupes d’activistes de Cork. 3 items.
Quay Co-op	1982 – 1985, posters et documents sur l’établissement d’un lieu pour les groupes lesbiens, gays, socialistes et féministes à <i>Quay Co-Op</i> sur <i>Sullivan’s Quay</i> en mai 1982 à Cork. 5 items.
UGC Gay Soc – UCC LGBT Society	1980 – 1989, établissement et reconnaissance officielle de la <i>gay society</i> de UCC. 5 items.
Women’s Place Cork	1980 – 1989, documens divers relatif à l’émergence d’une importante scène

féministe et lesbienne à Cork.
25 items.

Attic Press, Boole Library, University College Cork, Cork

Fond d'archives féministes constitué par Roisin Conroy et déposé dans les archives de l'Université de Cork en 1997. La collection renseigne principalement sur les organisations féministes en Irlande et en Irlande du Nord du début des années 1970 aux années 1990 mais dispose également de certains documents concernant la place du militantisme lesbien en Irlande et les liens entre féminisme et mobilisations LGBT.

- BL/F/AP/29 1973-1977 Documents relatifs aux femmes dans les syndicats et débats sur la place des femmes dans la société au sein des syndicats.
4 items.
- BL/F/AP/30 1976-1977 Manifeste du *Socialist Women's Group* et prospectus de People's Democracy.
6 items.
- BL/F/AP/165 1979 Documents sur les buts et objectifs du groupe *Irish Feminist Information* (IFI).
5 items.
- BL/F/AP/175 1982-1987 Rapports des réunions du groupe IFI et copies des rapports.
131 items.
- BL/F/AP/742 janvier-mai 1985 *Out* magazines.
11 items.
- BL/F/AP/1110 1971 – 1972, « Outline of conflict in the Irishwomen's movement 1971 » Documents et rapport sur les dissensions internes aux mouvements féministes en Irlande et en Irlande du Nord.
6 items.
- BL/F/AP/1111 16 janvier 1976, Liste d'organisations féministes en Irlande.
3 items.
- BL/F/AP/1112 Juin 1977, Papiers relatifs à l'atelier de travail sur le féminisme en Irlande organisé par le *Women and Ireland Group* dont un rapport sur le rapport des femmes irlandaises à la guerre, à la question nationale et une série de coupures de presses sur le sénateur Noël Browne et le républicanisme.
4 items.
- BL/F/AP/1113 Octobre 1977, notes concernant la conférence sur la libération des femmes tenue à la *Queen's University* de Belfast.
1 item.

- BL/F/AP/1114 Septembre 1977 – 1979, Séminaire de la *Women's Political Association* sur les débats concernant l'engagement politique des groupes féministes.
7 items.
- BL/F/AP/1116 Mai 1978, flyers de la *Women's Conference on Lesbianism* organisée à l'université de *Trinity College Dublin* (TCD).
1 item.
- BL/F/AP/1117 1978 – 1979, documents divers concernant les deux premières conférences nationales sur la libération des femmes tenues à TCD et l'établissement d'un groupe féministe à UCD.
21 items.
- BL/F/AP/1118 1980 Notes et textes des discours de la première conférences sur les droits des femmes au *National College of Art and Design*, Dublin.
2 items.
- BL/F/AP/1119 1983, documents relatifs au séminaire « *Changing Experiences of Women in Ireland* » de Belfast.
4 items.
- BL/F/AP/1120 Avril 1984 Documents sur l'*Irish Women's Conference*.
18 items.
- BL/F/AP/1122 n.d. , posters et flyers de l'*Irish Women Liberation Movement*.
9 items.
- BL/F/AP/1134 n.d. , Rapport sur les Irlandaises et la question nationale.
1 item.
- BL/F/AP/1136-37 n.d. Texte de Roisin Conroy sur le mouvement de libération des femmes en Irlande.
2 items.
- BL/F/AP/1138 n.d. , Rapport *Feminism Versus Nationalism : Women's Liberation Ireland 1971 – 1973* par Mary Flynn.
1 item.
- BL/F/AP/1140 Février 1974 – 1981 Programmes et notes sur les conférences du IWLM (*Irish Women Liberation Movement*).
42 items.
- BL/F/AP/1142 1975, Notes concernant les études sur le mouvement féministe en Irlande et l'établissement d'un groupe féministe, *Women's Lib*, à UCD.
30 items.
- BL/F/AP/1143 1978 « The Historical Points of Continuity and Discontinuity in the Woemn's Movement in Ireland », Evelyn Conlon.
2 items.

- BL/F/AP/1147 Janvier – avril 1985, documents relatif à la *Women's Conference on History of Irish Women's Liberation Movement*, incluant des documents sur l'Irlande du Nord.
45 items.
- BL/F/AP/1148 1987, exemplaire de la revue *The Honest Ulsterman* contenant un article de Ailbhe Smyth et Maragret Ward sur le féminisme entre le nord et le sud de l'Irlande durant les quinze années précédentes.
1 item.
- BL/F/AP/1172 11 décembre 1975, documents relatifs à la conférence sur l'avortement tenue à UCD.
7 items.
- BL/F/AP/1173 1975 Documents sur le comité de l'IWU relatifs aux droits sociaux.
8 items.
- BL/F/AP/1174 1975 Publications de l'IWU.
20 items.
- BL/F/AP/1175 1975 Rapports des conférences de l'IWU.
20 items.
- BL/F/AP/1177 1975-1976 Documents sur le groupe de l'IWU sur la question de la contraception.
44 items.
- BL/F/AP/1178 1975-1976 Débat « How to build a women's movement ».
7 items.
- BL/F/AP/1179 1975-1976 Divers documents de l'IWU.
10 items.
- BL/F/AP/1181 16 mai 1976 lettre sur le projet de conference pour une organisation féministe de toute l'Irlande.
- BL/F/AP/1240 1977 Documents du Rape Crisis Centre Group.
3 items.
- BL/F/AP/1242 1979-1981 Deux premiers rapports du Dublin Rape Crisis centre.
3 items.
- BL/F/AP/1284 1977-1984 Documents sur la campagne pro-avortement.
17 items.
- BL/F/AP/1298 Décembre 1974 - février 1976, documents concernant l'USFI.
37 items.
- BL/F/AP/1306 1978, flyers du comité des femmes du parti communiste d'Irlande sur le soutien aux femmes incarcérées en Armagh.
1 item.

- BL/F/AP/1309 1982, discours de Bernadette Devlin McAliskey à New York sur les mouvements sociaux en Irlande.
1 item.
- BL/F/AP/1330 1976 – 1984, coupures de presse sur la marche de Dublin, « *Women Against Violence Against Women* » du 13 octobre 1978 contre les violences faites aux femmes.
80 items.
- BL/F/AP/1455 1975 – 1979, Documents sur la théorie féministe et le mouvement de libération des femmes contenant des rapports sur les liens entre le féminisme et le lesbianisme, le socialisme et les mouvements anarchistes.
23 items.
- BL/F/AP/1519 Décembre 1977 Journal *Anarcha-Feminist* no.4
2 items.
- BL/F/AP/1520 1977-1978 Journal *Anarcha-Feminist*, no.1-3
9 items.
- BL/F/AP/1533 1974 – 1987, exemplaires de journaux relatifs aux droits LGBT.
5 items.
- BL/F/AP/1534 1975 – 1986, exemplaires de journaux relatifs à l'Irlande du Nord.
7 items.

Linen Hall Library, Political Collection

Archives de la *Belfast Gay Liberation Society*, journal et *information sheets*.

Archives de *Gay Star*

Queen's University Belfast

Rapports annuels de *Cara-Friend* de 1974 à 2004

Archives de Tarlach MacNiallais, Free Derry Museum, Derry

Archives de Tarlach Mac Niallais, militant engagés dans la fin des années 1970 et dans les années 1980 dans les mouvements de libération gay en Irlande du Nord ainsi que dans les mouvements anti-impérialiste et membre de *Gay Against Imperialism* avant de poursuivre son activisme aux Etats-Unis dans les années 1990. Ces documents ont été reversés récemment au musée de *Free*

Derry, qui retrace l'histoire du conflit nord-irlandais dans la ville, et notamment la bataille du Bogside et le Bloody Sunday de 1972. L'accès à ces documents encore non classés a été permis par l'aide précieuse de Brian Kerr et de Cathal Kerrigan qui m'a appris l'existence de ce fond.

Archives de presse :

Archives du *Irish Times*, entièrement disponibles par le Centre Culturel Irlandais de Paris.

Archives des *Belfast Newsletter*, *Irish Examiner*, *Irish Independent*, *Iris Press*, *Sunday Independent*, *Evening Echo*, *Evening Herald* et d'une vingtaine d'autres journaux locaux à travers l'Irlande via le site des *Irish Newspapers Archives*, Centre Culturel Irlandais de Paris.

Documents vidéos

A different country, émission de la RTÉ One, réalisée par Edmund Lynch et diffusée en juin 2013 à l'occasion du vingtième anniversaire de la décriminalisation de l'homosexualité en Irlande. Transmis par Edmund Lynch et Cathal Kerrigan

True North, émission sur les mobilisations LGBT en Irlande du Nord, série de documentaire sur BBC One, transmi par Cathal Kerrigan et Brian Gilmore.

Tuesday Report, émission de 1977 par Cathal O'Shannon sur la RTÉ, transmi par Sean Connolly.

Voir également les archives en ligne de *Radio Telefís Éireann* (RTÉ), télévision nationale irlandaise.

Recueils de témoignages réalisés par des militant·e·s

Dublin Lesbian and Gay Collective, *Out for Ourselves. The Lives of Irish Lesbians & Gay Men*, Dublin, Women's Community Press, 1986

IAN Janis, MURPHY Brenda, *Threads. Stories of lesbian life in Northern Ireland in the 1970's and 1980's*, Belfast, Nova, 2008

O'CARROLL, Ide, COLLINS, Eoin, *Lesbian and Gay Visions of Ireland, towards the twenty-first century*, Londres, Cassel, 1995

ANNEXES

Présentation des militants et militantes interrogés

Dix neuf militant·e·s ont été interrogé·e·s dans le cadre de ce mémoire. Toutes et tous ont été engagé·e·s dans les années 1970 et/ou 1980 dans la République d'Irlande et/ou en Irlande du Nord dans des organisations LGBT de plus ou moins grande ampleur. Un certain nombre d'entre eux sont des militant·e·s assez connue des mobilisations LGBT en Irlande dans les années 1970-80 puisqu'ils correspondent aux militant·e·s qui s'engagent publiquement et sont au coeur du fonctionnement de ces diverses organisations..., et dont les noms sont mentionnés dans les archives étudiées : ce sont les fondateurs ou fondatrices de ces associations, ou des personnes ayant occupé un poste dans le fonctionnement administratif de ces organisations. On compte quatorze hommes, dont sept engagés en Irlande du Nord et sept dans la République d'Irlande, et cinq femmes dont une seule engagée en Irlande du Nord. Seize entretiens se sont déroulés en face à face en Irlande, chez la personne interrogée ou dans un café, et deux entretiens ont du se faire par téléphone.

Les entretiens ont pris la forme de discussions très peu dirigées. Les questions n'étaient pas préparées à l'avance, si ce n'est la première posée après l'introduction « comment vous êtes vous engagé dans le militantisme LGBT, et à quoi ressemblait-il à cette époque ? ». En revanche je disposais pour chacun·e d'une liste de sujet à aborder dans la conversation concernant leur connaissance du militantisme LGBT, en Irlande comme à l'étranger, avant et pendant leur propre engagement dans ces mouvements, le contexte politique, social et culturel en Irlande et en Irlande du Nord dans les années 1970-80 (notamment concernant la religion et l'opinion publique), les relations entre les diverses organisations et les différent·e·s militant·e·s, en particulier les rapports entre lesbiennes, gais, bisexuels et trans', et enfin la question de leur engagement politique en dehors de ces mouvements et des liens entre Irlande du Nord et République d'Irlande. Les deux derniers thèmes abordés étaient généralement la crise du sida et la poursuite du militantisme LGBT dans les années 1990-2000. Selon les informations trouvées dans les archives je disposais déjà d'une première chronologie des mobilisations sur l'île ainsi qu'une liste des associations dans lesquelles la plupart des personnes interrogées s'étaient engagées, ce qui m'a permis d'intervenir plus facilement pour approfondir certains points évoqués lors des entretiens.

- Martin S. BARNES Militant gai, né en 1948 à Dublin où il vit toujours. Il milite principalement dans les années 1970 dans la capitale, au sein de l'IGRM et de la NGF, dès leur fondation. La grande majorité de son engagement se retrouve dans la mise en place et la gestion de la ligne téléphonique de la République, *Tel-A-Friend*, dont il est directeur jusqu'au début des années 1980 où il se désengage des mobilisations pour laisser place à une nouvelle génération.
- Terri BLANCHE (par téléphone) Militante lesbienne, née en 1957 à Dublin. Elle découvre les bars gais de Dublin alors qu'elle a 17 et s'engage rapidement auprès des militants qu'elle y rencontre. Elle rejoint l'IGRM peu de temps après sa formation puis la NGF au tournant des années 1970-1980. Elle est la première militante lesbienne du groupe, et s'engage principalement dans la scène LGBT en formation à Dublin et dans le reste de l'Irlande, incarnant l'interlocutrice privilégiée pour les nouvelles lesbiennes intégrées à la scène. Elle gère un café au sein du Hirshfeld Centre dans les années 1980 et vit désormais dans la province irlandaise.
- Clem CLANCY Militant gai né en 1948 à Dublin. Cofondateur de l'IGRM en 1974, il y est successivement trésorier puis secrétaire général. Il reste dans le groupe et continue de faire tourner l'organisation et le Phoenix Centre jusqu'à leur disparition lente vers le milieu des années 1980 qui correspond également à son désengagement des mobilisations au profit d'une nouvelle génération de militants.
- Sean CONNOLLY Militant gai, né en 1947 dans le Roscommon, il travaille comme fonctionnaire et technicien du génie civil. Il milite essentiellement à Dublin et dans les années 1970. Cofondateur de l'IGRM en 1974 il y est successivement secrétaire général puis trésorier. Il reste dans le groupe à la fin des années 1970 et continue de faire tourner l'organisation et le Phoenix Centre jusqu'au milieu des années 1980 où l'organisation disparaît lentement, ce qui correspond également à son désengagement des mobilisations au profit d'une nouvelle génération de militants.
- Mary DORCEY Militante lesbienne, née en 1950 dans le comté de Dublin, elle est une poète et romancière irlandaise. Elle fait une partie de ses études à la Sorbonne à Paris et rejoint dès son retour à Dublin les mobilisations féministes. Elle est une des membres fondatrices du SLM, et forme surtout l'IWU avec Ann Donnell en 1974. Militante assez médiatique, qui affirme avoir choisi le lesbianisme plutôt que la bisexualité. Elle reste engagée dans les mobilisations féministes et lesbienne tout au long de la période, notamment à travers ses écrits.

Jeff DUDGEON

Militant gai nord-irlandais, né en 1946 à Belfast, historien et ancien élu de l'*Ulster Unionist Party* (UUP). Il se mobilise pour le passage du *Sexual Offences Act* en 1967 en Angleterre et s'engage à la fin de ses études dans les mobilisations à Belfast dès 1972-73 au sein de la GLS. Il participe à la fondation de l'USFI, du 1974 CHLR et de la NIGRA en 1976. Il porte plainte contre le Royaume-Uni auprès de la cour européenne des droits de l'homme et obtient gain de cause ce qui permet la dépénalisation partielle de l'homosexualité en Irlande du Nord sur le modèle de l'Angleterre, du Pays-de-Galles et un an plus tôt de l'Écosse. Il publie ses recherches sur Roger Casement. Il est engagé politiquement très tôt, auprès du parti travailliste d'abord avant de devenir député unioniste pour le UUP jusqu'en 2018.

Orla EGAN

Militante lesbienne, née au milieu des années 1960 à Cork, elle est historienne et encore aujourd'hui activement engagée dans les organisations LGBT de Cork, notamment dans la publication d'archives et la construction d'une histoire et d'une mémoire LGBT dans la ville et en Irlande en général. Elle commence à militer dès son adolescence dans plusieurs mouvements sociaux et devient une figure centrale du mouvement lesbien à Cork. Elle participe à la formation du *Women's Fun Weekend* en 1984, aux réunions dans *Quay Co-Op*. Elle récupère les archives d'Arthur Leahy pour les rendre accessibles au public, sur place à Cork et en ligne. Elle publie un ouvrage sur le militantisme LGBT à Cork, *Queer Republic of Cork*.

Bill FOLEY

Militant gai, né en 1958 à Dublin et travailleur social. Il s'engage dès la fin des années 1970 dans le mouvement LGBT dans la capitale, à l'IGRM puis à la NGF. Engagé politiquement, il rejoint au début des années 1980 le DLGC, puis se tourne particulièrement dans la fin des années 1980 et jusqu'à aujourd'hui sur la question du sida, notamment avec GHA, GLEN.

Marina FORESTAL

Militante lesbienne, née en 1959 dans la province irlandaise, elle est professeure d'art et de dessin. Elle va dans un pensionnat catholique pour fille lorsqu'elle est adolescente où elle rencontre sa première petite amie et suit ensuite une thérapie auprès du prêtre de son école lorsque cette dernière la quitte. Elle part vivre à Dublin et découvre rapidement LIL par l'intermédiaire de la ligne téléphonique de l'organisation, *Lesbian Line*. En 1983, au moment du meurtre de Declan Flynn et du procès dont l'issue lance la marche de Fairview, elle enseigne l'art plastique dans un lycée près de Fairview Park et est menacée par certains élèves. Elle travaille ensuite auprès de *Lesbian Line* dès la fin des années 1980 et pendant une dizaine d'années.

Brian GILMORE

Militant gai nord-irlandais, né en 1950 dans l'Armagh et issu d'une famille très catholique, il est diplômé de physique à la *Queen's University* de Belfast. Après avoir suivi une thérapie d'aversion, il s'engage dans les mobilisations à Belfast auprès de la GLS en 1971 alors qu'il est étudiant et en devient le secrétaire général l'année suivante. Il participe à la fondation de l'USFI, du 1974 CHLR et de la NIGRA et fait parti des homosexuels arrêtés en 1976 par la RUC. Il reste engagé jusqu'au début des années 1980 et l'obtention de la réforme dans le nord qui marque un désengagement progressif des mobilisations.

Richard KENNEDY

Militant bisexuel nord-irlandais, né en 1953 à Belfast. Il s'engage dans les mobilisations dans les années 1970, en lien avec GLS, alors qu'il commence ses études en économie. Il participe à la fondation de l'USFI, du CHLR 1974 et de la NIGRA dont il est le premier président, puis le président d'honneur, et fait parti des homosexuels arrêtés en 1976 par la RUC. À la fin des années 1970 il part vivre à Londres où il fait office d'intermédiaire du mouvement LGBT nord-irlandais, et il est à Londres au moment où la réforme est adoptée. Il milite ainsi activement jusqu'à l'obtention de la réforme avant un désengagement progressif des mobilisations, même s'il fait un *coming out* bisexuel à l'âge de trente ans. Il est revenu à Belfast dans les cinq dernières années.

Cathal KERRIGAN

Militant gai, né en 1954 à Cork. Il s'engage dès la fin des années 1970 dans le mouvement LGBT, d'abord dans la branche de l'IGRM à Cork, puis il prend le parti de la NGF avant de finalement participer à la formation du CGC à Cork en 1980, alors qu'il effectue sa dernière année d'étude à UCC comme président de l'association étudiante. La même année, il rencontre Mairtin Mac An Ghoil avec qui il déménage à Dublin. Il forme la DLGC avec d'autres militant·e·s et s'engage dans le mouvement républicain, proche de *People's Democracy*, et de la campagne anti H-Block. Il fonde ainsi avec Mairtin *Gays Against H-Block/Armagh* puis *GAI*. Au milieu des années 1980 il se réengage dans un courant plus majoritaire autour de la question du sida avec GHA, puis GLEN. Dans les années 1990 il part vivre à Amsterdam avant de revenir à Cork dans les années 2000 pour travailler à la bibliothèque de UCC. Il participe depuis à nombreux entretiens sur mouvement LGBT.

Brian LACEY

Militant gai, archéologue et historien, né à Dublin vers la fin des années 1950 – début des années 1960, il enseigne l'histoire médiévale dès 1974 à l'université de Derry. Il milite principalement dans cette ville dans les années 1970-1980 et prend part à la formation et au

développement de *Cara-Friend* dans le comté de Derry. Il a publié une quinzaine de livres, dont un ouvrage sur l'histoire gaie de l'Irlande en 2008.

Edmond LYNCH

Militant gai, né en 1947 à Dublin, auteur de nombreux documentaires engagés sur l'histoire LGBT de l'Irlande. Cofondateur du SLM en 1973, de l'IGRM en 1974 puis de la NGF en 1979, il s'engage très activement dans les années 1970 – 1980, notamment dans la question de la réforme législative aux côtés de David Norris et Bernard Keogh et d'autres. Il travaille à la RTÉ et favorise ainsi l'ouverture du mouvement sur les médias et la réalisation de plusieurs documentaires sur le groupe et de plateaux avec l'IGRM et notamment leur porte parole David Norris. Il travaille jusqu'aujourd'hui sur la question de l'histoire et de la mémoire LGBT en Irlande, en réalisant notamment un documentaire sur l'histoire de ce mouvement LGBT pour la RTÉ à l'occasion du référendum pour le mariage gai.

Sean McGOURAN

Militant gai, né en 1945 en Irlande du Nord. Il milite à Londres dans le GLF puis Belfast au début des années 1970 avec le GLS. Au tournant des années 1970-1980 il rejoint la NIGRA, s'occupant notamment de *Gay Star* et de la ligne téléphonique *Cara-Friend*. Il s'engage par la suite dans le groupe *Rainbow project* et du comité d'organisation de la *Gay Pride* de Belfast depuis les années 1980.

David McFARLANE

Militant gai nord-irlandais, né en 1959, il poursuit des études de communication et de journalisme et est par la suite amené à voyager dans le monde entier pour son travail. Il rejoint la NIGRA au début des années 1980 et s'occupe notamment de *Gay Star* et des différents journaux publiés par le groupe. Bien qu'il soit souvent à l'étranger pour son travail durant les années 1990-2000, il est la personne derrière la page facebook de la NIGRA, toujours très active, malgré la disparition du groupe.

Marie MULHOLLAND

Militante lesbienne nord-irlandaise, née en 1960 à Belfast. Elle s'engage d'abord dans le mouvement féministe et républicain avec *Women's Against Imperialism* puis dans la publication du journal féministe lesbien de Belfast. Elle fait de nouvelles études en Angleterre et des recherches sur une militante républicaine et lesbienne du début du siècle en Irlande. Elle milite activement tout au long des années 1980-1990 au sein de mouvement féministe et LGBT, notamment auprès de GAI. Dans fin années 1980 et 1990, elle rejoint *Equality Coalition* en 1976 pour intégrer l'interdiction de discrimination sur la base de l'orientation sexuelle au traité de paix. Après les accords du vendredi saint elle quitte l'Irlande du nord pour

Dublin puis pour Cork où elle travaille toujours dans le domaine social en tant que coordinatrice du groupe de soutien aux femmes battues *West Cork Women Against Violence Project*.

Geraldine MOANE

Militante lesbienne, née en 1956 à Galway, psychologue de formation et sociologue. Elle s'engage notamment auprès du mouvement féministe dans les années 1970 avec l'IWU et participe à la conférence de 1978 sur le lesbianisme. Elle part ensuite pour les États-Unis où elle passe un doctorat de psychologie à Berkeley avant de revenir au milieu des années 1980 en Irlande. Elle se réengage alors activement dans le mouvement lesbien et participe notamment à l'organisation d'une conférence en 1987. Elle publie plusieurs articles sur le sujet et enseigne à UCD jusque récemment.

Kieran ROSE

Militant gai, né en 1958 à Cork, urbaniste et ancien membre de l'*Irish Human Rights and Equality Commission*. Il s'engage dès le milieu des années 1970 dans la capitale irlandaise avec l'IGRM puis dans la branche de Cork lorsqu'il revient dans sa ville natale. Il fonde alors avec d'autres militants le CGC et s'engage activement dans l'organisation de la *National Gay Conference* de 1981. Il s'implique surtout dans la reconnaissance des liens entre droits LGBT et droits des travailleurs et travailleuses, et travaille ainsi majoritairement avec les syndicats dont il obtient le vote d'une motion contre la discrimination des lesbiennes et des gais au travail. En 1988, il fonde GLEN et s'engage ainsi plus activement dans la lutte pour la réforme législative. Dès 1994 il publie un ouvrage sur le mouvement LGBT en Irlande.

Doug SOBEY

Militant gai, né en 1947 au Canada. Il arrive d'abord en Écosse à Aberdeen en 1969 pour terminer ses études. Il rejoint Belfast dès 1972 et travaille à la *Queen's University* où il enseigne par la suite la biologie. Il rejoint rapidement la GLS, participe à la formation de l'USFI et de la NIGRA. Son engagement principal reste auprès de la ligne téléphonique *Cara-Friend* dont il accueille les locaux à son domicile pendant une partie des années 1970 avant le déménagement à l'université. Il reste engagé dans le groupe jusque dans les années 1990 et dans le développement du groupe avec davantage de ligne et davantage d'inclusivité. C'est lui qui a rédigé une bonne partie des comptes rendus annuel de l'organisation. Il a par ailleurs versé les compte rendus de 1974 à 2004 aux archives de QUB.

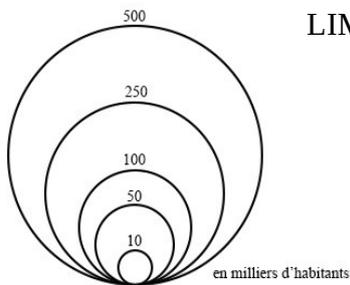
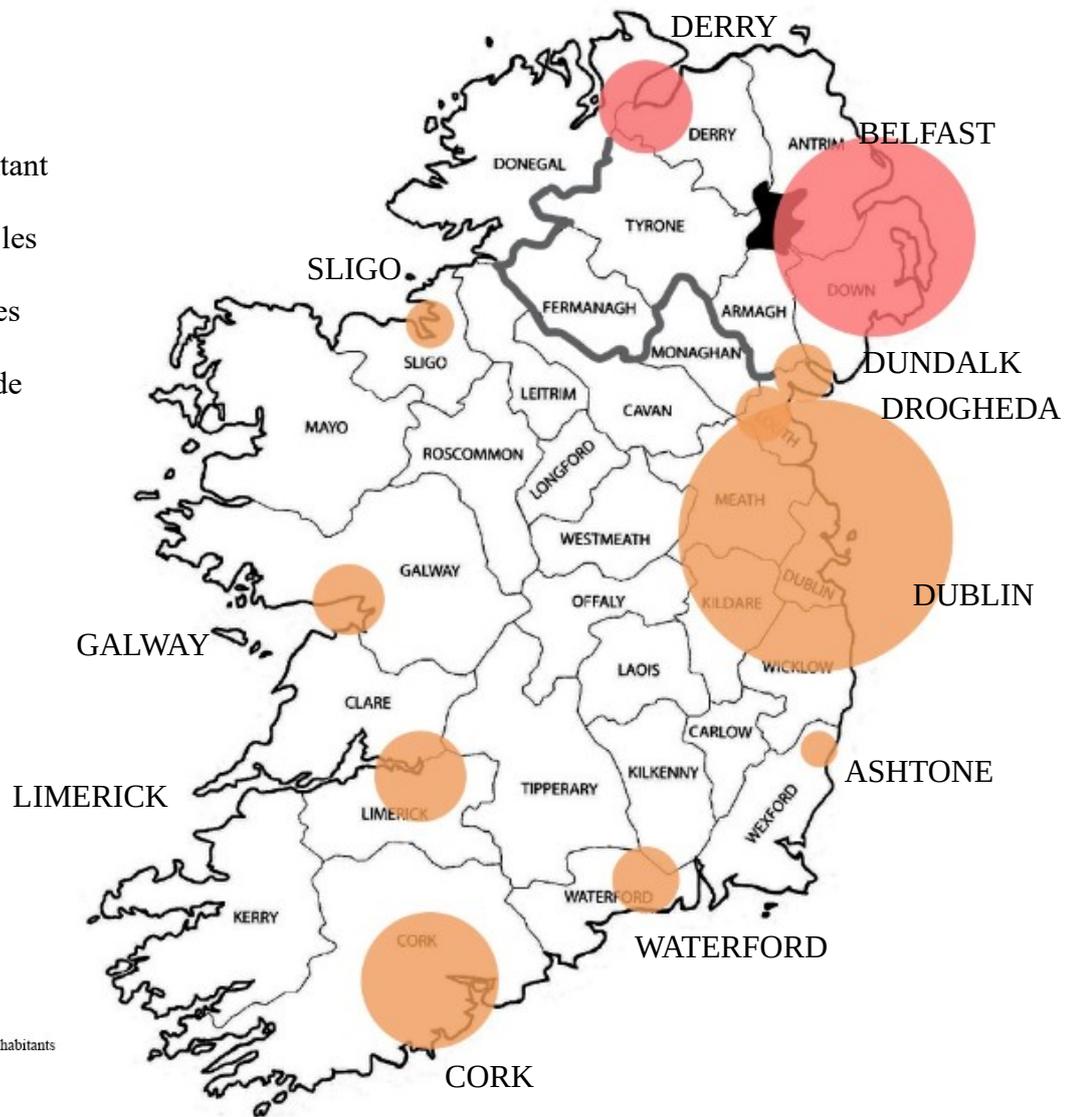
Carte de la République d'Irlande et de l'Irlande du Nord



Carte de l'Irlande via le site du routard.

https://www.routard.com/guide_carte/code_dest/irlande.htm

Carte de l'Irlande représentant le taux de population dans les principales villes irlandaises d'après les recensements de 1979 et 1981



	1971	1979
DUBLIN	567 800	543 300
CORK	128 600	138 000
WATERFORD	31 900	32 600
LIMERICK	57 100	60 700
GALWAY	27 700	36 800
ASHTONE	9 800	9 700
SLIGO	14 000	16 800
DROGHEDA	19 700	22 500
DUNDALK	21 600	25 200

	1971	1981
BELFAST	360 150	295 223
DERRY	51 850	63 472

Chronologie générale

1861	6 août	<i>Offences Against the Person Act</i> , qui pénalise l'homosexualité comme un crime contre nature dans le Royaume-Uni et ses dominions.
1919-1921		Guerre d'indépendance en Irlande.
1921	6 décembre	Signature du traité de Londres
1922 – 23		Guerre civile en Irlande
1922		<i>Special Powers Act</i>
		Constitution de l'État libre d'Irlande
1931		<i>Statute of Westminster</i> , qui libère les dominions britanniques de la tutelle de Westminster, autorisant l'Irlande à abroger toute mesure du traité ou de la constitution.
1949		Proclamation officielle de la République d'Irlande
12 décembre 1954	26 février 1962	Campagne des frontières de l'IRA
1958	12 mai	Fondation de l' <i>Homosexual Law Reform Society</i> (HLRS)
1964	7 octobre	Fondation de la <i>Campaign for Homosexual Equality</i> , par des militants de la branche ouest de la <i>Homosexual Law Reform Society</i>
1967	1 ^{er} février	Fondation de la <i>Northern Ireland Civil Rights Association</i>
	27 juillet	<i>Sexual Offences Act</i> qui décriminalise partiellement l'homosexualité masculine en Angleterre et au Pays de Galles.
1968	5 octobre	Marche de Derry, qui marque le début du conflit nord-irlandais, ou du moins des mouvements pour les droits civiques en Irlande du Nord
		Fondation de <i>People's Democracy</i>
1969	1 ^{er} janvier	Grande marche de Belfast à Derry, organisée par <i>People's Democracy</i> , sur le modèle de la marche de Selma à Montgomery.
	janvier-mai	Fondation du <i>Scottish Minorities Group</i> (SMG)

	27 juin	Émeutes au Stonewall Inn après une énième descente de la police dans le bar.
1969	juillet	Fondation du <i>Gay Liberation Front</i> (GLF) à New York
	12-14 août	Bataille du Bogside à Derry
1970	août	Fondation du <i>Social Democratic and Labour Party</i>
	13 octobre	Fondation du <i>Gay Liberation Front</i> de Londres
1971		Fondation du mouvement féministe irlandais, l' <i>Irish Women Liberation Movement</i> (IWLM)
		Fondation de la <i>Belfast Gay Liberation Society</i> (BGLS) à la <i>Queen's University</i>
1972	30 janvier	« Dimanche sanglant » de Derry
1973	Juin	Fondation de <i>Gay News</i> par la CHE et le GLF
		Fondation de Sappho et du journal associé
	1 ^{er} janvier	Adhésion de l'Irlande à la CEE.
		Fondation du <i>Coleraine Sexual Reform Movement</i>
	Octobre	Fondation du <i>Sexual Liberation Movement</i> , Dublin.
		Reconnaissance officielle des <i>gay societies</i> de Belfast et Coleraine
	5 novembre	Première conférence LGBT de toute l'Irlande à la <i>New University of Ulster</i> , Coleraine
		Démantèlement du GLF de Londres
	décembre	L' <i>American Psychiatric Association</i> retire l'homosexualité de la liste des maladies psychiatriques
1974	16-17 février	Symposium sur l'homosexualité et les droits LGBT à <i>Trinity College Dublin</i> . Fondation de l' <i>Union for Sexual Freedom in Ireland</i> (USFI)
	4 mai	Première télévision pour les militant.es nord-irlandais.es pour la réforme dans une émission d'Ulster TV, le <i>Gordon Burn's Show</i> .
	12 mai	Première réunion générale de l'USFI.
	20 juin	Marche de militant.es sud et nord-irlandais.es du palais

		de justice de la République d'Irlande à l'ambassade britannique à Dublin, pour commémorer les émeutes de Stonewall. Fondation du 1974 <i>Committee for Homosexual Law Reform</i> (1974 CHLR)
	29 juin	Manifestation de la BGLS au parlement de Stormont.
1974	Août	L' <i>Irish Gay Rights Movement</i> , fondé dans l'année, quitte officiellement l'USFI et fait figure d'association LGBT nationale dans la République d'Irlande.
		L'Accord de Sunningdale, voté en décembre 1993, est retiré sous la pression des grèves des travailleurs unistes
1975	21 juin	Manifestation devant le parlement de justice de Dublin pour la réforme législative sur l'homosexualité. Envoi du projet de loi commun de la CHE, de l'USFI et du SMG à la chambre des communes britannique.
	13 juillet	Groupe de réflexion sur la place des femmes dans les mobilisations, lors d'une réunion de la CHE.
	Août	Fondation de la <i>Northern Ireland Gay Rights Association</i> (NIGRA). Fondation d' <i>Irish Women United</i> (IWU)
		Trêve de l'IRA . Le Royaume-Uni met fin du <i>Special Category Status</i> qui entraînent la grève des prisonniers et prisonnières dans les H-Block/Armagh
1976	Mai	La NIGRA quitte l'USFI et fait figure d'association LGBT officielle en Irlande du Nord.
		Fondation de la branche de l'IGRM à Cork.
		Fondation d'une <i>Dublin Student Gay Society</i>
1978		<i>Women's Conference on Lesbianism</i> , organisée par des militantes lesbiennes de l' <i>Irish Women's Movement</i> , mouvement féministe irlandais.
		Fondation de <i>Liberation for Irish Lesbian</i> (LIL)
1979		Fondation de la <i>National Gay Federation</i> (NGF) à Dublin et « <i>Glitter Balls War</i> ».
		Première apparition à la RTÉ d'une femme lesbienne, dans

		l'émission de Gay Byrne, le <i>Late Late Show</i>
	Mai	Election de Margaret Thatcher
1979	1987	Alternance du Fianna Fail et du Fine Gael au gouvernement républicain. Charles Haughey et Garret Fitzgerald se succèdent au poste de Taoiseach. Grande instabilité politique.
1980		Fondation du <i>Cork Gay Collective</i>
		Rencontre et tentative de réconciliation entre l'IGRM et la NGF organisée par le <i>Cork Gay Collective</i> au <i>Glencree Reconciliation Centre</i>
		Fondation du <i>Galway Gay Collective</i>
		Apparition de Joni Crone dans l'émission de Gay Byrne, le <i>Late Late Show</i>
1981	1 ^{er} février	Application du Sexual Offence Act de 1967 en Ecosse.
	15 – 17 mai	Première <i>National Gay Conference</i> à Cork
	22 octobre	<i>Dudgeon v. United Kingdom</i> , Arrêt de la cour européenne des droits de l'homme qui établit que le maintien de la criminalisation de l'homosexualité en Irlande du Nord est contraire à la convention des droits de l'homme.
		Fondation du <i>Dublin Gay Collective</i> (DGC), rapidement renommé <i>Dublin Lesbian and Gay Collectives</i>
1982		<i>Homosexual Offence (Northern Ireland) Order</i> , extension du <i>Sexual Offence Act</i> de 1967 à l'Irlande du Nord.
	20 janvier	Meurtre de Charles Self à Dublin
		Fondation du <i>Gay Defence Committee</i>
	18 – 20 juin	Seconde <i>National Gay Conference</i> à Trinity College, Dublin
	10 septembre	Meurtre de Declann Flynn dans le parc de Fairview, à Dublin
		Meurtre de Dolores Lynch
	14 septembre	Fondation de <i>Gays Against the Imperialism</i>
1983	19 mars	Grande manifestation de Fairview parc à Liberty Hall à

		Dublin, organisée par le <i>Gay Defence Committee</i> contre les violences faites aux femmes et aux gays.
		Fondation de <i>Quay Co-op</i> à Cork et du <i>Cork Lesbian Collective</i> .
		Référendum sur l'avortement en République d'Irlande et création de la <i>Pro-Life Amendment Campaign</i> (contre l'IVG) et de la <i>Women's Right to Choose Campaign</i> (pour l'IVG)
	4 – 5 juin	<i>All-Ireland Lesbian and Gay Conference</i> , troisième conférence gaie nationale, à Belfast
1985		Fondation de <i>Gay Health Action</i> (GHA), pour lutter contre la propagation du sida en Irlande.
		Deux nonnes américaines apparaissent dans l'émission de Gay Byrne, le <i>Late Late Show</i> , pour parler de leur lesbianisme
		Le DLGC publie <i>Out for Ourselves</i>
1987		Fondation de <i>Gay and Lesbian Equality Network</i> (GLEN)
1988		<i>Norris v. Ireland</i> , Arrêt de la cour européenne des droits de l'homme en faveur de David Norris contre la criminalisation de l'homosexualité en République d'Irlande.
1993		Décriminalisation de l'homosexualité masculine en République d'Irlande.
1996		Fondation de <i>Equality Coalition</i>
1998	10 mai	Accord du Vendredi Saint dont la clause sur l'égalité des droits entre les citoyen-ne-s décriminalise totalement l'homosexualité en Irlande du Nord.

Graphiques et données statistiques sur *Cara-Friend* et Belfast¹

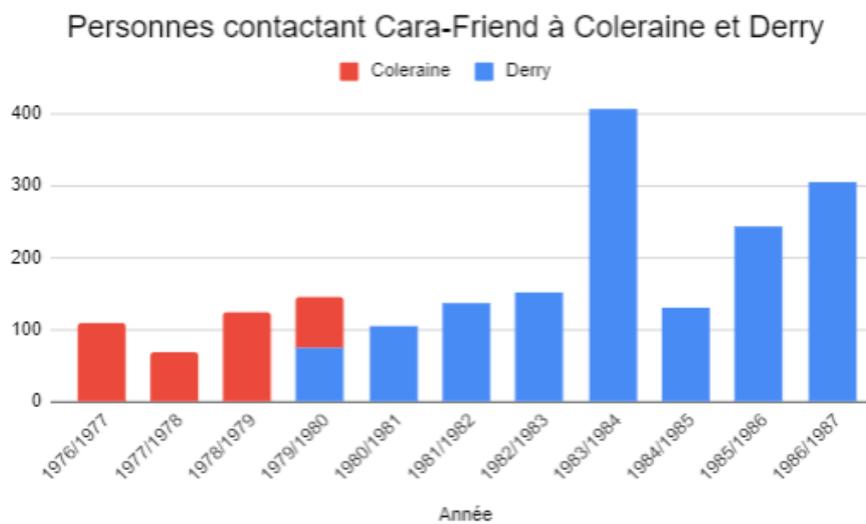
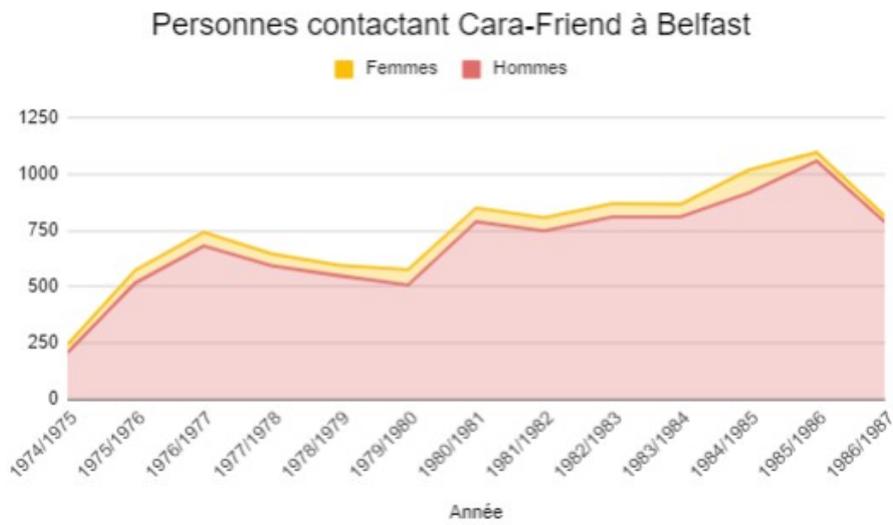
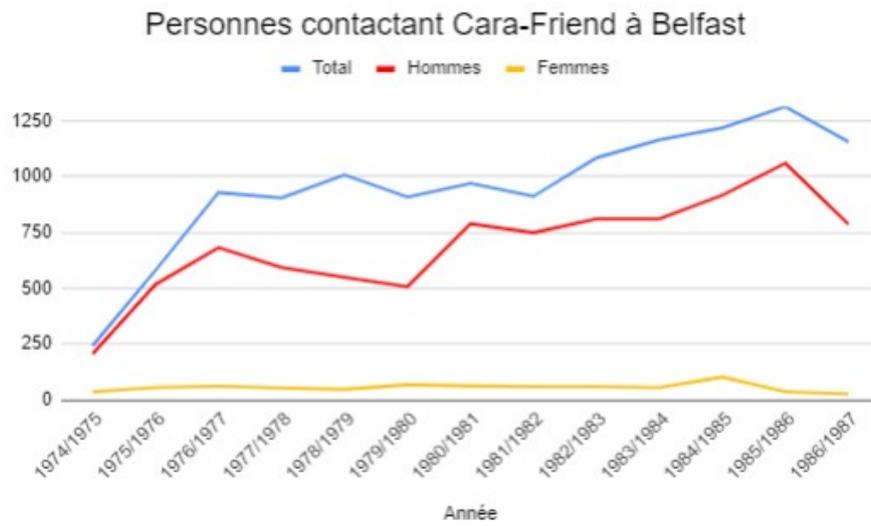
Nombre de contacts enregistrés par les lignes de *Cara-Friend* entre 1974-1986

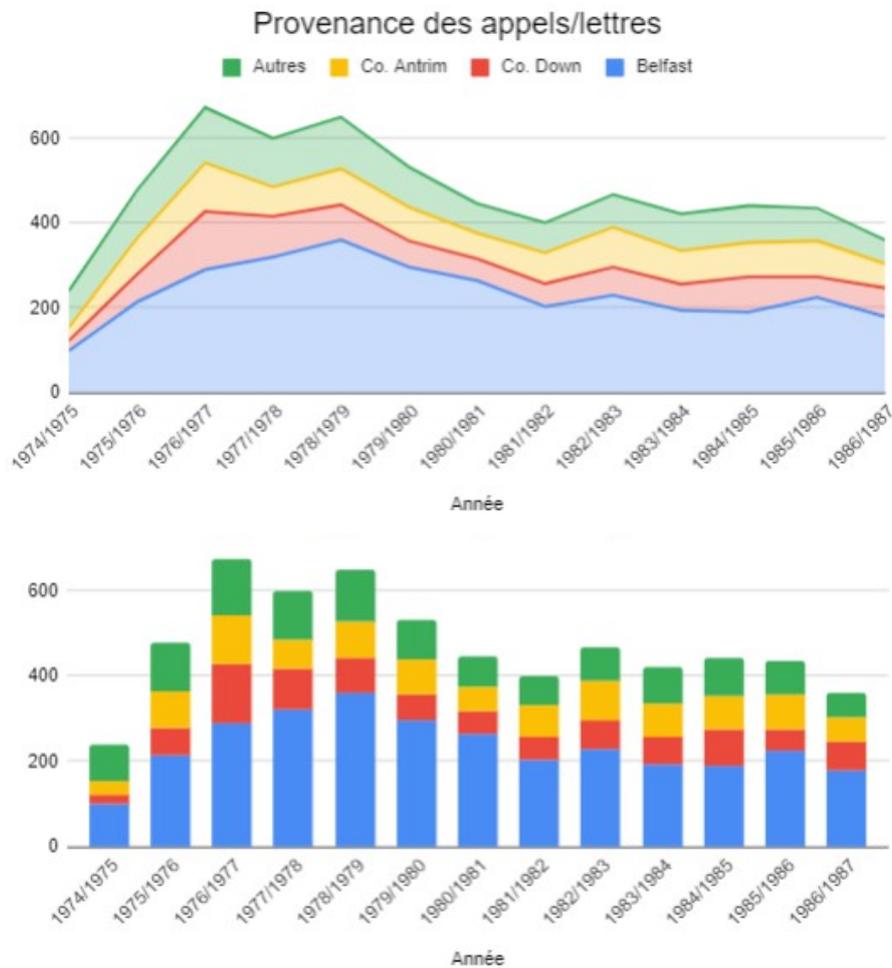
	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81
Total	243	580	927	903	1006	907	969
Dont nouveaux		532	861	839	930	852	920
Dont anciens		48	66	64	76	55	49
Belfast							
Part d'hommes	206 (85%)	517 (90%)	681 (92%)	593 (92%)	548 (92%)	507 (88%)	788 (93%)
Part de femmes	37 (15%)	56 (10%)	61 (8%)	53 (8%)	47 (8%)	68 (12%)	62 (7%)
Coleraine							
Part d'hommes			104 (96%)	62 (91%)	117 (95%)	69 (99%)	
Part de femmes			4 (4%)	6 (9%)	6 (5%)	1 (1%)	
Derry							
Part d'hommes						70 (93%)	99 (95%)
Part de femmes						5 (7%)	5 (5%)

	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
Total	911	1083	1163	1217	1312	1154
Dont nouveaux	849	1021	1110	1148	1273	1113
Dont anciens	62	62	53	69	39	41
Belfast						
Part d'hommes	748 (93%)	810 (93%)	810 (94%)	916 (90%)	1059 (97%)	787 (97%)
Part de femmes	59 (7%)	59 (7%)	56 (6%)	102 (10%)	37 (3%)	27 (3%)
Derry						
Part d'hommes	124 (91%)	141 (93%)	368 (91%)	120 (93%)	214 (88%)	280 (92%)
Part de femmes	12 (9%)	10 (7%)	38 (9%)	9 (7%)	28 (12%)	24 (8%)
Lesbian Line Belfast						
Part d'hommes					160 (62%)	140 (68%)
Part de femmes					97 (38%)	67 (32%)

On peut noter une augmentation assez forte des nombres d'appels et de lettres reçues par le groupe dans les trois années qui suivent sa formation, ce qui tend à indiquer l'existence d'une demande de tels services sociaux. Les chiffres se stabilisent ensuite et connaissent des fluctuations jusqu'en 1982, moment où l'*Homosexual Offence Act* est appliqué à l'Irlande du Nord, où ils suivent à nouveau une courbe ascendante. De point de vue des proportions, les hommes restent bien plus nombreux sur l'ensemble de la période que les femmes, ce qui reflète la composition du mouvement. Enfin, en ce qui concerne les lignes secondaires mises en place à l'ouest de l'Ulster, à Coleraine puis Derry, qui récupère bien les appels de la ville voisine à l'arrêt de la ligne, les courbes sont similaires, si ce n'est ce pic en 1984.

¹ Graphiques réalisés par Thomas Luneau sur la base des tableaux issus des rapports de Cara-Friend.





En ce qui concerne l'origine géographique de ces contacts, le premier graphique permet de souligner nettement la prépondérance de Belfast, et au-delà de Belfast des comtés qui l'entourent, à savoir le comté d'Antrim et le comté de Down. Les proportions des diverses origines géographiques des appels restent d'ailleurs stables sur la période. Ce constat s'explique avant tout par des raisons démographiques puisque ce sont les deux comtés les plus peuplés d'Irlande du Nord, suivi par le comté de Derry à l'ouest.

Provenance des appels et lettres reçues à Belfast.

	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81
Belfast	99 (41%)	214 (45%)	290 (43%)	320 (53%)	360 (55%)	296 (56%)	264 (59%)
Co. Down	24 (10%)	65 (14%)	137 (20%)	96 (16%)	83 (13%)	62 (12%)	52 (12%)
Co. Antrim	31 (13%)	85 (18%)	115 (17%)	69 (11.5%)	85 (13%)	79 (15%)	60 (13%)
Co. Armagh	15 (6%)	40 (8%)	37 (5%)	29 (5%)	42 (6%)	41 (8%)	25 (5%)
Co. Derry	24 (10%)	15 (3%)	37 (5%)	28 (5%)	30 (5%)	26 (5%)	17 (4%)
Co. Tyrone	17 (7%)	27 (6%)	29 (4%)	23 (4%)	27 (4%)	15 (3%)	16 (4%)
Co. Fermanagh	11 (5%)	15 (3%)	14 (2%)	20 (3%)	11 (2%)	3 (<1%)	7 (2%)
Eire	10 (4%)	5 (1%)	4 (1%)	3 (0.5%)	2 (0%)	2 (<1%)	2 (0%)
UK	7 (3%)	8 (2%)	7 (1%)	5 (1%)	6 (1%)	2 (<1%)	0
Autres	2 (1%)	4 (1%)	3 (0%)	7 (1%)	4 (1%)	6 (1%)	3 (1%)

1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
203 (51%)	230 (49%)	194 (46%)	190 (43%)	225 (52%)	179 (50%)
54 (13%)	66 (14%)	6 (15%)	83 (19%)	48 (11%)	68 (19%)
73 (18%)	94 (20%)	79 (19%)	81 (18%)	85 (20%)	57 (16%)
33 (8%)	27 (6%)	27 (6%)	28 (6%)	31 (7%)	21 (6%)
17 (4%)	13 (3%)	26 (6%)	20 (5%)	23 (5%)	9 (2.5%)
11 (3%)	21 (4%)	14 (3%)	20 (5%)	15 (3%)	18 (5%)
3 (1%)	13 (3%)	11 (3%)	4 (<1%)	2 (<1%)	2 (<1%)
2 (1%)	2 (<1%)	4 (<1%)	2 (<1%)	3 (1%)	2 (<1%)
5 (1%)	1 (<1%)	2 (<1%)	8 (2%)	2 (<1%)	3 (1%)
0	0	3 (<1%)	5 (<1%)	1 (<1%)	1 (<1%)

Poursuite des contacts établis auprès des hommes

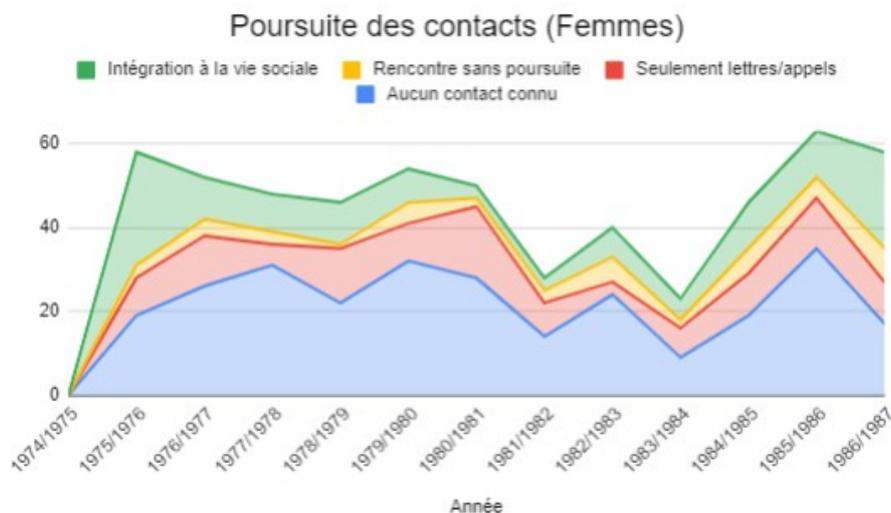
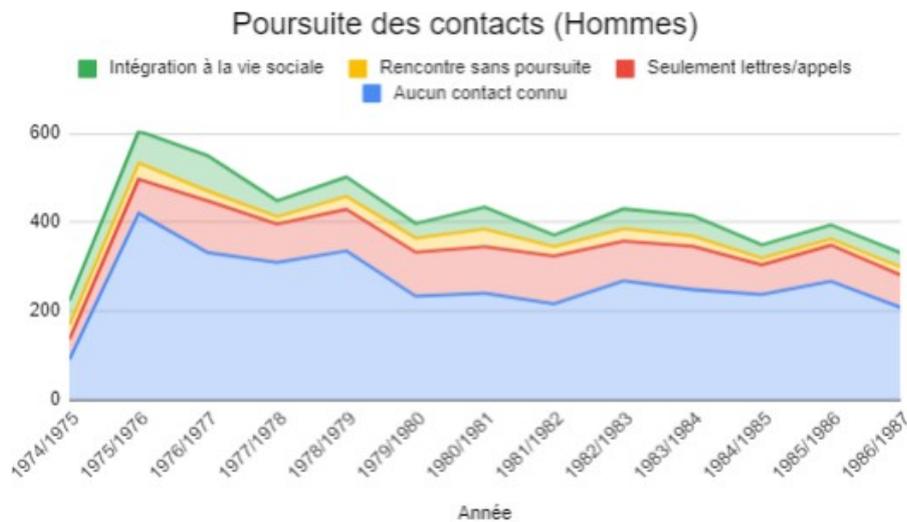
	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81
Aucun contact connu	91 (40 %)	420 (69%)	331 (60%)	309 (69%)	335 (67%)	233 (59%)	240 (55%)
Poursuite sans rencontre	45 (20 %)	77 (13%)	117 (21%)	87 (19%)	94 (19%)	99 (25%)	105 (24%)
Rencontre unique	33 (14 %)	36 (6%)	22 (4%)	16 (4%)	29 (6%)	32 (8%)	39 (9%)
Intégration totale	54 (23 %)	73 (12%)	80 (15%)	36 (8%)	44 (9%)	33 (8%)	50 (12%)

	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
	216 (58%)	268 (62%)	248 (60%)	237 (68%)	267 (68%)	208 (63%)
	108 (29%)	89 (21%)	98 (24%)	67 (19%)	81 (21%)	73 (22%)
	21 (6%)	28 (7%)	23 (6%)	15 (4%)	14 (4%)	18 (5%)
	26 (7%)	45 (10%)	46 (11%)	30 (9%)	32 (8%)	32 (10%)

Poursuite des contacts établis auprès des femmes

	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81
Aucun contact connu		19 (33%)	26 (50%)	31 (65%)	22 (48%)	32 (59%)	28 (56%)
Poursuite sans rencontre		9 (16%)	12 (23%)	5 (10%)	13 (28%)	9 (17%)	17 (34%)
Rencontre unique		3 (5%)	4 (8%)	3 (6%)	1 (2%)	5 (9%)	2 (4%)
Intégration totale		27 (47%)	10 (19%)	9 (19%)	10 (22%)	8 (15%)	3 (6%)

	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
	14 (50%)	24 (60%)	9 (39%)	19 (41%)	35 (56%)	17 (29%)
	8 (29%)	3 (7.5%)	7 (30%)	10 (22%)	12 (19%)	10 (17%)
	3 (11%)	6 (15%)	2 (9%)	6 (13%)	5 (8%)	8 (14%)
	3 (11%)	7 (17.5%)	5 (22%)	11 (24%)	11 (17%)	23 (40%)



La question de la poursuite des contacts permet d'aborder les liens entre les lignes téléphonique et le développement d'une scène sociale et d'une communauté LGBT. Les militant·e·s de *Cara-Friend* ont ainsi distingué la poursuite de contact à distance des cas où une rencontre a été organisée avec la personne ayant contacté l'association (comme l'expliquait par exemple Marina Forestal) et finalement les cas où on a une intégration totale à cette vie sociale LGBT formée autour du mouvement. Les rapports évoquent les personnes qui ont depuis participé à plusieurs événements LGBT ou soirées dans les bars gays, et des personnes totalement intégrées. Ici les deux catégories sont mélangées, et on peut noter qu'elle reste globalement en faible proportion, sauf en ce qui concerne les femmes. Sur ce point il faut prendre en compte la faible part que représentent les femmes dans les contacts de l'organisation. Néanmoins il semble que les contacts, quoique moins nombreux, amènent plus souvent à des conséquences positives sur l'intégration de ces femmes au mouvement et à la communauté LGBT. Les différentes échelles de cette typologie sont en tout cas plus équilibrément représentées.

Photographies

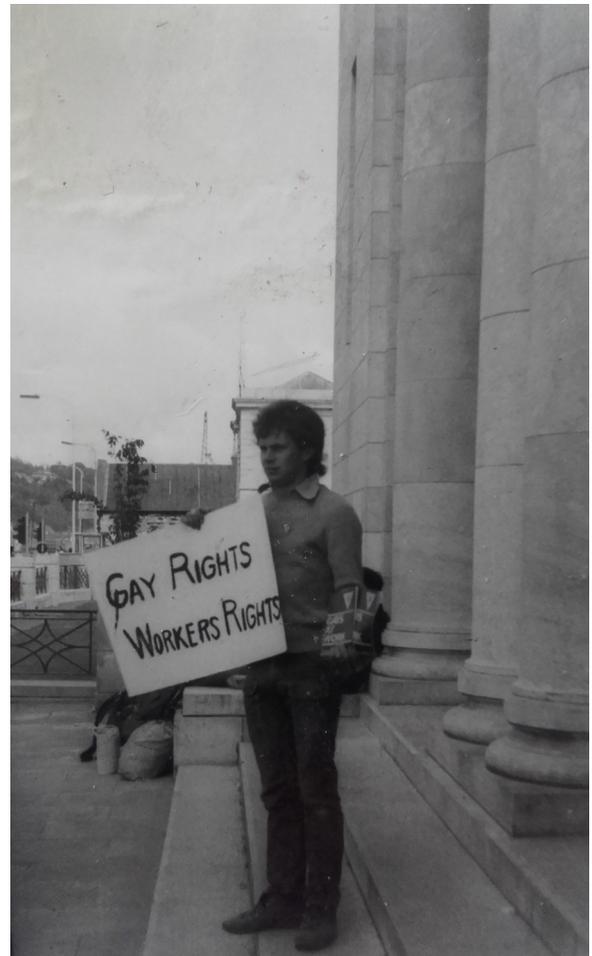
Photographie de Doug Sobey des bureaux de *Cara-Friend*, montrant l'organisation de la ligne téléphonique².



² Photographie gracieusement envoyée par Doug Sobey.

À gauche, les militant·e·s du GAI, ici organisés en un *Lesbians and Gays Against Imperialism*, tiennent une banderole avec le symbole de la charrue étoilée, reprise aux mouvements socialistes et républicains, ornée de triangles roses renversés, symbole de la déportation des personnes homosexuelles par le nazisme repris par les mobilisations LGBT dès le début des années 1970³.

À droite, Laurie Steele photographié devant le Connolly Hall à Cork, siège de l'*Irish Congress of Trade Unions* à Cork, avec des prospectus et une pancarte « *Gay rights = Workers rights* », témoignant ainsi revendications plus larges portées par les collectifs politisés du début des années 1980 et de leur volonté de nouer des alliances avec d'autres acteurs des mouvements sociaux⁴.



3 Free Derry Museum, archives de Tarlach Mac Niallais.

4 Photographie gracieusement envoyée par Kieran Rose.

Table des matières

Remerciements	7
Sommaire	9
Table des abréviations	11
Quelques précisions de vocabulaire.....	13
Introduction.....	17
Première partie : L’île irlandaise dans les années 1970, un espace hostile aux revendications LGBT de part et d’autre de la frontière	33
<u>Chapitre 1 : Deux Irlande, deux législations, un même ordre moral sexuel</u>	35
1.1. Une division politique et institutionnelle, mais pas législative.	35
1.2. Un ordre moral partagé au-delà de la frontière	38
1.3. Des lesbiennes non concernées par la discrimination législative ?	43
<u>Chapitre 2 : Attitudes des sociétés irlandaises face aux homosexualités</u>	48
2.1. Dans l’opinion publique : « un péché, un crime et une maladie »	48
2.2. Des revendications LGBT en contradictions avec des identités irlandaises traditionnelles.....	53
2.3. Une « manière irlandaise de gérer les choses » : le silence, le tabou et l’invisibilisation.....	58
<u>Chapitre 3 : Différentes échelles de discriminations et de violences physiques et sociales.....</u>	65
3.1. Des violences physiques courantes mais invisibilisées	65
3.2. Un risque social avant tout.....	70

3.3. Forcé·e·s de rester dans le placard ? L'émigration et la conformation à l'hétéronormativité...74

Deuxième partie : Premières mobilisations sur l'île irlandaise : un ou des mouvement(s) LGBT en Irlande ? (1971-1976).....80

Chapitre 4 : Entre obstacles et héritages : des mobilisations LGBT face au contexte politique et militant de l'Irlande des années 1968.....82

4.1. Un mouvement naissant, dans la lignée et avec le soutien des mobilisations internationales, et surtout britanniques.....82

4.2. Une précocité nord-irlandaise liée au contexte de mobilisation en Irlande du Nord.....89

4.3. Un mouvement LGBT ancré dans les mobilisations étudiantes.....96

Chapitre 5 : « *Make friends with gay people, fight for gay rights* » : faire communauté et se battre, des champs d'actions variés.....102

5.1. Faire communauté : un aspect primordial dans les mobilisations102

5.2. Un débat quant aux aspirations politiques : *gay rights* ou *gay liberation*.....108

5.3. « *Feminism came first* » : une première militance lesbienne invisibilisée dans des mobilisations LGBT majoritairement masculines113

Chapitre 6 : D'une association pan-irlandaise unifiée à l'émergence de deux organisations nationales séparées.....120

6.1 L'*Union for Sexual Freedom in Ireland*, une tentative infructueuse de coordination Nord – Sud120

6.2. L'émergence d'un mouvement irlandais dans la République d'Irlande : l'*Irish Gay Rights Movement* (IGRM).....126

6.3. Une restructuration des organisations nord-irlandaises autour de la <i>Northern Ireland Gay Rights Association</i> (NIGRA) qui entérine l'émergence de deux mouvements LGBT séparés en Irlande.....	129
--	-----

Troisième partie : Entre institutionnalisation et politisation : l'uniformité des mouvements LGBT en question (1975/6 – 1986).....135

Chapitre 7 : Des mouvements qui s'institutionnalisent à travers des organisations référentes de part et d'autre de la frontière 139

7.1. Dans la République d'Irlande, une organisation qui centralise les mobilisations à l'échelle nationale.....	139
---	-----

7.2. La « <i>Glitter Balls War</i> », la légitimité des organisations en question et dispute d'influence	145
--	-----

7.3. En Irlande du Nord, une chronologie et une échelle différente du mouvement.....	152
--	-----

Chapitre 8 : Diversification des mobilisations et des enjeux à travers une politisation des militant·e·s.....159

8.1. Un militantisme lesbien indépendant : une militance toujours politique ?.....	159
--	-----

A – L'émergence d'un lesbianisme politique en Irlande.....	159
--	-----

B – Une militance plus ou moins intégrée au mouvement LGBT.....	163
---	-----

8.2. De Cork à Dublin, des collectifs ouvertement politiques et politisés.....	167
--	-----

8.3. Des <i>Trade Unions</i> au mouvement féministe : la formation de nouvelles alliances pour le mouvement LGBT.....	175
---	-----

Chapitre 9 : Troubles dans la mobilisation, le renouvellement de la question nord-sud dans les années 1980.....182

9.1. De nouvelles initiatives de solidarité transfrontalières.....	182
--	-----

9.2. « *Gay Liberation through National Liberation* » : l'émergence d'un mouvement gai et républicain.....187

9.3. En Irlande du Nord, une volonté de dépassement des clivages communautaires et de constituer une scène LGBT non-sectaire.....194

Épilogue : « Which way forward ? », recomposition des mobilisations à l'aube des années 1990.....203

Conclusion 211

Bibliographie217

Sources227

Annexes 247

Présentation des militants et militantes interrogées.....249

Cartes255

Chronologie générale..... 257

Graphiques et données statistiques sur *Cara-Friend* et Belfast.....263

Photographies.....269

Table des matières273

